

LE BULLETIN DE DOCTRINE ET D'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

**Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada
Vol. 5, N° 4, Hiver 2002 - 2003**

L'APPRÉCIATION ADMINISTRATIVE DANS LE PROCESSUS DE PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE

Le lieutenant-colonel R. Préfontaine, CD

LE POINT PAR LE CENTRE D'INSTRUCTION AU COMBAT Sur l'essai en conditions réelles du système mobile d'instrumentation automatisée du VBL III / Leopard C2

Le major Bill Beaudoin, CD

UNE ÉVIDENCE MÊME

Les forces spéciales et le renseignement en contexte de guerre
asymétrique

Le lieutenant-colonel Bernd Horn, CD

JOMINI SUR LA TACTIQUE DU CHAMP DE BATAILLE

Le lieutenant-colonel Vincent J. Curtis, CD

LA RÉSERVE DE L'ARMÉE DE TERRE ET LES OPÉRATIONS

Réexamen des modalités
d'intégration des réservistes aux opérations à l'étranger

Le lieutenant-colonel P.P.J. Lessard, CD

"MOURIR COMME DANS UN PIÈGE À RATS"

La guerre des gaz et le soldat de la Grande Guerre (Partie 1)

Tim Cook

PURPLE HAZE

Planification conjointe dans les Forces canadiennes, de la
Force mobile à l'état-major J, 1975-1991 (Partie 1)

Sean M. Maloney, Ph.D.

RENAISSANCE DU BATAILLON CANADIEN DE FUSILIERS À CHEVAL

Le sergent Arthur Mafoor, CD



Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Ce bulletin est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît sur une base trimestrielle. Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre vise à diffuser de l'information à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés et à susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons également des articles sur des sujets comme le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats mûrement réfléchis et raisonnés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion et la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades et le personnel d'autres éléments sont invités à contribuer au Bulletin. Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne représentent nullement une ligne de conduite du ministère ou des Forces canadiennes. La doctrine, l'instruction et leurs versions actualisées ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 à 6 000 mots, seront considérés pour publication. Ils peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles. L'usage et l'orthographe doivent se conformer aux ouvrages suivants : Le Guide du rédacteur, Bureau de la traduction (TPSGC 1996) et The Canadian Style : A Guide to Writing and Editing (TPSGC 1997) - qui sont tous deux disponibles sur l'Internet et dans les bibliothèques et librairies -, ainsi que Le Petit Robert ou The Concise Oxford Dictionary. Les tableaux, graphiques et images doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent comprendre des notes de fin de texte. Les auteurs doivent inclure une courte notice biographique faisant état de leurs antécédents scolaires et des faits dignes de mention de leur expérience militaire et de toute autre expérience, sans oublier de mentionner les principaux cours suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier ordinaire (avec copie électronique). Tous les articles soumis seront examinés par un comité de rédaction et les auteurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article. Le rédacteur en chef se réserve le droit d'apporter des modifications rédactionnelles mineures portant sur la grammaire ou le style. On communiquera avec les auteurs si un article a besoin de révision.

PRÉSENTATION D'ARTICLES POUR LA « TRIBUNE LIBRE » (COMMENTAIRES)

Les articles pour la tribune libre ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être présentés n'importe quand. Nous ferons notre possible pour les publier dans l'édition la plus rapprochée. Les commentaires doivent être présentés le plus tôt possible après la publication de l'article auquel ils se rapportent.

CRITIQUES DE LIVRES

Les articles destinés à la section Critiques de livres doivent faire entre 1 000 et 2 500 mots. On peut obtenir les lignes directrices sur la préparation des critiques de livres auprès du rédacteur en chef. Dans la mesure du possible, il faut fournir une copie électronique de la jaquette du livre faisant l'objet d'une critique.

IMAGES ET GRAPHIQUES

Les images et les graphiques ne doivent pas exiger le soutien de la couleur ou des tons. Les graphiques

doivent être clairs et simples. Des copies électroniques sont acceptables (300 ppp, format de fichiers JPEG).

DATES DE TOMBÉE

Prière de communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

DIFFUSION ET COPIES ÉLECTRONIQUES

Le Bulletin est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, prière de s'adresser au rédacteur en chef. On trouvera une version électronique du Bulletin à l'adresse www.army.dnd.ca/ael/.

CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le Major John R. Grodzinski :

Rédacteur en chef
Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre
Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre
C.P. 17 000, succ. Forces
Kingston ON K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 4874
téléc. : (613) 541-4478
Courriel Internet : grodzinski.jr@forces.gc.ca

RÉVISION ET MISE EN PAGES

Le Bureau de publications de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (Kingston, Ontario), est responsable de la révision de chaque article, sauf lorsqu'il faut donner le travail à contrat :

Révision — anglais : M. Donald E. Graves, Mme Karen Johnstone, Lt(v) Brian Lawrie-Munro

Révision — français : M. Robert Boyer, M. Gilles Langlois, M. Geoffrey Meyer

Présentation et disposition : Mme Patricia Bridger

Table des matières

LE POINT SUR L'AVIATION TACTIQUE	1
COLLÈGE DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR DE LA FORCE TERRESTRE CANADIENNE DÉROULEMENT DU COURS SUR LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE MISE À JOUR HIVER 2003	4
L'APPRÉCIATION ADMINISTRATIVE DANS LE PROCESSUS DE PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE	5
<i>par le lieutenant-colonel R. Préfontaine, CD</i>	
LE POINT PAR LE CENTRE D'INSTRUCTION AU COMBAT SUR L'ESSAI EN CONDITIONS RÉELLES DU SYSTÈME MOBILE D'INSTRUMENTATION AUTOMATISÉE DU VBL III / LEOPARD C2	15
<i>par le major Bill Beaudoin, CD</i>	
UNE ÉVIDENCE MÊME LES FORCES SPÉCIALES ET LE RENSEIGNEMENT EN CONTEXTE DE GUERRE ASYMÉTRIQUE	22
<i>par le lieutenant-colonel Bernd Horn, CD</i>	
JOMINI SUR LA TACTIQUE DU CHAMP DE BATAILLE	34
<i>par le lieutenant Vincent J. Curtis, CD</i>	
LA RÉSERVE DE L'ARMÉE DE TERRE ET LES OPÉRATIONS RÉEXAMEN DES MODALITÉS D'INTÉGRATION DES RÉSERVISTES AUX OPÉRATIONS À L'ÉTRANGER	43
<i>par le lieutenant-Colonel P.P.J. Lessard, CD</i>	
« MOURIR COMME DANS UN PIÈGE À RATS » LA GUERRE DES GAZ ET LE SOLDAT DE LA GRANDE GUERRE. [TRADUCTION]	53
<i>par le Tim Cook</i>	
PURPLE HAZE PLANIFICATION CONJOINTE DANS LES FORCES CANADIENNES, DE LA FORCE MOBILE À L'ÉTAT-MAJOR J, 1975-1991 (PARTIE 1)	64
<i>par le Sean M. Maloney, PhD</i>	
RENAISSANCE DU BATAILLON CANADIEN DE FUSILIERS À CHEVAL	82
<i>par le Sergeant Arthur Majoor, CD</i>	
CRITIQUES DE LIVRES	91
TRIBUNE LIBRE	97
PROBLÈME TACTIQUE CONSTITUER UNE PUISSANCE DE COMBAT AU MOYEN DE L'ARTICULATION	103

Un élément de notre patrimoine

L'infanterie de marine!

Tout au long de l'histoire du Canada, que ce soit sous le régime français ou le régime anglais, un certain nombre d'unités d'infanterie de marine ont servi et se sont battues au pays et sur les territoires voisins.



Un soldat des Compagnies franches de la Marine, en service à bord d'un navire de guerre, vers 1750. Ces Compagnies, embarquées sur des navires, furent formées en 1690 et ont été démembrées en novembre 1761. (Gracieuseté de Parcs Canada)



Un officier des Compagnies franches de la Marine, en Nouvelle-France, vers 1735. Le ministère français de la Marine était responsable de la défense des colonies et a mis sur pied plusieurs compagnies de « la Marine » en vue de les cantonner au Canada. Il s'agissait d'unités distinctes des équipages des navires. (Gracieuseté de Parcs Canada)



Un soldat des Royal Marines, en 1814. Les membres de ce corps ont servi au Canada en 1758 - 1759. De plus, deux bataillons ont servi au Bas-Canada et au Haut-Canada en 1813 et 1814. Deux compagnies de la Royal Marine Artillery et un détachement de fusées Congreve en faisaient partie. (Gracieuseté de la Anne S.K. Brown Military Collection, Brown University, Providence)



Un tambour, un soldat et un sergent des Royal Marines, au Canada, en 1838. Un détachement des Royal Marines s'est battu aux côtés des forces britanniques et canadiennes à la bataille de Windmill, près de Prescott, Ontario, lors de la rébellion de 1838. (Gracieuseté de Donald E. Graves)

Le point sur l'aviation tactique

Une chronique régulière de la 1re Escadre

Le présent article a pour but de faire le point sur la doctrine, l'instruction et les concepts de l'aviation tactique des Forces canadiennes (FC), ainsi que sur les changements qui sont survenus dans ces domaines au cours de la dernière année. On a beaucoup accompli durant cette période, ce qui a permis de rapprocher la capacité de l'aviation tactique des objectifs fixés par le commandant de la 1re Escadre et décrits dans son Énoncé de vision de l'aviation tactique canadienne.¹

Le projet en cours le plus important, qui améliorera la capacité de l'aviation tactique d'appuyer efficacement l'Armée de terre, est l'acquisition de l'ensemble de mission optoélectronique de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition de cibles (ORSAC/ERSTA). Ce projet a commencé en 1996 sous forme de document de conception rédigé par l'officier de doctrine de la 1re Escadre en poste à l'époque, qui avait servi comme pilote d'échange sur Lynx (armé) au sein d'une unité de l'Army Aviation Corps (AAC) britannique, pendant la guerre du Golfe. C'est grâce à son expérience à bord d'un hélicoptère armé de reconnaissance (reco) qu'il a pu reconnaître le potentiel de l'hélicoptère Griffon comme plate forme multirôle, capable d'effectuer des opérations de reconnaissance une fois pourvu d'un ensemble de mission optoélectronique moderne. L'ORSAC vise à permettre au Griffon de maintenir une distance de sécurité par rapport à l'ennemi, d'identifier les objectifs à une distance de 9 km et de

désigner des objectifs pour les munitions à guidage de précision (MGP) au moyen d'un marqueur d'objectif à laser.

En février 2002, la demande de proposition (DP) visant l'ORSAC était transmise à Bell Helicopter Textron Canada

le projet en cours le plus important . . . est l'acquisition de l'ensemble de mission optoélectronique de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition de cibles

Limitée (BHTCL). Dans le cadre du processus de soumission, BHTCL est en concurrence pour obtenir le contrat de sous-traitance du sous système aéroporté (SSA) de l'ORSAC. Les offres présentées par les vendeurs intéressés à fournir le SSA ORSAC doivent parvenir à BHTCL en septembre 2002. Après réception des offres, BHTCL fera l'évaluation des propositions reçues et choisira l'entrepreneur qui sera retenu. La soumission gagnante pour le SSA sera ensuite intégrée à la proposition de BHTCL relativement à la DP pour l'ORSAC. L'échéancier estimatif du processus d'acquisition de l'ORSAC s'établit comme suit :

- Proposition de BHTCL en réponse à la DP, novembre 2002;
- Signature du contrat, printemps 2003;
- Essai et évaluation du prototype, printemps-été

2004;

- Livraison commençant à l'automne 2004 ou au printemps 2005.

Si on se fie au calendrier prévu, les spécialistes de mission ORSAC devraient amorcer leur formation au 403e Escadron, à la BFC Gagetown, au printemps 2005. Pour cette instruction, on accordera la priorité aux membres du 427e Escadron qui doivent se déployer en Bosnie en septembre 2005. Compte tenu de cet échéancier, le QG 1 ERE a établi que la capacité opérationnelle initiale (COI) d'une escadrille ORSAC compétente au plan opérationnel et déployable sera atteinte en septembre 2005.

Les caractéristiques de mission de l'ORSAC sont fondées sur les caméras actuelles d'imagerie à longue portée, qui utilisent la technique du radar thermique à balayage frontal de troisième génération (FLIR) combinée aux marqueur et télémètre laser, le tout branché en interface avec les systèmes de bord de façon à fonctionner comme ensemble de mission intégré. Les caractéristiques de rendement de l'ORSAC permettront à l'équipage du Griffon (CH-146) de réaliser des activités de reconnaissance et de surveillance, et de diriger et contrôler des missions de tir à l'appui des opérations de la force terrestre dans toute le spectre des opérations. L'ORSAC, une fois combinée aux capteurs optoélectroniques associés au véhicule de reconnaissance Coyote et aux véhicules aériens téléguidés dont l'acquisition est prévue, devrait constituer une base de rassemblement de

données et de renseignements ultramoderne, qui agira comme système complémentaire au sein de l'architecture de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR). L'Armée de terre canadienne, qui a déjà eu droit à des éloges pour les capacités de détection du Coyote, pourrait très bien faire figure de chef de file mondial en matière de reconnaissance et de surveillance avec l'arrivée de l'ORSAC au sein de l'équipe interarmes.

Avec l'élimination progressive

L'Armée de terre canadienne, qui a déjà eu droit à des éloges pour les capacités de détection du Coyote, pourrait très bien faire figure de chef de file mondial en matière de reconnaissance et de surveillance avec l'arrivée de l'ORSAC au sein de l'équipe interarmes.

de la flotte de Kiowa en 1996, l'expertise de l'aviation tactique en matière de reconnaissance aérienne a commencé à se dégrader. Aucun membre du personnel navigant n'a suivi de formation en reconnaissance de 1995 à 1999. En 1999, en prévision du déploiement de huit Griffons au Kosovo, on a offert un cours de reconnaissance, mais ce n'était qu'une brève introduction. Compte tenu de la mise en service opérationnel de l'ORSAC en 2005, on a décidé de commencer l'instruction élémentaire de reconnaissance du personnel navigant en mars 2002, au 403^e Escadron. Actuellement, tous les pilotes de Griffon de la 1^{re} Escadre apprennent les procédures de reconnaissance de base dans le cadre de leur cours de copilote tactique de Griffon. Même si l'ORSAC fournira les capteurs

nécessaires pour augmenter les distances de sécurité, les procédures de reconnaissance de base applicables aux mouvements d'hélicoptères au sein d'une section de reconnaissance ne devraient pas beaucoup changer. On en est arrivé à cette conclusion grâce à des activités d'expérimentation qui se sont déroulées en 2001.

L'expérience de l'Armée de terre 7A (EAT7A) a été réalisée au Centre d'expérimentation de l'Armée de terre (CEAT) dans le but de déterminer le nombre d'aéronefs dotés de l'ensemble de mission ORSAC que devrait compter une section de reconnaissance. Pour se préparer à la tenue de cette expérience, il a fallu redéfinir les tactiques, techniques et procédures (TTP) de reconnaissance en mettant à jour les publications de doctrine et les TTP de l'aviation tactique. Les procédures précédemment utilisées avec le Kiowa et les procédures actuelles de l'aviation américaine ont été appliquées pendant toute la simulation. Même si cette expérience devait avant tout permettre d'établir le nombre d'ensembles de mission requis, on a aussi pu, par la même occasion, vérifier la validité des TTP et de la doctrine de reconnaissance par hélicoptère. En se servant des ModSAF (forces semi automatisées modulaires), une section de deux hélicoptères Griffon simulés, équipés d'ORSAC simulés, offrait un appui reco à une troupe de reconnaissance de blindés comptant cinq véhicules (Coyote) simulés. Grâce à la participation de plusieurs pilotes de reconnaissance compétents, l'expérience a permis d'évaluer la possibilité d'utiliser des techniques de reconnaissance furtive en rase-mottes avec le Griffon équipé de l'ORSAC. La conclusion des participants et des membres de l'équipe de recherche opérationnelle est que

les techniques de reconnaissance ressuscitées étaient toujours appropriées et assuraient l'exécution de la mission dans le cadre de l'architecture expérimentale de simulation.

Au cours de la simulation avec l'ORSAC, il a été possible de détecter des objectifs à 20 km, de les reconnaître à 18 km et de les identifier à 9 km. L'ORSAC a aussi permis d'obtenir les coordonnées de quadrillage exactes de l'objectif à l'aide du télémètre laser, qui sera branché au système de positionnement global (GPS) de bord, ainsi que de désigner les objectifs pour les munitions à guidage de précision (MGP) à l'aide du marqueur de cibles à laser. Même si le système de poursuite automatique pouvait suivre ces objectifs, ceux-ci ne pouvaient être engagés (au cours de cette expérience) que par un tir d'artillerie indirect. Même si cette procédure fonctionnait, elle était longue. On s'est rendu compte qu'il serait plus efficace d'utiliser des MGP de bord pour engager de nombreux objectifs en un court laps de temps. Ce n'est pas une idée nouvelle. La plupart des organisations d'aviation des armées coalisées qui se servent d'hélicoptères pour la reconnaissance les ont déjà armés de missiles, tant pour assurer l'autoprotection qu'à des fins offensives. Ces hélicoptères comprennent le Kiowa Warrior, le Lynx armé et l'Apache. L'évolution du Griffon de reconnaissance en est une version armée.

Un Griffon armé satisferait enfin aux exigences découlant du rôle doctrinal de l'aviation tactique en termes de puissance de feu, de reconnaissance et de mobilité aériennes. Le Chef d'état major de l'Armée de terre (CEMAT) a confirmé et précisé ces divers aspects du rôle de l'aviation au cours des deux dernières années. Il était normal que la 1^{re} Escadre prenne l'initiative d'élaborer le concept du Griffon armé comme option pour concrétiser une puissance de feu aérienne au sein de

l'aviation tactique. Le document de conception du Griffon armé, publié en septembre 2002, décrit le plus précisément possible les options offertes d'armement du Griffon. Cela permettra aux états-majors tant terrestre qu'aérien, à tous les niveaux, d'étudier de plus près les diverses possibilités d'armer le Griffon. Selon une des recommandations formulées dans ce document, on devrait mettre à l'épreuve les trois modèles de Griffon armé proposés.

L'expérimentation avec un modèle de Griffon armé a déjà eu lieu lors des expériences de la force expérimentale (FOREX) du Directeur - Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT). Un escadron de HUTT constitué de deux escadrilles de reconnaissance dotées de Griffons armés et d'une escadrille polyvalente appuyait une brigade de l'avenir. À l'occasion de ces expériences, la puissance de feu aérienne fournie par les Griffons armés a considérablement contribué à la victoire de la brigade dans toutes les phases du combat. L'autre expérience à

laquelle ont participé des Griffons en 2001-2002 était bronze zizka, sous la supervision du directeur général — Recherche opérationnelle (DGRO). Un escadron tactique d'hélicoptères, comprenant deux escadrilles de reconnaissance avec ORSAC et une escadrille polyvalente, appuyait un groupe-brigade de la Force de contingence principale (FCP). Dès le tout début de l'expérience, les forces d'opposition (OPFOR) ont pu établir que les capteurs ORSAC des Coyote et Griffon les détectaient. Cela a démontré l'accroissement important de la quantité de données et de renseignements recueillis par suite de l'utilisation de ces nouvelles plates formes de reconnaissance complémentaires dans l'architecture ISTAR.

La 1re Escadre, qui constitue le centre d'expertise de l'aviation tactique, continue de se préparer en cherchant de meilleures méthodes pour appuyer l'Armée de terre en faisant l'acquisition de nouveaux équipements et capacités. Depuis son acquisition en 1995, le Griffon a été doté

d'un système de détection d'approche de missiles (DAM), d'un système de lance-leurres, d'un système de suppression de la signature infrarouge (IRSS) et d'un récepteur d'alerte laser radar (RALR). Ce matériel a été acheté en raison des besoins opérationnels que les hélicoptères Griffon devaient satisfaire dans le cadre de leur déploiement à l'appui des opérations KINETIC, au Kosovo, et PALLADIUM, en Bosnie. Le Griffon peut maintenant opérer plus efficacement au plan tactique et est mieux en mesure de survivre face à la défense antiaérienne ennemie, ce qui lui permet donc de mieux appuyer les opérations.



NOTES

1. QG 1 ERE, 3185-1 (Cmdt) 11 décembre 2000.

Collège de commandement et d'état-major de la force terrestre canadienne

Déroutement du cours sur les opérations de l'armée de terre mise à jour hiver 2003

Le but du présent article est de faire une brève mise à jour sur le statut du Cours sur les opérations de l'Armée de terre (COAT) depuis la publication, à l'automne 2002, du premier compte rendu de situation dans le Bulletin de

doctrine et d'instruction de l'Armée de terre (vol 5, no 3).

Au cours des derniers mois, le lien entre l'instruction à donner pendant la deuxième période de perfectionnement et la structure du

COAT s'est quelque peu précisé, comme le montre le tableau suivant :

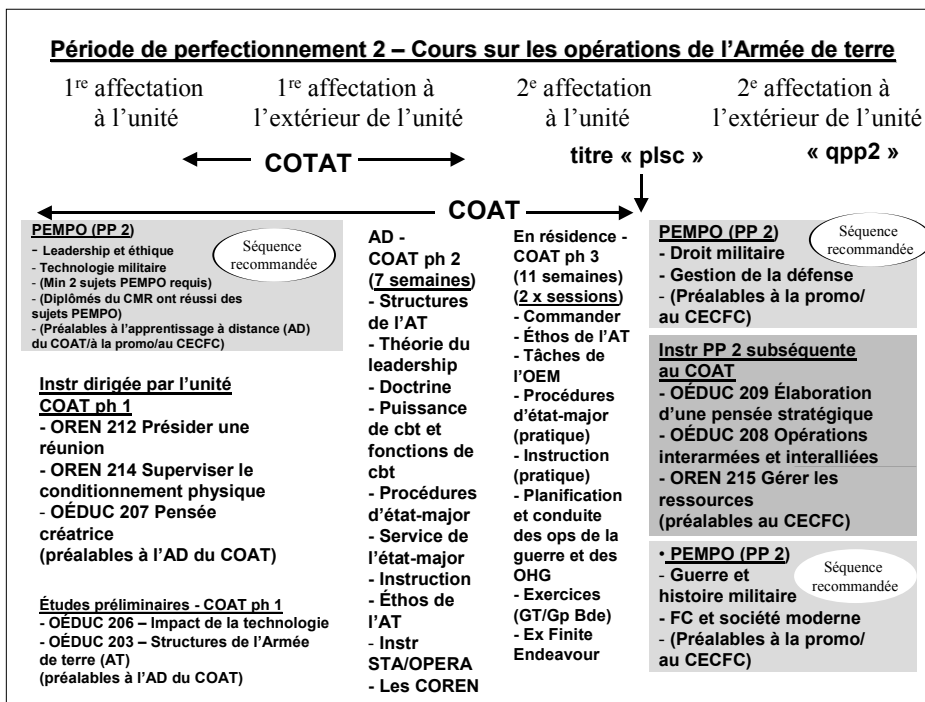


Tableau 1 — Légende :

COTAT — Cours sur les opérations et la tactique de l'Armée de terre. Donné au Centre d'instruction au combat, École de tactique.

« **rcem FT** » — Réussite du cours d'état-major de la Force terrestre.

EMPO — Études militaires professionnelles pour les officiers. Programme donné au Collège militaire royal du Canada.

« **qpp2** » — Qualifié période de perfectionnement deux.

CCEMFC — Cours de commandement et d'état-major des Forces canadiennes. Donné au Collège des Forces canadiennes, Toronto.

AD — Apprentissage à distance.

OAG — Opérations autres que la guerre.

EHR — Emploi hors régiment.

Le tableau indique au lecteur que la plupart des officiers commenceront le COAT dès leur arrivée dans leur unité et devraient l'avoir terminé à la fin de leur deuxième emploi hors régiment. Le COAT comprend les trois phases suivantes : Phase 1 — instruction à l'unité et études préparatoires (autoformation); Phase 2 — apprentissage à distance (depuis la garnison, sept semaines); Phase 3 — instruction au CCEMFC

(11 semaines). Le tableau comprend également l'ordre recommandé aux officiers pour le PEMPO; la promotion et l'inscription au CCEMFC sont conditionnelles la réussite des six examens du PEMPO. De plus, il est à noter que l'officier doit réussir les examens du PEMPO « Leadership et éthique » et « Technologie militaire » avant de passer à la phase 2 du COAT. Finalement, après avoir réussi le COAT, les officiers doivent compléter

trois OÉDUC/OREN conçus pour les préparer au CCEMFC (voir l'encadré intitulé — Après PP 2 COAT).

Pour de plus amples renseignements sur le COAT, y compris des informations sur les procédures d'inscription, consulter le site Web du CCEMFC à l'adresse suivante : <http://armyapp.dnd.ca/olcad/>.

L'appréciation administrative dans le processus de planification opérationnelle

Un outil bien mal compris

par lieutenant-colonel R. Préfontaine, CD

INTRODUCTION

Au cours des deux dernières années, en tant que directeur de groupe d'étude (DGE) au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, j'ai constaté que l'élaboration de la partie du **Maintien en puissance**, dans le processus de la préparation d'un plan, semblait être mal comprise. Quelque part dans le perfectionnement professionnel de nos officiers, nous avons négligé cet aspect crucial des opérations. Le but du **Processus de planification opérationnelle (PPO)** est de développer un plan qui tient compte des fonctions de combat et qui en synchronise les tâches. Afin d'élaborer la partie du **Maintien en puissance**, les officiers doivent avoir une connaissance de ce qu'est **l'appréciation administrative** et comprendre où elle s'intègre dans le PPO. Il faut de plus réaliser, que **l'appréciation administrative** n'est pas l'affaire que des officiers des Services du soutien au combat (SSC), mais une responsabilité de tout officier responsable du soutien administratif de son unité.

L'intégration des appréciations de l'artillerie, des ingénieurs, des signaleurs, du G2, du G3 ainsi que les appréciations administratives dans le PPO, est à la base du développement de tous les plans peu importe qu'on se situe au niveau stratégique, opérationnel ou tactique. En tenant compte des intentions du commandant, des concepts d'opérations développés et des résultats attendus, un

planificateur averti peut prévoir les tâches de soutien au combat et synchroniser les unités et sous-unités dans l'exécution de ces tâches. Cette analyse des tâches n'est pas seulement efficace pour les opérations en temps de guerre, mais aussi pour toutes les opérations de temps de paix comme le déploiement des contingents, les opérations domestiques ou l'entraînement. **Les appréciations constituent la pierre angulaire pour les plans et les annexes aux ordres qui seront produits.**

BUT

Le but du présent texte est de décrire dans sa plus simple expression le PPO et l'intégration de **l'appréciation administrative** dans le processus. Pour ce faire nous analyserons le PPO au travers de ses étapes et ses produits. Nous décrirons ensuite, **l'appréciation administrative** et nous verrons où elle s'intègre dans le processus de planification. À la fin de la lecture, le lecteur devrait avoir une bonne compréhension du PPO et de l'intégration des appréciations et des vérifications d'état-major dans le processus.

LE PROCESSUS DE PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE

D'abord il faut comprendre que le PPO est un processus d'analyse en constante évolution. Le processus est parti de huit étapes, et il en contient maintenant six pour les Canadiens alors que les Américains tendent vers quatre étapes. Cependant, ce n'est pas le nombre d'étapes qui soit vraiment important,

mais plutôt de comprendre le développement de chaque étape pour arriver à un plan. Il faut aussi savoir, que ce processus est appliqué par presque toutes les armées du monde, et que votre familiarisation avec ce processus, vous rendra plus efficace dans des postes d'état-major au sein de l'OTAN ou des Nations-Unies (ONU).

Analyse de la mission : les faits, les hypothèses, et l'analyse de la situation, qui se traduisent par l'analyse de notre zone d'opération, de notre zone d'intérêt, de l'ennemi, des forces amies et du soutien requis. Elle fournit le point de départ pour les **appréciations d'état-major**. Les **appréciations** mènent à des conclusions fondées sur l'analyse des données et des faits propres à chaque situation. Les **appréciations d'état-major** sont à la base des **plans d'action développés**. Le fait de ne pas faire **d'appréciation** peut mener à des erreurs et omissions, lorsqu'il faut développer, analyser et comparer les **plans d'action**.

Le PPO est l'équivalent de **l'appréciation tactique** qui est faite au niveau du groupement tactique; c'est l'appréciation tactique au niveau de formation. Le but en est le même, c'est-à-dire : faire une **analyse de la mission, déterminer les tâches** qui doivent être exécutées, **déterminer à quel endroit** ces tâches devront être exécutées et **synchroniser** l'exécution de ces tâches. Le PPO est un processus par lequel un commandant, aider de son état-major, développera un plan. Chaque commandant ou son officier d'état-major senior qui dirigera l'exécution

du PPO, en ont une compréhension bien personnelle, mais le but reste le même. Voilà pourquoi, il faut comprendre le processus et non seulement apprendre par coeur les étapes du processus.

Avant d'expliquer où **l'appréciation administrative** s'intègre dans le PPO, faisons une analyse très sommaire du PPO.

- **Étape 1. Réception des tâches.** Cette étape vous indique les intentions et les concepts d'opérations des niveaux supérieurs. Vous devriez retrouver ici les **tâches assignées** que les niveaux supérieurs veulent que vous exécutiez. Ces tâches peuvent découler de leur analyse de la mission dans le cas d'une opération de guerre, du mandat donné à une force d'intervention dans le cas d'un déploiement pour les Nations-Unies, ou des tâches données par un gouvernement ou des forces de police pour une opération domestique. Une **tâche assignée** est donc une tâche qui doit être exécutée afin de rencontrer le concept de l'opération du commandant supérieur. Cette tâche comprendra un ensemble d'autres tâches qui devront être exécutées par les unités et synchronisées. Les **tâches assignées** doivent se retrouver dans la **matrice de synchronisation** (produit des jeux de guerre dont nous expliquerons la provenance plus loin dans ce texte).
- **Étape 2. Analyse de la mission.** Cette étape est faite par le commandant seul ou assister par les officiers principaux de son état-major. Le commandant analysera ici sa mission, la situation ennemie, le terrain, des plans d'action possibles et en déterminera les **tâches implicites**. Les **tâches implicites** sont les tâches que le commandant identifiera comme devant être obligatoirement exécutées pour rencontrer sa mission. Pour qu'une tâche soit implicite, il faut qu'elle soit une tâche qui exigera une attention particulière dans le temps et l'espace pour le succès de

l'opération. En principe, on ne devrait retenir que les tâches implicites requérant des allocations de ressources, des regroupements et de la synchronisation. Ces tâches viendront s'ajouter aux **tâches assignées** dans la **matrice de synchronisation**. Le ravitaillement normal journalier, qui sera fait selon les procédures établies n'est pas une **tâche implicite**, mais le ravitaillement qui doit être planifié dans le contexte d'un déplacement ou à un moment critique de la bataille peut devenir une **tâche implicite** qui devra être planifiée en détail.

À cette étape le commandant déterminera également quelles sont les **informations essentielles** qu'il aura besoin pour exécuter sa mission. Dans les opérations de guerre, la majorité de ces informations proviendront de l'analyse tactique graphique (ATG) du G2, mais certaines informations pourraient être requises du G4, G3, et autres Armes. Dans les opérations comme un déploiement avec l'ONU ces informations pourraient toucher les forces en place, le climat, la population, la capacité du maintien en puissance, etc. Dans le cas d'une opération domestique, les mêmes éléments pourraient être regardés. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que ces **informations essentielles** guideront le travail de l'état-major dans l'élaboration des plans d'action.

Le travail de l'état-major sera donc orienté par le guide de planification du commandant et la directive de planification du G3/CEM, qui décrivent l'analyse de la mission du commandant.

- **Étape 3. Développement des plans d'action.** Comme l'indique le titre de cette étape, les options de **plans d'action** sont développées ici par l'état-major. Des options de plans d'action seront identifiées et seront développées en **concepts d'opération**. Un concept d'opération comprend **une intention**, une **explication de la façon dont se fera l'opération**, **l'effort principal** et le **résultat à atteindre**. Au minimum trois plans d'action potentiels devraient être développés. Chaque Arme d'appui et

Service de soutien, développera ici un plan pour supporter chacune des options. Ces plans d'appui ou de soutien seront développés à partir de leur propre appréciation et vérifications d'état-major. Ces plans ne seront cependant pas développés en isolation. L'état-major devra échanger continuellement de l'information.

Après le **briefing d'information**, où le G3 ou le CEM aura identifié des points d'intérêts ou des changements aux plans, les plans d'action seront comparés dans un **jeu de guerre des plans d'action**. Le but de ce jeu de guerre est de confirmer l'organisation des **tâches assignées et implicites** dans le temps et l'espace, d'identifier les regroupements, et de s'assurer qu'il n'y a pas d'autres **tâches implicites** à exécuter et que chacun des plans d'action est supportable.

Pour chaque plan d'action développé, trois ébauches de produit d'état-major résulteront de ce jeu de guerre : une ébauche du **gabarit de prise de décision (GPD)** qui représentera des zones d'intérêts particuliers ou un événement dans le temps où une décision devra être prise, une ébauche de la **matrice de synchronisation** qui représente les **activités amies** qui devront être synchronisées dans le temps et l'espace pour chacune des fonctions de combat et finalement une ébauche de la **matrice directrice d'attaque (MDA)** qui sera utilisée par les Armes d'appui.

Nota : Pour ce qui est des tâches qui seront énumérées dans la matrice de synchronisation, la discrétion est laissée à l'état-major qui développe le plan. Personnellement et pour le reste de cette analyse, je préfère utiliser les tâches assignées et implicites, ce qui concentre le travail de l'état-major sur des activités qu'on a jugées essentielles à la réalisation de la mission.

- **Étape 4. Décision.** Les plans d'action, exprimés en concepts d'opération dans le temps et l'espace, sont alors présentés au commandant lors du **briefing de décision**. Le commandant sélectionnera un plan d'action

avec ou sans modifications à lui apporter.

- **Étape 5. Développement du plan.** Ce plan d'action ainsi que les ébauches du **GPD**, de la **matrice de synchronisation** et de la **MDA**, seront raffinés durant le **jeu de guerre du plan**. On précisera ici les tâches devant être exécutées par les unités de manœuvre, et on confirmera les tâches des autres fonctions de combat dans le temps et l'espace. Si le temps manque, on se concentrera que sur les points jugés critiques par le commandant. On complètera en mêmes temps les trois produits du jeu de guerre. Le but ici est d'avoir un plan d'action bien détaillé avec la majorité des tâches identifiées.

À partir des produits du jeu de guerre, des appréciations et des vérifications d'état-major et suite à la coordination, les plans sont complétés.

- **Étape 6. Révision du plan.** Les plans d'opérations, administratifs et des services de soutien seront écrits et intégrés, à partir des résultats de l'étape 5. Les tâches identifiées sur la matrice de synchronisation devraient être utilisées pour écrire les ordres.

Cette description est un résumé très sommaire des principales activités et produits de chacune des étapes du PPO. Je vous encourage fortement à lire la B-GL-300-003/FP-001, Le commandement, qui explique en détail le processus.

L'APPRÉCIATION ADMINISTRATIVE

L'**appréciation administrative** est le début du processus qui mènera à l'ordre administratif et à la synchronisation des tâches administratives. À l'occasion le terme **appréciation logistiques** est utilisé. Ce nouveau terme ne représente cependant pas le fait que même le commandant de la compagnie d'administration de l'unité de manœuvre doit lui aussi faire la même analyse. Cet élément essentiel du développement du plan, ne peut être développé qu'une fois que les tâches opérationnelles auront

été déterminées. Dans le cas d'une opération purement logistique, comme un programme de stockage ou un dépôt temporaire, ou le déploiement d'un contingent outre-mer, une **appréciation administrative** permettra d'organiser dans le temps les tâches de soutien qui seront requises pour ces opérations.

Plusieurs formats peuvent être utilisés pour développer l'**appréciation administrative**, en autant que le but en soit atteint. Ce but est de s'assurer que toutes les tâches administratives ont été identifiées et que les ressources du soutien au combat seront utilisées efficacement et en temps opportun. La B-GL-331-002/FP-001, Services de l'état-major en campagne, donne un exemple d'une appréciation administrative. Un autre exemple d'une appréciation est présenté à l'annexe B du présent document. Un modèle de présentation d'une appréciation administrative se trouve à l'annexe C. Il tient compte des étapes du processus et où elles s'intègrent dans le PPO, décrit à l'annexe B.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRÉCIATION ADMINISTRATIVE

Afin de mieux comprendre comment le processus s'intègre dans le PPO, nous reprendrons les étapes du PPO et nous décrirons les activités reliées au développement de l'appréciation administrative.

- **Étape 1. Réception des tâches.** Nous avons identifié à cette étape les **tâches assignées**. Ces tâches devront obligatoirement être exécutées. Ainsi dès la réception de ces tâches, l'état-major administratif de l'unité ou de la formation, devra commencer à identifier les tâches administratives reliées à chacune de ces tâches. Individuellement, chacune de ces tâches devraient passer au travers du processus décrit à l'annexe B.

À cette étape, il n'y a pas encore de concept de l'opération, donc nous élaborons une liste de **tâches administratives** pour chaque **tâche assignée**. Les vérifications d'état-major peuvent débuter à cette étape.

Ces vérifications aideront à identifier : le nombre de camions ou d'avions requis, le nombre de pertes en personnel ou en équipement estimé, les quantités de fournitures de combat qui seront utilisées, etc. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour ces vérifications. Le **programme OPERA** (Coffre de campagne informatisé) contient des listes de vérifications qui aideront à faire ces **vérifications d'état-major**. Il faut cependant se rappeler que se ne sont que des vérifications d'état-major qui aideront à quantifier certaines **tâches administratives**. **Ces vérifications d'état-major ne sont pas l'appréciation administrative**. Ces vérifications ne sont qu'un outil pour nous aider à quantifier des ressources pour des tâches que **l'appréciation administrative** aura permise d'identifier.

- **Étape 2. Analyse de la mission.** Les **tâches implicites**, identifiées dans cette étape, doivent recevoir la même attention que les tâches assignées. Les **tâches implicites** ayant été identifiées comme essentielles au succès de la mission, elles devront être analysées individuellement et les tâches administratives reliées à chacune identifiées.

Comme pour les tâches assignées, après que l'analyse aura été complétée et que les vérifications d'état-major auront été faites, il ne reste qu'à les mettre dans l'ordre chronologique d'exécution. Cette synchronisation dans le temps dépendra des concepts d'opération qui seront développés dans la prochaine étape.

- **Étape 3. Développement des plans d'action.** Durant cette étape, les états-majors administratifs doivent suivre de près avec leur état-major opérationnel les plans d'action qui sont développés. Ainsi, dans le développement des plans d'action, les **tâches assignées et implicites** commenceront à être placées dans un ordre chronologique d'exécution, ce qui aura un impact sur la synchronisation de nos **tâches administratives**. De même, l'endroit où seront exécutées les

tâches assignées et implicites (concept de l'opération), basé sur l'ATG du G2, aura un impact sur la capacité des unités administratives à supporter les plans. Ainsi pour chaque plan d'action qui sera présenté au **briefing d'information**, un plan administratif sera préparé et présenté. Les plans devraient être discutés avec les unités/formations administratives pour confirmer leur faisabilité. L'état-major devra confirmer si chaque plan est supportable. Si un plan n'est pas supportable, il est de la responsabilité de l'état-major de suggérer des changements qui rendront le plan supportable. Le plan sera éliminé seulement si malgré les recommandations, il demeure non supportable ou trop risqué.

La prochaine action dans cette étape sera de confirmer les tâches, les regroupements, le temps et l'espace de chaque plan d'action par le **jeu de guerre des plans d'action**. Pendant cette étape l'état-major administratif confirme lui aussi l'exécution des **tâches administratives** reliées à chacune des **tâches opérationnelles**, dans le temps et l'espace.

En principe, chaque plan d'action, à la fin du jeu de guerre, sera séparé en phase. Par conséquent, les tâches administratives seront placées dans les mêmes phases que les tâches opérationnelles. On ne crée pas de phases administratives, indépendantes des phases opérationnelles dans une même opération. Ceci pourrait porter à confusion.

À la fin du jeu de guerre, l'état-major administratif doit confirmer avec les unités administratives les plans d'action possibles et débiter la synchronisation de certaines fonctions, lorsque s'est possible, afin de débiter la procédure de bataille. Cette consultation permet également de confirmer que les unités administratives peuvent toujours supporter les plans, s'il y a eu des changements.

- **Étape 4. Décision.** Durant le **briefing de décision** au

commandant, le représentant de l'état-major administratif, n'exposera que les **mesures extraordinaires** qui devront être prises et qui sortent de la routine normale. Ceci afin de donner au commandant une idée de la complexité ou de la synchronisation requise d'un plan. Il devrait durant le même briefing donner un aperçu des pertes estimées en personnel et équipement pour les formations ou les unités.

Le **briefing de décision** sera suivi du jeu de guerre du plan. Le représentant de l'état-major administratif qui participera au jeu de guerre du plan, doit être en possession de la liste des **tâches administratives** à être exécutées pour chaque **tâche opérationnelle (assignée et implicite)**. Le but du jeu de guerre est de confirmer les **tâches administratives** dans le **temps et l'espace** et de confirmer s'il y a d'autres tâches qui devront s'ajouter.

- **Étape 5. Développement du plan.** L'état-major administratif, à partir de la liste des tâches identifiées et des **facteurs temps et espace** identifiés, confirmera les derniers détails avec les unités/formations administratives afin de développer les derniers détails.
- **Étape 6. Révision du plan.** À partir du **concept de l'opération**, de la **matrice de synchronisation** qui synchronise les fonctions de combat pour chacune des tâches assignées et tâches implicites, et des **tâches administratives** qui ont été déduites et confirmées durant les jeux de guerre, les planificateurs ont toutes les informations, pour préparer l'**ordre administratif**.

Qui doit entreprendre l'appréciation administrative? Au niveau des unités, le commandant de la compagnie d'administration, ou un autre officier désigné par lui devrait exécuter cette activité. Il pourra être assisté par le personnel spécialiste de l'unité. Au niveau du groupe-brigade, le G4 Plans, assister du reste du personnel G1 et G4, devrait être celui qui coordonne cette activité. Son implication avec le G3

Plans, le G2 et les autres conseillers des Armes, dans le développement des plans, en font l'officier le mieux informé des opérations futures. Celui-ci devra garder les unités au courant du développement des plans pour s'assurer de leur capacité à exécuter les tâches identifiées pour la mission.

CONCLUSION

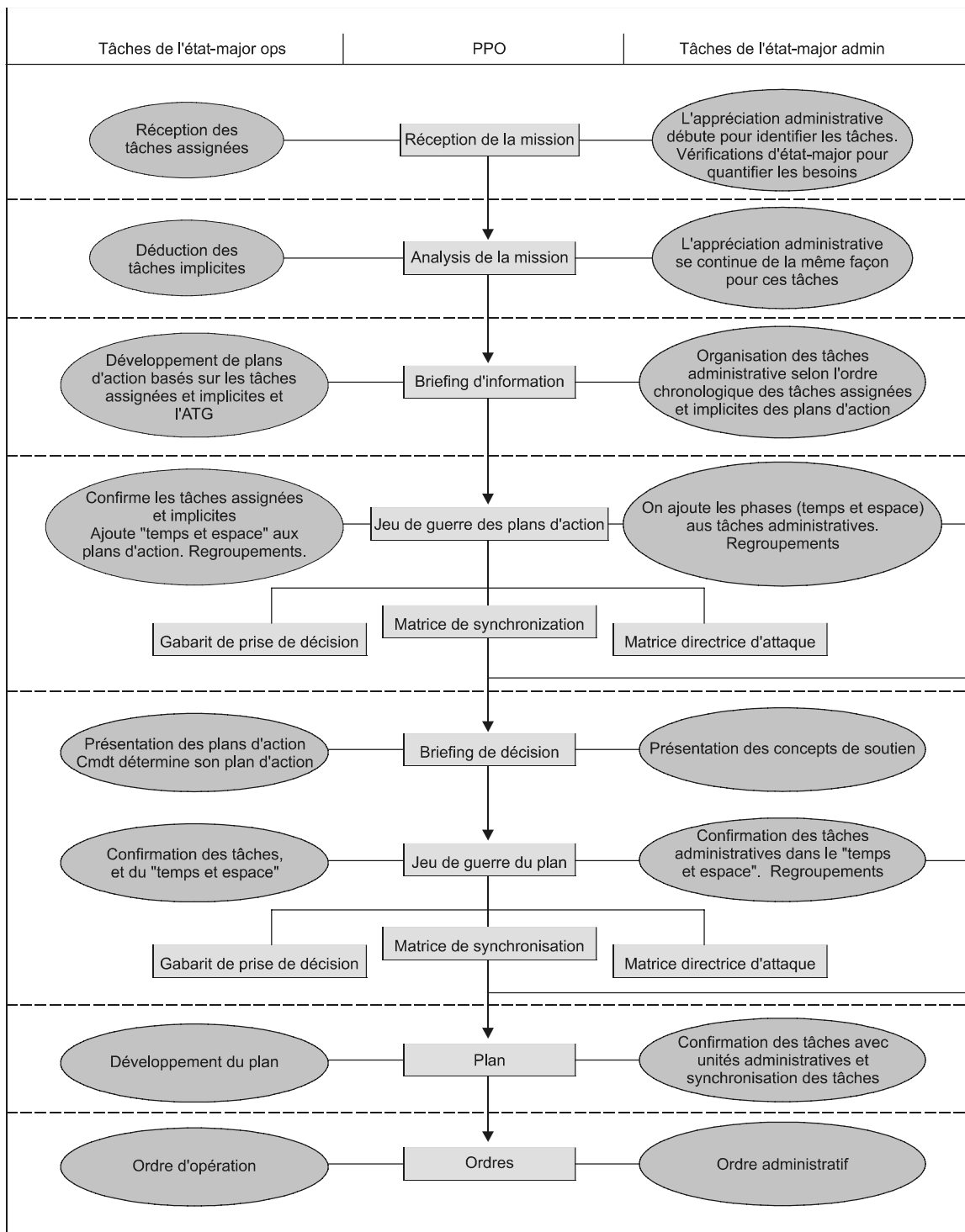
L'**ordre administratif** décrit le **concept de soutien**. Il reprend chacune des **tâches administratives** qui devront être exécutées, identifie les unités qui devront les exécutées et les synchronise dans le **temps et l'espace**.

- L'**annexe A** du présent document représente de façon graphique comment l'appréciation administrative s'intègre dans le **PPO** et comment cette appréciation résulte en l'**ordre administratif**.
- L'**annexe B** décrit une façon de compléter une appréciation administrative, basé sur le **PPO**. L'**annexe C** suggère un modèle de présentation d'une appréciation administrative. Il est recommandé de lire l'annexe B avant l'annexe C, afin de la comprendre.
- L'**état-major administratif**, doit analyser la capacité à supporter chaque plan d'action développé. Il doit déterminer les besoins critiques pour chacun des facteurs administratifs, en identifiant les problèmes potentiels ainsi que les déficiences. Il doit évaluer le statut pour chaque facteurs administratifs et les comparer aux ressources disponibles. Il doit identifier les manques en ressources et recommandé les actions pour en réduire les conséquences. Somme toute, l'improvisation peut permettre de régler certains problèmes, mais seulement une prédiction précise, faite à partir d'une appréciation détaillée, peut assurer le **Maintien en Puissance** continu d'une **Force**.

Annexe A

Sequence Des Événements

Pour la preparation de l'ordre administratif



Annexe B

L'appréciation administrative

L'appréciation administrative est complétée, afin de s'assurer que les ressources du soutien au combat disponibles, seront utilisées de la façon la plus efficace possible et que tous les risques auront été évalués. Elle doit tenir compte des différents facteurs tactiques et administratifs, du concept de l'opération du commandant et des ressources disponibles. L'appréciation administrative, au travers des étapes du PPO, conduira à une **liste de tâches administratives** qui devront être coordonnées avec les unités administratives, et elles seront ensuite transcrites sous forme d'un ordre administratif.

Tout au long de l'appréciation, on quantifiera les besoins à partir des **vérifications d'état-major**. Ces **vérifications d'état-major** permettront de comparer les besoins aux ressources disponibles et permettront d'organiser les tâches administratives dans chacune des phases opérationnelles et d'identifier tôt dans le processus les besoins supplémentaires en ressources requis ou l'impossibilité de supporter le plan.

L'appréciation doit être compréhensible et continue. Elle doit permettre de voir les prochaines activités. Elle doit permettre de voir ce qui est quantifiable et ce qui fait partie des probabilités. C'est un processus continu et non cyclique. À partir des informations qui sont continuellement reçues ou confirmées, l'appréciation doit maintenir son analyse et permettre de visualiser les prochaines activités. **Elle est le lien entre les opérations courantes et futures.**

L'appréciation administrative n'est pas l'affaire que des officiers des Services du soutien au combat (SSC), mais une responsabilité de tout officier responsable du soutien administratif de son unité

Mais que faut-il analyser? Personnellement, je préconise d'analyser les **tâches assignées et implicites**. Ces tâches ont été identifiées comme étant essentielles au succès de l'opération; par conséquent l'état-major administratif doit s'assurer d'évaluer chacune d'elles. En connaissant à fond le processus, l'état-major déterminera avec plus de facilité les tâches qu'il voudra spécifiquement

analyser. Ainsi pour le reste de cette annexe, nous ferons l'hypothèse que le commandant supérieur a donné à notre formation deux tâches assignées, que nous appellerons A1 et A2. L'analyse de la mission de notre commandant nous indique trois tâches implicites, que nous appellerons I1, I2 et I3.

MISSION

On inscrit ici la mission déduite par le commandant dans son analyse de la mission. Toute l'appréciation administrative doit être faite en fonction de cette mission.

SITUATION

Les facteurs suivants sont des **facteurs généraux** que l'état-major devra considérer et qui auront un impact sur la situation administrative de façon générale. Ces facteurs décriront la **zone d'opération**, les **activités ennemies et amies**. On leur ajoutera toutes les **hypothèses** nécessaires pour compléter l'appréciation. Ces hypothèses se confirmeront à mesure que l'opération avancera.

Ces **facteurs généraux** contribueront à décrire le contexte général dans lequel les unités du SSC devront opérer.

FACTEURS	CONSIDÉRATIONS	DÉDUCTIONS
Ennemi	<ul style="list-style-type: none">- Disposition- Force- Emplacement- Capacité- Intention- Menace NBC- Menace aérienne	<ul style="list-style-type: none">- Évaluation du taux de pertes en pers (vérification d'état-major (VEM))- Besoins pour prisonniers de guerre (transport, cage, blessés) (VEM)- Effet sur nos opérations SSC- Évaluation de l'intensité des combats (VEM)- Évaluation des taux de pertes en équipements (VEM)- Évaluation de la sécurité dans la zone arrière (appréciation tactique)- Besoin en décontamination NBC (VEM)- Camouflage et dissimulation

FACTEURS	CONSIDÉRATIONS	DÉDUCTIONS
Forces Amies	<ul style="list-style-type: none"> - Priorités administratives basées sur l'intention du niveau supérieur - Ressources SSC du niveau supérieur disponibles - Éléments/formations SSC supérieurs pour nous supporter (Points de ravitaillement, points de rassemblement de l'équipement, installations médicales, etc.) - Concept de l'opération et état final de l'opération - Les phases opérationnelles de l'opération - Les troupes attachées et détachées - Les groupements tactiques - Niveau des stocks opérationnels - Arrangements avec le pays hôte 	<ul style="list-style-type: none"> - Priorité de remplacement en pers et équipement - Besoins en reconstitution - Priorité de l'effort SSC - Secteur possible de déploiement des unités administratives - Regroupement possible des éléments SSC - Concept possible de soutien - Quelles sont les phases de la bataille.
Terrain	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des routes principales et secondaires (reco, rapport, etc.) - Évaluation des obstacles (rivières, pente abrupte, etc.) (reco, rapports, etc.) - Évaluation des distances (VEM) - Évaluation des sites habités (reco, rapports, etc.) - Évaluation des défilés (reco, rapports, etc.) - Capacité hors-route (traficabilité) (reco, rapports, etc.) - Évaluation de la population locale (rapports, etc.) - Composition du terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'itinéraires principaux de ravitaillement (IPR), itinéraires d'évacuation, itinéraires des réfugiés - Points de contrôle de la circulation, si requis - Besoins d'escorte de convoi - Protection de défilé, si requis - Méthode de ravitaillement - Emplacement possible des unités SSC - Emplacement possible d'éléments du SSC (points de commodité, points de ravitaillement central, installations médicales de chirurgie avancée, points de rassemblement de l'équipement, etc.) - Emplacement de la zone de soutien de la force, brigade ou division - Besoins pour un groupe logistique avancé - Besoins de faire liaison avec la population locale - Besoins de réparation dus à la nature du terrain - Besoin d'un plan de réfugiés?
Météo	<ul style="list-style-type: none"> - Saison - Température - Précipitation - Durée de la lumière du jour vs la nuit - Effets sur l'emploi NBC 	<ul style="list-style-type: none"> - Restriction sur routes - Restriction sur la vitesse - Plus ou moins de tâches de récupération - Besoins de préparer les véhicules pour la température qui prévaut - Besoins d'abris - Effet sur l'aviation - Augmentation de la consommation d'eau - Augmentation de la conservation d'eau - Problèmes médicaux reliés à la température - Besoin en carburant, munitions, matériels général particuliers.
Temps et Espace	<ul style="list-style-type: none"> - Phases de l'opération - Distance entre unités SSC et éléments SSC supérieurs nous supportant - Distance entre unités SSC et unités à supporter - Distance entre zone de rassemblement et ligne de départ ou zone d'attente 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins de points d'échange entre unités SSC et éléments SSC supérieurs - Besoins d'établir des dépôts temporaires - Besoins d'établir des points de rassemblement de l'équipement ou des zones de rassemblement - Besoins de postes d'ambulance ou de centre chirurgicaux avancés ou autres emplacements pour l'évacuation - Évacuation des prisonniers de guerre
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Considération pour le plan de déception du commandant, la couverture, le plan de défense de la zone arrière, la protection de la charge de ravitaillement-Sécurité de la zone arrière 	<ul style="list-style-type: none"> - Minimiser les opérations SSC dans certains secteurs - Augmenter les mêmes opérations dans d'autres secteurs - Besoins de méthodes particulières pour le ravitaillement - Plan pour la sécurité de la zone arrière

ANALYSE

Les facteurs suivants sont les **facteurs administratifs** qui devraient être analysés de prêt pour chacun des **plans d'action** qui devront être développés. Ces plans d'action comportent une série **d'actions amies (tâches assignées et implicites)** qui se retrouvent dans la **matrice de synchronisation**. Se sont ces actions qui dans le temps et l'espace devront être synchronisées par les six fonctions de combat, afin de rencontrer le concept de l'opération. Personnellement, afin de s'assurer que rien n'est négligé dans la planification, j'utilise les **tâches assignées et implicites** comme actions amies dans la **matrice de synchronisation**. D'autres tâches identifiées pendant le jeu de guerre pourraient s'y ajouter. Ainsi, si on se reporte au paragraphe 4 de cette annexe, on avait identifié deux tâches assignées A1, A2, et trois tâches implicites I1, I2 et I3. Chacune de ces tâches, devra être analysée en tenant compte des **facteurs administratifs**.

Chacun des **facteurs administratifs** devra être analysé en considérant les besoins, les priorités ainsi que les

FACTEUR	BESOINS	PRIORITÉS	DISPONIBILITÉ	RESTRICTION	DÉDUCTIONS
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Calculer le nombre de véhicules requis pour dépôt temporaire ou autres tâches - Services postaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Imposées par l'opération (routes, temps, effort principal, priorité des commodités pour dépôt temporaire) 	<ul style="list-style-type: none"> - On liste toutes les ressources disponibles, camions et aviation, ressources locales ou autres 	<ul style="list-style-type: none"> - Tel qu'imposé par les opérations 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépendra du facteur approvisionnement - Besoins de ressources du niveau supérieur - Besoins de se déplacer le jour - Besoins matériel spécialisé - Préparation spéciale des véhicules ou pers - Distribution du courrier et services postaux
Approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de consommation basés sur l'intensité des opérations : - munitions - artillerie - mines - PP-matériel de défense-matériel d'ingénieur - pièce de rechange - matériel général et technique - rations - eau - Matériel de décontamination - Disposition du matériel - Directives d'acquisition de matériel et de services 	<ul style="list-style-type: none"> - Déterminer avec le pers des opérations, quel matériel a la priorité - Contrôle des stocks opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de ce qui est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - Tel qu'imposé par les opérations - Réserve opérationnelle - Quantité de munitions par canon - Quantité de matériel de défense à être livrée - Limitation du matériel à envoyer vers l'avant - Niveau des stocks opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité de matériel à déplacer - Matériel qui pourrait être déficitaire - Identification d'emplacements pour la décontamination - Politiques d'acquisition de matériel et services
Maintenance	<ul style="list-style-type: none"> - Estimé des pertes en équipement dû à la bataille et hors combat (VEM) - Besoins en ressources de récupération (défilés, ponts, obstacles, ramener le matériel vers l'arrière) 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les priorités de réparation et de récupération basés sur les priorités des opérations et capacité de SSC 	<ul style="list-style-type: none"> - On liste toutes les ressources disponibles (EMR, remorqueuses, ressources locales) 	<ul style="list-style-type: none"> - On considère les restrictions imposées, cannibalisation, etc. établies par les opérations 	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation des ressources - Identification des besoins du niveau supérieur - Plan de récupération - Limite de réparation pour chaque niveau - Besoins spéciaux.
Services de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Vérification d'état major des pertes en personnel pour chaque phase de la bataille (vérification faite pour forces amies et ennemies) - Besoins spéciaux dus à la température, climat ou autres 	<ul style="list-style-type: none"> - Priorités pour évacuation - Accès aux postes de traitement sur l'itinéraire d'évacuation - Priorités pour évacuation aérienne 	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de toutes les ressources médicales pour l'évacuation et le traitement 	<ul style="list-style-type: none"> - Itinéraires d'évacuation - Capacité de déployer les postes de traitement le long de l'itinéraire d'évacuation 	<ul style="list-style-type: none"> - Chaîne d'évacuation, besoins pour l'évacuation aérienne, besoins de plus d'ambulance? - Emplacements des postes d'ambulance et postes de traitement - Besoins en postes de traitement avancé? - Capacité de rétention - Ouverture en temps opportun des postes médicaux - Ressources locales
Police militaire	<ul style="list-style-type: none"> - Postes de contrôle requis - Estimé du nombre de prisonniers - Estimé sur les réfugiés - Besoin en discipline - Estimé sur les isolés de leurs unités - Besoins pour l'application des lois 	<ul style="list-style-type: none"> - Selon le plan opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de toutes les ressources disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Selon le plan opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'escorte des prisonniers de guerre pour le transport, la garde et l'administration des cages de prisonniers - Emplacements des cages de prisonniers - Besoins de contrôle pour les réfugiés - Besoins pour les postes de contrôle de la circulation - Tâches de reconnaissance - Surveillance NBC
Personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins en remplaçants basés sur l'estimé des pertes - Directives d'inhumation - Administration de la justice - Politique de repos - Rémunération spéciale - Ordres et décorations - Traducteurs et interprètes - Contrats locaux - Autre Services 	<ul style="list-style-type: none"> - Priorités du remplacement du personnel et équipage avec véhicules selon priorités du commandant - Priorités de gestion des cas requérant l'administration de la justice selon le commandant - Autres services 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilités des ressources - Planification des besoins en remplaçants avec formations supérieures et unités 	<ul style="list-style-type: none"> - Selon la situation 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan sur le remplacement individuel et équipage - Plan pour l'inhumation et évacuation des pertes - Politique pour l'administration de la justice - Politique de repos - Politique de rémunération spéciale - Politiques pour Ordres et décorations - Administration des employés étrangers

restrictions. De l'analyse de ces facteurs nous pourrions faire des déductions qui serviraient à développer le concept de soutien. Définitions de ces termes :

- **Besoins** : liste des équipements, unités, installations, fournitures, etc. qui sont requis. Représenté en peloton, troupe, nombre de véhicule, de lits d'hôpitaux, d'avions etc.
- **Priorités** : basées sur les priorités du commandant, c'est-à-dire son effort principal. Quel matériel sera requis en priorité?
- **Disponibilités** : quels sont les ressources disponibles. Ceci sera nécessaire pour marier les ressources aux tâches.
- **Restrictions** : liste des restrictions connues.

L'analyse, prochaine étape de **l'appréciation administrative**, pourrait prendre la forme suivante :

- **Tâche analysée : A1** (se sera la même analyse pour chaque tâche assignée et implicite)

Les déductions des facteurs généraux et facteurs administratifs vous permettront d'établir par phases, puisque vous avez analysé chaque tâche assignée et chaque tâche implicite, toutes les **tâches administratives** à compléter. Ces tâches devront être confirmées avec les unités administratives pour s'assurer qu'elles peuvent les exécutées.

COMPARAISON ET RECOMMANDATION

L'état-major doit maintenant comparer les concepts de soutien, pour chaque plan d'action développé, et faire la liste des avantages et désavantages de chaque plan d'action. Il faudra également dresser la liste de chacun des événements critiques qui résulteront de chaque analyse, afin d'en informer le commandant durant le briefing de décision. L'état-major devra avoir assez développé leur analyse pour être en mesure de faire des recommandations au commandant. Le briefing de l'état-major administratif (au briefing de décision) devrait insister sur les points suivants :

- Le concept de soutien : les priorités, l'effort principal, le soutien centralisé ou décentralisé, le mode de ravitaillement (seulement s'il est différent de la procédure normale). Le soutien se fera à partir des emplacements actuels ou faudra-t-il déployer des éléments SSC vers l'avant? Si on doit les déployer, à partir de quel moment? Ceci devrait être identifié durant le **jeu de guerre des plans d'action** et confirmé durant le **jeu de guerre du plan**, et tous autres points qui ne seraient pas compris dans la procédure normale.
- Les regroupements administratifs suggérés, si nécessaire.
- Les événements critiques dans le temps et l'espace.
- L'évaluation du risque dans chaque plan présenté.

DÉVELOPPEMENT DU PLAN

Durant le briefing de décision, le commandant indique le plan d'action choisi. L'état-major doit maintenant préparer les ordres. Les déductions de l'appréciation ont permis d'établir le **concept de soutien**. De ce concept, et avec l'appréciation, on développera **l'ordre administratif**. **Le concept de soutien sera décrit au paragraphe 4 de l'ordre d'opération**. Ce même **concept sera repris au paragraphe 3 de l'ordre administratif** et développé dans ce dernier ordre.

À partir de la matrice de synchronisation, l'état-major administratif peut identifier à quel moment et où chacune des tâches administratives identifiées par l'appréciation et confirmées durant les jeux de guerre sera exécutée. Ainsi, à partir de ce produit de l'OPP, le G4 peut produire l'ordre administratif qui décrira tout le concept de soutien et les tâches que les unités administratives ou de soutien devront exécutées.

Bien que le processus demande moins d'analyse à ce niveau, le commandant de la compagnie d'administration des unités de la formation, peut à partir de la même approche décrite ici, déterminer où il devra déployer les échelons de l'unité, identifier des itinéraires de ravitaillement, identifier les itinéraires d'évacuation des blessés ou des prisonniers vers les ressources de la brigade, quelles fournitures de combat il aura particulièrement besoin, etc.



Annexe C

L'appréciation administrative

Le modèle de présentation suivant est suggéré pour l'appréciation administrative.

APPRÉCIATION ADMINISTRATIVE

En date :

1. **Mission** : (Selon l'analyse de mission du commandant)
2. **Situation** : (L'analyse de ces facteurs, décrira l'environnement dans lequel les opérations du SSC seront exécutées)
 - Ennemi
 - Forces amies
 - Terrain
 - Météo
 - Temps et espace
 - Sécurité
3. **Analyse** : (Cette analyse mènera à un concept de soutien)
 - Pour chaque action amie (de la matrice de synchronisation) :
 - Transport
 - Approvisionnement
 - Maintenance
 - Service de santé
 - Police militaire
 - Personnel
 - Concept de soutien pour chaque plan d'action
4. **Comparaison et recommandation** : (informations adressées durant le briefing de décision)
 - Concept de soutien
 - Regroupements
 - Événements critiques
 - Évaluation du risque
5. **Développement du plan** : (à partir du concept de l'opération, de l'appréciation administrative et de la matrice de synchronisation)
 - Ordre administratif

Le point par le centre d'instruction au combat

Sur l'essai en conditions réelles du système mobile d'instrumentation automatisée du VBL III / Leopard C2

par le Major Bill Beaudoin, CD

Des études sur le développement des méthodes de combat ont conclu que le besoin en capacité le plus critique sur un champ de bataille de haute intensité sera une organisation d'infanterie mécanisée constituant la base d'un groupement tactique toutes armes.¹ (1985)

La principale force de combat d'une brigade d'unités d'action sera le bataillon de combat interarmes de systèmes de combat de l'avenir (FCS).² (2002)

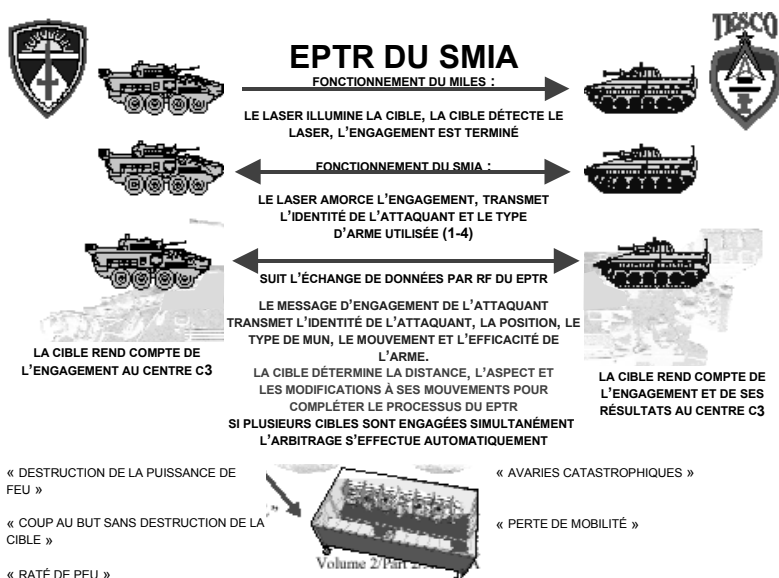
CADRE

Un élément indispensable à la réussite de la mise en service du véhicule blindé léger (VBL) III et du Leopard C2 est l'élaboration de tactiques, techniques et procédures de combat de compagnie et d'équipe de combat validées et pertinentes. L'essai en conditions réelles du Système mobile d'instrumentation automatisée (SMIA) du véhicule blindé léger (VBL) III et du Leopard C2 s'est achevé le 16 novembre 2001 à Gagetown couronnant ainsi environ quatre années de travail d'état-major, d'essai, de simulation et d'analyse. La mise en service du VBL III et du Leopard C2 au sein de l'Armée canadienne aura un impact révolutionnaire sur les tactiques interarmes des troupes canadiennes. C'est pourquoi les divers aspects du commandement et du contrôle, de l'emploi tactique et de la maintenance du VBL III ont été examinés et raffinés par l'étude et le développement des méthodes de combat. Grâce à ces efforts, nous pourrions améliorer le potentiel de combat de l'Armée de terre et mettre à la disposition des soldats et de leurs

chefs les meilleurs outils qui leur permettront d'utiliser efficacement leurs systèmes de combat respectifs. Certes, l'étude et le développement des méthodes de combat est un processus continu, mais il nous fallait obtenir une mesure scientifique de l'amélioration de l'efficacité au combat et la démontrer à la force de campagne, car la mise en service du véhicule est en voie d'achèvement.

À cette fin, des dispositions ont été prises pour organiser un essai international en collaboration avec l'armée américaine. Le système de simulation des effets des armes utilisé pendant l'essai en conditions réelles a été fourni par le commandement des essais opérationnels (CEO), conformément à un accord de projet et au programme d'essai et d'évaluation du Canada et des États-Unis (CANUSTEP). Le SMIA s'est révélé

être un système extrêmement performant et convivial constituant une excellente plate-forme pour la simulation des effets des armes. Plus particulièrement, le SMIA a fourni une capacité d'évaluation des pertes en temps réel indispensable au déroulement de l'essai. Le SMIA a repéré et affiché en temps réel tous les échanges de tir direct et indirect entre les forces et ainsi que tous les effets simulés d'armes de secteur. Cela était associé à des installations et à une capacité d'analyse après mission extrêmement efficaces. Plus important encore, il a fourni les données nécessaires pour confirmer la validité tant sur le plan scientifique qu'analytique du processus de développement des tactiques, techniques et procédures de combat. La figure 1 représente l'architecture du Système d'évaluation des pertes en temps réel (EPTR) du SMIA.



Évaluation des pertes en temps réel du SMIA

En réponse à la directive du commandant du Système de la doctrine et de l'instruction de la force terrestre, un essai en conditions réelles a été réalisé en trois phases dans le but d'élaborer des TTP validées pour le groupe-compagnie et l'équipe de combat :

Phase 1 — Essai « constructif ». Un essai constructif avec le système de simulation constructive de forces modulaires semi-automatisées (ModSAF) a été fait afin de recueillir des données vérifiables par l'entremise de la simulation. Cet essai avait pour but d'étayer les travaux précédents qui étaient basés uniquement sur le jugement professionnel.

Phase 2 — Essai élémentaire en conditions réelles. Un essai en conditions réelles sans instrumentation a été effectué dans le but d'élaborer les TTP initiales.

Phase 3 — Essai en conditions réelles avec instrumentation. Un essai en conditions réelles avec instrumentation a été effectué avec le SMIA pour recueillir des données instrumentées et analysées de manière à valider les TTP provisoires.

Le plan des tests élaboré pour l'essai avec le SMIA a été conçu de manière à obtenir la réponse à trois questions principales. Le VBL III améliore-t-il la capacité de la compagnie, du groupe-compagnie ou de l'équipe de combat à :

- mener des opérations dans des conditions de visibilité réduite?
- détruire l'ennemi?
- mener des opérations de combat?

Cinq scénarios ont été préparés pour servir de cadre à la collecte de données en vue d'une analyse détaillée subséquente. Les principales variables dans le plan

d'essai étaient les opérations de jour et de nuit et les opérations de nuit avec éclairage. Dans tous les scénarios, les troupes pouvaient être débarquées seulement s'il s'agissait d'équipes ERYX/RPG ou d'éléments de reconnaissance.

Scénario un — Marche à l'ennemi d'une compagnie de VBL III;

Scénario deux — Combat de rencontre d'une compagnie de VBL III;

La mise en service du VBL III et du Leopard C2 au sein de l'Armée canadienne aura un impact révolutionnaire sur les tactiques interarmes des troupes canadiennes.

Scénario trois — Marche à l'ennemi et assaut d'une compagnie de VBL III;

Scénario quatre — Force mixte de VBL III/Leopard C2 dans une position d'arrêt;

Scénario cinq — Force mixte de VBL III/Leopard C2 dans un combat de rencontre.

OBJET

Cette mise à jour a pour objet de stimuler la discussion sur la validité de l'essai en conditions réelles du SMIA en ce qui a trait à son impact sur l'évolution de la doctrine tactique de compagnie et d'équipe de combat et sur l'expérimentation par l'Armée de terre.

... le VBL aura des capacités nettement accrues par rapport aux véhicules de l'infanterie canadienne antérieurs. Ces capacités accrues n'auront pas d'incidence majeure sur la doctrine canadienne étant donné que cette doctrine a été rédigée pour une infanterie équipée d'un véhicule similaire - le TTB86. Au contraire, le VBL TTB permettra au Corps de concrétiser cette doctrine.³

Suivant la logique énoncée dans le Journal de l'infanterie, on peut s'interroger sur la pertinence

d'effectuer un essai du SMIA pour répondre à des questions dont nous connaissons déjà la réponse. À première vue, il est difficile de justifier l'utilisation de fonds et la mobilisation de personnel et d'équipements en nombre important pour des gains en apparence insignifiants. Toutefois, si l'on creuse un peu le sujet et que l'on ne considère pas l'essai du SMIA comme une activité isolée, mais plutôt comme une étape du processus de développement et de perfectionnement de l'emploi tactique et doctrinal du VBL III et du Leopard C2, cette activité prend tout son sens et son importance. L'essai du SMIA doit aussi être considéré dans une perspective d'ensemble. Plus particulièrement, les leçons retenues de l'essai du SMIA doivent être examinées en

fonction de ce que nous avons appris les essais précédents, l'expérimentation et les éléments de campagne, de ce que nous voulons savoir (études et efforts subséquents) et de la manière que nous envisageons d'utiliser cette information (développement de la doctrine, applications pour l'entraînement des forces de campagne, etc.).

LES LEÇONS APPRISSES — OU RÉAPPRISES?

Si vous ne répondez pas aux questions, à quoi cela sert-il de les poser? Un des défis pendant l'élaboration de l'essai était de déterminer des questions auxquelles, en réalité, des réponses catégoriques pouvaient être fournies par une instrumentation spécialisée. Le rapport de l'essai explique cette évolution et ce processus de façon très détaillée. Aux trois questions principales, une réponse irréfutable a été apportée. Voici, pour les fins de cet article, les principales conclusions.

- **Mener des opérations dans les conditions de visibilité réduite.** Le VBL III a combattu efficacement de nuit et dans des conditions de visibilité réduite. On doit tenir compte toutefois de la fatigue des équipages et de la nécessité de cycles

d'entraînement spécialement consacrés aux opérations de nuit. Le VBL III a démontré qu'il possédait une supériorité quantifiable sur le BMP 2. Le VBL III a contribué à la connaissance de la situation des forces et l'a améliorée dans toutes les conditions météorologiques et de visibilité. Toutefois, la performance des systèmes d'acquisition d'objectif du VBL III était réduite dans certaines conditions météorologiques. Les résultats ont été jugés comparables à ceux de l'essai de surveillance et d'acquisition d'objectif (SAO). L'éclairage s'est avéré une ressource plus utile pour la force ROUGE que pour la force BLEUE. Il n'a pas joué un rôle pertinent et important pendant l'assaut final. Le Leopard C2 a joué son rôle de manière aussi efficace de nuit que de jour mais il a été inférieur au VBL III en ce qui a trait aux aides à la navigation (NAVTAAC).

- **Détruire l'ennemi.** Le VBL III n'a pas été comparé au M113 étant donné que des essais antérieurs comme IRON RENAISSANCE ont démontré de manière indubitable la supériorité indiscutable du VBL III. Pendant l'essai au niveau de la compagnie, le VBL III a contribué efficacement à la destruction de l'ennemi (les conséquences de l'erreur tactique de la force BLEUE ont aussi été démontrées). Pendant l'essai au niveau de l'équipe de combat, le coefficient de pertes réciproques (CPR) entre le VBL et le BMP était de 1 pour 7 en faveur du premier. Ce résultat est attribuable en partie à la structure des scénarios et aux possibilités et restrictions du BMP-2 en ce qui a trait aux opérations de nuit. Le VBL III a démontré une supériorité non équivoque, mesurable et quantifiable par rapport au BMP-2 lors d'engagements à des distances de 800 à 2000 mètres.

- **Mener des opérations de combat.** Compte tenu du CPR de l'essai, le VBL III a contribué

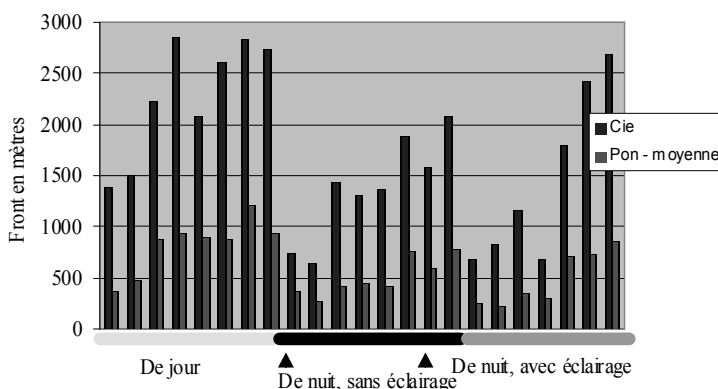
au succès de l'équipe interarmes en détruisant les BMP, laissant ainsi au Leopard toute la latitude nécessaire pour détruire les T72. Cette capacité n'existait pas auparavant. L'essai a aussi démontré la nécessité d'une évaluation du risque étant donné que les VBL sont vulnérables au tir des chars s'ils sont exposés trop tôt ou maintenus trop longtemps sur leurs positions. La mobilité, la puissance de feu et les capacités de SAO démontrées par le VBL III pendant l'essai ont créé un multiplicateur de forces qui a permis aux commandants de prendre de plus grands risques. L'ajout du canon de 25 mm a augmenté de manière significative la puissance de feu de l'équipe de combat et offert une plus grande souplesse tactique aux commandants. Cette amélioration a simultanément fourni la même capacité accrue au commandant du groupement tactique. Cela va tout à fait dans le sens des projets récents de l'armée américaine de concept d'une « force-objectif », particulièrement en ce qui concerne l'analyse « de la connaissance de la situation, de l'ISTAR et de la mise au point d'une manœuvre de précision et hors contact avec l'ennemi, adaptée à la situation et menant nos forces à agir en premier et de

façon décisive.»⁴

L'essai a mis en lumière certains faits; nous les énumérons ci-après afin qu'ils servent à alimenter la réflexion. Le lecteur a toute latitude pour en tirer les déductions ou conclusions qu'il juge à propos.

- L'artillerie a causé 40 % de l'ensemble des pertes de la force ROUGE et 37 % de celles de la force BLEUE. On notera que chaque force disposait d'une seule batterie de pièces de 155 ou 152 mm, selon le cas, dotée pour chaque engagement d'un nombre limité de projectiles de types déterminés et que l'artillerie n'a joué un rôle que pendant les trois premières semaines de l'essai (essai au niveau de la compagnie uniquement).
- Pendant l'essai au niveau de la compagnie, quand le commandant de la compagnie était tué, le CPR était de 1 (VBL) pour 0,7 (BMP), alors qu'il était de 1 pour 2,63 quand il demeurait en vie.
- Les aptitudes de chef d'équipage et de servant de tourelle jouent un rôle extrêmement important dans le développement des commandants de section et de peloton étant donné que les résultats de tir direct obtenus ont

Fronts de compagnie



Fronts de cie et de la moyenne des pelotons

été disproportionnés par rapport à leurs membres.

- La compagnie occupait en moyenne un front de 1700 mètres mais qui pouvait s'étendre jusqu'à 2000 et même 2800 mètres. Bien que les caractéristiques du terrain aient eu une influence, les succès constatés sur des fronts larges ont augmenté le niveau de confiance des équipages, des pelotons et de la compagnie.

L'essai a confirmé et renforcé certains principes tactiques reconnus. Il a démontré qu'il est difficile de repérer un ennemi déterminé, ce qui confirme la nécessité et la pertinence de la reconnaissance à tous les niveaux. Les zones dangereuses courantes comme les crêtes, les routes et les éléments de terrain caractéristiques demeurent évidentes tant pour nous que pour l'ennemi et les manœuvres de dissimulation en vigueur (c.-à-d. les manœuvres de crête) demeurent pertinentes et valides. Les déplacements par route, bien qu'ils constituent une solution attrayante pour exploiter la mobilité et la vitesse du VBL, comportent toujours des risques inhérents. On estime que les TTP qui ont été mises au point et validées pendant l'essai constituent des outils sains et efficaces pour les commandants en campagne.

Malgré les avantages que le VBL III procure sur le champ de bataille par rapport au BMP-2, la perspicacité sur le plan tactique demeure une condition indispensable au succès. À plusieurs reprises pendant l'essai, des forces amies ont été détruites et/ou prises en embuscade par un ennemi bien placé, brillant et agressif. Pendant un engagement, en particulier, un peloton de BMP-2 effectua une navigation en rase campagne pendant que la compagnie de VBL demeurait sur la route, ce qui lui a permis de détruire le peloton en profondeur de VBL en moins de 15 secondes. À plusieurs reprises, quand le peloton de BMP-2 occupait une position en contre-pente offrant à sa pièce de 30 mm une zone d'abattage de 800 mètres et la possibilité de prendre l'ennemi de flanc avec son

AT-5, les erreurs commises par la compagnie de VBL entraînent des pertes qui la neutralisèrent à toutes fins pratiques. L'illustration ci-dessous est un exemple d'un tel engagement au cours duquel cinq VBL furent détruits en 39 minutes à moins de 800 mètres de la position ennemie.

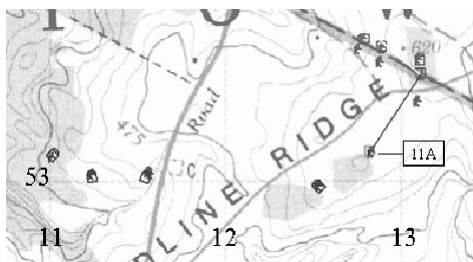
L'essai a aussi révélé un certain nombre d'exigences auxquelles l'entraînement doit satisfaire pour permettre une exploitation complète des possibilités offertes par le VBL III et le Leopard C2. Il a démontré que le repérage précis de la position de l'ennemi constitue le plus grand défi pour « définir le contact » et la majorité des pertes sont survenues pendant cette phase de l'engagement. Cela a des conséquences sur l'évaluation de la cohésion de l'équipage/du groupe et une plus grande importance devra être accordée à l'identification de l'objectif (par le biais, par exemple, de l'entraînement à la reconnaissance des signatures thermiques). Plus d'importance devrait être accordée aussi bien pendant les simulations que les exercices de tir réel à l'engagement de cibles réalistes (tourelles uniquement, cibles en mouvement, différentes portées, conditions d'éclairage). L'essai en conditions réelles a démontré facilement qu'un entraînement plus fréquent à l'utilisation du système NAVTAC, du système mondial de localisation (GPS) et du système tactique de commandement, de contrôle et de communication (STCCC) était nécessaire pour contrer la dégradation significative au fil du temps des aptitudes des équipages. Enfin, les participants à l'essai profitèrent au maximum des avantages offerts par le système de simulation des effets des armes et le

système d'évaluation des pertes en temps réel du SMIA. Les applications directes pour le Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) sont évidentes.

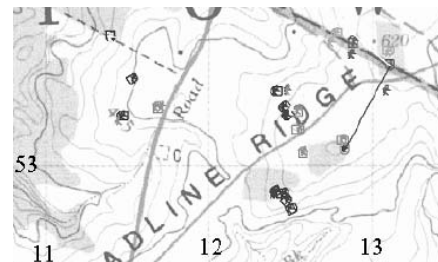
ÉVOLUTION/MÉTHODOLOGIE/DÉROULEMENT DOCUMENTÉS DE L'ESSAI/CENTRE CANADIEN D'ENTRAÎNEMENT AUX MANŒUVRES

L'utilisation d'un essai gradué et instrumenté pour la mise au point de TTP est inédit au sein de l'Armée canadienne. Par conséquent, on doit souligner le fait que l'utilisation d'une instrumentation et l'essai en conditions réelles lui-même sont conçus pour appuyer plutôt que remplacer les connaissances et le jugement professionnels des commandants des forces de campagne en fournissant des données détaillées pour appuyer les décisions devant être prises en ce qui a trait aux TTP. On doit aussi comprendre que l'évaluation et l'analyse doit être un processus continu impliquant une évaluation structurée et expérimentale ainsi que la coordination détaillée et le soutien de plusieurs directions de l'État-major de la Force terrestre et des forces de campagne.

L'essai en conditions réelles du VBL III a été une démonstration très positive de l'utilisation des données quantitatives obtenues par ce type d'instrumentation, appuyées par les observations qualitatives des participants. La participation de la recherche opérationnelle à l'essai en conditions réelles du VBL III comprenait trois volets : les conseils donnés au personnel de l'essai du Centre d'instruction au combat sur la conception de l'essai, les renseignements fournis sur les caractéristiques du système d'arme au CEO de l'armée américaine pour



11A est détruit par 23A à 1010 heures



1A est détruit par 23A à 1049 heures



Des soldats du 2 RCR à l'instruction avec un VBL III équipé du SMIA — septembre 2001

leur intégration dans le SMIA et l'aide à l'analyse des résultats de l'essai. Si le SMIA a fourni la plus grande partie des données quantitatives de l'essai, l'analyse a aussi pris en compte plusieurs autres sources comme des groupes de discussion, des vidéos, des photographies, des questionnaires, les observations des responsables de la collecte de données, etc.

L'objectif de l'essai en conditions réelles était d'approfondir les différents aspects de l'utilisation tactique du VBL III et du Leopard C2. Antérieurement, le personnel de la recherche opérationnelle avait participé à la mise au point des tactiques du VBL III par la série de jeux de guerre IRON RENAISSANCE menés par la Division de la recherche opérationnelle du Quartier général de la Défense nationale (QGDN), à Ottawa, en 1998 et par l'Expérimentation 5 de l'Armée de terre réalisée en 2000 au SDIFT, à Kingston. L'expérience acquise au cours de ces activités de recherche avec le VBL III, même s'il s'agissait de modélisation et de simulation, furent extrêmement profitables pour l'essai en conditions réelles. L'essai en conditions réelles du VBL III avait beaucoup de points en commun avec les expériences et les jeux de guerre exécutés à des fins de recherche au cours des dernières années à Ottawa et à Kingston par le personnel de la recherche opérationnelle et des collègues militaires. Le SMIA a permis d'effectuer une recherche avec de vraies troupes sur le terrain et de rassembler des données d'une fidélité comparable à celle d'un jeu

de guerre ou d'une simulation avec des instruments comme le Janus ou le ModSAF, p. ex. les résultats d'engagements pendant un combat simulé.

L'essai en conditions réelles (et son rapport) a produit les résultats suivants :

- Une comparaison des systèmes de simulation (ModSAF, Janus et SMIA) utilisés pendant les diverses phases de l'essai en conditions réelles.
- Une comparaison des résultats quantitatifs obtenus par l'utilisation d'une simulation constructive (ModSAF et Janus) et d'une simulation réelle (SMIA).
- Une méthodologie d'essai démontrée et documentée pendant toute son évolution, son développement, son déroulement et ses activités après l'essai.
- Une démonstration de la valeur et de l'importance d'équipes d'analyse professionnelles et spécialisées pour soutenir tous les aspects décrits ci-dessus.
- Des incursions significatives dans les essais expérimentaux et opérationnels américains, y compris une excellente relation de travail avec le commandement des essais opérationnels de l'armée américaine.

UNE ORIENTATION POUR DE FUTURES ENTREPRISES D'EXPÉRIMENTATION.

On envisage qu'un des rôles du CCEM sera d'appuyer les efforts d'expérimentation pour le développement de la force.⁵ C'est ainsi que l'essai du SMIA a fourni une information inestimable sur la structure, l'organisation et le déroulement opérationnel d'essais de cette importance qui sera utile pour les responsables du développement de projets du CCEM. Cela comprend aussi bien les outils utilisés pour l'essai du SMIA et fournis par le commandement des essais opérationnels que ceux mis au point par l'organisation responsable de

l'essai elle-même comme des instructions permanentes d'opération des niveaux inférieurs pour les responsables de la collecte de données, le centre de contrôle (ou le centre des opérations tactiques - opérateurs du COT), des diagrammes de circulation de l'information pour le traitement des données, des schémas d'aménagement fonctionnel et de nombreux autres outils. Tous sont inclus dans le rapport de l'essai.

L'INFIME PARTIE DE LA RÉALITÉ — ET CE QUI RESTE À FAIRE

L'essai en conditions réelles n'a pas fourni toutes les réponses à l'Armée de terre. En raison des limites de l'essai, d'autres études sont nécessaires pour étendre notre base de connaissances. Les recherches et les analyses à venir devraient plus particulièrement porter sur les thèmes énumérés ci-après :

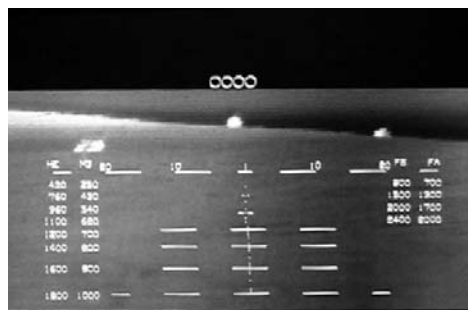
- **Commandement et contrôle.** Des recherches supplémentaires doivent être effectuées dans le domaine du commandement et du contrôle. Plus particulièrement, il faut analyser l'impact de l'entrée en service des systèmes de connaissance de la situation et de la numérisation de la force de campagne. Le volume du trafic radio s'est accru substantiellement en raison d'une plus grande dispersion des troupes sur le terrain et d'une utilisation plus agressive du VBL III en tant que plate-forme de tir. La question du commandement et du contrôle des éléments embarqués et des éléments à pied de l'équipe de combat n'a pu être étudiée compte tenu des limites de l'essai. L'analyse des enregistrements radio fournira peut-être des renseignements supplémentaires sur ce sujet qui est aussi en cours d'examen par le Bureau de numérisation de l'Armée de terre à Kingston (BNATK).
- **Actions sur l'objectif.** Compte tenu des limites imposées à l'essai, l'assaut n'a pas été étudié. Avec la création du Centre canadien d'entraînement à la manœuvre et avec les

simulateurs des effets des armes, il faudra faire l'expérimentation de manière à obtenir des données sur l'assaut débarqué. Bien que l'essai en conditions réelles ait permis de démontrer qu'on pouvait détruire ou neutraliser les véhicules ennemis sur l'objectif à l'aide d'un tir direct, il a été impossible de déterminer l'impact de la présence d'un ennemi « retranché » contre la force d'assaut. Sans cette information, on ne peut présumer qu'il est possible de détruire l'ennemi uniquement par le tir.

- **Maintien en puissance.** Il faudra poursuivre l'étude en vue d'évaluer la capacité de maintien en puissance de la compagnie de VBL III. On dispose comme modèle de l'échelon de l'opération CYCLOPS lequel est basé sur la doctrine, mais dans les faits, les échelons actuels de la compagnie de VBL III se sont constitués de manière improvisée car nous n'avons pas les véhicules spécialisés pour remplir les différents rôles. La consommation de munitions sera un facteur primordial en ce qui concerne le maintien en puissance du VBL III. Grâce à une analyse plus poussée à l'aide du système ModSAF et grâce à l'amélioration des données du SMIA et à une meilleure évaluation de celles-ci, nous pourrions peut-être avoir un portrait plus clair de la situation.
- **VBL III armé d'une arme antiblindé à moyenne portée (AABMP) et d'une arme antiblindé à longue portée (AABLPL).** À l'heure actuelle, le VBL III n'est pas capable d'engager des chars. Comme l'a prouvé l'essai en conditions réelles, le VBL III est très vulnérable contre les chars ennemis et ne peut participer à leur destruction. Le VBL III ne peut engager que des BMP. La capacité de combat de la compagnie et de l'équipe de combat serait renforcée par l'ajout d'une AABMP ou d'une AABLPL. Il permettrait d'utiliser le VBL III avec encore plus de

souplesse, pour des tâches de protection des flancs et de sécurité. Des analyses supplémentaires au moyen du ModSAF devraient démontrer la validité de cette proposition.

- **Le VBL III et la reconnaissance rapprochée.** L'essai en conditions réelles a démontré que le repérage et l'identification de l'ennemi exigeaient des efforts importants. On recommande que le même plan d'essais soit réalisé avec le ModSAF, assorti d'une reconnaissance rapprochée.
- **Études américaines sur l'épuisement des équipages.** Pendant l'essai en conditions réelles, les participants ont commenté l'effet sur les membres d'équipage de l'utilisation prolongée de nuit des systèmes d'acquisition d'objectif. Afin de maximiser les capacités de combat dans des conditions de visibilité réduite, il est indispensable de comprendre les effets de l'épuisement sur les membres d'équipage et les mesures pouvant être prises pour réduire ces effets. L'essai américain a indiqué que des études sur cette question existent et peuvent être obtenues de l'armée américaine.
- **Recherche dans les systèmes d'identification ami-ennemi (IFF).** Les opérations dans des conditions de visibilité réduite ont exigé des équipages plus d'efforts pour identifier correctement des cibles potentielles avant de les engager. L'essai en conditions réelles a démontré que des tirs fratricides



Ami ou ennemi? — Cycle de nuit pendant l'essai en conditions réelles du VBL III

surviendront, surtout en raison de la difficulté à identifier la signature thermique des cibles. Bien que l'entraînement à la reconnaissance de la signature thermique des véhicules blindés de combat soit important, les développements dans la mise en service de système IFF pour les forces terrestres sont considérés comme un domaine de recherche et de collaboration important.

- **Analyse comparative du BMP-3.** L'essai en conditions réelles a prouvé l'efficacité du VBL III contre le BMP 2 équipé d'un canon de 30 mm et de systèmes rudimentaires d'acquisition d'objectif. Des analyses comparatives subséquentes devraient être effectuées avec ModSAF contre un ennemi plus sophistiqué. On recommande de mener des essais en conditions réelles contre le BMP-3 doté de capacités modernes de SAO.

LE PLAN DE COMMUNICATION

Les leçons retenues de l'essai du SMAI connaîtront une large diffusion. Le rapport de l'essai proprement dit a été soumis à l'approbation du cmdt du SDIFT le 1er mars 2002. Parallèlement, les TTP de l'équipe de combat et les tactiques de la compagnie de VBL ont été approuvées. Les projets suivants sont en cours pour assurer la diffusion des leçons retenues de l'essai en conditions réelles du SMAI et des travaux connexes :

- **Rapport de l'essai.** Le rapport d'essai comporte trois volumes et il a été produit en format Adobe Acrobat. Il se divise ainsi :
 - **Volume un — rapport de l'essai.** Ce volume contient le résumé, le corps principal et toutes les annexes pertinentes contenant les données, l'analyse et l'historique de chaque engagement.
 - **Volume deux — première et deuxième parties.** Ce volume contient l'historique de l'essai et les parties du

rapport portant sur le déroulement de l'essai. Il contient toute l'information pertinente sur l'évolution de l'essai et sur les outils et instruments mis au point ou utilisés pendant le déroulement de l'essai.

- **Volume trois — historique sur vidéo.** Ce volume contient l'historique des cycles du combat en format MPEG, y compris le vidéo d'information sur l'essai produit par le CEO ainsi que les images connexes et les fichiers MPEG sur les activités d'essai. Les fichiers MPEG sur les cycles du combat sont des outils extrêmement efficaces pour l'instruction car ils fournissent des images tactiques de tous les aspects de l'essai.
- Le SDIFT a l'intention de rendre disponible le rapport complet de l'essai sur le RID dans un proche avenir.
- **Manuels de tactiques.** On a mis la dernière main aux manuels de tactiques (actuellement les TTP) et ils sont en voie d'être rédigés dans leur version définitive et traduits. Le SDIFT devrait être en mesure de les distribuer à la fin de septembre 2002.
- **Vidéo de l'essai.** Pour compléter le rapport de l'essai, un vidéo a été produit et est en cours de distribution dans tout le Canada en même temps qu'on publie le présent article. Il s'agit d'un vidéo de facture professionnelle incorporant les principales leçons retenues de l'essai. Il met

en évidence les leçons retenues dans les domaines des détecteurs, de la puissance de feu, du mouvement, des communications, de la survie sur le champ de bataille et des tactiques. Il sera présenté dans toutes les bases et à toutes les formations principales de l'Armée de terre.

- **Centre des leçons retenues de l'Armée (CLRA).** Le CLRA a examiné les résultats de l'essai et participé à la série finale des présentations au cmdt du SDIFT. Suite à cela, des représentants du CLRA ont visité le CIC le 11 juin 2002 dans la perspective de

Malgré les avantages que le VBL III procure sur le champ de bataille par rapport au BMP-2, la perspicacité sur le plan tactique demeure une condition indispensable au succès.

définir plus exactement des thèmes pour les futures éditions de Dépêches.

- **Les exigences sur les plans du personnel, du leadership, de l'organisation, de l'instruction, de l'équipement et de la doctrine.** L'intention est d'intégrer les leçons retenues et de raffiner les questions soulevées par l'essai. Cela inclut des briefings au cmdt du SDIFT et, par la suite, au Comité d'étude et de développement des méthodes de combat de l'Armée de terre et au Conseil de l'Armée sur d'innombrables questions liées à l'utilisation du VBL III et du Leopard C2.

CONCLUSION

L'intégration du VBL III et du Leopard C2 dans la panoplie tactique de l'Armée de terre s'est effectuée d'une manière progressive et efficace et en temps opportun. Parallèlement, divers aspects de leur commandement et contrôle, de leur emploi tactique et de leur maintenance ont été raffinés par le processus de développement des méthodes de combat. Tous ces efforts visaient à améliorer la capacité de combattre de l'Armée de terre. Le but de tous ces projets a toujours été de fournir aux soldats et à leurs officiers les meilleurs outils pour combattre avec leurs véhicules respectifs. Bien qu'on admette que le développement des méthodes de combat soit un processus continu d'étude, d'essai, d'évaluation et de réévaluation, l'importance de fournir à la force de campagne des résultats concrets et visibles ne peut être surestimée. L'essai en conditions réelles du VBL III/Leopard C2 a démontré à l'Armée de terre que les TTP de la compagnie de VBL III et de l'équipe de combat VBL III/Leopard C2 étaient des guides efficaces et validés pour la force de campagne. Cette démarche a été pondérée avec réalisme par le facteur humain comme il a été démontré durant l'essai en conditions réelles avec le SMIA. Les soldats et les commandants ont accepté et relevé les défis que présentait l'utilisation du système d'évaluation des pertes en temps réel.



NOTES

1. LCol I.D. Barnes and Maj N.B. Jeffries, "The Mechanized Battlefield: A Canadian View," *The Mechanized Battlefield: A Tactical Analysis*, Willowdale: Pergamon Press, 1985, p. 131.
2. Maj (ret) George A. Durham, LCol (ret) Frank T. Myers II and LCol (ret) Charles L. Hernandez, "The FCS-Based Force in Future Battle," *Field Artillery* (mars-avril 2002), p. 10 à 13.
3. http://ctc.gagetown.mil.ca/infantry/infjrn/vol32/apc_e.htm, "Le

point sur le VBL — La cellule de doctrine du VBL," *Le Journal de l'infanterie*, (Volume 32 printemps 1988), p. 9.

4. Col M. Ward, Commandant du CIC, Note de service 4500-1 (Comd) 22 mai 2002, Future Battle.
5. Lcol D.P. Casarsa, Directeur — Instruction de l'Armée de terre 4, Note de service 3136-2058 (DIAT 4) 28 mai 2001, Canadian Manoeuvre Centre Concept of Operations — Revised.

Une évidence même :

Les forces spéciales et le renseignement en contexte de guerre asymétrique

Par le lieutenant-colonel Bernd Horn, CD

L'attaque tragique contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, survenue le 11 septembre 2001, atteste, si besoin est, des nombreux bouleversements qui secouent l'ordre mondial depuis quelques années. La chute du Mur de Berlin, en 1989-1990, a modifié l'environnement de sécurité international de même que la donne géopolitique. Fini la guerre froide et la stabilité, la prévisibilité et les sphères d'influence et d'intérêt bien délimitées qui la caractérisaient. Bien vite, une série de conflits, basés sur des différences ethniques, religieuses, culturelles ou nationales, ont éclaté un peu partout dans le monde, en même temps qu'émergeaient un certain nombre d'États avortons. La fin de la guerre froide annonçait également l'apparition d'une unique superpuissance mondiale. Suivirent, dans les années 1990, la guerre du Golfe et les campagnes de stabilisation dans les Balkans qui illustrèrent l'omnipotence des forces aériennes et de la technologie. Les analystes, les commandants militaires et les universitaires ont alors commencé à parler d'une *révolution dans les affaires militaires*, particulièrement en raison de l'impact des technologies de l'information. Mais, la principale conclusion que permirent de tirer ces événements fut que les États-Unis d'Amérique, et leurs proches alliés, possédaient, sur les plans économique, militaire et technologique, une supériorité sans commune mesure avec les moyens de n'importe quel agresseur potentiel.

Néanmoins, l'attaque du 11 septembre (9/11) a révélé, au prix de milliers de vies humaines, un autre changement fondamental dans l'allure que prendraient dorénavant

les conflits dans le monde. La guerre asymétrique — l'emploi de méthodes et de tactiques qui permettent de mettre KO la technologie militaire et la puissance de combat d'un adversaire supérieur — est maintenant la seule stratégie valable pour ceux qui perçoivent les États-Unis et leurs alliés comme leurs ennemis. Ainsi, un petit groupe d'extrémistes islamiques, armés de couteaux X Acto à quatre-vingt-dix-neuf sous et prenant place à bord d'avions commerciaux aux réservoirs pleins, ont réussi une frappe

La guerre asymétrique, peu importe les défis qu'elle comporte, peut être stoppée.

dévastatrice, inimaginable, en sol américain.

Cette attaque a déclenché une réaction immédiate, c'est-à-dire la guerre au terrorisme qui se poursuit inlassablement depuis avec la détermination caractéristique des Américains. Toutefois, elle a également fait naître un sentiment de peur et d'impuissance. La guerre asymétrique, de par sa nature imprévisible, est souvent perçue par la population et les responsables de la sécurité nationale comme une bataille perdue d'avance, particulièrement lorsqu'elle est l'œuvre de groupes terroristes ou d'autres adversaires bien organisés, mobiles, parfaitement entraînés et grassement financés. « Si vous lancez suffisamment de fléchettes sur une cible, vous finirez bien par l'atteindre ¹ » [*traduction*], admet un porte-parole américain.

Il est toutefois possible de se défaire de ce sentiment d'impuissance. La guerre

asymétrique, peu importe les défis qu'elle comporte, peut être stoppée. Les éléments essentiels pour y arriver sont les Forces spéciales (FS) et du renseignement fiable, obtenu en temps opportun. Lorsqu'elles disposent du renseignement nécessaire, les FS peuvent fournir des soldats hautement qualifiés, capables de mettre en oeuvre un vaste éventail de moyens de riposte meurtriers ou non meurtriers, qui peuvent perturber ou prévenir une attaque éventuelle ou détruire un agresseur. Mais bien que l'importance de ces deux éléments soit l'évidence même, certains problèmes restent à résoudre. La culture des FS, le manque d'approches originales et innovatrices pour identifier les menaces et élaborer des solutions ainsi que l'absence de mise en commun des informations et de conjugaison des efforts sont autant d'obstacles qui affaiblissent notre efficacité devant les menaces asymétriques. Une meilleure compréhension du rôle des FS et du renseignement en situation de guerre asymétrique, de même que des problèmes qui en découlent, nous permettra d'éviter qu'une catastrophe comme celle du 9/11 ne se reproduise.

Déjà aux lendemains du 11 septembre, une importance énorme était accordée au rôle des FS dans la guerre au terrorisme. Cela n'est pas surprenant. On a toujours défini les FS comme des forces « dont les membres, spécialement sélectionnés, entraînés et équipés, remplissent des missions spéciales et jouissent d'un appui spécial ² » [*traduction*]. Dans le chaos de la Deuxième Guerre mondiale, quand la capacité de riposte des Alliés était limitée en raison de leur manque de préparation, des défaites qu'ils

avaient dû essayer et de leurs ressources limitées, les FS ont pris de l'importance et sont devenues le principal moyen offensif³. Les FS étaient alors perçues comme des commandos dont les membres étaient entraînés pour tuer avec violence et efficacité. Toutefois, leur image, tout comme leurs rôles et leurs capacités, a évolué avec le temps. De nos jours, les FS sont définies comme « des forces militaires et paramilitaires, dont l'organisation, l'entraînement et l'équipement sont spécialisés et qui remplissent des missions spéciales dans le but d'atteindre des objectifs militaires, politiques et économiques ou de recueillir du renseignement, généralement en utilisant des moyens non conventionnels dans des zones hostiles, interdites ou délicates sur le plan de la politique ⁴ » [traduction]. Cette nouvelle définition, en doctrine illustre bien l'évolution des FS depuis leur création pendant la Deuxième Guerre mondiale ainsi que l'évolution de la mentalité : autrefois commandos exécutant des raids, les FS sont maintenant employées pour réaliser des objectifs politiques et économiques ou pour recueillir du renseignement dans des environnements hostiles et extrêmement dangereux⁵.

Les Forces spéciales remplissent leur mission avec compétence. En général, leurs membres sont des professionnels sérieux, dotés de qualités de leader et de compétences, d'équipements et de tactiques spécialisés. Ils possèdent en outre une connaissance approfondie de régions et de langues particulières et sont davantage sensibles aux particularités politiques et culturelles. Ils disposent également d'une structure interarmées souple et de petite taille⁶. Mais l'individu en demeure l'élément fondamental. Le soldat des FS se caractérise par son intelligence, son rôle et sa vision philosophique de la guerre. Il peut, de plus, évoluer dans un environnement ambigu, complexe et en constante transformation. « Dorénavant, les doigts qui appuient sur les gâchettes doivent être contrôlés par des soldats déterminés, qui font preuve de compassion, de courage et de jugement — des

personnes dotées de fortes personnalités, respectueuses de la loi et possédant de solides valeurs morales et éthiques — et qui sont divisés en équipes de FS interarmées dynamiques et alertes⁷ » [traduction], affirme le Général Peter Schoomaker, ancien *Commander in Chief (CinC)* de l'*US Special Operations Command*. Les soldats des FS sont passés de membres de commandos entraînés à tuer à soldats capables de s'adapter à l'environnement complexe auquel ils sont aujourd'hui confrontés et d'analyser ce dernier en profondeur. Cet environnement requiert non seulement des qualités de guerrier, mais aussi des aptitudes linguistiques, une connaissance des cultures, une sensibilité aux questions politiques et la capacité d'utiliser les technologies de l'information. Bref, les soldats des FS sont des soldats-diplomates⁸.

C'est grâce à cet ensemble de compétences que les FS peuvent jouer un si grand nombre de rôles fondamentaux et remplir autant de missions essentielles. « Notre stratégie militaire nationale nous met au défi d'influencer l'environnement international et de réagir aux crises tout en nous préparant à un avenir incertain⁹ » [traduction], explique Schoomaker. Les FS sont entraînées pour remplir des missions spéciales, qui comportent de nombreux risques, mais qui sont également très rentables — des missions qui « ne peuvent ni se solder par un échec, ni donner l'impression de se solder par un échec » [traduction]. Ces missions font généralement partie de la zone grise des opérations politiques/militaires, lesquelles sont plus souvent qu'autrement de nature délicate sur le plan politique. Il s'agit également de missions qu'aucune autre force ne peut remplir¹⁰. Les principales missions des FS sont les suivantes :

- **Contre-prolifération** — contrer la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques; rechercher et analyser du renseignement; soutenir la diplomatie et le contrôle des armes et des exportations.

- **Lutte contre le terrorisme** — prévenir et empêcher les actes terroristes de toute origine ou en découvrir les auteurs, ce qui comprend l'anti terrorisme et le contre-terrorisme.
- **Défense intérieure de pays étrangers** — organiser, entraîner, conseiller et aider les forces militaires et paramilitaires d'une nation hôte de façon à ce qu'elles puissent libérer et protéger leur société de la subversion, de l'anarchie et des soulèvements.
- **Reconnaissance spéciale** — mener des missions de reconnaissance et de surveillance dans le but d'obtenir ou de vérifier des informations sur les capacités, les intentions et les activités d'un ennemi réel ou potentiel ou pour recueillir des données sur les caractéristiques d'une action particulière.
- **Action directe** — exécuter des frappes de courte durée et d'autres actions offensives de faible envergure dans le but de saisir, de détruire, de capturer ou de récupérer des personnels ou du matériel précis ou d'infliger des dommages.
- **Opérations psychologiques** — susciter ou renforcer, dans des pays étrangers, des attitudes et des comportements favorables aux objectifs du pays ayant recours aux OPSPSY en exécutant des opérations planifiées de diffusion de certaines informations à l'étranger pour influencer les émotions, les motifs, le raisonnement et, en bout de ligne, le comportement des gouvernements, des organisations, des groupes et de la population des pays étrangers.
- **Affaires civiles** — faciliter les opérations militaires et consolider les activités opérationnelles en aidant les commandants à établir, à maintenir, à influencer et à exploiter les relations entre les forces militaires et les autorités civiles, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'avec

la population dans une zone d'opération amie, neutre ou hostile.

- **Guerre non conventionnelle** — organiser, entraîner, équiper, conseiller et aider les forces indigènes et auxiliaires dans le cadre d'opérations militaires et paramilitaires de longue durée.
- **Opérations d'information** — mesures prises par une force afin d'obtenir la maîtrise de l'information. Elles consistent à manipuler les informations et les systèmes d'information de l'ennemi tout en protégeant ses propres informations et systèmes d'information.

Les missions secondaires des FS sont les suivantes :

- **Soutien de la coalition** — intégrer les unités coalisées dans le cadre d'opérations militaires multinationales en fournissant aux partenaires de la coalition de l'instruction sur les tactiques et les techniques ainsi que des moyens de communication.
- **Recherche et sauvetage de combat** — percer les systèmes de défense antiaérienne et exécuter des opérations interarmées aériennes, terrestres ou maritimes en profondeur dans un territoire interdit ou hostile, la nuit ou dans des conditions météorologiques défavorables, pour récupérer du personnel en détresse lors d'opérations de guerre ou de contingence.
- **Lutte anti-drogues** — donner de la formation aux forces de lutte anti-drogues et aux forces policières d'une nation hôte sur les compétences essentielles à l'exécution d'opérations, individuelles ou en petites unités, qui visent à détecter, à surveiller et à interdire la culture, la production et le trafic de drogues illégales destinées au marché des États-Unis.
- **Déminage humanitaire** — réduire ou éliminer la menace que représentent les mines et les autres engins explosifs pour les civils et les forces militaires amies en enseignant au personnel des

nations hôtes comment les reconnaître, les identifier, les marquer et les détruire de façon sécuritaire; fournir de l'instruction sur les programmes de gestion des mines, sur les activités médicales et sur les activités de sensibilisation aux mines.

- **Assistance en matière de sécurité** — donner de l'instruction à l'appui de programmes légaux d'instruction militaire et d'autres services liés à la défense, assortis de subventions, de prêts, de crédits ou de ventes au comptant servant des politiques ou des objectifs nationaux.
- **Activités spéciales** — accomplir des missions à l'étranger qui sont conformes aux objectifs de la politique extérieure nationale de telle façon que le rôle du gouvernement qui dirige l'opération demeure invisible ou inconnu du public.¹¹

La vaste gamme de missions principales et secondaires montre bien la souplesse caractéristique des FS. Elles sont indépendantes, polyvalentes et uniques, qu'elles soient employées seules ou comme complément à d'autres forces ou organismes afin d'atteindre des objectifs militaires stratégiques ou opérationnels. En général, les FS sont, à l'inverse des forces conventionnelles, de petite taille, précises, polyvalentes et innovatrices, ce qui leur permet de remplir des missions de façon clandestine, secrète ou discrète¹². Elles peuvent s'organiser et se déployer rapidement, accéder à des zones hostiles ou interdites et y opérer sans avoir besoin de ports, d'aérodromes ou de réseaux routiers protégés. Elles peuvent également évoluer dans des endroits peu hospitaliers et isolés et communiquer partout dans le monde grâce à un équipement de communication intégral. En outre, elles se déploient rapidement et discrètement, à un coût relativement bas, et leur présence est moins dérangement que celle des forces conventionnelles plus imposantes. Elles offrent donc aux décideurs un large éventail de

possibilités, une économie stratégique de force et une capacité « adaptée à la mission », « particulièrement dans le cas de crises qui ne peuvent être réglées ni par la voie diplomatique ni par le déploiement massif des forces armées ¹³» [traduction]. Les FS peuvent réagir en utilisant des moyens meurtriers ou non, et recourir à la force discriminatoire et précise. Bref, les FS fournissent le plus vaste éventail de capacités et de moyens de réaction, et peuvent intervenir aussi bien sur les grands théâtres de guerre que dans le cadre de missions d'aide humanitaire, en passant par les opérations de contingence de faible envergure. Ce n'est donc pas surprenant si, compte tenu de leur composition et de leurs capacités, elles sont tout indiquées pour contrer les menaces transnationales et asymétriques.¹⁴

Les FS offrent une capacité d'action directe contre des objectifs critiques de grande valeur -raids, embuscades, assauts directs, désignation d'objectifs pour d'autres vecteurs de haute technologie, sauvetage d'otages et recherche et sauvetage de combat. Elles sont également capables de rechercher du renseignement en secret au moyen de surveillances et de reconnaissances spéciales, ce qui leur permet d'obtenir de l'information d'importance stratégique ou opérationnelle précise, exacte et en temps opportun sur des objectifs de grande valeur en territoires hostiles ou interdits. De plus, elles peuvent mener des opérations de contre-terrorisme, ce qui comprend l'utilisation de techniques ultra spécialisées pour découvrir, prévenir, dissuader et empêcher les actes terroristes ou en déterminer les auteurs¹⁵.

Par exemple, un expert militaire américain a décrit la guerre qui sévit présentement en Afghanistan comme étant pour l'instant « surtout une guerre dans l'ombre » [traduction]. Dans ce contexte, de petites équipes des FS marquent des objectifs pour les bombardiers et, de concert avec l'Agence centrale de renseignement (CIA) des É.-U. et des militaires étrangers, montent des petites opérations destinées à

retrouver la trace de leaders talibans dans le sud de l'Afghanistan et de combattants d'Al-Qaïda qui se sont réfugiés au Pakistan. Ces petites équipes des FS, composées d'une douzaine de membres des Forces spéciales, établissent en même temps des avant-postes en profondeur dans le territoire ennemi et travaillent avec des unités afghanes qui comptent environ 120 membres¹⁶.

Malgré leur présence discrète, les FS sont extrêmement efficaces. Jusqu'à maintenant, elles ont joué un rôle important dans la guerre contre le terrorisme. Il ne s'est écoulé que 49 jours entre l'insertion des premières équipes dans les forces de l'Alliance du Nord et la chute de Kandahar. Environ 300 soldats des Forces spéciales ont pris part à cette opération. Ces soldats ont su rallier et rassembler en équipes cohérentes les membres de groupes anti-talibans épars, mais, fait encore plus important, ils ont, en n'utilisant que quelques dispositifs de ciblage de haute technologie, dirigé la puissance aérienne américaine sur les combattants talibans et d'Al Quaïda. On estime que les frappes aériennes dirigées par l'une des premières équipes des FS sur le terrain, secondée par un seul contrôleur de combat de la Force aérienne, ont tué quelque 3 500 combattants et détruit 450 véhicules¹⁷. L'importance des FS en tant qu'équipes de contrôle du combat ne cesse de s'accroître. En Afghanistan, 60 pour 100 des munitions utilisées étaient des munitions à guidage de précision par rapport à 35 pour 100 lors de la campagne aérienne au Kosovo en 1999 et 6 pour 100 lors de la guerre du Golfe en 1991¹⁸.

Nous l'avons déjà mentionné : le recours aux FS est peu coûteux. Les FS des États-Unis comptent environ 45 690 membres, dont une force active de 29 164 membres et une réserve de 10 043 membres¹⁹. Le budget des FS pour l'année financière (AF) 2001 était de 3,7 milliards de dollars²⁰. Le budget proposé pour l'AF 2003 est de 4,9 milliards de dollars, une augmentation de 21 pour 100²¹. Paradoxalement, malgré les capacités indispensables qu'elles

possèdent, comme le prouve l'augmentation continue de leur cadence opérationnelle, l'enveloppe budgétaire des FS ne représente que 1,3 pour 100 du budget total du Département de la Défense (DoD)²². En tout temps, on compte plus de 5 141 soldats des FS déployés dans 149 pays et territoires étrangers²³.

Toutefois, pour être efficaces, les Forces spéciales ont besoin de renseignement fiable. Le renseignement est simplement le résultat de l'exploitation des renseignements bruts concernant les forces hostiles ou potentiellement hostiles. Il vise à « fournir des informations pertinentes, en temps opportun, aux personnes qui élaborent les politiques, à celles qui prennent les décisions ainsi qu'aux combattants ²⁴ » [traduction]. Afin d'y parvenir, on a recours au cycle du renseignement, qui comprend l'orientation, la recherche, l'exploitation et la diffusion des informations.

Les opérations spéciales doivent être planifiées dans les moindres détails et les FS se fient à du renseignement exact et à jour pour s'assurer que les plans sont conformes à la situation anticipée dans la zone d'objectifs prévue. Par conséquent, il est essentiel au succès d'une opération que les FS aient accès à du renseignement détaillé, adapté, à jour et provenant de toutes les sources possibles²⁵. Par exemple, le 9 avril 1973, une petite équipe du Sayeret Matkal a débarqué sur la côte libanaise où elle a rejoint des agents du Mossad qui l'ont menée jusqu'à Beyrouth. Les soldats des FS possédaient tout le renseignement nécessaire sur leurs objectifs. Ils avaient des informations détaillées sur le leader de l'Organisation Septembre noir (responsable du massacre de Munich en 1972), sur le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sur le porte-parole de l'OLP à Beyrouth de même que sur les appartements dans lesquels ces personnes habitaient et sur les

quartiers avoisinants. Ainsi, les troupes ont pu mener des représailles contre ces objectifs et détruire, avec l'aide de parachutistes israéliens, les usines d'armes et les dépôts de carburant de l'OLP dans la région de Sour et de Saïda²⁶.

Dans le même ordre d'idées, le 12 juillet 1993, de « l'excellent renseignement » a permis aux Américains de mener avec succès un raid sur la « maison Abdi » en Somalie. Le bâtiment avait été identifié comme un quartier général clé de la milice. De surcroît, le commandant du raid avait reçu des renseignements sur les réunions quotidiennes qui avaient lieu dans le bâtiment — l'heure des réunions, la pièce où elles avaient lieu et qui y assistait régulièrement. Les officiers du renseignement avaient également identifié les leaders somaliens qui assistaient à ces réunions comme étant les responsables de la pose d'une mine qui a causé la mort de militaires américains ainsi que de la planification et de l'exécution de tous les actes de violence dirigés contre les forces américaines et celles des Nations Unies (NU) jusque là. Autre élément important : les informations transmises faisaient état d'une période de cinq jours pendant

Les soldats des FS sont passés de membres de commandos entraînés à tuer à soldats capables de s'adapter à l'environnement complexe auquel ils sont aujourd'hui confrontés et d'analyser ce dernier en profondeur.

laquelle une frappe pouvait avoir lieu sans mettre en danger la vie de civils innocents qui travaillaient dans le bâtiment ou le fréquentaient. En bout de ligne, une menace sérieuse a été neutralisée sans grands dommages collatéraux²⁷.

Du mauvais renseignement a l'effet contraire. En décembre 2001, le bombardement d'une réception de mariage en Afghanistan a causé la mort de 110 des 112 personnes

présentes. Une source de renseignement avait affirmé qu'il s'agissait d'un rassemblement de terroristes d'Al-Quaïda. Pour les pilotes, du haut des airs, la colonne de voitures se dirigeant vers le hameau était conforme au rapport. S'en est suivi un assaut qui a duré six heures... De la même façon, le 24 janvier 2002, les Forces spéciales américaines ont exécuté un raid contre une enceinte dans la province de l'Uruzgan, au cours duquel 16 civils ont perdu la vie, encore une fois à cause d'un renseignement erroné. Les victimes n'étaient ni des talibans, ni des membres d'Al-Quaïda. Dans ce dernier cas, le Pentagone a admis son erreur²⁸. Malgré cela, l'incidence de ces attaques en termes d'affaiblissement du soutien apporté à l'effort américain en Afghanistan est facile à imaginer.

Néanmoins, une chose est claire : « Tout le monde veut du renseignement de qualité », affirme un ancien membre des Forces spéciales et de la CIA, « sans lui, on ne peut rien faire²⁹ » [traduction]. Dans le contexte de la guerre asymétrique, le renseignement et les FS sont des éléments essentiels. « Dans le domaine des affaires militaires et de la sécurité nationale », déclare le stratège américain Steven Metz, « l'asymétrie consiste à agir, à organiser et à penser autrement que l'adversaire afin de maximiser ses propres avantages, d'exploiter les faiblesses de l'ennemi, de prendre les devants, ou d'obtenir une plus grande liberté d'action. Elle peut se jouer sur le plan politico-stratégique, militaro-stratégique, opérationnel, ou une combinaison de ces derniers. Elle peut nécessiter le recours à différentes méthodes, technologies, valeurs, organisations, perspectives temporelles, ou à une combinaison de ces dernières. Elle peut être de courte ou de longue durée et peut être déclenchée délibérément ou par défaut. Elle peut être appliquée isolément ou conjointement à des approches symétriques. Elle peut comporter à la fois un volet psychologique et un volet physique³⁰ » [traduction]. En doctrine, une menace asymétrique est un

concept servant à « décrire les tentatives pour circonvenir ou miner les points forts d'un adversaire tout en exploitant ses faiblesses, le tout grâce à des méthodes qui s'écartent sensiblement des méthodes habituelles de l'adversaire³¹ » [traduction].

Les conséquences du 9/11 ont montré qu'une riposte aux attaques ne constitue dorénavant plus une option en raison du nombre catastrophique de victimes qui peut en résulter. L'action préventive est

Toutefois, pour être efficaces, les Forces spéciales ont besoin de renseignement fiable.

maintenant au cœur du processus de réaction. Dans cet ordre d'idées, les FS offrent un moyen souple, proactif et rapide de riposter à une menace, que ce soit par des moyens meurtriers ou non meurtriers. Elles peuvent procéder à des frappes précises contre des groupes, des installations, des infrastructures, des usines, des moyens de transport ou des nœuds de communication dans le but de perturber ou d'arrêter des attaques potentielles. Plus le renseignement est complet et exact, plus les chances et le degré de succès de l'intervention s'accroissent³². Bien que, en théorie, ce soit simple, il en va autrement dans la pratique.

D'importants problèmes minent actuellement l'efficacité des Forces spéciales et nuisent à l'utilisation du renseignement dans la lutte contre des ennemis qui ont recours à l'approche asymétrique pour attaquer les États-Unis et leurs alliés. Le premier problème est la culture même des FS. Le culte de l'élitisme, qui est souvent monnaie courante dans les milieux formés de personnes soigneusement sélectionnées, favorise et entretient une mentalité de « caste » qui exclut tout ce qui est extérieur. Une telle attitude est dangereuse. Les membres du groupe n'ont confiance qu'en eux, qui ont passé les tests et répondu aux rigoureuses normes de sélection. Donna Winslow, sociologue de l'Université d'Ottawa, confirme les effets négatifs qui peuvent se

produire quand on accorde une trop grande importance à ce « culte du combattant » et à l'exclusivité qui l'entoure. Cela engendre une idée fixe, affirme-t-elle, celle que « seuls les membres du groupe possèdent la connaissance, ou sont dignes de confiance ou, de façon plus pernicieuse, peuvent donner des directives³³ » [traduction]. « Trop souvent, » constate l'analyste militaire bien connu Tom Clancy, « il y a des frictions, de la compétition et de la rivalité — situation parfois aggravée par les règles très rudes des membres des FS³⁴ » [traduction]. En bout de ligne, cette réticence à travailler avec d'autres, doublée d'arrogance, crée de l'animosité et de la méfiance et empêche la coopération et le partage d'information avec les organismes externes.

L'importance exagérée accordée à la sécurité est un autre des effets négatifs de la culture des FS. Bien que la sécurité opérationnelle soit primordiale, le secret en soi devient un outil pour éviter de rendre des comptes, pour s'isoler du monde extérieur. Ce sens aigu de la sécurité a même incité certaines personnes à refuser d'utiliser des ordinateurs reliés au monde extérieur. S'entourer de secret à ce point est parfois risible. Les membres des FS invoquent la sécurité pour éviter de coopérer, de communiquer des informations ou de fournir de l'aide. Pourtant, paradoxalement, l'acharnement qu'ils mettent à se distinguer au premier coup d'œil de leurs confrères et consœurs militaires, peu importe l'endroit, semble faire fi de ce besoin de secret. En fait, il les contraint à adopter de l'équipement, des uniformes et un code vestimentaire totalement différents de ceux des autres militaires, même lorsque la situation opérationnelle ne le requiert pas. Par conséquent, ils sont en tout temps facilement identifiables. Finalement, cette mentalité n'est qu'un autre obstacle à la coopération et au partage d'information.

Le troisième effet négatif de la culture des FS est la propension de ces dernières à se voir comme des

troupes « d'abordage ». Le *Navy Captain William McRaven*, un ancien commandant SEAL, fait valoir dans le respecté *Spec Ops* que « toutes les opérations spéciales sont dirigées contre des positions fortifiées » et il croit que « ces positions fortifiées témoignent de situations qui impliquent une opération défensive de la part de l'ennemi³⁵ » [traduction]. Ce paradigme historique origine des scénarios de prise d'otages des trois dernières décennies. Il a provoqué la création d'une myriade de banques de données, contenant des informations sur les groupes terroristes, des plans de bâtiments, d'aéronefs, de navires, etc. pour faciliter la planification d'une réaction rapide par les forces contre-terroristes. En outre, ce paradigme a présidé à l'apparition des drills qui simplifient les choses pour les militaires et surtout permet une réaction efficace et efficiente en situation de crise. Toutefois, cela est tout à fait inutile dans le contexte d'une guerre asymétrique. Comme l'a montré le 9/11, l'accent doit maintenant être mis sur la prévention. Comme l'a si bien dit le professeur Stephen Sloan, expert en terrorisme : « Nous ne pouvons dorénavant plus nous permettre de laisser les terroristes placer leurs pions³⁶ » [traduction].

La nécessité de prévoir la prochaine attaque importante met en évidence un autre problème qui empêche l'utilisation optimale des FS et du renseignement dans le contexte d'une guerre asymétrique, c'est-à-dire le besoin de visionnaires et d'imagination. « J'ai suffisamment l'âme d'un artiste », affirmait Albert Einstein, « pour faire appel librement à mon imagination. L'imagination est plus importante que le savoir. Le savoir est limité. L'imagination embrasse le monde³⁷ » [traduction]. Toutefois, les commandants et les décideurs deviennent souvent esclaves de la doctrine, pour ne pas dire du dogme, et de leur propre expérience, bien souvent limitée. Il existe une réticence évidente à laisser libre cours à la pensée critique. Une telle mentalité aura, à long terme, un effet paralysant.

Les Chinois ont écrit que « la guerre est un processus dynamique, où se côtoient hasard et créativité. Toute tentative de restreindre une guerre à une ligne de pensée dans un plan prédéterminé n'est rien de moins qu'absurdité ou naïveté³⁸ » [traduction]. Ils font valoir qu'il faut, « pour saisir la situation sur le champ de bataille en constante évolution, utiliser davantage l'intuition plutôt que la déduction mathématique³⁹ » [traduction]. Steven Metz, un professeur-chercheur du *US Strategic Studies Institute* depuis 1993 abonde dans le même sens. Selon lui, « l'innovation et la créativité doivent être encouragées et valorisées au DoD, autant chez les militaires que chez les civils. Bien que les iconoclastes et les non-conformistes n'aient pas leur place à la tête de l'armée, ils devraient néanmoins être appréciés, maintenus en poste et écoutés. Les expériences et la recherche devraient se concentrer sur l'adaptabilité stratégique et opérationnelle⁴⁰ » [traduction]. Les appels à une approche davantage imaginative et créative sont importants. On doit toujours tenir compte de l'opposition. Le Cheik Ahmed Yassin, fondateur du mouvement terroriste Hamas, se vante : « Les meilleurs cerveaux travaillent avec nous⁴¹ » [traduction].

Dans le contexte de la guerre asymétrique, nous devons constamment tenter de garder une longueur d'avance sur nos attaquants potentiels. Nous devons être en mesure de visualiser les menaces et de les disséquer. Quels sont les objectifs possibles? Quelles ressources et quelles actions nécessite une telle attaque? Qui est en mesure de mener cette attaque? Qui peut la soutenir? Qui peut la financer? Lorsqu'on dispose des réponses à ces questions, on peut faire appel aux FS pour devancer, perturber et/ou éliminer les menaces potentielles. Mais il ne s'agit pas là d'une solution miracle. La liste d'objectifs potentiels est très longue. Toutefois, en utilisant notre imagination et le renseignement disponible et en acceptant de prendre des risques, on peut établir des « sonnettes d'alarme » pour chacun des objectifs potentiels et prendre les mesures nécessaires à temps.

Par exemple, l'analyse du roman de Tom Clancy, *Dette d'honneur*, publié en 1994, aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. Le roman se termine par l'écrasement d'un avion commercial de type Boeing 747 sur la Maison Blanche, ce qui entraîne la mort du président. Cette fin n'est pas si invraisemblable. Clancy ne peut même pas se vanter de l'avoir totalement imaginée. En février 1973, les Israéliens ont abattu, dans le Sinaï, un avion de ligne libyen de type Boeing 727 parti de Benghazi à destination du Caire. Ayant perdu sa route à cause d'une tempête de sable, l'avion a survolé Israël, ce qui a amené les Israéliens à croire qu'il avait été détourné et qu'il se dirigeait vers la capitale pour y exécuter un attentat suicide. Ils ont donc abattu l'avion et causé la mort de 106 personnes⁴². De même, le détournement d'un airbus d'Air France lors du vol 8969, le 24 décembre 1994, a éveillé des craintes similaires chez les autorités françaises. Des rapports provenant du consulat d'Oran et de l'ambassade française à Alger, corroborés par les déclarations de certains otages relâchés qui confirmaient que les pirates de l'air possédaient des explosifs et parlaient de martyre, ont incité les Français à croire que les terroristes s'apprêtaient à faire exploser l'avion au-dessus de Paris⁴³. La même année, les Français ont déjoué un complot du Groupe islamique armé algérien, qui prévoyait percuter la Tour Eiffel avec un avion de ligne⁴⁴.

En 1995, les autorités philippinoises ont contrecarré un plan forgé par Ramzi Yousef (le cerveau derrière l'attentat à la bombe de 1993 contre le World Trade Center) qui prévoyait un détournement massif d'avions américains au-dessus du Pacifique, ainsi que des plans pour l'écrasement d'un avion sur le bâtiment de la CIA à Langley⁴⁵. Quatre ans plus tard, en septembre 1999, un rapport de la Library of Congress concluait que des kamikazes pourraient « faire tomber-causer l'écrasement d'un aéronef ... sur le Pentagone, la... CIA ou la Maison Blanche⁴⁶ » [traduction]. En conséquence, de janvier à septembre 2001, la Federal Aviation Administration (FAA) a envoyé 15

notes aux représentants de l'industrie aéronautique pour les avertir de la possibilité de détournements imminents d'avions de ligne sur le territoire des États Unis⁴⁷.

On ne peut se surprendre qu'un enquêteur français ait affirmé que « depuis 1994, nous aurions tous dû considérer que des kamikazes pouvaient être à l'œuvre dans tout détournement d'avion par des terroristes⁴⁸ » [traduction]. Mais tous ne sont pas du même avis. « Je ne crois pas, » affirmait Condoleeza Rice à l'automne 2001, « que quiconque ait pu prédire que ces gens songeaient à percuter le World Trade Center avec un avion⁴⁹ » [traduction]. Bien qu'il soit injuste de juger des actions et des décisions après coup, particulièrement à la lumière des informations qui sont rendues publiques avec le temps, nous ne pouvons faire autrement que nous demander si nous aurions dû le prévoir. En utilisant notre imagination et en disséquant les menaces potentielles, certaines « sonnettes d'alarme » apparaissent clairement. Ces dernières devraient inciter les organismes appropriés à prendre les mesures nécessaires. Compte tenu des événements susmentionnés, du thriller captivant de Clancy, des rapports de plans de détournement d'avions afin de les utiliser comme armes et des preuves fournies par une école de pilotage, qui montrent que des personnes désiraient apprendre à piloter des gros-porteurs — mais pas à atterrir, ni à décoller —, on peut se demander pourquoi les « sonnettes d'alarme » ne se sont pas déclenchées. Les gaffes des services de renseignement, qui ont mené au 9/11, sont inquiétantes.

Une fois de plus, la théorie est simple, mais sa mise en pratique se bute au problème le plus important dans le domaine des FS et du renseignement : le « cloisonnement » de l'information et des efforts. Les analystes et les universitaires affirment depuis longtemps que « dans la défense du statu quo, la division des territoires entre les centres de renseignement a été farouchement protégée et des

guerres intestines épouvantables ont eu lieu, même dans les allées du pouvoir⁵⁰ » [traduction]. Cela a incité certains organismes, tels que les douanes, la police et diverses organisations de renseignement, ainsi que certains ministères, comme ceux des affaires étrangères et de la défense, à créer leurs propres services de renseignement. « C'est une chose de parler de coopération à l'échelle nationale et internationale », admet John Starnes, directeur général du Service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) de 1970 à 1973, « c'en est une autre que de le faire. Par exemple, à l'échelle nationale, je suppose que, encore aujourd'hui, beaucoup trop de temps et d'énergie sont consacrés à régler les désaccords entre les ministères en ce qui a trait aux champs d'activités et à d'autres brouilleries plutôt qu'à vraiment contrer le terrorisme⁵¹ » [traduction]. Mike Kelly, analyste au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a admis « qu'il existe des tensions évidentes entre les organismes en raison de mandats qui se chevauchent⁵² » [traduction]. Un officier supérieur du renseignement militaire déplore que « les autres organismes aient pour mentalité de "protéger l'information"⁵³ » [traduction].

Ces révélations ne sont pas surprenantes. Les comités spéciaux sur le terrorisme et la sécurité publique soulèvent depuis longtemps la question du manque de coopération entre la GRC et le SCRS, l'exemple le plus probant étant le défaut de communiquer une menace réelle dans le cadre de la visite au Canada d'un ministre du Panjab dans les années 1980⁵⁴. Le professeur Wesley Wark a dit devant le Comité permanent de la défense et de la sécurité que le Canada est confronté à une « crise » du renseignement en partie à cause d'un « processus dysfonctionnel de diffusion et d'usage du renseignement aux plus hauts échelons du gouvernement⁵⁵ ».

Ce problème est très répandu. Tom Clancy fait écho à l'opinion de la majorité des analystes et des universitaires quand il a déclaré que « les différents organismes de renseignement américains forment

vraisemblablement le groupe le plus enclin au cloisonnement de toute l'histoire de l'humanité⁵⁶ » [traduction]. La *Commission on the Roles and Capabilities of the United States Intelligence Community* abonde dans le même sens. L'un des thèmes clés que les membres de cette commission ont pu cerner à la suite de leur étude est le « besoin pour les organismes du renseignement de fonctionner comme un « clan »⁵⁷ » [traduction]. À la suite de l'attentat à la bombe du 18 avril 1983 contre l'ambassade américaine à Beyrouth, qui a causé la mort de 63 personnes et en a blessé 100 autres, une équipe de cinq membres de l'*Intelligence Support Activity* (ISA) a été envoyée sur place pour examiner les procédures de recherche, d'exploitation et de diffusion du renseignement sur les terroristes ainsi que l'utilisation subséquente de ce renseignement pour l'analyse et l'évaluation des menaces dans le processus décisionnel concernant les mesures de sécurité à prendre à l'endroit des militaires et du personnel civil américains à Beyrouth. À leur arrivée, les membres de l'équipe ont dû faire face à l'hostilité du personnel militaire, du personnel de l'ambassade et de celui de la section de la CIA. Ces derniers les percevaient comme des intrus s'immiscant sur leurs territoires. Les membres de l'équipe ont très vite compris qu'il n'y avait que peu, sinon pas, de coopération dans le domaine de la sécurité entre les différents organismes américains présents au Liban⁵⁸.

Peu de choses ont changé au cours des deux décennies suivantes. Le congressman Saxby Chambliss, président du *House Intelligence Subcommittee on Terrorism and Homeland Security*, affirme que, avant le 9/11, « les enquêtes de contre-terrorisme étaient décentralisées parmi les 56 bureaux locaux du FBI, et on déconseillait même au personnel de ces bureaux de partager l'information entre eux ou avec le quartier général⁵⁹ » [traduction].

Un fonctionnaire de l'administration Clinton a admis que « le FBI possède une longue tradition de non partage des

informations. Aujourd'hui, ses membres ne partagent même plus les informations entre eux⁶⁰ » [traduction]. Des sources au Pentagone, à la Maison Blanche et au Congrès étaient étonnamment du même avis. Ils ont tous admis que le 9/11 était « une lamentable erreur sur le plan du renseignement⁶¹ » [traduction]. Un haut-fonctionnaire américain déplore « qu'ils n'aient pas vu venir [la menace], ils ne l'ont pas analysée, ils ne l'ont pas identifiée ni neutralisée⁶² » [traduction]. Le Secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, admet ce qui suit : « Nous n'avons pas fait beaucoup de progrès depuis mon arrivée en ce qui concerne l'amélioration du milieu du renseignement⁶³ » [traduction].

La portée du manque légendaire d'esprit d'équipe de la communauté du renseignement a été démontrée, hors de tout doute, par les événements qui ont suivi l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. Avant même que la poussière ne soit entièrement retombée, une litanie d'accusations et de révélations a commencé à filtrer. Un bref rappel s'impose. Dès le milieu de l'année 2001, de nombreuses personnes « dans le secret des dieux » — renseignement, police, bureaucrates d'une douzaine de pays — savaient qu'une frappe terroriste majeure était imminente et s'en inquiétaient⁶⁴. À l'été 2001, les services du renseignement captaient suffisamment de conversations au sujet d'une attaque terroriste pour inciter le Département de la Défense à mettre ses troupes sur un pied d'alerte le 22 juin. Le Département a même ordonné à six navires de la Fifth Fleet basés à Bahreïn de faire une sortie en mer afin d'éviter toute attaque contre eux⁶⁵. Au début de juillet, Ben Bonk, directeur adjoint du *Counter-Terrorism Centre* de la CIA, a fourni la preuve qu'Al-Quaïda planifiait « quelque chose de spectaculaire. » La preuve était, semble-t-il, très convaincante⁶⁶.

Le premier avertissement est venu de Phoenix, en Arizona, le 10 juillet 2001. Ken Williams, un agent d'expérience spécialisé dans le terrorisme international a rédigé une

note dans laquelle il exposait ses soupçons à l'égard d'extrémistes islamiques qui avaient suivi des leçons de pilotage en Arizona. Williams proposait de procéder à une enquête afin de vérifier si le réseau Al-Quaïda utilisait les écoles de pilotage du pays. Il a transmis son rapport au quartier général ainsi qu'à deux bureaux locaux, y compris celui de New York. Aucune suite n'a été donnée à ce rapport⁶⁷.

Le deuxième avertissement a été donné cinq semaines plus tard, soit le 13 août, quand Zacarias Moussaoui, un Français d'origine marocaine, s'est présenté à la *Pan Am International Flight Academy* au Minnesota pour suivre une formation sur un simulateur de Boeing 747. Il voulait apprendre à faire voler un Boeing 747 en quatre

Dans le contexte de la guerre asymétrique, nous devons constamment tenter de garder une longueur d'avance sur nos attaquants potentiels.

ou cinq jours, ce qui a éveillé des soupçons chez les instructeurs. Un de ces derniers a donc contacté le FBI. Moussaoui a été arrêté le lendemain. Pendant les deux semaines qui suivirent, on tenta de persuader le quartier général d'accorder un mandat aux agents locaux pour qu'ils puissent fouiller l'ordinateur de Moussaoui⁶⁸. Coleen Rowley, une critique virulente du FBI, a révélé que les agents du bureau local de Minneapolis étaient si frustrés de l'inaction de leurs supérieurs en ce qui concerne leur enquête sur Moussaoui, le supposé vingtième pirate de l'air, qu'ils ont tenté de court-circuiter leurs patrons et d'alerter le *Counter-Terrorism Centre* de la CIA. Ils ont par la suite été réprimandés par la direction du FBI pour ne pas avoir suivi la procédure habituelle. Rowley a affirmé que l'inertie face à leurs avertissements et à leurs demandes de mandat était si importante que, dans son bureau, les agents disaient à la blague que certains hauts placés du FBI « devaient être des espions ou des taupes... qui travaillaient en vérité

pour Ousama ben Laden⁶⁹ » [traduction]. Un agent, à la suite de l'arrestation de Moussaoui, a émis dans ses notes l'hypothèse que ce dernier « pourrait planifier de percuter le World Trade Center avec un avion⁷⁰ » [traduction].

Parallèlement, un autre des terroristes, Khalid al-Midhar, a été identifié bien avant les événements. En janvier 2000, des membres du réseau Al-Quaïda se sont rencontrés à Kuala Lumpur, en Malaisie, pour planifier l'attentat contre le USS Cole. Les autorités malaisiennes ont enregistré la réunion et ont ensuite remis la cassette à la CIA. À l'été 2001, cette dernière a identifié comme étant l'un des participants à cette réunion le Saoudien al-Midhar qui, selon les agents du renseignement, serait entré aux États-Unis peu de temps après la réunion en Malaisie et aurait ensuite quitté le pays six mois plus tard. La CIA a inscrit son nom sur une liste de terroristes à surveiller, qu'elle a par la suite remise au *Immigration and Naturalization Service*, mais à ce moment, al

Midhar était déjà revenu aux États-Unis. Quelques jours plus tard, la CIA en a informé le FBI. Une chasse à l'homme effrénée a alors été lancée, mais elle s'est soldée par un échec. Les autorités croient qu'al-Midhar était un des pirates de l'air à bord du vol 77 d'American Airlines, qui avait pour cible le Pentagone⁷¹.

Aussi dommageable que cela puisse être pour la sécurité nationale, la raison de ce refus manifeste de coopérer n'est pas difficile à comprendre. Premièrement, c'est une question de compétition et de rivalité. L'information est synonyme de pouvoir, et le prestige d'une organisation influe sur son enveloppe budgétaire, sur la haute direction et sur la taille des effectifs. Deuxièmement, c'est une question de méfiance. Tout le monde veut protéger ses sources. Il existe, dans le domaine du renseignement, un paradoxe inhérent aux organismes clés du gouvernement américain. Les agents du FBI hésitent à partager des renseignements communiqués par leurs informateurs

par crainte de poursuites judiciaires qui nuiraient à leur travail. La CIA recherche et analyse des informations pour avertir le gouvernement avant qu'un événement ait lieu. Par conséquent, la CIA hésite à partager ses informations avec le FBI car elle craint que ses sources ainsi que les méthodes qu'elle utilise pour obtenir ses informations soient révélées en cour⁷². La *Commission on the Roles and Capabilities of the United States Intelligence Community* conclut « qu'il y a encore une réticence mutuelle à partager les informations de nature délicate » en raison du besoin de « protéger les sources et les méthodes du renseignement⁷³. » [traduction]. Finalement, la dernière raison pour laquelle les informations ne sont pas partagées en temps opportun est l'inertie des bureaucrates impliqués dans le processus.

Ce qu'il importe de retenir, c'est que, quelle que soit la cause des « cloisonnements », qu'il s'agisse de sécurité ou de rivalité, ces derniers rendent difficile toute action en temps opportun. Quand on ignore quelque chose, on ne sait pas qu'on l'ignore. Il est difficile de planifier une opération ou une mission, qu'elle soit préventive ou non, lorsqu'on ne sait pas quelles informations utiles sont disponibles. « J'ai toujours pensé », a confié le Président Harry Truman dans ses mémoires rédigés en 1947, « que si le gouvernement avait fait preuve de coordination en ce qui concerne le renseignement, ça aurait été plus difficile, voire impossible, pour les Japonais de réussir leur attaque surprise contre Pearl Harbor⁷⁴ » [traduction].

Toutefois, la coopération s'est améliorée depuis la tragédie du 9/11. Plusieurs considèrent maintenant le *Counter-Terrorism Centre* de la CIA, créé en 1986 pour permettre aux agents de la CIA et du FBI de travailler ensemble, comme un modèle à suivre. Au cours des trois dernières années, ce centre a permis d'empêcher trois attaques planifiées par le groupe terroriste Hezbollah à l'extérieur du Moyen-Orient. Il est maintenant perçu comme un parangon de la

coopération interagences — mais il ne représente qu'un pourcent de la communauté américaine du renseignement. Sa taille a doublé depuis les événements du 9/11 et ses budgets sont beaucoup plus généreux qu'avant⁷⁵.

Il ne fait aucun doute qu'une intégration plus étroite s'impose. La solution réside en une direction centrale du renseignement, qui établirait des priorités pour la recherche et l'analyse au niveau national et qui disposerait du pouvoir et des moyens nécessaires pour coordonner les efforts de tous les organismes nationaux de sécurité⁷⁶. En d'autres mots, un organisme capable de coordonner toutes les organisations et qui posséderait l'autorité nécessaire pour imposer sa volonté. Les officiers de liaison ne suffisent plus à la tâche. Les membres participants doivent être en mesure de puiser dans leurs organisations et de les faire agir. Le modèle américain actuel montre bien ce qu'il ne faut pas faire. Le chef de la sécurité intérieure, Tom Ridge, n'a aucune autorité sur les membres du Congrès ou sur les organismes, aucun pouvoir — aucune capacité outre celle de les persuader de faire avancer les choses⁷⁷. Il est primordial que tout organisme de coordination ou toute autorité conjointe possède un pouvoir exécutif lui permettant d'établir des priorités en ce qui concerne le renseignement, d'assigner des tâches de recherche et de coordonner la diffusion du

Un rapport du SCRS prévient que « les ordinateurs, les modems et Internet accroissent les capacités opérationnelles des organisations terroristes. »

renseignement afin que les opérations de l'ensemble des organisations soient synchronisées.

Dans la foulée des événements du 9/11, particulièrement à la lumière des nombreuses allégations d'erreurs de la part des services du renseignement, la coopération

semble être devenue une priorité. Toutefois, c'est la situation à long terme, et non la réaction immédiate, qui importe. Au Canada, une suite d'actes terroristes en 1985 a suscité une prise de conscience chez nos politiciens. Qu'on se souvienne de l'assaut contre l'ambassade turque, le 12 mars 1985, par trois Arméniens (Armée révolutionnaire arménienne), de l'arrêt du service de transport en commun de Toronto, le 1^{er} avril 1985, après la réception d'un communiqué envoyé par un groupe, se réclamant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, qui menaçait de tuer tous les passagers, et, finalement, des 329 personnes qui ont trouvé la mort dans l'écrasement, le 23 juin 1985, d'un avion d'Air India au large de l'Irlande, à la suite de l'explosion d'une bombe placée à bord avant le départ de l'avion de l'Aéroport international Pearson de Toronto⁷⁸. Ces événements ont joué le rôle de catalyseurs dans le resserrement des mesures de lutte contre le terrorisme. Cependant, 17 ans plus tard, on formule encore bon nombre des critiques d'alors à l'égard du partage des informations et de la coopération entre les agences⁷⁹.

Pourtant, travailler ensemble n'est plus une question de choix : c'est maintenant une nécessité. « Un système de recherche du renseignement », explique l'ancien directeur de la *National Security Agency (NSA)*, William Studeman, « peut à lui seul générer des millions d'entrées par demi-heure » [traduction]. Il admet que, « en ce moment, nous ne sommes même pas en mesure d'exploiter, d'analyser et de diffuser l'ensemble des informations que nous recueillons⁸⁰ » [traduction]. Parmi les millions d'informations interceptées par la NSA le 10 septembre 2001 se trouvaient deux messages en langue arabe qui prévenaient qu'un événement majeur aurait lieu le lendemain. Ces messages n'ont été traduits que le 12 septembre⁸¹.

Pour se convaincre de la nécessité de travailler ensemble, il suffit de regarder l'ampleur déconcertante du problème. Les terroristes, ou d'autres personnes,

ont la capacité d'utiliser la technologie à leur avantage : les téléphones cellulaires et le courriel leur permettent de transmettre des données et de faire des transferts de fonds instantanément, à l'échelle de la planète. Mais, en raison de « l'importance économique de la diffusion de la technologie, beaucoup d'efforts ont été faits pour concevoir des stratégies qui permettent d'éliminer les obstacles à l'utilisation efficace de la technologie dans les processus commerciaux et la fabrication de produits⁸² » [traduction]. Un rapport du SCRS prévient que « les ordinateurs, les modems et Internet accroissent les capacités opérationnelles des organisations terroristes. Les terroristes utilisent mieux les technologies de pointe pour protéger et accélérer leurs communications, leurs mécanismes de contrôle et leurs sources de financement, au niveau tant national qu'international ». L'analyse a également révélé que cela accroît les chances que la planification d'une prochaine attaque terroriste passe inaperçue. De plus, le rapport du

SCRS mentionne que « les terroristes ont aussi amélioré la sécurité de leurs opérations en se servant de logiciels de chiffrement perfectionnés pour protéger leurs communications de nature délicate⁸³ ».

Cette explosion dans le domaine des communications crée de graves problèmes. Par exemple, le taux de croissance des services téléphoniques est d'environ 18 pour 100 par année depuis 1992 et, à l'échelle mondiale, les communications téléphoniques atteignent, en 1997, le chiffre de 82 milliards de minutes⁸⁴. Il existe plus de 6 500 langues parlées dans le monde, et plusieurs d'entre elles sont en expansion. Il faut beaucoup de temps pour former un analyste langagier, soit de trois à huit ans avant qu'il atteigne une compétence professionnelle minimale⁸⁵. De plus, « l'évolution rapide des technologies liées aux communications par ordinateur et à l'encryptage met au défi la capacité des services du renseignement du monde entier d'intercepter des communications et de rechercher des informations en toute légalité⁸⁶ » [traduction].

Nous sommes aujourd'hui bien loin de l'ennemi et des structures classiques de la guerre froide qui, à bien y penser, semblent beaucoup plus anodins et certainement plus prévisibles et stables que les menaces auxquelles nous devons maintenant faire face. Cependant, la supériorité écrasante - sur les plans économique, militaire et technologique — des États-Unis et de leurs alliés a entraîné une situation où ceux qui se perçoivent comme les ennemis de l'Occident n'ont comme seul recours que la guerre asymétrique. Dans ce contexte, la solution pour gagner cette nouvelle guerre passe par le partage d'informations pertinentes et exactes, en temps opportun, et par la confiance en ces informations. Les Forces spéciales peuvent aider à atteindre cet objectif en utilisant le renseignement pour perturber ou prévenir des attaques menées par des forces hostiles qui ont recours aux techniques de guerre asymétrique.



À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le Lieutenant-colonel Bernd Horn est le commandant du First Battalion, The Royal Canadian Regiment. Il est titulaire d'un BA (Spéc) en Sciences politiques de l'University of Waterloo ainsi que d'une M.A. et d'un doctorat en études sur la conduite de la guerre du Collège militaire royal (CMR) du Canada. Il est professeur agrégé adjoint au CMR, où il enseigne l'histoire, et est l'historien honoraire du Musée des Forces aéroportées canadiennes, de l'Association du 1er Bataillon canadien de parachutistes et de l'Association du Régiment aéroporté du Canada.

NOTES

1. Massimo Calabresi et Romesh Ratnesar, « Can we Stop the Next Attack? », *Time*, 11 mars 2002, p. 18.
2. Tom Clancy, *Special Forces*, New York, A Berkley Book, 2001, p. 3.
3. La Grande-Bretagne a également entamé une campagne de bombardements stratégiques limitée, mais ces dernières n'étaient pas, pour le Premier Ministre Churchill et la population, aussi rassurante que de savoir que les forces terrestres causaient des ravages dans les rangs ennemis.
4. Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action. The Challenge of Unconventional Warfare*, Londres, Frank Cass, 1998, p. 7.
5. Cela ne devrait pas surprendre. « Les habiletés militaires seules ne suffisent pas », déclarait déjà le Président John F. Kennedy en 1962. Il expliquait « qu'on doit combiner un éventail complet d'activités militaires, paramilitaires et civiles pour obtenir une réussite. L'ennemi a recours à la guerre économique et politique, à la propagande et à l'agression militaire flagrante qu'il combine à l'infini... Nos officiers et

nos soldats doivent comprendre les activités politiques, économiques et civiles et les combiner aux activités militaires. » [traduction]. Ibid. p. 73.

6. US Special Operations Command, *US Special Operations Forces. Posture Statement 2000*, Washington, D.C., Department of Defense, 2001, p. 1.
7. Général Peter J. Schoomaker, *Special Operations Forces: The Way Ahead*, USSOC, 2000, p. 7.
8. Schoomaker, *Special Operations Forces*, p. 7. « Nous devons », insiste le Général Schoomaker, « avoir également l'habileté intellectuelle requise pour conceptualiser des solutions créatives et utiles à des problèmes ambigus et pour fournir un ensemble cohérent d'options au *CinC* ou au commandant de la Force interarmées — en s'inspirant plus souvent de Sun Tzu que de Clausewitz. Cela signifie enseigner aux personnes comment penser et non seulement quoi penser. « Le Général Holland souligne que les soldats des FS » comptent parmi les atouts les plus précieux de notre pays : admirablement entraînés, forts physiquement, conscients des divergences culturelles et indépendants de pensée — des professionnels tranquilles. « Général Charles Holland, USAF, « Quiet Professionals », *Armed Forces Journal International*, février 2002, p. 26.
9. USSOC, *Posture Statement 2000*, préface.
10. Ibid., p. 34.
11. Ibid., p. 5.
12. « Chapitre 11 — Opérations spéciales », Publication OTAN AJP-1 (A), Troisième version, mars 1998, p. 11-1.
13. Schoomaker, *Special Operations Forces*, p. 2.
14. USSOC, *Posture Statement 2000*, p. 2.
15. Colonel W.J. Fulton, DDNBC, « Capabilities Required of DND, Asymmetric Threats and Weapons of Mass Destruction », quatrième version, 18 mars 2001, p. 17/22.
16. Michael Ware, « On the Mop-Up Patrol », *Time*, 25 mars 2002, p. 36-37; et Thomas E. Ricks, « Troops in Afghanistan to take political role Officials say remaining fights to be taken by Special Forces, CIA », *Duluth News Tribune*, 7 juillet 2002, p. 1. La CIA a déployé sa force paramilitaire secrète, formée de 150 personnes, en Afghanistan pour exécuter du

sabotage, rechercher du renseignement et entraîner les guérilleros de l'Alliance du Nord. Voir Calabresi et Ratnesar, p. 22.

17. Glenn Goodman, « Tip of the Spear », *Armed Forces Journal International*, juin 2002, p. 35. Ce nombre représente 18 détachements opérationnels-Alpha — des équipes de 12 soldats. Au début, seulement quatre équipes FS ont été introduites par hélicoptère au nord du pays pour rejoindre les commandants de l'Alliance du Nord, à la fin octobre-début novembre, lorsque l'offensive anti-Talibans soutenue par les É. U. semblait s'être enlisée.

18. Dr Elinor Sloan, « Le terrorisme et la transformation des forces militaires américaines », *Revue militaire canadienne*, vol. 3, no 2, été 2002.

19. USSOC, *Posture Statement 2000*, p. 41.

20. Ray Bond, éd., *America's Special Forces*, Miami, Salamander Books, 2001.

21. Kim Burger, « US Special Operations get budget boost », *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no 8, 20 février 2002, p. 2.

22. *Ibid.*, p. 2.

23. Bond, p. 9. L'augmentation de la cadence opérationnelle est importante. En 1993, le *US Special Operations Command* comptait en moyenne chaque semaine 2 036 membres déployés à l'extérieur de leur station d'appartenance dans 101 pays. En 1996, ce nombre atteignait 4 613. En 1997, les FS étaient déployés dans 144 pays et il y avait en moyenne chaque semaine 4 760 membres des FS en déploiement — soit trois fois plus qu'en 1991. De plus, en 1997, les FS américaines ont exécuté 17 opérations d'intervention en cas de crises et 194 missions antidrogues, et ont participé à des opérations de déminage humanitaire dans 11 pays. Elles ont également participé à 224 exercices combinés dans 91 pays.

24. Commission on the Roles and Capabilities of the United States Intelligence Community, *Preparing for the 21st Century. An Appraisal of US Intelligence*, 1^{er} mars 1996, p. B-1. Les rôles du MDN sont présentement de : fournir du renseignement stratégique dans les limites de son mandat de recherche et fournir des services de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance opérationnels et tactiques, dans les limites de son mandat de recherche. Fulton, p. 2/22.

25. « Chapitre 11 — Opérations spéciales », Publication OTAN AJP-1 (A), Troisième version, mars 1998, p. 11-5.

26. Peter Harclerode, *Secret Soldiers. Special Forces in the War Against Terrorism*, Londres, Cassel & Co, 2000, p. 289-291. De plus, en 1976, la planification initiale de l'opération à Entebbe comportait quatre options. Les trois premières dépendaient de la coopération des Ougandais pour un désengagement réussi une fois que les Forces spéciales israéliennes auraient libéré les otages. Toutefois, après que le Mossad ait indiqué que Idi Amin avait beaucoup aidé les terroristes, une planification détaillée de la quatrième option pouvait être entreprise : exécuter un raid sur l'aéroport d'Entebbe, procéder à l'opération de sauvetage et se désengager en territoire ami.

27. « Ambush in Mogadishu — Interview with General Thomas Montgomery », Frontline, URL : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/ambush/interview/montgomery.html> (consulté le 9 juillet 2002).

28. Calabresi et Ratnesar, p. 22.

29. Jonathan Weisman, « CIA, Pentagon Feuding Complicates War Effort », *USA Today*, 17 juin 2002, p. A11.

30. Steven Metz et Douglas V. Johnson II, « Asymmetry and US military Strategy: Definition, Background, and Strategic Concepts », US Army War College, Strategic Studies Institute, janvier 2001, p. 5-6.

31. Fulton, p. 2/22.

32. Un rapport du MDN reconnaît que certains facteurs qui influent sur la menace asymétrique ne sont pas suffisamment traités par le renseignement — ces facteurs comprennent l'analyse d'aspects comportementaux et culturels qui pourraient influencer sur les menaces futures, des percées dans les domaines pharmaceutique et technologique, des progrès en bio-ingénierie et dans le domaine des agents de guerre biologique potentiels liés à l'agriculture ainsi que de la menace que représente la libération volontaire de produits industriels toxiques. Fulton, p. 7/22. Les besoins en renseignement sont les suivants : Organisation — taille et composition des groupes; Motivation - buts à long et à court termes; Appartenances religieuses, politiques et ethniques; Réseau de soutien — moral, physique et financier (national et international); Chefs des groupes et capacité de planification; Niveau

de discipline et capacités/habilités collectives; Tactique et opérations antérieures (volonté de tuer); Volonté de sacrifier sa propre vie; et Équipement et technologie disponibles.

33. Donna Winslow, *The Canadian Airborne Regiment in Somalia. A Socio-cultural Inquiry*, Ottawa, Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie, 1997, p. 126-133. Les universitaires et les analystes militaires ont longtemps dénoncé les problèmes liés aux organisations élitistes, en particulier leur refus d'adhérer à la discipline et au protocole militaires normaux. Roger Beaumont décrit les élites comme « des organisations délinquantes presque entièrement isolées ». Le Lieutenant-colonel des FC à la retraite, Dr Charles Cotton de la Queen's University, a conclu, lors de ses études sur la culture militaire, particulièrement celle du Canada, que « l'esprit de cohésion [des élites] est une menace pour la chaîne de commandement et pour la cohésion sur une plus grande échelle. » Cohen signale « qu'une des caractéristiques commune à toutes les unités d'élite est le manque de discipline formelle — et également parfois un manque de discipline tout court » [*traduction*].

34. Clancy, *Special Forces*, p. 281.

35. William H. McRaven, *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare: Theory and Practice*, Novato, CA, Presidio, p. 3.

36. Exposé « Continuity and Change in Global Terrorism », de Stephen Sloan à la Terrorism, Asymmetric Warfare and Homeland Security Conférence, Université du Nouveau-Brunswick, le 4 octobre 2002.

37. Albert Einstein « Great Quotes in Time », URL : <http://home.clear.net.nz/pages/juni0r/quotes.html>, (consulté le 21 août 2002).

38. Qiao Liang et Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare*, Beijing, PLA Literature and Arts Publishing House, février 1999, p. 182.

39. *Ibid.*, p. 183.

40. Metz et Johnson II, p. 15.

41. Stewart Bell, « Cyber-Attacks threaten Canada », *National Post*, 18 juillet 2002, p. A4. Propos recueillis à *USA Today*.

42. Harclerode, p. 346.

43. *Ibid.*, p. 511.

44. Michael Elliot, « How the US Missed The Clues », *Time*, 27 mai 2002, p. 22.

45. *Ibid.*, 22 et Michael Hirsh et Michael Isikoff, « What Went Wrong », *Newsweek*, 27 mai 2002, p. 30.

46. Hirsh et Isikoff, p. 31.

47. *Ibid.*, p. 31.

48. Elliot, « How the US Missed The Clues », p. 22. La tenue du Sommet du G-8 à Gênes, en Italie, le 20 juillet 2001 a suscité la crainte d'un complot d'Al-Qaïda pour assassiner le Président Bush. Par conséquent, des plongeurs de combat ont été placés dans le port, l'espace aérien autour de la ville a été fermé et cerné par des armes antiaériennes. Voir Michael Elliot, « They Had a Plan », *Time*, 12 août 2002, p. 34.

49. Hirsh et Isikoff, p. 33.

50. Robert Hall et Carl Fox, « Intelligence Failings & Structural Reform », *Intersec*, vol. 11, no 11/12, nov/déc 2001, p. 351.

51. Brian MacDonald, *Terror. Proceedings Spring 1986*, Toronto, The Canadian Strategic Institute of Strategic Studies, 1986, p. 138-139.

52. Mike Kelly, « Evolving Terrorist Threats », Exposé au Colloque sur les FS, CMR (RMC SOF Symposium), 7 mars 2002.

53. Correspondance confidentielle, 21 août 2001.

54. William Kelly, Président. *Rapport du Comité spécial du Sénat sur la sécurité et les services de renseignement*, Ottawa, Canada, janvier 1999, p. 62. Lors de la Crise d'octobre (FLQ) de 1970, le fait de ne pas avoir été en mesure de prévenir l'enlèvement et le meurtre, malgré la présence de signes précurseurs, a été attribué à une défaillance du renseignement. Bien que les membres clés du FLQ qui ont participé à la crise aient été sous surveillance et malgré le fait que les services de sécurité connaissaient les activités du FLQ, comme les complots d'enlèvement, le FLQ a tout de même réussi un effet de surprise. Cette situation est le résultat d'un manque de coopération, d'un manque de sources d'HUMINT et d'expertise en analyse de la part des trois forces policières. MacDonald, p. 64. La méfiance de la GRC envers la Sûreté du Québec a aggravé les problèmes émergents des conflits sur les champs de compétence. La GRC avait des raisons de croire que des membres du FLQ ou certains de leurs sympathisants avaient infiltré la SQ et que, de ce fait, on ne pouvait faire confiance à cette dernière.

55. Canada. *L'état de préparation du Canada sur les plans de la sécurité et de la défense. Rapport du Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité*, février 2002, p. 53. Le professeur Wark peint un portrait négatif de la coordination et de la coopération au sein des différents organismes de renseignement canadiens. Il les a comparés à un ensemble de silos de renseignement distincts, vaguement coordonnés par le BCP. Il affirme que le Canada doit se doter d'une nouvelle organisation qui rassemblerait tous les silos pour n'en former qu'un seul. Richard Fadden, greffier adjoint au renseignement et à la sécurité et conseiller juridique du BCP, indique qu'il existe quatre communautés du renseignement/de la sécurité au Canada, soit : a. renseignement étranger — se concentre sur les capacités, les activités et les intentions des pays, des organismes et des personnes à l'étranger qui auraient une incidence sur les intérêts vitaux du Canada. Le CST travaille exclusivement dans le domaine du renseignement étranger, mais le MDN, le MAECI et le SCRS y contribuent aussi; b. renseignement de sécurité — se concentre sur les activités qui pourraient menacer la sécurité du Canada — terrorisme, espionnage, etc. Le solliciteur général, par l'entremise du SCRS, détient les principales responsabilités, mais le MDN, le MAECI et la GRC y participent également; c. renseignement militaire — se concentre sur les capacités tactiques et stratégiques et les intentions des pays et des organismes étrangers — le MDN s'en charge principalement, mais le MAECI et le solliciteur général y prennent également part; d. renseignement criminel — informations sur les criminels et les organisations criminelles, comment et pourquoi ils commettent des crimes. Il s'agit d'une responsabilité du solliciteur général, par l'entremise de la GRC et du SCRS.

56. Clancy, *Special Forces*, p. 281. Il note que « l'une des plus importantes sources de friction [pour les FS] est le système de diffusion que les organisations du renseignement utilisent pour communiquer les renseignements aux militaires » [traduction].

57. Commission on the Roles and Capabilities of the United States Intelligence Community, *Preparing for the 21st Century. An Appraisal of US Intelligence*, 1er mars 1996, p. xii.

58. Harclerode, p. 459.

59. Elliot, « They Had a Plan », p. 34.

60. Elliot, « How the US Missed The Clues », p. 25.

61. Calabresi et Ratnesar, p. 20.

62. Ibid., p. 20.

63. « Rumsfeld Calls for Better Military Intelligence », *The Augusta Chronicle*, 8 juillet 2002, p. A3.

64. Elliot, « They Had a Plan », p. 25.

65. Ibid., p. 33.

66. Ibid., p. 33. Voir aussi Hirsh et Isikoff, p. 32; Romesh Ratnesar et Michael Weisskopf, « How the FBI Blew the Case », *Time*, 3 juin 2002, p. 21; et Michael Isikoff et Daniel Klaidman, « The Hijackers We Let Escape », *Newsweek*, 10 juin 2002, p. 20-28.

67. Elliot, « They Had a Plan », p. 35. Voir aussi Elliot, « How the US Missed The Clues », p. 23; Hirsh et Isikoff, p. 30; et Ratnesar et Weisskopf.

68. Elliot, « They Had a Plan », p. 36.

69. Ratnesar et Weisskopf, p. 21.

70. Hirsh et Isikoff, p. 33-34.

71. Elliot, « They Had a Plan », p. 36.

72. John Deutch et Jeffrey H. Smith, « Smarter Intelligence », *Foreign Policy*, janvier/février 2002, p. 64.

73. *Preparing for the 21st Century*, p. 41. Actuellement, la CIA, la NSA, la DIA, le FBI et la Drug Enforcement Administration ont tous des ententes distinctes avec leurs homologues étrangers pour obtenir du renseignement. Deutch et H. Smith, p. 65. J. Paul de B. Taillon, analyste du SCRS, a écrit que « La compromission de sources et d'informations, la crainte de liens avec une tierce partie et le sentiment de frustration qu'ont généralement les gouvernements hautement menacés à l'égard de ce qu'ils perçoivent comme un nombre trop restreint d'activités de la part de pays habituellement alliés, mais moins menacés, mènent tous à une coopération réduite dans le domaine du contre-terrorisme plus que dans tout autre domaine. » J. Paul de B. Taillon, *The Evolution of Special Forces in Counter-Terrorism*, Londres, Praeger, 2001, p. 138.

74. Deutch et Smith, p. 67.

75. Calabresi et Ratnesar, p. 22.

76. Le Brigadier-général David Jurkowski, ancien chef d'état major des

opérations interarmées, a fait part de ce besoin au Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité en 2001. Voir Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité, *L'état de préparation du Canada sur les plans de la sécurité et de la défense*, février 2002, Partie I, point 14. Le Centre d'opérations de réseaux de la Force canadienne (CORFC) en est un bon exemple. Le Centre est en service depuis le 3 septembre 2002 et vise à « mieux orienter les systèmes de connaissance de la situation et de sécurité du réseau national. » Sa mission est de « faire intervenir les réseaux dans le combat » et de fournir à l'état-major interarmées et aux leaders du MDN/des FC une connaissance complète de la situation dans le réseau du MDN/des FC. MDN, CANFORGEN 090/02 SMA(GI) 006/02, 281315Z AOUT 02.

77. Calabresi et Ratnesar, p. 23. Voir aussi « How Safe Now? », *Time*, 27 mai 2002, p. 27. Un fonctionnaire commente l'éparpillement de la structure du renseignement et déplore que « nous ne disposons pas d'un organisme centralisateur » [traduction]. Les 68 systèmes de courrier électronique que possède la NSA illustrent bien le problème : il est pratiquement impossible d'envoyer un courriel à l'ensemble des 38 000 employés de l'agence. James Bamford, *Body of Secrets. Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency*, New York, Random House, 2002, p. 648.

78. MacDonald, p. 49.

79. Il est intéressant de noter que, le 14 mai 1984, Robert Kaplan, alors solliciteur général du Canada, a déclaré que tous les groupes terroristes du monde « préparent leurs activités et recherchent des appuis pour ce qu'ils font au Canada » [traduction]. MacDonald, p. 52.

80. Bamford, p. 647.

81. Associated Press, « US Upgrades Snooping Abilities », URL : <http://rtnews.globetechnology.com>, (consulté le 2 octobre 2002).

82. Brian A. Jackson, « Technology Acquisition by Terrorist Groups: Threat Assessment Informed by Lessons from Private Sector Technology Adoption », *Studies in Conflict & Terrorism*, 24:2001, p. 205.

83. Canada. *Service canadien du renseignement de sécurité — Rapport public de l'an 2000*, Ottawa, SCRS, 2001, p. 8.

84. Bamford, p. 648.

85. Ibid., p. 649.

86. *Service canadien du renseignement de sécurité — Rapport public de l'an 2000*, p. 6.

Jomini : La tactique du champ de bataille

par le lieutenant Vincent J. Curtis, CD

INTRODUCTION

Le baron Antoine Henri de Jomini est né dans un canton francophone de la Suisse en 1779. L'instruction de ce fils de classe moyenne lui ouvre les portes de la profession de banquier à Paris, avant qu'il joigne les rangs de l'armée française, en 1797, à l'âge de dix sept ans. Jomini commence sa longue carrière militaire par un obscur poste d'état major de l'approvisionnement. Pendant la paix d'Amiens, de 1801 à 1803, Jomini rédige un traité sur les campagnes de Frédéric le Grand. Napoléon, impressionné par cet ouvrage, nomme Jomini à l'état-major impérial, sous les ordres de son célèbre chef, Louis Alexandre Berthier. Jomini et Berthier se vouent une haine profonde. Napoléon, qui apprécie le talent et mesure la valeur de Jomini, veut éviter de perdre les services de ce dernier; il lui confie donc des postes dans un autre état major. En 1813, Jomini est général de brigade et chef d'état major du maréchal Michel Ney. Après la bataille de Bautzen en 1813, Ney recommande sa promotion comme général de division. Berthier, par contre, a des plans bien différents. Flairant une intrigue, Jomini, toujours citoyen suisse, abandonne la Grande Armée et rejoint les rangs de l'armée impériale russe où il parviendra au grade de général. Il meurt à Paris, en 1869, à l'âge de 90 ans, après tous ses contemporains, encore considéré comme un grand spécialiste de la guerre.

Jomini sera toute sa vie durant un auteur prolifique. Son *Précis de l'art de la guerre*, d'abord publié en 1838, est son œuvre la plus importante. Jomini y expose la doctrine et la théorie qu'il a élaborées à partir d'une étroite

observation de la méthode napoléonienne, puis longuement mûries. Clausewitz et Jomini étaient des contemporains et occupaient tous deux des postes d'état major élevés tout au long des guerres napoléoniennes. Chacun considérait l'autre avec mépris, même si leurs vues sur la guerre sont semblables. Clausewitz, imprégné de philosophie kantienne, écrivait pour des rois, des gouvernements, des ministres de la guerre et des commandants en chef. Les écrits de Jomini, rationaliste cartésien méconnu comme tel, se

Il ne fait aucun doute que les prétentions philosophiques de Jomini irritaient Clausewitz au plus haut point et que Jomini lui rendait bien son mépris.

résumaient à un manuel à l'intention des commandants et officiers d'état major. Il ne fait aucun doute que les prétentions philosophiques de Jomini irritaient Clausewitz au plus haut point et que Jomini lui rendait bien son mépris. Pendant sa longue vie, Jomini a bénéficié d'une réputation beaucoup plus enviable. Toutefois, après le succès des armées prussiennes pendant la guerre contre l'Autriche en 1866 et celle contre la France en 1870, l'étoile de Clausewitz a fini par éclipser totalement celle de Jomini.

Clausewitz et Jomini tirent tous deux de la méthode napoléonienne la leçon suivante : il faut concentrer une force maximale sur le point décisif. Au plan tactique, Jomini est ambivalent quant au « point décisif », qui peut être un lieu géographique ou un point dans la formation de l'ennemi — la question est donc de savoir si l'occupation d'une certaine caractéristique géographique ou la destruction d'un point de la

formation de l'ennemi déterminera la victoire ou, en d'autres termes, sera la cause immédiate de la victoire. Ce peut être l'un ou l'autre puisque pour Jomini, la valeur tactique du terrain ne découle pas simplement de ses caractéristiques accidentelles, mais de la formation que l'ennemi adopte pour défendre le terrain et du lien entre la position défendue et la ligne de désengagement de l'ennemi. Jomini croit clairement que la destruction d'au moins une partie de l'armée ennemie est un élément essentiel de la victoire. Il croit aussi que le terrain revêt une importance tactique si le fait de s'emparer d'une caractéristique clé entraîne le fractionnement de la force ennemie en unités plus petites, dépourvues de cohésion, menace la ligne de désengagement de l'ennemi, le force à quitter le secteur où il s'était établi ou offre d'autres avantages écrasants qui garantissent la défaite de l'ennemi et sa destruction. En ce sens, le terrain est pour ainsi dire un point cible dont la capture, pour chacun des opposants, détermine l'issue de la bataille. Contrairement à Clausewitz, Jomini ne conçoit pas l'anéantissement de l'ennemi comme le but idéal de la bataille. À l'aide des simples croquis reproduits plus loin, Jomini illustre de manière très conceptuelle des formations de bataille indépendantes du terrain et explique les avantages et les inconvénients, au plan géométrique, de ces formations dans la défense et dans l'attaque. La formation de bataille convenant le mieux à la défense ou à l'attaque d'une position donnée est déterminée par la topographie du terrain, la formation adoptée par l'ennemi ainsi que l'emplacement et la direction des lignes de communication.

Jomini trace ces croquis dans le but d'illustrer de manière générale les formations de bataille les plus fréquentes et les plus sensées; il n'a jamais voulu représenter des formations rigides. Jomini accompagne ses croquis d'une mise en garde : les formations tactiques ne doivent pas nécessairement être disposées précisément comme l'indiquent les figures géométriques. Il écrit : « Un général qui voudrait établir sa ligne de bataille avec la même régularité que sur le papier ou sur une place d'exercice, serait incontestablement trompé dans son attente et battu [...] ». Il poursuit en affirmant que « s'il paraît absurde de vouloir figurer sur le terrain des ordres de bataille rectilignes tels qu'ils sont tracés sur un dessin, un général habile peut néanmoins facilement recourir à des dispositions qui produiraient une répartition des masses agissantes, pareille à très peu de chose près à ce qu'elle eût été dans l'un ou l'autre des ordres de bataille indiqués »¹.

Même à notre époque de guerre de manœuvre, les forces opposées attaquent et se défendent en adoptant diverses formations. Par nécessité, ces formations ont un lien géométrique entre elles. Le fait de reconnaître les formations et de comprendre ces liens géométriques peut aider le commandant à planifier la bataille et le subordonné, à concevoir dans son esprit le plan du commandant.

Nos bonnes idées ne sont pas toujours nouvelles; ce qui était vrai en 1838 et qui l'est encore aujourd'hui le sera probablement toujours en 2032 et plus loin dans l'avenir, car le caractère intemporel du concept tactique repose sur un principe fondamental immuable. La lecture de l'ouvrage de Jomini a pour objet d'aider à comprendre l'élément « art » du *Précis de l'art de la guerre* et de jeter les bases rationnelles d'une discussion sur les avantages et les risques que comportent différentes formations de combat. À l'origine, les croquis de Jomini représentaient des bataillons, des brigades, des divisions et des corps. Ils sont présentés ici car,

compte tenu des formations ouvertes employées aujourd'hui, ils peuvent également s'appliquer à des éléments plus petits que le bataillon. Les

La lecture de l'ouvrage de Jomini a pour objet d'aider à comprendre l'élément « art » du *Précis de l'art de la guerre* et de jeter les bases rationnelles d'une discussion sur les avantages et les risques que comportent différentes formations de combat.

observations de Jomini sur la tactique en général, qui trouvent encore un sens aujourd'hui, sont aussi incluses. Il apparaît qu'un principe fondamental permanent sous tend ces réflexions et peut permettre de confirmer, dans l'esprit du commandant, la validité et l'application générale de sa propre expérience.

Le *Précis de l'art de la guerre* de Jomini a été traduit en l'anglais sous les auspices de la United States Military Academy de West Point en 1862. La traduction respecte le style très fleuri de Jomini, lequel était également répandu chez les anglophones de l'époque. Les réflexions de Jomini sur la tactique du champ de bataille sont paraphrasées dans une syntaxe contemporaine pour permettre au lecteur de mieux les saisir. Ces idées ont été expliquées à l'aide d'exemples plus récents. La différence entre les explications et les idées exprimées par Jomini lui-même devrait être évidente dans le contexte.

ORDRES DE BATAILLE

L'article 31 du *Précis de l'art de la guerre* de Jomini porte sur ce qu'il appelle les ordres de bataille². Il serait peut être plus approprié de parler de configurations géométriques des forces, mais le terme « géométrique » n'était pas crédible à l'époque de Jomini, et ce dernier était sensible à la critique. Le

commandant doit nécessairement déterminer un ordre de bataille selon lequel seront menés les combats. Jomini en énumère douze.

Il prévient toutefois que même le choix de la formation ou de l'ordre le plus approprié n'est pas une garantie de succès tactique. « La plus grande difficulté de la tactique des batailles sera toujours d'assurer la mise en action simultanée de toutes ces nombreuses fractions qui doivent concourir à l'attaque sur laquelle on fonde l'espoir de la victoire [...] ». Il s'agit donc de faire en sorte que toutes les forces s'unissent afin d'exécuter la manœuvre décisive devant entraîner la victoire. De nos jours, ce concept est décrit par le verbe « synchroniser ».

Le but de chaque bataille est, bien entendu, la victoire. D'après Jomini, la cause immédiate de la victoire est l'atteinte de l'objectif de la bataille. Par exemple, déloger l'ennemi de sa position et rompre ses lignes sont les objectifs d'une bataille offensive qui, s'ils sont atteints, devraient entraîner la victoire. (Jomini tient implicitement pour acquis que l'attaquant est en mesure de conserver l'initiative après avoir atteint son objectif, ainsi que de repousser les contre attaques ennemies.) « [...] on déposte l'ennemi soit en culbutant sa ligne de front sur un point quelconque, soit en la débordant pour la prendre en flancs et en revers, soit en faisant concourir ces deux moyens à la fois [...] ». Dans ce cas, on attaque l'ennemi de front pendant qu'une aile est enveloppée et la ligne, retournée. L'objectif est accompli selon l'ordre de bataille convenant le mieux au terrain et à l'ordre de bataille de l'ennemi.

Jomini énumère douze ordres de bataille, comme suit :

- l'ordre parallèle simple;
- l'ordre parallèle avec crochet défensif ou offensif;
- l'ordre renforcé sur une ou deux ailes;
- l'ordre renforcé au centre;
- l'ordre oblique simple ou

renforcé sur l'aile assaillante; l'ordre perpendiculaire sur une

- ou sur deux
- ailes;
- l'ordre concave;
- l'ordre convexe;
- l'ordre échelonné sur une ou sur deux ailes;
- l'ordre échelonné sur le centre;
- l'ordre résultant d'une forte attaque combinée sur le centre et sur une des extrémités en même temps.

Ces ordres sont illustrés aux figures 1 à 12. Jomini précise : « Chacun de ces ordres peut être employé simplement ou bien être combiné avec la manœuvre d'une forte colonne destinée à tourner la ligne ennemie.

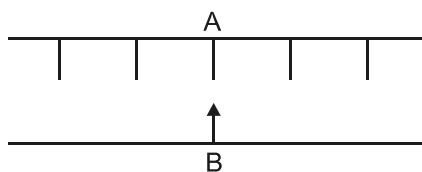


Figure 1

À la Figure 1 est illustré l'aménagement géométrique de l'ordre parallèle. Jomini le décrit comme le pire des aménagements, « [...] car il n'y a aucune habileté à faire combattre les deux partis à chances égales, bataillon contre bataillon [...] ». Ce type de bataille révèle l'absence de compétence comme général. Jomini affirme toutefois que l'ordre parallèle convient « [...] lorsqu'une armée se porte sur les communications de son adversaire, et lui coupe sa ligne de retraite tout en couvrant la sienne; [...] l'armée qui se trouve sur les derrières peut livrer une bataille parallèle, puisque ayant fait la manœuvre décisive, tout son but consiste à repousser l'effort de l'ennemi pour s'ouvrir un passage. » (Il est important de noter qu'en barrant la route à un ennemi désespéré qui tente un désengagement, on se place, au plan tactique, en état de défense.) Sauf pour la poursuite, la configuration

parallèle ne convient jamais à la progression pendant l'attaque.

Cette critique de la part de Jomini est certainement valide lorsque les forces opposées possèdent un armement égal, ce qui était le cas à son époque. Les pièces d'artillerie à âme lisse et les mousquets à chargement par la bouche étaient alors les armes communes à toutes les puissances européennes, d'où l'expression « à chances égales ». La victoire décisive n'est cependant pas impossible en cas d'attaque entre lignes parallèles. L'histoire est parsemée d'exemples qui prouvent le contraire. Dans ces cas, on découvre presque toujours que le vainqueur possède la supériorité au plan du moral, de l'entraînement ou de l'armement. Si l'un des adversaires est équipé d'armes largement supérieures à celles de l'autre, la bataille de type ligne contre ligne pourrait bien être le moyen le plus simple, pour le plus fort, de détruire le plus faible sans subir trop de pertes. Parmi les exemples tirés de l'histoire, notons ceux des mousquets à canon rayé contre les sabres (Balaklava, 1854), des fusils à verrou contre les mousquets (Sadowa, 1866), des mitrailleuses contre les fusils à un coup à poudre noire (Omdurman, 1896) et, plus récemment, des armes intelligentes contre les armes conventionnelles (guerre du Golfe, 1991). La possession de l'initiative par l'une des forces opposées peut aussi avantager la formation parallèle, par exemple, en cas d'embuscade ou d'attaque d'un ennemi qui se désengage en tentant d'échapper à la poursuite. L'ordre parallèle, qui se traduit par deux lignes se faisant face, est donc pratiquement inévitable à un moment ou à un autre.

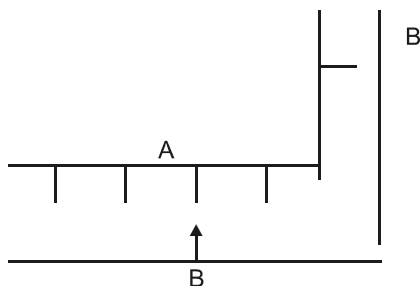


Figure 2

La Figure 2 est l'illustration de l'ordre parallèle avec crochet sur un flanc. Cette configuration sert souvent en situation défensive, lorsque la force en défense tente de prendre l'attaquant sous un feu croisé. Elle est aussi employée, à l'occasion, lorsque l'attaquant tente de « tourner » le flanc de la force en défense. La ligne et le crochet de la position A sont vulnérables aux tirs d'enfilade des positions en B.

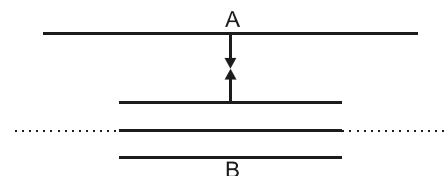


Figure 3

La formation B des Figures 3 et 4 représente l'ordre parallèle renforcé sur le centre ou sur une aile. Ces formations se prêtent beaucoup mieux à l'attaque que l'ordre parallèle simple. La Figure 3 illustre un cas classique de bataille de type ligne contre colonne. À l'époque de Jomini, chaque ligne représentait des bataillons d'infanterie armés de fusils à chargement par la bouche. Aujourd'hui, il convient sans doute mieux de concevoir ces lignes comme des représentations de forces. Ainsi, la Figure 3 illustre une tentative, par la force B, d'attaquer le centre de la position A, alors que la Figure 4 illustre la tentative, par B, d'attaquer l'aile. Ceux qui étudient la guerre de manœuvre qualifieraient d'« effort principal », ou *schwerpunkt*, l'attaque de B contre A.

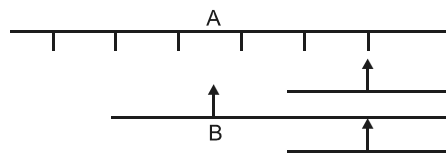


Figure 4

La faiblesse de l'attaque de B, à la Figure 3, tient au fait que les ailes de la ligne A tendent à se replier vers l'intérieur, pour permettre de tirer sur les flancs de la colonne attaquante. La formation linéaire A permet de diriger tous les feux vers B, alors que l'intérieur de la formation B est incapable de répliquer. Le résultat de

l'engagement est déterminé par le plus fort de ces deux éléments : la solidité de A ou l'élan de B.

Jomini ne fait pas d'observation sur la position B, à la Figure 3, comme formation de défense, mais le cas échéant, il s'agirait d'une défense en profondeur. Dans une lettre à un prince héritier, Clausewitz recommandait le combat défensif avec des troupes échelonnées en profondeur derrière un obstacle³. L'aménagement B, à la Figure 3, représente ce type de configuration. On comprend facilement la raison pour laquelle la défense en profondeur est si difficile à percer par une attaque directe. Les flancs de chaque ligne de défense sont protégés des assauts par la ligne de défense située immédiatement derrière. De plus, la ligne de défense suivante occupe une position lui permettant de contre-attaquer un assaut frontal ennemi réussi contre la ligne qui la précède, ou tout au moins, de présenter à l'attaquant une autre ligne de résistance. La faiblesse de cette configuration de défense est aussi évidente. Cette formation compacte peut être encerclée ou détournée de sa position par une marche stratégique autour d'elle. La seule solution de rechange tactique à l'extermination sanglante de la position B, à part la manœuvre stratégique d'enveloppement, est un désengagement de A, qui tenterait ainsi d'attirer B hors de sa position pour rompre sa formation.

Pendant la Première Guerre mondiale, les forces opposées ont adopté la configuration B, à la Figure 3. Les flancs de part et d'autre étant protégés par la Manche et la frontière suisse, les combats ont dégénéré en assauts frontaux sanglants et infructueux. Avec le char, les Alliés tentèrent d'utiliser des armes supérieures pour écraser les lignes allemandes. En 1918, les Allemands tentaient des tactiques de micro infiltration visant à rompre de l'intérieur chaque ligne alliée successive. Compte tenu de la profondeur de la percée allemande en France et de la culture militaire des Alliés, on comprend bien pourquoi ces derniers n'ont jamais tenté de manœuvre de repli tactique (ou opérationnel). La raison pour

laquelle les Allemands, par contre, avec leur tradition de manœuvre, n'ont jamais tenté ce type d'opération demeure un mystère. Lorsque le Corps canadien rompt la ligne Hindenburg, en 1918, et commence une progression sur une vaste échelle, il laisse derrière lui les lignes ferroviaires françaises. Les troupes sont affamées parce que des approvisionnements ne peuvent leur être acheminés. Heureusement pour les Alliés, l'armée allemande est affaiblie par quatre années de guerre et par le blocus, au point où elle n'est pas en mesure de faire volte face, d'attaquer et peut être de prendre au piège, en terrain découvert, les Alliés qui progressent.

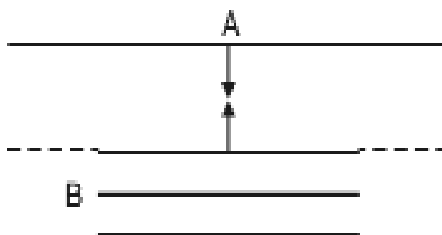


Figure 3A

Revoyons maintenant le cas de la Figure 3, avec B comme attaquant. Si B est en mesure d'étendre sa ligne de front pour couvrir celle de A (comme on le voit en 3A), la faiblesse de B, révélée dans la Figure 3, est plus ou moins éliminée. Les flancs de l'effort principal sont couverts. De plus, l'emplacement de l'effort principal est caché à A, puisque ce dernier ne peut voir que le front ininterrompu de B. Les éléments de B ne faisant pas partie de l'effort principal, en adoptant une position défensive, ne contribueraient peut être pas autant au succès qu'en menant des actions offensives. En effet, A n'aurait aucune idée de l'emplacement de l'effort principal si B attaquait sur toute la ligne. Les éléments de B ne faisant pas partie de l'effort principal fixeraient des éléments de A par des feintes, des démonstrations, des attaques ou une simple progression. Aussi dynamiques seraient les actions des éléments de B ne faisant pas partie de l'effort principal, aussi longtemps A serait désorienté et incapable de déplacer ses réserves. Si A détectait l'emplacement de l'effort principal avant le début des combats et orientait ses réserves contre ce point, des actions énergiques de la

part de B le long de la ligne pourraient permettre de repérer une ouverture ou un point faible sur la ligne A (surfaces et couloirs). L'effort principal pourrait alors être dirigé vers ces points faibles si l'attaque originale devait s'enliser. Cette analyse révèle l'importance d'actions énergiques de la part de tous les éléments en attaque, même ceux qui ne faisaient pas partie, à l'origine, de l'effort principal. Le dynamisme comporte toutefois des risques, comme on le verra plus loin.

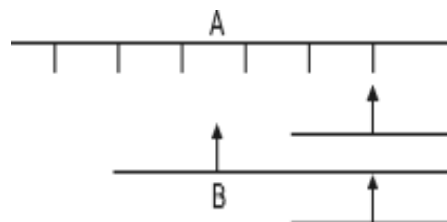


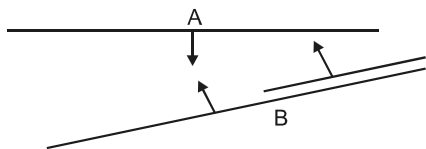
Figure 4A

À la Figure 4A, le front de la Figure 3A est toujours sur une ligne ininterrompue, mais l'effort principal est axé sur une aile. Les Figures 4 et 4A montrent clairement que l'effort principal portant sur une aile, l'aile opposée, qui est la plus éloignée des renforts, est vulnérable. Si A pouvait stopper l'attaque de B contre l'aile, une contre-attaque au centre permettrait de trouser la position de B, et une contre-attaque sur l'aile opposée menacerait de faire tourner l'ensemble de la position de B. Si les éléments de la ligne B devant affronter la contre-attaque de A étaient bien retranchés dans des positions de défense plutôt que d'avancer contre la ligne A, ils seraient mieux placés pour ralentir la contre-attaque de A et laisser le temps à B de réorienter ses réserves ou pour couvrir le désengagement du gros des troupes.

Cette vulnérabilité du flanc éloigné n'est pas présente si la force attaquante adopte la configuration de la Figure 5. L'ordre oblique, représenté par B, a été rendu célèbre par Frédéric le Grand; il lui a permis sa spectaculaire victoire lors de la bataille de Leuthen (1757). En « refusant » l'aile éloignée, on transforme en force la faiblesse de la ligne B. Aux yeux de Frédéric le Grand, l'ordre oblique était le plus efficace pour permettre à ses forces,

inférieures en nombre, d'attaquer une armée supérieure. En plus de concentrer l'effort principal contre un seul point de la ligne A, la configuration oblique permet à l'aile « refusée » de se placer en défensive, de tenir une partie de la ligne B en cas d'attaque par A et d'agir comme réserve, au besoin, à l'appui de l'aile engagée, ce qui serait impossible à réaliser avec une ligne parallèle. Si un échec de l'attaque de B l'oblige à se désengager, l'aile « refusée » est en bonne position pour agir comme force de couverture. La victoire de Frédéric le Grand à Leuthen a été rendue possible par son adroite utilisation des hautes terres pour cacher son mouvement, et par le fait

Figure 5



que sa manœuvre décisive contre le flanc gauche des forces autrichiennes n'a pas été détectée avant que son armée ne lance l'attaque. Les Autrichiens s'étaient préparés à l'arrivée de Frédéric sur la crête, devant leur front. Lorsqu'ils constatèrent enfin ce qui se produisait, leur flanc avait déjà été retourné, leur ligne s'écroulait, et les forces de Frédéric menaçaient leur itinéraire de désengagement.

À l'examen de l'aménagement géométrique des forces, il est évident que la partie droite de la ligne B doit se prolonger au delà de la partie gauche de la ligne A. Ainsi, au moment du choc entre les forces, l'extrême gauche de la ligne A est déjà prise, sur le flanc et l'arrière. La ligne A s'écroule tout simplement au fur et à mesure que B avance. Si la ligne B ne se prolonge pas au delà de la ligne A, au moment de l'affrontement, l'extrême droite de B est prise sur le flanc, et c'est la ligne B qui doit reculer à chaque mouvement vers l'avant. Évidemment, si les lignes A et B ne sont pas parallèles, elles doivent nécessairement être obliques l'une par rapport à l'autre. L'angle entre ces lignes doit être suffisant pour

donner un véritable avantage géométrique. En pratique, un angle de 45° à 60° au point de choc est nécessaire.

Les Figures 6 et 7 illustrent l'ordre perpendiculaire sur une ou deux ailes, à un angle d'attaque de 90°. Pour Jomini, ces ordres ne représentaient pas un aménagement de combat réaliste. À son avis, ils ne pouvaient servir qu'à préciser la direction du mouvement tactique principal. « Jamais deux armées ne se trouveraient dans des positions relativement perpendiculaires [...]; car si l'armée B prenait en effet sa première direction en ligne perpendiculaire sur une ou sur les deux extrémités de l'armée A, celle-ci changerait aussitôt le front d'une partie de sa ligne, et même l'armée B, dès qu'elle aurait atteint ou dépassé l'extrémité, ne manquerait pas de rabattre ses colonnes à droite ou à gauche pour les rapprocher de la partie C la prendrait à revers, et qu'il en résulterait deux lignes obliques [...] ».

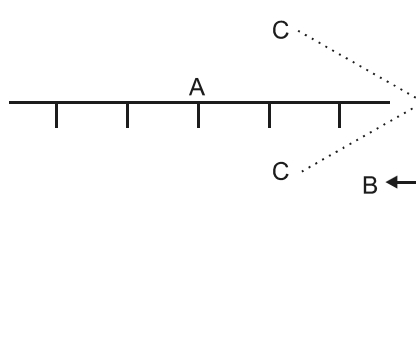


Figure 6

Aujourd'hui, nous considérons la configuration de la figure 6 comme une formation d'attaque de flanc normale contre une ligne, menée par un peloton contre une section ou par une compagnie contre un peloton. La faiblesse de cet aménagement, du point de vue de l'attaquant, est qu'il affronte toute la force de la défense, désormais orientée en profondeur contre l'attaque. Bien retranchées, les troupes de la ligne A pourraient offrir une résistance considérable. Dans ce cas, l'assaut devrait être mené en profondeur; les positions individuelles de résistance de la ligne

A devraient être systématiquement éliminées, ou encore, un ordre oblique devrait être adopté, comme l'indique Jomini en C. Cette analyse montre pourquoi des résultats plus rapides et moins coûteux sont souvent obtenus, non en refoulant les flancs de la position A, mais en pénétrant en profondeur dans la zone de A pour fissurer sa résistance en menaçant ses arrières et sa ligne de désengagement, comme le recommanderaient précisément le Général Hans von Seeckt et l'école de guerre de manœuvre.

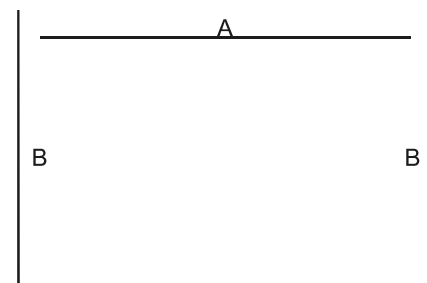


Figure 7

À la Figure 8 est illustré l'ordre concave sur le centre. Il s'agit d'une position intermédiaire dans la manœuvre utilisée par Hannibal pour gagner la bataille de Cannes (216 avant J. C.). Jomini observe que cet ordre peut convenir lorsqu'il est dicté par l'évolution de la bataille, « [...] quand l'ennemi s'engage dans le centre qui cède devant lui, et qu'il se laisse envelopper par les ailes » des forces de défense, ce qui s'est produit à Cannes. Si cet ordre est adopté avant le début de la bataille (cette configuration étant semblable à celle d'une zone de feux croisés), « [...] l'ennemi, au lieu de se jeter au centre, n'aurait qu'à tomber sur les ailes, qui présenteraient d'elles mêmes leurs extrémités, et seraient ainsi dans la même situation que si elles se trouvaient assaillies sur un flanc. » Jomini observe que cette

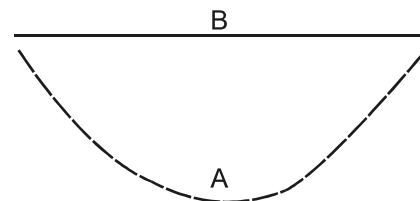


Figure 8

configuration ne serait que rarement utilisée, sauf contre un ennemi ayant adopté l'ordre convexe (Figure 9).

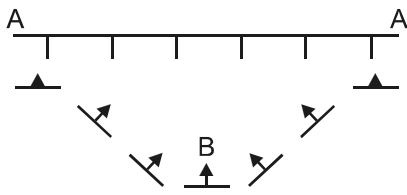


Figure 8A

Plutôt que de former un demi-cercle, la force en défense adopterait une ligne brisée rentrant vers le centre (figure 8A). Cette formation ne présente pas le flanc à l'attaquant, mais elle permet de progresser par échelons et de garder le tir concentré. Ces avantages disparaissent toutefois si l'ennemi concentre son effort contre une aile. La formation d'attaque en ligne brisée est semblable à celle qui est adoptée pour une attaque convergente. Elle découle aussi de la tactique de guerre de manœuvre consistant à faire tourner l'ennemi vers la profondeur de la position avant de le détruire par une embuscade préparée.

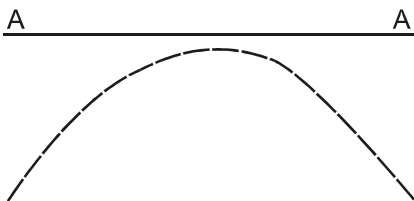


Figure 9

La Figure 9 représente l'ordre convexe, que les forces adoptent « [...] pour combattre immédiatement après un passage de fleuve, lorsqu'on est forcé de refuser les ailes pour appuyer au fleuve et couvrir les ponts, ou bien encore lorsqu'on combat défensivement adossé à une rivière pour la repasser et couvrir le défilé [...] ». On croit que Hannibal aurait adopté cet ordre au début de la bataille de Cannes. La force peut adopter cet ordre pour protéger un ouvrage à destruction réservée. Les forces en position de défense devant affronter une attaque convergente peuvent aussi l'adopter, comme à la Figure 8. Des articulations d'une taille aussi petite que celle d'une section adoptent cette formation après avoir franchi

un obstacle. Le point faible de cette formation se situe aux extrémités des ailes. D'après Jomini, la méthode la plus efficace pour écraser ce type de ligne est une fausse attaque contre le centre et une forte attaque contre l'une des extrémités.

Jomini décrit la formation de la Figure 10 comme l'ordre échelonné sur les deux ailes et celle de la Figure 11, comme l'ordre échelonné sur le

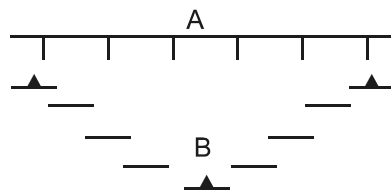


Figure 10

centre. Jomini considère que l'ordre échelonné sur les deux ailes (Figure 10) est de même nature que l'ordre perpendiculaire (Figure 6). Il le juge cependant plus avantageux, « [...] les échelons se rapprochant vers le centre où se tiendrait la réserve, l'ennemi aurait moins de facilité, d'espace et de temps, pour se jeter dans l'intervalle du centre et y diriger une contre-attaque menaçante. » (Autrement dit, A pourrait difficilement attaquer ou contre-attaquer au centre de la position B, puisque A serait la cible de feux croisés. Comparez cette configuration à celle de la Figure 3 en imaginant que la ligne A de cette dernière est repliée vers l'intérieur, soit vers les flancs de B.)

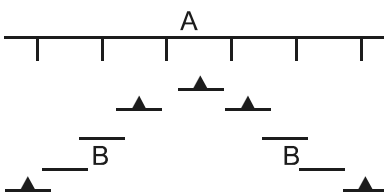


Figure 11

L'ordre échelonné sur le centre (Figure 11) peut servir « [...] contre une armée qui occuperait une ligne morcelée trop étendue, parce que son centre se trouvant isolé des ailes de manière à être accablé séparément, cette armée, coupée ainsi en deux, serait probablement détruite. Mais [...] cet ordre d'attaque serait moins sûr contre une

armée occupant une position unie et serrée; car les réserves se trouvant ordinairement à portée du centre, et les ailes pouvant agir soit par un feu concentrique, soit en prenant l'offensive contre les premiers échelons, pourraient aisément les repousser. [...] si les ailes de la ligne attaquée savent agir à propos contre les flancs des premiers échelons, (cette formation) ne sera pas sans inconvénients. »

De nos jours, nous reconnaissons l'ordre de B, à la Figure 11, comme la formation qu'adopte la tête d'avant-garde pendant la marche à l'ennemi. La « ligne morcelée trop étendue » décrit bien l'état de la force de couverture. La configuration de la Figure 11 sert à la tête d'avant-garde, justement parce qu'elle permet de réaliser facilement une trouée dans le centre de la ligne de la force de couverture, tout en protégeant les flancs de l'échelon qui attaque. L'ordre de B, à la Figure 10, est semblable à l'intérieur d'une formation où deux éléments sont en tête et un élément à l'arrière. Comme le précise Jomini, une petite force ennemie emprisonnée entre les ailes de la formation qui progresse serait rapidement encerclée et détruite par des feux croisés. Pendant la marche à l'ennemi, un poste ennemi isolé résistant à l'une des ailes pourrait facilement être débordé et encerclé par l'autre aile. L'analyse de Jomini demeure tout aussi vraie aujourd'hui qu'au 19^e siècle.

Comme formations de défense, les configurations échelonnées offrent un moyen de surprendre l'attaquant. Si un échelon avant de B, à la figure 11, est attaqué sur le flanc, l'échelon situé derrière celui qui est attaqué peut engager la ligne attaquante par le flanc au moyen de tirs d'enfilade ou par un assaut. La position B, à la figure 10, peut servir à défendre une rentrée. Le camouflage est toutefois essentiel à la réussite, puisque la force de défense B occupe une position ne lui permettant pas de contre-attaquer et de menacer l'arrière de A, si A manœuvre de manière à concentrer son effort contre une aile. Si A reconnaît la forme et l'emplacement de la défense, cette force pourrait éviter le piège des échelons, se

concentrer contre une aile et percer la formation.

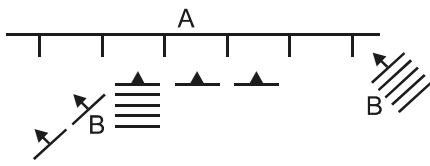


Figure 12

Jomini décrit la formation B de la Figure 12 comme l'ordre d'attaque en colonnes sur le centre et sur une des extrémités en même temps. Il affirme que cette formation est utile en cas d'attaque contre une ligne ennemie solidement aménagée et bien reliée, autrement dit, une position défensive solide et compacte. D'après Jomini, « [...] de tous les ordres de bataille, c'est le plus rationnel. » Toutefois, l'œil moderne y voit deux efforts principaux. « L'attaque sur le centre, secondée par une aile qui déborde l'ennemi, empêche celui-ci de fondre sur l'assaillant en le prenant en flanc; l'aile ennemie qui se trouvera serrée entre l'attaque du centre et celle de l'extrémité, aura la presque totalité des masses assaillantes à combattre [...] ». Cette manœuvre a fait triompher Napoléon à Wagram (juillet 1812) et à Ligny (16 juillet 1815). C'est aussi celle qu'il a tentée à Borodino (septembre 1812) et qu'il a utilisée à Bautzen. L'influence de cette manœuvre est encore visible aujourd'hui dans l'attaque convergente sur deux axes contre un seul objectif que peuvent tenter des forces aussi petites que des compagnies. Cet ordre de bataille « le plus rationnel » est aussi semblable à l'attaque de flanc de peloton, dans laquelle la section d'appui attaque le centre de la position ennemie par des tirs, et les sections de manœuvre donnent l'assaut depuis un flanc.

Jomini prodiguait des conseils généraux sur la tactique qui nous semblent familiers aujourd'hui. D'après lui, « [...] plus une manœuvre décisive sera simple, plus son succès sera certain. L'à propos des dispositions subites, prises durant le combat, est d'un succès plus probable que l'effet des manœuvres combinées à l'avance. »

Les manœuvres entourant des mouvements stratégiques antérieurs, dont l'objet est d'amener les colonnes décisives jusqu'au point où leur présence garantira l'obtention du résultat escompté, se sont également révélées utiles, comme en témoigne l'issue des batailles de Waterloo et de Bautzen.

Simplicité et rapidité d'exécution sont reconnues aujourd'hui comme des éléments essentiels à la réussite tactique. De nos jours, les événements de Waterloo seraient décrits comme un combat immobilisant un opposant avec une partie des forces, pendant que le reste exécute une manœuvre décisive contre un flanc ou l'arrière de l'ennemi selon un plan établi d'avance. Les manœuvristes parleraient de « fixer », pendant que l'élément mobile s'empare d'une position décisive en faisant irruption dans la zone arrière de l'ennemi. Le résultat au champ de bataille n'est pas décisif, dans ce cas, puisque la bataille se gagne par un mouvement stratégique (ou opérationnel) plutôt que tactique.

Jomini prévient que le général « [...] devra s'appliquer dans ses dispositions, soit prévues soit improvisées, à juger sainement du point important du champ de bataille, ce qu'il pourra faire en saisissant les rapports de la ligne ennemie avec les directions stratégiques décisives; il portera alors son attention et ses efforts sur ce point, en employant un tiers de ses forces à contenir ou à observer l'ennemi, puis en jetant les deux autres tiers sur le point dont la possession serait le gage de victoire. » (L'ambivalence de Jomini entre l'ennemi et le terrain devient ici évidente. Dans ce passage, la cause immédiate de la victoire est l'occupation de ce qui est appelé de nos jours le terrain vital, ainsi que la conservation de l'initiative. Le caractère vital du terrain est défini par la topographie, l'orientation de la ligne de bataille ennemie par rapport à sa ligne de communication, et l'ordre de bataille ennemi. Un tiers de la force est utilisé contre l'ordre de bataille de l'ennemi pour fixer ce dernier, et les deux autres tiers constituent l'effort

principal contre le point décisif.)

En plus de croquis géométriques, Jomini établira les règles suivantes, qu'il juge essentielles pour livrer des combats « de manière scientifique » :

- L'ordre de bataille offensif devrait viser à déloger l'ennemi de sa position par tous les moyens raisonnables. (De nos jours, en raison de l'influence de Clausewitz et de Schlieffen, le fait de chasser l'ennemi de sa position ne produirait qu'une « victoire ordinaire », même si cette dernière donnait lieu à une poursuite. Schlieffen tenterait d'encercler l'ennemi pour ensuite l'anéantir dans une bataille de type « marmite », atteignant ainsi des buts tactiques et stratégiques à la fois. Seeckt et l'école manœuvrière considéreraient le fait de chasser l'ennemi de sa position comme la condition tactique nécessaire de la victoire opérationnelle.)
- Les manœuvres dictées par l'art sont celles qui consistent à accabler une aile seulement, ou bien le centre et une aile en même temps. On peut aussi déloger l'ennemi par des manœuvres de débordement et de retournement de sa position.
- On réussit d'autant mieux dans ces entreprises si l'on parvient à les cacher à l'ennemi jusqu'au moment de l'assaillir.
- Attaquer le centre et deux ailes en même temps, sans avoir des forces très supérieures, irait totalement à l'encontre des règles de l'art.
- L'ordre oblique n'est rien d'autre qu'un dispositif tendant à réunir la moitié au moins de ses forces pour accabler une aile, en tenant l'autre fraction à l'arrière, hors de portée de l'ennemi, en l'organisant en échelons ou sur une seule ligne oblique.
- Les diverses formations présentent toutes la double possibilité d'attaques parallèles ou renforcées sur une portion de la ligne ennemie.
- La défense devant vouloir le

contraire de l'attaque, les dispositifs d'un ordre défensif devraient avoir pour but de multiplier les difficultés de l'approche (obstacles), puis de se ménager de fortes réserves bien cachées, pour tomber, au moment décisif, là où l'ennemi croirait ne trouver qu'un point faible. (Pour Jomini, la contre-attaque au moment et au lieu décisifs est un élément essentiel de la défense.)

- Tout ordre de bataille qui saurait allier les avantages du feu à ceux de l'impulsion d'attaque et de l'effet moral qu'elle produit (c. à d. feu et mouvement) serait un ordre parfait.
- Le but essentiel d'une bataille offensive étant de forcer l'ennemi dans sa position, et surtout de l'entamer aussi fortement que possible, on devra compter sur l'emploi de la force matérielle, c. à d. la puissance de feu, comme sur le moyen le plus efficace d'y parvenir. Toutefois, il arrive aussi que les chances de l'emploi seul de la force soient tellement douteuses que l'on réussirait plus facilement par des manœuvres tendant à déborder et à tourner celle des ailes qui serait la plus voisine de la ligne de retraite de l'ennemi, ce qui le déciderait à un mouvement rétrograde de peur d'être coupé. Un général habile doit savoir employer [ces manœuvres] à propos, et surtout les combiner autant que possible avec les attaques de vive force.
- La réunion de ces deux moyens, c'est à dire l'emploi de la force matérielle sur le front, secondé par une manœuvre tournante, donnera plus sûrement la victoire que si l'on se bornait à les employer séparément; mais dans l'un et l'autre cas il faut se garder des mouvements trop décousus, en face d'un ennemi tant soit peu respectable.
- Les divers moyens d'enlever l'ennemi d'une position sont : l'ébranler d'abord par l'effet d'un feu supérieur d'artillerie, y

mettre ensuite un peu de confusion par une charge de cavalerie lancée bien à propos, puis aborder finalement cette ligne ainsi ébranlée, avec des masses d'infanterie précédées de tirailleurs et flanquées de quelques escadrons. L'effet moral de la défaite de la première ligne entraîne souvent

Le concept d'annihilation, qui occupe une place dominante dans les réflexions de Clausewitz et de Schlieffen, est inexistant dans les travaux de Jomini.

la retraite de la seconde, et fait perdre la présence d'esprit au général attaqué. Si les troupes et le général de l'armée défensive font également bien leur devoir et déploient une égale présence d'esprit, s'ils ne sont point menacés sur leurs flancs et leur ligne de retraite, l'avantage du second choc sera presque toujours de leur côté : mais pour cela il faut qu'ils saisissent, d'un coup d'œil sûr et rapide, l'instant où il convient de lancer la seconde ligne et la cavalerie sur les bataillons victorieux de l'adversaire; car quelques minutes perdues peuvent devenir irréparables, au point que les troupes de la seconde ligne seraient entraînées avec celles de la première. (La défense élastique allemande, dont la tactique exige une contre-attaque, repose sur ce principe.)

- De ce qui précède il résulte que le plus sûr de tous les moyens de réussir est l'emploi des réserves, de masses de cavalerie et de batteries pour faciliter le coup de collier décisif contre la seconde ligne ennemie, car ici se présente le plus grand de tous les problèmes de la tactique des batailles. Le moment décisif est bien ordinairement celui où la première ligne de l'un des partis serait enfoncé, et où tous les efforts des deux adversaires

tendraient à compléter la victoire. (Autrement dit, l'ennemi n'est pas définitivement délogé de sa position avant que la contre-attaque ait été repoussée. La victoire est décisive si la deuxième ligne ennemie est détruite.)

- Dans la défensive, le feu de mousqueterie jouera toujours un plus grand rôle que dans l'offensive, où il s'agit de marcher si l'on veut enlever une position; or marcher et tirer sont deux choses que des tirailleurs seuls peuvent faire en même temps : il faut y renoncer pour les masses principales. Le but du défenseur étant de rompre et de mettre en désordre les troupes qui s'avancent contre lui, l'artillerie et la mousqueterie seront les armes naturelles de sa première ligne; puis, quand l'ennemi serrera celle-ci de trop près, il faudra lancer sur lui les colonnes de la seconde avec une partie de la cavalerie.

CONCLUSION

Pendant la majeure partie du 19^e siècle, Jomini sera considéré par l'Occident comme un éminent spécialiste de la guerre. Il a été le premier, par exemple, à concevoir le niveau opérationnel de la guerre, qu'il appelait « grande tactique », et le premier à décrire la stratégie des « lignes intérieures ». Clausewitz se fera connaître uniquement grâce au succès des armées prussiennes, en 1866 et en 1870, ce qui marquera le déclin de l'influence de Jomini. Ce dernier rédigera un manuel pratique à l'intention des commandants et de leurs états majors. L'avancement de la technologie a rendu désuets certains des conseils de Jomini. Clausewitz, par contre, en tentant d'écrire un ouvrage qui résisterait au temps, s'en est tenu à des principes intemporels qui sont toujours pertinents. Pourtant, lorsque ces deux hommes écrivent sur la même question, ils expriment des vues semblables, mais avec un éclairage différent. La bataille est un exemple capital. Clausewitz, toujours préoccupé par la souffrance humaine et le drame moral des combats, pose comme premier principe que la bataille n'est justifiable que pour

atteindre un aspect pertinent du but stratégique de la guerre, et que cette bataille doit être livrée jusqu'au bout. Par contre, Jomini considère froidement la bataille comme allant de soi, et la victoire, comme le but ultime. Le concept d'annihilation, qui occupe une place dominante dans les réflexions de Clausewitz et de Schlieffen, est inexistant dans les travaux de Jomini. Pour Clausewitz, la guerre a une fin; pour Jomini, elle est une fin. Clausewitz est le plus intellectuel des deux hommes; Jomini, le plus pratique. La réputation de Jomini à titre d'auteur militaire est bien méritée; on ne peut nier sa contribution au développement d'une école de pensée sur l'art pratique de la guerre. Les extraits présentés plus haut témoignent du caractère intemporel de ses réflexions. À notre époque de guerre de manœuvre, les principes et réflexions de Jomini s'appliquent tout autant qu'en 1838. Le principe d'une seule vérité exige que toute analyse des batailles et de la guerre tienne compte de ces pensées pour être valide.

L'idée sous jacente de Jomini est de vaincre l'ennemi morceau par morceau. Une force écrasante est concentrée contre une portion de l'ennemi. La destruction de cette

portion oblige le reste de la force ennemie à un désengagement ou encore, donne à la force d'attaque un avantage géométrique tel que, faute de se désengager, l'ennemi subira une défaite certaine. Si l'ennemi disperse ses forces, une attaque concentrée contre le centre de sa ligne permettra de la rompre, et les mouvements subséquents vers l'avant fractionneront ses forces. Si l'ennemi ne se désengage pas, chacune des ailes sera détruite successivement. Lorsque la formation ennemie est compacte et présente un front solide, une attaque contre une aile, surtout selon un angle par rapport à la ligne ennemie, permet d'écraser cette ligne ou tout au moins de faire tourner l'ennemi hors de sa position. Une autre solution serait une frappe décisive contre la zone arrière ennemie plutôt que contre sa ligne. Toutefois, pour que cette frappe réussisse, il faudra tenir l'ennemi occupé par des attaques contre son front. Un tiers de la force occupe l'ennemi, pendant que les deux autres tiers attaquent sa zone arrière. Ce style d'attaque relève davantage de la manœuvre opérationnelle que de la tactique, mais cette manœuvre demeure aussi efficace contre un peloton ou une section en défense que contre une division.

La formation la « plus rationnelle » de Jomini réunit une attaque frontale contre le centre de la ligne ennemie et une attaque à angle contre une aile. L'autre aile de la force d'attaque est « refusée ». Cette formation de combat correspond à une attaque convergente contre l'aile ennemie par le gros des troupes. L'un des exemples de cette technique est un assaut par une équipe de combat, l'infanterie attaquant sur un axe au centre, et les chars convergeant depuis le flanc sur un autre axe.

L'analyse des diagrammes de Jomini peut permettre aux commandants, même à l'ère de la guerre de manœuvre, de bien saisir les forces et les faiblesses de diverses formations de combat, ainsi que les avantages et les inconvénients, au plan géométrique, de chacune. Les commandants subordonnés, qui comprennent ce qui devrait se produire sur le champ de bataille, sont plus aptes à abrégier le cycle décision/action et à respecter l'intention du commandant.



AU SUJET DE L'AUTEUR...

Le Lieutenant Vincent J. Curtis est titulaire d'une maîtrise en chimie de l'université de Waterloo. Cet officier de réserve a débuté sa carrière civile comme chercheur à la Fondation de recherches de l'Ontario. Il est depuis 16 ans propriétaire et président de Tribochem Inc., une société de produits chimiques établie à Cambridge (Ont.) Le Lt Curtis est actuellement le subalterne le plus ancien et le commandant adjoint de la Compagnie C des Argyll and Sutherland Highlanders of Canada (Princess Louise's). Le Lt Curtis a suivi le programme PPPO/PEMPC. Il s'intéresse depuis toujours aux temps anciens, aux antiquités et à la théorie de la guerre.

NOTES

1. Baron Antoine de Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, (fac-similé de l'édition de) Paris, Tanera, 1855, chap IV, art 31, p. 34.
2. *Ibid*, pp. 24 — 34.
3. Carl von Clausewitz, *Roots of Strategy Book 2*, Stackpole Books, 1987, pp. 334 — 348.



À l'occasion du jour du Souvenir, l'honorable John McCallum, ministre de la Défense nationale, se recueille sur les lieux d'un monument commémoratif dressé à la mémoire du Sapeur Christopher Holopina. Le ministre visitait la roto 11 de l'Opération Palladium, les 10 et 11 novembre 2002. Le Sapeur Holopina était membre du 2e Régiment du génie. Il est décédé le 4 juillet 1996 alors qu'il participait à la Force de mise en œuvre, sous l'égide de l'OTAN. Il est l'un des 20 soldats canadiens qui ont perdu la vie alors qu'ils servaient dans les Balkans. En mémoire du Sapeur Holopina, on a baptisé à son nom le camp qui se trouve à Coralici. M. David Pratt, Président du Comité de la défense (à droite) et le Colonel Peter Atkinson, Commandant de la force opérationnelle Bosnie-Herzégovine (à gauche) accompagnent M. McCallum. (Photographie obtenue de Caméra de combat /Caporal John Clevert)

La réserve de l'Armée de terre et les opérations

Réexamen des modalités d'intégration des réservistes aux opérations à l'étranger

par le lieutenant-colonel P.P.J. Lessard, CD

INTRODUCTION

L'intégration d'importants renforts de réservistes de l'Armée de terre à des unités de la Force régulière au cours des opérations à l'étranger est pratique courante depuis maintenant dix ans. Cette pratique est à présent familière et contribue de manière importante à la mise sur pied d'une force. En effet, aucune unité d'armes de combat de la Force régulière ne peut actuellement se déployer sans avoir été préalablement renforcée par un nombre considérable de réservistes, même si son effectif est complet et conforme aux priorités d'affectation du VCEMD¹. Cette pratique est également une réussite, même si son concept de base est encore en voie de formalisation; en effet, amorcée avec le concept de mobilisation présenté dans le Livre blanc de 1994, cette formalisation se poursuit avec le Plan stratégique de restructuration de la Réserve de la Force terrestre (RRFT)². À mesure que la RRFT progresse, il est sage de revoir cette pratique afin d'aider à élaborer un concept capable de piloter nos objectifs les plus ambitieux pour les première et deuxième phases de la mobilisation. Dans mon article, je ferai donc quelques observations sur la récente participation de la Réserve de l'Armée de terre aux opérations et j'examinerai, d'un point de vue factuel, un certain nombre de thèmes qui devraient m'aider à dégager des recommandations pour les opérations futures et l'élaboration continue de la politique de RRFT.

PORTÉE

Dans la première phase de mobilisation, la Force de réserve aurait pour fonction de fournir des

effectifs individuels supplémentaires et, au besoin, des éléments structurés³, en particulier pour les opérations nationales⁴. Ultérieurement, on a proposé que ces effectifs individuels représentent jusqu'à 20 % des forces actuelles et fournissent occasionnellement, selon les besoins, des éléments structurés à des organisations comme celles qui participent aux opérations de paix, mais plus particulièrement aux opérations nationales mises sur pied pour faire face aux catastrophes naturelles et aux catastrophes causées par l'homme⁵. La discussion qui suit porte uniquement sur les opérations de paix, bien que certaines des conclusions en résultant puissent également s'appliquer aux opérations nationales. Cette discussion est fondée sur l'observation d'un contexte favorable (la Bosnie en 2002) et d'un contexte passablement hostile (la Bosnie en 1993)⁶ et porte sur les renforts *supplémentaires* (par opposition aux renforts *complémentaires*), qui représentent l'essentiel de notre expérience. Enfin, la partie concernant les « éléments structurés » se limite aux sections et aux pelotons. Si le contenu du présent article est en deçà des grands objectifs que se fixent certains auteurs, sa pertinence est néanmoins assurée, car les sections et les pelotons, combinés aux renforts individuels, sont la composante de base de toute organisation.

APPROVISIONNEMENT EN MAIN-D'OEUVRE

La nature volontaire du service de classe C pour les opérations indique que la motivation est le premier élément à considérer pour comprendre la contribution de la

Réserve de l'Armée de terre aux opérations. En 2002, les trois raisons les plus fréquemment citées pour lesquelles les réservistes veulent participer aux opérations à l'étranger sont l'argent, l'aventure et le perfectionnement professionnel. Les raisons altruistes (le devoir et le service humanitaire) sont considérablement moins importantes⁷. Ces données indiquent qu'un bon régime de paie et d'avantages sociaux, concurrentiel avec ceux du secteur privé, peut avoir un effet direct sur le nombre d'individus qui se portent volontaires pour une mission. L'aventure, source beaucoup plus grande de motivation, a donné le même niveau élevé de réponses. Cela, et le fait que le volontarisme associé à la Réserve de l'Armée de terre n'a pas été déconcerté par le contexte beaucoup plus dangereux de la Bosnie des années antérieures, prouve qu'un large éventail d'opérations de paix attirent nos réservistes. Pour bon nombre d'entre eux, la participation pourrait même s'étendre aux opérations de guerre. En conséquence, nous devrions faire en sorte que les possibilités offertes à nos réservistes les inspirent suffisamment. Pour l'instant, le perfectionnement professionnel et, en particulier, les possibilités d'apprentissage au sein de la Force régulière, constituent également une très forte incitation à participer aux opérations, sujet que nous aborderons plus loin. L'éventualité d'un transfert dans la Force régulière est un autre important facteur d'incitation. En effet, le tiers des réservistes ont déclaré que le service à l'étranger facilitait leur transfert dans la Force régulière, au point que cette éventualité avait un impact sur leur décision de se porter

volontaires⁸. Ce facteur est toutefois difficile à évaluer. L'éventualité d'un transfert pourrait bien être une source de maintien en fonction dans les premières années de service d'un réserviste, mais il ne faut pas oublier que ces transferts privent les unités de réserve de l'Armée de terre de soldats expérimentés et de qualité. En revanche, si l'on tient compte du bénéfice que tire la Force régulière de ces transferts, ceux-ci profitent probablement, en fin de compte, à l'ensemble de la Force terrestre. Les facteurs de motivation favorables — l'argent, l'aventure et le perfectionnement professionnel — devraient donc être compris et favorisés; si nécessaire, il faudrait les rendre plus attrayants et en faire la promotion. Les facteurs qui jouent moins devraient être examinés de manière que nous puissions déterminer si leur manque d'attrait découle du manque d'attention qui leur est donnée ou simplement du manque d'intérêt des réservistes pour ce qu'ils représentent.

L'ordre de bataille actuel de la Réserve de l'Armée de terre, qui se distingue par un grand nombre d'unités aux effectifs très réduits, est un autre facteur déterminant dans l'approvisionnement en main-d'œuvre. On se retrouve avec un contingent en patchwork, comme ce fut le cas du gp bon 2 R22eR, qui comprenait à un moment donné un effectif de 165 hommes, représentant 17 groupes professionnels militaires provenant de 31 unités différentes dans le secteur désigné, le SQFT. Chaque unité avait alors délégué un effectif variant entre un et dix-sept individus et à peine cinq unités avaient été en mesure de fournir plus de dix soldats⁹. Or, cette situation correspond normalement à celle d'une grosse unité en déploiement à l'étranger, constituée à 20 % environ de renforts provenant de la Réserve de l'Armée de terre. Dans le contexte actuel, il s'ensuit qu'une unité de réserve de l'Armée de terre ne peut fournir à elle seule que l'équivalent d'une section ou, tout au plus, de deux sections peut-être dans le cadre d'un peloton. Cette situation a des répercussions organisationnelles comme nous le verrons plus loin. En

effet, le besoin d'obtenir un nombre plus élevé de réservistes (par exemple lorsqu'il faut prévoir deux rotations successives dans un secteur de la Force terrestre) exacerbera la gravité de la situation. Le bassin des réservistes disponibles en sera grandement éprouvé en raison de l'éparpillement de la main-d'œuvre, éparpillement qui nuira, d'une part, à la capacité des brigades ou des unités de réserve de mettre sur pied des sections ou des pelotons intégrés et, d'autre part, à la qualité générale

En conséquence, nous devrions faire en sorte que les possibilités offertes à nos réservistes les inspirent suffisamment.

du personnel. Cependant, on ne devrait pas pour autant conclure qu'une unique rotation susciterait deux fois plus d'intérêt, facilitant ainsi la formation d'organisations intégrées à la source. En effet, le moment de l'année où une unité se déploie a une incidence considérable sur la disponibilité des renforts de la Réserve de l'Armée de terre¹⁰. Résultat : considérant l'ordre de bataille et les effectifs actuels de la Réserve de l'Armée de terre, les contingents continueront d'être les patchworks formés à partir de nombreuses unités et manquant fondamentalement de cohésion.

ORGANISATION

Une fois qu'on a trouvé les volontaires, l'étape suivante consiste à les rassembler ou à les répartir. La manière de procéder dépendra du type de renforcement : individuel ou « structuré ».

Renforcement individuel.

Actuellement, les renforts individuels sont gérés de manière que nous puissions concilier des besoins divergents sans structure bien établie sur laquelle nous pouvons baser nos décisions. À cette fin, l'auteur propose deux méthodes de gestion des renforts individuels. La première fait appel à un système d'auto-approvisionnement grâce auquel l'unité en déploiement détermine ses pénuries et voit elle-même à son

propre renforcement. La deuxième fait appel à un système d'approvisionnement automatique fondé sur un quota (p.ex., 20 %) ou régi par des conditions précises en termes de grade ou de poste (p.ex., trois commandants de peloton) garantissant qu'une partie de la capacité serait assurée par des réservistes. Nous verrons plus loin comment nous pourrions utiliser un tel quota. Dans la perspective de l'unité bénéficiaire, la méthode la plus simple et la plus efficace est de loin celle qui permet aux commandants de choisir les renforts dont ils ont besoin et d'employer ces renforts là où ils sont requis et peuvent être exploités de manière optimale. Or, de nombreux facteurs favorisent une méthode d'approvisionnement automatique. Le trop grand

nombre de missions imposées à la Force régulière, compte tenu des moyens de cette dernière et de la fatigue de ses soldats, confirme le bien-fondé de recourir aux réservistes avides de nouvelles expériences pour gonfler les rangs des réguliers. Par ailleurs, la nécessité de renforcer également la Force de réserve, surtout ses sous-officiers supérieurs et ses officiers, signifie que la solide expérience acquise au cours d'une mission peut profiter ensuite aux unités d'appartenance. Comme nous le verrons plus loin, ces deux derniers objectifs ont été compris et transmis, avec un succès varié, le long de la chaîne de commandement. En fin de compte, la nature de la mission, le délai d'avertissement et l'importance relative des possibilités de perfectionnement qui seront offertes aux réservistes détermineront l'équilibre approprié entre les impératifs des deux méthodes d'auto-approvisionnement. Par simple flair, on peut déjà supposer que plus la mission sera intensive et la préparation brève, plus on fera appel au système d'auto-approvisionnement.

Sections et pelotons intégrés.

On investit énormément d'énergie pour s'assurer que les organisations composées exclusivement de réservistes atteignent le niveau de capacité pour le déploiement¹¹

et, ultimement, la plupart y parviennent¹². Mais malheureusement, faute d'un encadrement approprié, leur réussite ne se réalise pas dans l'harmonie. En effet, les sections et les pelotons intégrés de la Réserve de l'Armée de terre sont largement perçus comme l'antithèse de notre philosophie bien-aimée de commandement de mission. Et, en fait, ils représentent un type de microgestion selon lequel un commandant, à quelque niveau qu'il soit, est censé organiser son personnel d'après *l'origine* et non les *capacités* de ce dernier. Le bilan de cette situation : des capacités inégales entre les pelotons et les compagnies, des obstacles artificiels à l'emploi approprié du personnel, et de fortes pressions sur le leadership des compagnies afin qu'il participe à la résolution de toutes sortes de problèmes qui auraient facilement pu trouver une issue au niveau des sections ou des pelotons s'il y avait eu là un peu plus d'expérience. En outre, très peu de réservistes veulent de cette intégration¹³. Nombreux sont ceux qui pensent que des organisations intégrées les privent de contacts étroits avec la Force régulière, principale raison qui les avait incités à se porter volontaires, et les empêchent ainsi de bénéficier de l'expérience d'apprentissage qui s'acquiert au contact des réguliers. Loin de créer de l'harmonie, ces organisations encouragent plutôt une subtile, et parfois intense, mentalité d'exclusion, indépendamment des efforts que déploie le leadership pour faciliter les relations entre les membres des deux forces. De plus, certains pensent que ces organisations intégrées créent un phénomène appelé « syndrome de la Milice » ou « stress de la Milice », qui se caractérise par l'imposition autogène de difficultés inutiles ou par une surcompensation face à ce qui est perçu comme de la surveillance de la part des réguliers. Un phénomène connexe est l'illusion, dans un peloton intégré séparé des autres, que les aspects fastidieux de la vie de soldat ne se retrouvent pas dans les organisations de la Force régulière - une conception évidemment erronée qui disparaît rapidement dès que prend fin la séparation d'avec les

autres! Mais ce qui est encore plus important, c'est qu'il existe des preuves historiques écrasantes¹⁴ attestant que la cohésion se maintient et que les nouveaux venus inexpérimentés apprennent plus vite et mieux lorsqu'ils sont intégrés à un cadre existant, soit en situation de jumelage et d'apprentissage sur le tas, soit en situation d'apprentissage dirigé. Enfin, l'importance du partage des intentions implicites entre les niveaux de commandement signifie que les organisations devraient, dans la mesure du possible, établir leur chaîne de commandement sur des relations de confiance éprouvées au plan interpersonnel. Après avoir passé en revue la foule d'inconvénients relatifs aux organisations intégrées, on s'attendrait à ce qu'il existe de solides arguments pour justifier les efforts consentis en faveur de ces organisations. Malheureusement, il ne semble pas y en avoir ou ces

directe, l'encadrement et l'exemple. Dans une section ou un peloton intégré, certains éléments ont moins d'importance. Aux premières étapes d'une mission, on a tendance à assigner des tâches opérationnelles plus faciles aux organisations intégrées, de manière à leur permettre de « prendre pied » avant de se mesurer à des défis plus exigeants; mais en toute sincérité, cette façon de faire ne réduit pas de manière significative la possibilité d'acquérir une expérience directe. Par contre, l'encadrement, qui constitue un devoir des dirigeants et devrait être assumé par des mentors expérimentés appartenant au niveau supérieur immédiat, est au contraire offert par des personnes à des niveaux de commandement plus élevés où l'expertise est habituellement présente en la personne d'un adj de peloton ou un SMC; or, malgré son dévouement, celui-ci est déjà écrasé par un surcroît



Des troupes en marche

arguments n'ont pas été clairement communiqués. Dans le cas du gp-bon 2 R22eR, un examen approfondi des ordres, consignes, directives, etc. n'a fait ressortir que deux raisons pour aller de l'avant avec les organisations intégrées : premièrement, offrir à la Réserve de l'Armée de terre une occasion d'acquérir une expertise opérationnelle et, deuxièmement, alléger la charge de travail du personnel de la Force régulière.¹⁵

Le premier objectif, acquérir une expertise opérationnelle, se réalise principalement par l'expérience

de travail. L'encadrement est parfois obtenu grâce à la générosité d'organisations voisines, mais cela n'est possible qu'en période de grand calme. Pour ce qui est de l'apprentissage par l'exemple, on soustrait à une section ou à un peloton des soldats expérimentés, surtout des sous-officiers supérieurs, afin qu'ils aillent rejoindre d'autres sections ou pelotons où ils serviront d'exemple; or il faut déplorer cette manière de faire, étant donné le rôle irremplaçable que peut tenir un unique soldat guerrier dans certaines

organisations intégrées. Mais soyons clairs : les réguliers ne sont pas plus intelligents que leurs camarades réservistes, ni ne sont détenteurs de quelque prédisposition génétique qui en ferait de meilleurs soldats. Leur seul avantage réside dans leurs abondantes ressources aux plans de l'expérience, des connaissances et de l'adaptation, ressources accumulées grâce à de longues années d'instruction et d'entraînement et à leur participation aux opérations. Les organisations intégrées entravent sérieusement le transfert de l'expérience aux réservistes avides d'apprendre. Si l'expertise opérationnelle est le véritable objectif, alors son acquisition sera plus efficace et mieux réussie au sein d'organisations mixtes. Celles-ci pourraient se composer en majorité de réservistes et comporter quelques soldats expérimentés de la Force régulière à chaque niveau de commandement¹⁶. Les organisations mixtes ont l'avantage supplémentaire de permettre aux membres de la Force régulière d'être mieux renseignés sur la Réserve de l'Armée de terre et de développer des liens personnels plus étroits avec les réservistes.

Le second objectif vise à alléger la charge de travail du personnel de la Force régulière, parce que les missions répétées laissent des traces, en particulier chez les sous-officiers supérieurs. On peut réaliser cet objectif en partageant le fardeau entre les réguliers et les réservistes; ainsi, il faut voir à structurer les renforts de la Réserve de l'Armée de terre de manière qu'ils comprennent une proportion d'officiers, de sous-officiers supérieurs ainsi que de caporaux et de soldats. Cependant, ces remplaçants doivent-ils être affectés *ensemble* dans les organisations intégrées? La réponse est non dans la mesure où des objectifs précis ont été fixés. Par exemple, supposons que l'on commande à une unité en déploiement de la Force régulière d'incorporer l'équivalent d'une compagnie d'infanterie ou d'une section du génie de la Réserve de l'Armée de terre, etc. à ses postes désignés. Les postes de leadership pour les réservistes sont des objectifs stratégiques légitimes qui, clairement

énoncés dans l'intention du commandant dans les ordres pertinents, deviendraient des aspects non négociables de la mission. Néanmoins, le leadership de l'unité devrait rester libre de déterminer l'endroit où chaque individu peut être employé au maximum de ses possibilités et encadré de façon à optimiser le fonctionnement des équipes, de même qu'il doit avoir le dernier mot quant à savoir si un individu satisfait aux normes établies. En outre, nous ne devrions pas sous-estimer le fardeau additionnel que constitue l'entraînement d'une organisation intégrée, qui augmente *considérablement* la charge de travail de nombreux officiers et sous-officiers supérieurs, sans compter la cadence effrénée découlant des préparatifs normaux qui précèdent le déploiement. Nous pouvons maintenant affirmer que la lourde charge de travail imposée à la Force régulière par l'intégration de réservistes a même été plus contraignante pendant les préparatifs de la Compagnie d'infanterie mixte de la Réserve (CIMR) actuellement déployée avec le 1PPCLI en Bosnie. L'objectif visant à alléger la charge de travail de la Force régulière ne se réalise donc pas par le simple emploi de réservistes dans des organisations intégrées, mais par leur emploi plus judicieux.

Nous venons de voir que les organisations intégrées de la Force de réserve qui sont imposées à des unités de la Force régulière en déploiement en vue d'une opération ne corroborent pas les deux raisons invoquées pour justifier leur existence. Notre analyse resterait toutefois incomplète si nous n'examinions pas d'autres raisons pouvant justifier la création de ces organisations. La première raison devrait être la cohésion. Mais de quelle cohésion s'agit-il et à quel niveau se situe-t-elle? Bien sûr, la section ou le peloton qui arrive bien entraîné dans une unité en déploiement devrait être conservé comme tel. Mais, jusqu'ici, il n'y a pas eu de pareil cas. Les 15 sections et l'unique peloton observés en cours d'opérations n'avaient même pas terminé l'instruction de leurs soldats,

encore moins leur entraînement avant d'arriver à l'unité. Il n'a même pas été possible de former une section à partir d'une même unité d'origine, malgré tous les efforts déployés pour respecter l'affiliation à une unité. La plupart des sections étaient composées de personnels provenant de deux ou de plusieurs unités de la Réserve de l'Armée de terre qui se connaissaient rarement avant d'arriver. En conséquence, si la séparation des réservistes et des réguliers semble maintenir ou augmenter la cohésion chez les premiers, ce doit être un effet de l'esprit de corps ou de la fierté qu'ils

les réguliers ne sont pas plus intelligents que leurs camarades réservistes

ressentent à faire partie de la Réserve de l'Armée de terre en tant qu'institution. En effet, il ne faut pas sous-estimer les avantages des réalisations concrètes et méritoires pouvant être imputées à des organisations intégrées. Cependant, nous avons vu précédemment que les réservistes en déploiement ne veulent pas appartenir à ce type d'organisation, de sorte qu'il y a fort à parier que la fierté qu'ils ressentent à faire partie de la Réserve de l'Armée de terre ne serait pas moindre s'ils servaient dans des sections mixtes. De plus, la seule cohésion qui compte, finalement, est celle qu'on peut observer aux niveaux, inférieurs, de l'équipe, de la section et du peloton¹⁷, ce qui laisse seulement comme possible source de cohésion le sentiment de fierté constaté aux niveaux supérieurs de la Réserve de l'Armée de terre. Mais il est certain que le bénéfice découlant de la fierté d'avoir accompli quelque chose ne doit pas peser lourd comparé aux sérieux inconvénients que nous avons constatés ci-dessus¹⁸.

Voici une autre raison pouvant militer en faveur des organisations intégrées : l'utilisation de ces dernières comme capacité provisoire ou première étape vers la mise en place de compagnies, voire de bataillons, de réserve intégrés pour

certaines missions. En effet, l'expérience pourrait même servir de banc d'essai à une mobilisation, auquel cas cet objectif devrait d'abord être énoncé dans des politiques ou directives et réflexions pertinentes qui serviraient à déterminer quelle sorte de mission convient aux divers types de capacité envisagés. Il faudrait ensuite instituer un mécanisme formel d'évaluation des résultats destiné à faciliter la planification de la mobilisation. À moins que cette expérience ne devienne un exercice régulier de validation, elle ne serait qu'une mesure provisoire qu'il faudrait soutenir par d'importants efforts de planification de la mobilisation.

À nouveau, nous devons donc conclure qu'il n'y a pas, dans l'état actuel des choses, de raison suffisante pour motiver l'inclusion de sections et de pelotons vraiment intégrés dans les unités en déploiement. Si nous admettons que le but ultime est le succès des missions, les moyens d'atteindre ce but doivent être adaptés en conséquence. C'est par l'emploi, au cours de missions sélectionnées, d'une proportion de sections, de pelotons et de compagnies composés, dans leur large majorité, de réservistes, que les objectifs légitimes énoncés ci-dessus ont les meilleures chances de se réaliser¹⁹. En effet, un cadre restreint de membres de la Force régulière, à chaque niveau, assurerait le transfert de l'expérience, favoriserait l'harmonie et l'acquisition de l'expertise au sein de la Réserve de l'Armée de terre, de même qu'il fournirait à la Force régulière l'assistance dont elle a besoin. Un tel arrangement profiterait énormément à tout le monde : à l'unité en déploiement, aux individus concernés et à la Réserve de l'Armée de terre dans son ensemble.

INSTRUCTION

À mesure qu'évolue la sphère militaire, l'instruction doit emboîter le pas, y compris celle des réservistes. Or, le nœud de la question consiste à quantifier l'instruction qu'il faudra donner et à déterminer le moment et la cadence propices à l'intégration de réguliers

très compétents avec des réservistes qui, par définition, ont d'autres obligations les empêchant de recevoir de l'instruction à temps plein. Le problème n'est pas nouveau. Il existait déjà dans les armées de l'antiquité et il a graduellement empiré avec les « révolutions qui ont marqué la sphère militaire ». La complexité grandissante de la guerre a obligé les militaires à compter davantage sur une force permanente ou régulière²⁰ et cette orientation perdue encore de nos jours. Au moment où nous constatons un abandon de la quantité en faveur de la qualité²¹, la question de l'instruction est de plus en plus difficile à dénouer. Pour illustrer ce que l'on entend par une complexité plus grande, nous utiliserons l'exemple d'une section d'infanterie de réservistes intégrée et montée sur des VBL III avec tout ce que cela implique (STCCC, missiles Eryx, M-203, GPS, etc.). Le gp-bon 2 R22eR comportait quatre de ces sections dans le cadre des opérations de la SFOR, en Bosnie-Herzégovine. Leurs équipages se sont ralliés au

sections ont été placées dans des situations où leurs commandants ou cmdtA (cplc) avaient à prendre eux-mêmes des décisions-éclair concernant, entre autres, l'usage de la force pour fouiller des véhicules ou des maisons, ou l'arrestation d'une personne inculpée de crimes de guerre (PICG) au cours d'une rencontre fortuite. Ces situations sont davantage tributaires des connaissances et du jugement que des drills, comme c'est le cas de la réponse au feu de l'ennemi ou de l'application des premiers soins. Ainsi, devrions-nous qualifier d'excessifs ou d'insuffisants l'instruction et l'entraînement préalables au déploiement? Pourrions-nous abrégier l'instruction en supprimant certains éléments ou, au contraire, accroître l'instruction donnée dans la Réserve de l'Armée de terre?²²

La réponse n'est pas évidente. Selon l'étape où elle se trouve dans son cycle d'instruction et dans le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT), une unité-type de la Force



Une attaque par un équipe de combat

bataillon sept mois avant le déploiement. L'objectif était de leur permettre de prendre des cours sur l'utilisation des VBL III, de recevoir de l'entraînement sur la conduite de la guerre et, par la suite, de l'instruction sur les opérations de paix. Une fois sur le théâtre, ces

régulière aura besoin de 30 à 90 jours de préparation pour se déployer. En supposant que ses normes individuelles d'aptitude au combat (NIAC) sont satisfaites et que son instruction de qualification individuelle est terminée, un bataillon devrait consacrer à la

formation de ses membres les périodes suivantes : au moins un mois d'entraînement à la guerre²³, de deux à trois semaines d'instruction sur les opérations de paix²⁴, de deux à trois semaines en rattrapage²⁵. Il faut compter de deux à trois semaines en tâches administratives et en congés. Mais à quel moment l'instruction commence-t-elle? Par exemple, supposons qu'une unité désignée « unité en attente de l'ONU » atteint son état de préparation opérationnelle le 1^{er} juin, qu'elle entre ensuite dans la période active des affectations et qu'il ressort qu'elle a besoin de renforts à hauteur de 30 % de ses effectifs pour être en mesure de se déployer en octobre, est-ce que son entraînement à la guerre est encore valable? Si nous admettons que la cohésion est essentielle aux opérations militaires, alors l'instruction ne peut pas commencer avec que l'unité (ou, au minimum, les sous-unités) soit rassemblée. À la lumière des conditions susmentionnées, cela signifie qu'une unité soumise à un préavis de déplacement de 30 jours ne peut subir que le minimum d'agitation sur le plan de son personnel et devrait être dotée au maximum du TED avec du personnel dûment sélectionné et formé. Il y n'y a donc pas grand-chose pour les renforts de la Réserve de l'Armée de terre, à moins que nous n'acceptions d'offrir des contrats de classe C à période indéterminée aux volontaires qui acceptent de se rendre disponibles au delà d'une année. L'autre solution consisterait à accepter un certain niveau de dégradation dans la cohésion de l'unité à mesure que les équipes qui se sont entraînées ensemble s'usent et se font remplacer par des nouveaux venus juste avant le déploiement.

D'après ce que nous venons de dire, et si nous revenons au problème de l'approvisionnement automatique et de l'auto-approvisionnement en matière de renforts individuels, nous pouvons déduire qu'une unité soumise à un préavis de déploiement de 30 jours avec une brigade à haut niveau de préparation et en attente de l'ONU ne pourrait probablement se fier qu'à la Force régulière pour obtenir les renforts nécessaires à sa

mise sur pied en temps utile. Une unité qui a reçu un délai d'avertissement d'environ 90 jours pour participer à une opération de paix pourrait recevoir des renforts de la Réserve de l'Armée de terre, mais devrait probablement se limiter aux seuls effectifs dont elle a besoin et demander à s'auto-approvisionner. Enfin, une unité prévenue en vue d'une mission exigeante, stable et prévue depuis longtemps dans le CIOAT, aurait amplement le temps de s'approvisionner, de s'entraîner et d'intégrer un niveau de renforts individuels conforme à un quota dont la composition (grades, métiers, nombre de personnes, etc.) serait définie par le commandant de secteur de la Force terrestre. Ces renseignements sont étayés sur le consensus²⁶ que, pour une opération de paix, il faut actuellement trois mois à des réservistes pour obtenir le niveau de capacité pour le déploiement (NCD). Cette réussite traduit la motivation formidable de nos réservistes qui doivent surmonter, au début, un manque généralisé d'aptitude physique et d'expérience. En effet, il faut normalement environ deux mois avant que les problèmes administratifs et disciplinaires engendrés par les éléments de moindre qualité ne soient éliminés, que le rattrapage individuel ne soit complété²⁷, et qu'un niveau de cohésion suffisant ne soit atteint pour commencer l'entraînement²⁸. Un tel schéma est particulièrement approprié au dernier type de mission.

Dans une autre perspective, la question revient à déterminer l'état d'entraînement permanent auquel la Réserve de l'Armée de terre devrait se maintenir ainsi que les domaines de cet entraînement (l'« état initial » pour la première phase de la mobilisation). Par exemple, si nous nous attendons à ce que des réservistes occupent des postes de commandant d'équipage de VBL III ou de conducteurs de Coyote sur préavis de déplacement de 90 jours, la Réserve de l'Armée de terre doit posséder en permanence un bassin d'individus adéquatement formés. De plus, si nous envisageons un préavis de déplacement de 90 jours pour la Force de contingence

principale (FCP), et que nous prévoyons employer cette force pour des missions plus exigeantes faisant appel à un nombre relativement élevé de réservistes²⁹, alors il est évident que les réservistes qui vont servir de renforts dans une telle force doivent avoir été formés et posséder des qualifications d'un niveau leur permettant de participer presque sur-le-champ au long entraînement à la guerre exigé par de telles missions. Si, par contre, il s'agit de missions planifiées dans le CIOAT d'années ultérieures, alors, comme pour le gp bon 2 R22eR, nous pourrions envisager de désigner un quota pour la Force de Réserve beaucoup plus tôt afin de permettre à ses effectifs d'acquérir les qualifications individuelles et l'entraînement nécessaires. D'ici là, la Réserve de l'Armée de terre conservera un rôle largement supplétif, sauf pour les quelques exceptions susmentionnées, et des fonctions exigeant une instruction moindre, comme l'infanterie légère dans les opérations de paix, les fusiliers dans une section de VBL III, etc. Quant aux leaders, bien sûr, la question est plus complexe. Idéalement, les leaders de la Réserve parfaitement formés et qui satisfont aux normes individuelles d'aptitude au combat arriveraient à l'unité tôt pour suivre des cours de leadership et un entraînement de confirmation avant de recevoir leurs soldats.

IDENTITÉ

Les régiments ont été formés pour une variété de raisons et continuent d'exister aujourd'hui parce qu'on croit généralement qu'ils renforcent l'esprit de corps, attitude qui explique pourquoi les soldats sont solidaires dans le combat. Notre histoire est pleine de ces unités qui ont été mises sur pied, qu'on a fusionnées et à qui on a confié des rôles successifs avant d'être démantelées en vue de leur utilisation comme renforts individuels, etc. Pourtant, une constante demeure : une fois engagés dans la bataille, les soldats d'une même unité continuent généralement de s'identifier à leur unité d'origine. Or, les guerres actuelles qu'on appelle « opérations » violent ce principe. Les réservistes

continuent de s'identifier à leur unité d'origine³⁰. Ce fait vient probablement renforcer l'esprit de corps des unités de réserve de l'Armée de terre, même si la raison d'être d'une unité est la préparation des troisième ou quatrième phases de la mobilisation. L'urgence de cette préparation (c.-à-d. la possibilité d'une mobilisation) doit être mise en balance avec la nécessité d'assurer le succès des opérations courantes. Malheureusement, le fait d'être assimilés à des unités extérieures a un impact négatif sur une cohésion déjà faible. Car sans égard au niveau d'intégration, de coopération et d'esprit d'équipe, subsiste toujours chez le militaire qu'on affecte à un autre groupe le sentiment d'être différent des autres, même lorsque sa nouvelle section ou son nouveau peloton accomplit les mêmes tâches que sa section ou son peloton d'origine. Et nous ne pourrions supprimer cet obstacle aussi longtemps que nous continuerons de différencier les soldats selon leur unité d'appartenance. En effet, pourquoi deux fusiliers qui font le même travail dans la même section depuis presque un an sont-ils identifiés à des unités différentes? Nous devons revoir le bien-fondé de cette différenciation. La fierté d'appartenir, par exemple, au Régiment du Saguenay, est certainement valable pour l'instruction et essentiel si le régiment devait être mobilisé pour des opérations, mais dans le déploiement d'un bataillon pour une opération de paix, c'est inutile et probablement contre-productif. Par conséquent, un certain type d'identification à l'unité devrait être porté par les militaires en déploiement. Cependant, nous devons être attentifs à reconnaître la valeur d'une identification particulière pour des tâches différentes. Par exemple, tout le monde comprend que les mécaniciens, transmetteurs, commis, etc. sont des experts dans leur

domaine respectif et sont identifiés comme tels par le port d'insignes particuliers. De la même manière, des éléments structurés comme un escadron de reconnaissance blindé

les objectifs de la Réserve de l'Armée de terre, tout comme ceux de la Force régulière, doivent être liés aux objectifs de la Défense et intégrés à un ensemble

auront été fournis, formés et autrement préparés par une unité d'appartenance et se présenteront comme groupe homogène ayant sa propre identité. Ici aussi, ces faits devraient être mis en balance avec la nécessité d'une identification commune à une unité³¹.

CONCLUSION

Nos réservistes méritent les plus grands éloges pour leur précieuse contribution aux missions du Canada à l'étranger ainsi que la plus profonde gratitude de la part des unités de la Force régulière pour le renforcement dont ne peuvent absolument pas se dispenser les réguliers. Mais nous sommes à un carrefour : les objectifs de la Réserve de l'Armée de terre, tout comme ceux de la Force régulière, doivent être liés aux objectifs de la Défense et intégrés à un ensemble. C'est alors seulement que nous disposerons d'un concept valable sur l'emploi de la Force de réserve. Ce concept doit être le fruit d'un raisonnement logique et relier clairement les objectifs aux méthodes et aux moyens utilisés. Il devrait incorporer les recommandations suivantes : premièrement, la motivation doit être étudiée et favorisée. Nous devrions également déterminer l'état d'entraînement permanent que devraient maintenir les unités de la Réserve de l'Armée de terre pour équilibrer les réservistes disponibles

et dûment formés avec les tâches opérationnelles de la Force régulière. Nous devons développer un concept comportant des lignes directrices relativement au système d'approvisionnement automatique ou au système d'auto-approvisionnement en matière de renforts individuels et qui tiendraient compte de la nature des missions. D'ici à ce que la Réserve de l'Armée de terre soit en mesure de rassembler et de former des sections et des pelotons cohésifs, nous devrions abandonner toute tentative visant à créer artificiellement - et bien inutilement - de telles organisations au sein d'unités en déploiement. Nous devrions plutôt déterminer le mélange optimal des personnels de la Force régulière et de la Force de réserve au sein d'organisations précises susceptibles d'être déployées pour certains types de mission. Cela pourrait fournir un guide utile d'approvisionnement et d'affectation en personnels pour une unité en déploiement. Enfin, nous devrions reconsidérer les affiliations régimentaires dans le cadre des opérations : à quelles fins et à quelles conditions ces affiliations devraient-elles être retenues? L'auteur ose espérer qu'un examen neutre des recommandations formulées ci-dessus permettra de progresser vers une compréhension commune de l'emploi des réservistes dans les opérations, et que cet emploi ira dans le sens de la devise « Unité de pensée, de but et d'action ».



L'auteur aimerait remercier le Colonel Richard Blanchette, le Colonel Marquis Hainse et le Major Kevin Brown pour les observations précieuses qu'ils lui ont transmises concernant la première ébauche de cet article.

SUR L'AUTEUR...

Le lieutenant-Colonel Pierre Lessard naît en 1963, à Alliston (Ontario). En 1985, il obtient un baccalauréat en administration des affaires du Collège militaire royal de Saint-Jean. Dans le cadre de l'OTAN, il commande un peloton d'infanterie mécanisé en Allemagne, de 1985 à 1987; il commande également, dans le cadre de la FORPRONU, une compagnie d'infanterie mécanisée en Bosnie, en 1993, ainsi que le groupe-bataillon du 2 R22eR en Bosnie, cette fois au sein de la SFOR, en 2002. Il est présentement instructeur au Collège d'état-major et de commandement des Forces canadiennes, à Toronto (Ontario).

NOTES

1. D'ordinaire, 20 % des membres d'une unité « dont les effectifs sont complets » échouent à la sélection préalable au déploiement pour diverses raisons (médicales, disciplinaires, familiales, etc.). À cela viennent s'ajouter les exigences supplémentaires du TED pour la mission (officiers de liaison, de COCIM et du renseignement, etc.) et le fait que les effectifs de certaines unités sont inférieurs aux maximums alloués; le déficit est donc beaucoup plus élevé.
2. Ministère de la Défense nationale, *Plan stratégique de la RRFT*, 6 octobre 2000.
3. La signification précise du mot « structuré » est de première importance. En français et en anglais, ce mot implique que des troupes sont *rassemblées et entraînées*.
4. *Plan stratégique de la RRFT*, op. cit., p. 1-20.
5. Ministère de la Défense nationale, *Concept*, site Web de la RRFT, 26 juin 2002.
6. Ces données sont essentiellement fondées sur l'expérience de l'auteur en Bosnie, d'abord en 1993 comme cmdt, compagnie « A », GT 2 R22eR, dans la FORPRONU, et ensuite en 2002, comme cmdt, gp-bon 2 R22eR, dans la SFOR. En 1993, une cie comptait 118 hommes du rang, dont 55 (ou 47 %) étaient des réservistes choisis à partir d'un premier contingent de quelque 70 individus. Chaque peloton comportait une section de réservistes intégrée (les cie B et C bénéficiaient de renforts identiques pour un total de neuf sections intégrées au sein du groupement tactique, sans oublier les renforts individuels). Chaque compagnie de fusiliers avait aussi un commandant de peloton de réservistes, alors que les cie B et C comptaient également un cmdtA de peloton. La mission d'une cie consistait principalement à protéger l'enclave de Srebrenica (quatre mois) et à s'acquitter de fonctions d'escorte dans les environs de Visoko-Sarajevo (deux mois). Les conditions étaient alors difficiles : la cie A a signalé plus de 16 000 cas de « violations de cessez-le-feu »; à 59 reprises, elle a essuyé des tirs qu'elle a retournés une douzaine de fois; en outre, elle a subi deux pertes légères et aurait infligé elle-même une ou deux pertes. (D'autres compagnies ont été moins chanceuses. Une cie de soutien au combat a déploré la mort du Cpl Gunther sous des tirs antichars et la cie B a signalé deux pertes graves par suite d'une attaque à la grenade et à la mitrailleuse au cours d'une embuscade.) En 2002, les compagnies de fusiliers du gp-bon 2 R22eR comprenaient 124 hommes de rang dont à peine quelque 20 %, soit entre 22 et 30 soldats, étaient des réservistes. La contribution totale des réservistes au gp-bon s'est établie à 165 hommes du rang, soit 16 % de l'effectif total. Ces chiffres englobent un peloton d'infanterie de réservistes intégré, quatre sections d'infanterie, une section du génie et un détachement d'artillerie, ainsi que des renforts individuels affectés ailleurs. La mission du gp-bon visait le

maintien d'un environnement sécuritaire. Les conditions étaient bonnes et le contexte généralement favorable. En effet, cette fois, en l'espace de six mois personne n'a ouvert le feu sous l'effet de la colère. Pourtant, même si les niveaux de stress étaient considérablement moins élevés qu'en 1993, les leaders de niveau inférieur ont dû, périodiquement, exercer davantage leur autorité et envisager un plus grand nombre d'options dans l'accomplissement de leurs missions, ce qui a accru la complexité de la tâche.

7. Sondage effectué entre le 5 juillet et le 5 août 2002 auprès de l'ensemble des réservistes déployés dans le gp bon 2 R22eR dans le cadre de la ROTO X de l'Op PALLADIUM. Sur un effectif initial de 165 réservistes, seuls les soldats en congé ou qui avaient été rapatriés n'ont pas répondu. Cela signifie que 142 questionnaires ont été retournés et analysés, ceux-ci représentant 86 % de la population des réservistes. À la question « qu'est ce qui vous a poussé à vous porter volontaire pour cette mission? », les répondants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses. Les résultats sont les suivants : l'aventure (74 %), l'argent (74 %), la possibilité de mieux connaître mon métier (53 %), aider la Bosnie (32 %), faciliter mon transfert dans la Force régulière (30 %) et, finalement, servir mon pays (28 %).

8. Après quatre mois sur le théâtre, au moins 52 % des effectifs désiraient un tel transfert (Sondage, op. cit.)

9. Les résultats auraient peut-être été meilleurs si les effectifs de la rotation antérieure étaient venus d'un autre SFT.

10. Sondage, op. cit. À la question « auriez-vous pu vous porter volontaire pour la ROTO IX [dont les effectifs provenaient également du SQFT] et sinon, pourquoi? », 60 % des répondants ont déclaré qu'ils n'auraient pu se porter volontaires ou qu'ils ne l'auraient pas fait. Les raisons données sont les suivantes : l'emploi (20 %), les études (15 %), ça ne m'intéresse pas (12 %), la famille (2 %), et autres (11 %).

11. Il est intéressant de constater qu'en 2002 comme en 1993, il n'y avait pas de section intégrée de la Force régulière. Chaque section comportait quelques réservistes et jouait son rôle admirablement bien.

12. En 1993, des trois sections intégrées de la compagnie A, l'une a été démantelée pour manque de leadership et de discipline et une autre a vu son cmdtA se faire remplacer par un caporal de la Force régulière. En 2002, des six organisations du même type qui constituaient le gp-bon 2 R22eR, la majorité jouaient bien leur rôle, à l'exception de deux commandants de section d'infanterie qu'il a fallu relever de leur commandement sur le théâtre et d'un soldat qui a été transféré dans une section de la Force régulière, une fois de plus pour raisons disciplinaires. Dans le peloton intégré, une période d'incubation de trois mois dans une mission de D et S a permis de corriger certaines faiblesses. En fin de compte, le peloton a si bien rempli son rôle que pour certaines habiletés de base, comme un concours de marche et de tir, il a surpassé deux pelotons majoritairement constitués de réguliers.

13. Sondage, op. cit. À la question « auriez-vous préféré être employé comme renfort individuel plutôt que de faire partie d'une section ou d'un peloton intégré? », les réponses ont été les suivantes : « absolument » (39 %), « plutôt » (7 %), « ça m'est égal » (33 %), « pas vraiment » (10 %), et « pas du tout » (12 %). Seul le détachement d'artillerie s'est montré en faveur d'organisations intégrées. Dans le peloton intégré, les résultats ont été significatifs : « absolument » (50 %), « plutôt » (20 %), « ça m'est égal » (20 %), et « pas du tout » (8 % seulement) soit deux répondants.

14. Voir, parmi la foule d'études ou de récits de guerre, ceux qui soutiennent ce point de vue au point qu'il en devient une évidence, en particulier *Le soldat oublié* de Guy Sajer, (Robert Laffont, 1967); pour la traduction anglaise : *The forgotten soldier*, (Harper & Row, 1971). Pour en comprendre la psychologie, voir Elmar Dinter, *Hero or Coward? Pressures facing the soldier in battle* (Frank Cass and Co, 1985). Enfin, pour avoir un aperçu des ratios, voir Capt Adolf von Schell, *Battle Leadership*

(Marine Corps Association, 1933 et 1988).

15. Dans une lettre datée du 27 août 2001, le commandant du SQFT a déclaré que « mon intention est de donner à la Milice une tâche robuste qui cadre bien avec le Plan stratégique de la restructuration ». Malheureusement, le Plan stratégique de la RRFT ne révèle pas de but précis derrière les organisations intégrées. Les ordres de préparatifs donnés par le SCEMD (3350-6 DDOFT 3-3, Ordre de préparatifs du SCEMD pour l'OP PALLADIUM, ROTO 10, 14 sept 2001) ne contenaient aucune directive sur l'emploi de réservistes, sauf en ce qui a trait à l'imposition d'un plafond de 20 % pour l'augmentation des effectifs. La directive suivante, SCEMD 171 171530Z SEPT 01, Ordre d'avertissement du SCEMD pour l'Op PALLADIUM, ROTO 10, ne contient aucune directive sur le renforcement de la Force de réserve. Le plan du SQFT (Plan opérationnel de montée en puissance – Op PALLADIUM, ROTO 10), en date du 4 octobre 2001, mentionne, dans l'intention du commandant, qu'« Afin d'acquérir une expertise opérationnelle et d'alléger la demande en personnel, les deux brigades de Milice se verront confier un certain nombre de capacités opérationnelles, en plus des renforts individuels habituels ». Le Plan du 5 GBMC (Plan opérationnel de montée en puissance – Op PALLADIUM, ROTO 10) en date du 15 octobre 2001, contient, dans l'intention du commandant, une directive claire sur la *manière* d'intégrer les renforts de la Réserve de l'Armée de terre et sur l'importance d'un tel accroissement des effectifs, mais omet, malheureusement, de mentionner l'*objectif* ci-dessus qui était pourtant mentionné dans l'ordre du SQFT. Le plan renvoie aux buts déclarés dans le projet de partenariat du 5 GBMC daté du 7 juillet 2001, mais ces buts sont très généraux (à savoir le renforcement de la confiance entre les éléments, la maximisation des ressources, etc.). Dans le dernier document, les efforts à déployer en faveur des organisations intégrées sont bien décrits, mais, les buts qui sous-tendent ces efforts sont passés sous silence. Le dernier ordre reçu, SOC J3 048 012115Z FÉVR 02, Ordre de rotation, Op PALLADIUM, ROTO 10, ne contient aucune directive sur l'emploi de réservistes. Donc, seul le plan du SQFT décrit les buts justifiant la mise sur pied d'organisations intégrées.

16. Von Schelle, *op. cit.*, p. 40-47, pense que si l'ensemble des officiers, environ le tiers des sous-officiers supérieurs et le cinquième ou le sixième des soldats, sont expérimentés, l'unité se comportera comme une unité d'anciens combattants; elle combattra très bien et évitera de subir de lourdes pertes. Si nous appliquions ce modèle à une opération de paix et que nous nous reportions aux anecdotes sur des opérations récentes, nous pourrions obtenir d'excellents pelotons d'infanterie composés principalement de réservistes et d'à peine sept réguliers sur 37 : le cmdtA de peloton, un commandant de section, deux cmdtA de section et un caporal par section.

17. Pour la théorie, voir Dinter, *op. cit.*, p. 40-50 et 76-79. Pour la description la plus prenante du pouvoir brut qu'engendre une telle cohésion aux niveaux inférieurs, voir Sajer, *op. cit.*

18. Le lecteur qui veut réfléchir sur ce sujet peut se reporter à l'œuvre fondamentale de Clausewitz, *On War*, qui consacre quelques pages à la fierté, à l'honneur et à la vanité.

19. La compagnie d'infanterie mixte de la Réserve du GT 1 PPCLI déployée dans le cadre de la ROTO 11, Op PALLADIUM, comprenait trois membres de la Force régulière occupant des postes de SMC, de SQMC et de sgt tpt. Or, ce n'est pas suffisant. Voir la note de fin de texte 16 ci-dessus.

20. Depuis l'antiquité, les armées se composent généralement d'un mélange de troupes auxiliaires, de troupes de poseurs de ligne et de troupes d'élite. Les révolutions militaires qui se sont succédé ont toutefois rééquilibré, d'une part, la nécessité de disposer de spécialistes hautement formés et, d'autre part, celle de disposer de soldats ordinaires. À la Renaissance, par exemple, on a vu s'accroître formidablement la complexité des compétences requises pour élever

des fortifications et soutenir des sièges, développer l'artillerie, etc. – voir Geoffrey Parker, *The Military Revolution* (Cambridge University Press, 1996). La Révolution française a été le facteur déterminant dans l'augmentation, non seulement de la quantité des opérations de guerre, mais également de leur complexité, de leur étendue, de leur cadence et des manœuvres nécessaires aux niveaux du corps et de la division — David G. Chandler, *The Campaigns of Napoleon* (MacMillan, 1966), p.136-143. Plus tard, les progrès dans les domaines de la puissance de feu, de la mécanisation, de la puissance aérienne et des communications allaient modifier encore cet équilibre. Dès 1934, Charles de Gaulle, alors capitaine, maintenait dans *Vers l'armée de métier* (Plon 1934 et 1971), que ces progrès allaient sonner le glas du concept de mobilisation fondé sur l'intégration dans l'ordre de bataille des masses de conscrits dont la formation était limitée. Il soutenait plutôt ce qui était, à l'époque, l'antithèse de la pensée militaire prévalant alors en Europe continentale : la création d'une petite armée professionnelle.

21. La tendance à privilégier la qualité sur la quantité est aiguillonnée par la complexité grandissante d'opérations militaires tributaires d'une technologie de plus en plus perfectionnée, au cours desquelles les leaders et les soldats doivent pouvoir remplir leurs rôles sur un vaste continuum de conflits, à l'intérieur de niveaux de commandement réduits (« les caporaux stratégiques »), dans des boucles d'observation, d'orientation, de décision et d'exécution qui rétrécissent toujours plus et à des niveaux jamais vus de vérification, d'attentes et de normes en matière de comportement moral. Il faut ajouter à ces difficultés le changement qui s'observe actuellement dans la nature même des opérations de combat tactiques (opérations d'information, objectifs de précision, etc.), et vous avez l'actuelle « révolution de la sphère militaire ». Il ne faut donc pas s'étonner que des armées qui misaient, jusqu'à présent, sur le nombre de leurs effectifs, soient en train de se professionnaliser. Des pays comme la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Autriche abandonnent tous la conscription. Pour ces pays, la disparition de la menace qui constituait le Pacte de Varsovie a peut-être été l'élément moteur du changement, mais le remplacement d'une armée grandement tributaire d'une main-d'œuvre partiellement formée par des forces armées prêtes au combat dans le nouveau millénaire était la seule option viable. La mise en valeur de la qualité est également évidente dans notre propre stratégie – voir ministère de la Défense nationale, *La Stratégie de l'Armée de terre, Engagés vers l'avant* (Mai 2002).

22. Quand on pense qu'un fusilier de la Seconde Guerre mondiale, dans la plupart des armées, ne recevait normalement que trois mois d'entraînement avant d'être lancé dans la bataille, et qu'on pourrait probablement faire la même chose de nos jours, la distinction entre réserviste et régulier commence à s'estomper.

23. Au moins deux semaines consacrées à des manœuvres d'attaque où les soldats jumelés, en équipe, dans une section et dans un peloton, doivent affronter des tirs réels. Il ne peut y avoir de compromis sur ces éléments fondamentaux. Des exercices d'entraînement en campagne (XEC) en unité et équipe de combat devraient suivre, bien que la nature de l'opération (par exemple, une mission du chapitre 6) puisse fournir la flexibilité nécessaire au remplacement d'un XEC sur la conduite de la guerre de niveau 6 et, peut-être, de niveau 5, par un exercice de poste de commandement (CPX) ou par un exercice assisté par ordinateur (CAX). Pour une mission du chapitre 7, qui implique l'emploi potentiel de la force pour imposer une solution militaire, un entraînement à la conduite de la guerre des niveaux 5 et 6 est un préalable absolu.

24. Environ une semaine et demie d'instruction sur des sujets comme les règles d'engagement, les briefings sur le renseignement sur le théâtre, les négociations, le HUMINT, etc., ainsi qu'une semaine et demie d'entraînement à l'affrontement des foules, à l'encercllement et aux recherches ou aux fouilles, au contrôle de la circulation des

véhicules, aux fonctions d'escorte, etc.

25. Inévitablement, certains renforts n'auront pas satisfait aux normes individuelles d'aptitude au combat (NIAC), ce qui sera également le cas de certains réguliers de l'unité dont l'instruction n'aura pas été complétée en raison d'une charge de travail trop lourde, des congés de maladie ou des congés parentaux, etc.

26. C'est l'opinion de tous les commandants des sous-unités du gp-bon 2 R22eR si l'on se fie à l'évaluation qu'ils ont faite du rendement des réservistes en 1993 et en 2002.

27. Même si l'ordre de préparatifs exigeait que la conformité aux NIAC soit atteinte avant que les soldats ne se présentent à une unité, ce n'est pas toujours possible pour de nombreuses raisons comme le manque de capacité des unités d'appartenance ou des brigades, les décisions tardives dans l'attribution des responsabilités relatives à l'approvisionnement, la communication d'offres de contrat de classe C, etc. Pour la ROTO X, jusqu'à 20 % des NIAC n'avaient pas été satisfaites avant l'arrivée à l'unité. Ce pourcentage s'élève à un niveau se situant entre 50 % et 100 % pour les soldats arrivés à l'unité très tôt en vue des cours de VBL III. De toute manière, d'habitude, l'unité bénéficiaire elle-même atteint un certain pourcentage de ses NIAC après l'arrivée de ses renforts, surtout à cause de la lourde charge de travail qui lui est imposée pour atteindre son état de « préparation » dans le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT).

28. Une fois sur le théâtre, cela prend de deux à trois mois supplémentaires pour parfaire l'intégration individuelle. À cette étape, il faut généralement un effort conscient pour savoir qui est un réserviste et qui n'en est pas.

29. Dans le document de la Défense nationale, *La Stratégie de l'Armée de terre, Engagés vers l'avant* (Mai 2002), on envisage des « missions plus exigeantes » pour la FCP, alors que dans le Plan stratégique la RRFT ainsi que dans des documents ultérieurs (non datés, site Web de la RRFT), on considère un renforcement individuel et structuré à la deuxième phase de la mobilisation. Il est dit que, selon toute

vraisemblance, la Réserve sera plus présente dans certaines des capacités de l'Arme blindée et de l'Artillerie de type lourd.

30. De nos jours, un soldat, disons, du Régiment du Saguenay, même après sept mois de formation avec sa nouvelle unité et six mois supplémentaires dans le cadre des opérations, porte encore les attributs du Régiment du Saguenay. Inversement, un officier du personnel de soutien de la Réserve conservera son insigne de casquette même s'il s'est joint à une autre unité. Tant en 1993 qu'en 2002, on a fait tous les efforts possibles pour garder ensemble les renforts provenant d'unités semblables. Invariablement, la tâche a été rendue particulièrement difficile par la nécessité d'employer les gens en fonction de leurs qualifications et de leurs compétences.

31. Il est intéressant de constater que 78 % des réservistes désirent conserver l'insigne de casquette de leur unité d'appartenance au cours d'une opération, ce qui indique que les unités de la Réserve de l'Armée de terre réussissent à inculquer à leurs membres un sentiment de fierté à l'égard de leur unité. Toute solution à ce dilemme devrait concilier cet aspect avec la nécessité de développer la cohésion du groupe au sein des unités au cours des opérations. On pourrait peut-être conserver les insignes de casquette, mais les fourreaux de grade devraient afficher le nom de la nouvelle unité. Par exemple, l'auteur a trouvé qu'il est important pour un ESN, unité principalement assignée à des fonctions spéciales, d'établir la cohésion de ses membres, et il n'a pas hésité à permettre aux membres du 2 R22eR de porter l'inscription « ESN » sur leurs fourreaux quand ils appartenaient à cette unité, tant à l'entraînement que sur le théâtre. Idéalement, un fourreau de grade portant l'inscription « GT 2 R22eR » aurait dû être porté par tous les membres de l'unité, sans égard au métier exercé ou à l'unité d'appartenance.



Durant l'ARCON, un soldat du 1er Régiment de l'Artillerie royale canadienne pointe une pièce sur le centre de l'arc. L'ARCON est la concentration de la Réserve de l'Armée de terre du Secteur Atlantique. Il s'agit du plus important exercice de la Réserve de l'Armée de terre du Canada Atlantique. L'exercice a eu lieu à la BFC Gagetown, du 23 au 30 août 2002. Pendant une semaine, plus de 1 400 réservistes de l'Armée de terre ont eu l'occasion de participer à des scénarios d'entraînement réalistes. Le but de l'exercice de l'an dernier consistait à réviser et à améliorer les procédures et tactiques des opérations offensives. (Photographie obtenue de Caméra de combat/Cpl J.J. Nightingale, QG CIC)

« Mourir comme dans un piège à rats »

La guerre des gaz et le soldat de la Grande Guerre.¹ [Traduction]

par Tim Cook

Dans sa pièce de théâtre intitulée *Ah! Que la guerre est jolie!*, publiée en 1963, Joan Littlewood décrit, par des chansons et des satires, la Grande Guerre comme une farce désespérée au cours de laquelle des soldats ont été sacrifiés pour combler les aspirations de généraux incompetents et meurtriers.² Lorsque le film de Richard Attenborough, portant le même titre, est sorti en 1969, il a connu une renommée mondiale. Pour ceux qui étaient touchés par la guerre du Vietnam, le film de Attenborough semblait offrir un aperçu du caractère démentiel universel de la guerre. Bien que la pièce polémique *Ah! Que la guerre est jolie!*, porte davantage sur les années 1960 que sur la période de 1914-1918, deux scènes du film constituent un point de départ utile pour l'évaluation du rôle des gaz toxiques durant la Première Guerre mondiale.

La première scène mémorable est celle au cours de laquelle quatre soldats entonnent une chanson au sujet d'une attaque au gaz imminente :

On nous a prévenus

*qu'il y aurait une attaque au gaz
ce soir.*

*Comme il n'y a qu'un masque pour
nous quatre,*

*remercions le ciel que trois d'entre
nous puissions courir*

afin qu'un seul puisse l'utiliser...
[Traduction]

Ce couplet, conforme aux chansons irrévérencieuses que l'on entendait dans les tranchées à l'époque, souligne le manque de préparation initiale du haut commandement allié et des soldats

pour combattre les effets des gaz. Comme cette scène se situe au début du film, elle donne un aperçu de ce qui s'est réellement produit durant les premiers stades de la guerre des gaz en 1915. Après la première attaque au chlore gazeux, les officiers supérieurs ont tenté, tant bien que mal, de trouver un dispositif de protection contre le nouvel agent chimique. L'élaboration d'une doctrine défensive fut désordonnée et ponctuelle, et les soldats, qui recevaient des messages contradictoires et des masques à gaz bizarres, étaient troublés. Dans cette scène, les soldats qui chantent dépeignent crûment le désespoir, une image qui correspondrait bien aux souvenirs de la plupart des simples observateurs de la guerre. Mais après les quatre premières attaques au gaz mortel qui ont eu lieu sur le front de l'Ouest en avril et en mai 1915, la mise au point et l'utilisation de masques protecteurs contre le chlore a été très efficace. Cependant, si les masques empêchaient les agents chimiques de ravager les poumons des soldats, le gaz toxique ne disparaissait pas du champ de bataille, comme la plupart des historiens l'ont laissé entendre en y prêtant peu d'attention dans leurs écrits.³ Pire encore, il ne perdait pas son efficacité.

Une autre scène du film de Attenborough — qui a lieu à la fin de la guerre — fait contraste avec celle des quatre soldats qui chantent au début du conflit. Il n'y a aucune chanson dans cette deuxième scène. En fait, on n'entend presque rien, comme si toute forme de vie avait disparu du front de l'Ouest. La scène représente tout simplement un soldat portant un masque à gaz, avançant implacablement dans le

couloir décontaminé marqué par des bandes de ruban dans une zone contaminée par le gaz. Malgré sa ressemblance avec un insecte, le soldat continue de progresser sur le terrain rendu inutilisable par les agents chimiques, qui illustre l'environnement dans lequel les soldats devaient non seulement survivre, mais aussi combattre. Si les attaques au gaz étaient occasionnelles en 1915, le front de l'Ouest n'était plus qu'un environnement gazeux en 1918 et les quatre blagueurs, portant une cape de tissu, avaient été remplacés par le soldat au masque à gaz.

Afin de bien interpréter ces deux scènes du film, il faut d'abord comprendre que la plupart des historiens ont sous-évalué le rôle du gaz toxique durant la Grande Guerre. La majorité d'entre eux ont estimé qu'après que le chlore a brûlé les poumons des malheureux, qui se trouvaient à la deuxième bataille d'Ypres en avril-mai 1915, où ceux qui ont été enveloppés dans les nuages mortels n'avaient aucune ou presque aucune protection, la distribution subséquente de masques à gaz a réduit le gaz toxique à un simple désagrément. Selon l'historien officiel britannique James Edmonds, « le gaz a permis d'obtenir un succès local; il a rendu inutilement la vie des soldats inconfortable. »⁴ James Edmonds s'est tout simplement trompé. Malheureusement, peut-être en raison de la grande influence des récits officiels, les historiens subséquents ont également minimisé la tâche difficile des soldats qui devaient survivre dans l'environnement gazeux du front de l'Ouest en supposant que le gaz était devenu inefficace ou que ses effets

étaient annulés par les masques à gaz.

Au cours des dernières années, il y a eu plusieurs réévaluations de la guerre des gaz; des auteurs comme Fritz Haber et Donald Richter nous ont permis de mieux comprendre cette arme. Grâce à l'ensemble de leur recherche, ces deux études, en profondeur, leur ont permis de conclure que le gaz ne fut pas, en dernier ressort, une arme importante.⁵ Il est difficile de déterminer pleinement les répercussions du gaz, et en fait, il faut noter que le chiffre officiel approximatif de 100 000 morts et d'un million de pertes attribuables au gaz est minime comparativement à ceux causés par les mitrailleuses et l'artillerie. Cependant, le nombre de pertes attribuables au gaz, accepté avec réticence, est sans aucun doute beaucoup plus considérable que si l'on pouvait compter le nombre de blessures directement attribuables aux chars ou aux baïonnettes. Néanmoins, en étudiant simplement le nombre de pertes, il serait possible de conclure que le gaz n'a pas joué un rôle important et qu'il ne fut certainement pas, comme on l'a d'abord pensé, l'arme qui a permis de remporter la guerre. Cela correspondrait à considérer le gaz comme une sorte d'agent idéal - l'arme décisive qui n'a pas permis d'obtenir la victoire. Durant la Grande Guerre, aucune arme n'a permis à elle seule d'obtenir la victoire sur le champ de bataille, que ce soit l'infanterie, les chars, la puissance aérienne ou même l'artillerie. La clé du succès fut l'élaboration d'une doctrine offensive interarmes.⁶ Pourquoi le gaz aurait-il dû faire mieux? Le gaz a joué son rôle le plus important en combinaison avec d'autres armes.

En outre, afin de juger les effets du gaz toxique, il ne faut pas se limiter simplement à tenter de dénombrer les pertes qui y sont attribuables. Déjà, cela n'est pas une tâche facile puisque les victimes du gaz étaient difficiles à déterminer et étaient souvent mal classées, en bloc, avec des pertes plus générales. Les morts n'ont pas de symptômes; ils ne toussent pas. Ont ils été tués par une

balle qui a perforé leurs poumons ou par le gaz phosgène? Habituellement, on attribuait les décès à la première cause même si le gaz avait aussi contribué à leur triste sort. Cependant, les pertes ne constituent pas le seul moyen de juger de l'efficacité d'une arme en temps de guerre. Le rôle le plus efficace du gaz toxique, sur le champ de bataille, a été de perturber les soldats, particulièrement lorsque les obus à gaz sont devenus monnaie courante en 1917. Le gaz exacerbait les frictions et semait la confusion : il perturbait les communications et la logistique, nécessitait la réévaluation des tactiques sur le champ de bataille et complétait l'arsenal déjà formidable de l'artillerie en agissant comme un agent d'attrition sur chaque soldat, tant sur le plan mental que physique. Utilisé occasionnellement en 1915 et en 1916, le gaz est devenu une arme constante et déconcertante sur le champ de bataille qui a paralysé les mouvements des soldats et les a tous

Il est difficile de déterminer pleinement les répercussions du gaz

tourmentés durant la dernière année de la guerre. À partir des deux scènes du film et de la citation de James Edmonds, nous allons examiner, dans le présent article, les divers rôles de la guerre des gaz



Nuages menaçants : combats au milieu des gaz sur le Front occidental. (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

durant la Grande Guerre, puis décrire précisément les façons dont le gaz toxique a directement touché les soldats des tranchées.

L'UTILISATION DU GAZ DURANT LA GRANDE GUERRE

La majorité des historiens ne savent pas grand chose du gaz toxique et de son rôle durant la Grande Guerre. Pourtant, la plupart d'entre eux ont entendu parler de la première émission de chlore gazeux lors de la deuxième bataille d'Ypres en avril 1915 et ont lu à ce sujet. Après la première phase mobile de la guerre, les forces en présence se sont trouvées dans une impasse sur le front de l'Ouest en 1914 en raison des barbelés, des champs de tir croisés des mitrailleuses, de l'appui de l'artillerie et de renforts apparemment massifs. Ces éléments combinés ont mis fin à la guerre mobile et ont rendu permanentes ce qui n'était, au début, que des tranchées temporaires. Conscients qu'ils ne pouvaient remporter la guerre sur deux fronts, les Allemands devaient briser l'impasse. Comme ils possédaient 80 p. 100 des industries chimiques et comptaient parmi leurs rangs les scientifiques les plus intelligents, les Allemands ont commencé à faire des expériences avec des agents chimiques.⁷ Après avoir tenté en vain, à quelques reprises, d'utiliser efficacement les gaz lacrymogènes, ils ont opté pour le chlore, qui était meurtrier et facile à transporter.

Bien qu'on ait considéré le chlore comme un produit chimique approprié pour tuer et frapper d'incapacité l'ennemi, l'idée d'utiliser du gaz toxique pour exterminer l'ennemi comme de la vermine répugnait à bon nombre de généraux supérieurs allemands. Même si les armes conventionnelles avaient causé plus d'un million de pertes durant la première année de la guerre, on estimait que le gaz était une arme immorale créée par des scientifiques — et non des soldats — pour étouffer un ennemi sans défense. Néanmoins, on a jugé que son usage était nécessaire puisque la guerre de manœuvre s'était transformée en attaques frontales

contre des défenseurs préparés, enfouis dans des tranchées. Comme le gaz s'infiltrait dans les positions défensives où les soldats s'abritaient, on espérait qu'il les obligerait à en sortir. Cependant, sans l'appui total des commandants supérieurs allemands, la première utilisation du chlore à Ypres fut surtout une expérience. Son rôle plus important fut de faire diversion pour couvrir le mouvement de plusieurs divisions vers le front de l'Est.⁸

Comme l'utilisation des gaz lacrymogènes avait été un échec et qu'il avait fallu attendre ensuite plusieurs semaines pour que le vent soit approprié à l'émission du chlore, le succès retentissant du premier nuage de gaz émis le 22 avril fut surprenant pour le haut commandement allemand. En effet, deux divisions françaises, une division continentale et une coloniale, ont paniqué et se sont enfuies, laissant derrière la 1^{re} Division canadienne inexpérimentée sur leur droite, dans une position compromise et intenable. Les effets des agents chimiques étaient terribles : les victimes toussaient et s'étouffaient et les hommes terrifiés déposaient leurs armes pour agripper leur gorge étranglée et essayer de respirer malgré leurs voies respiratoires brûlées. Comme leurs poumons étaient incapables d'éliminer les fluides naturels de l'organisme, les hommes qui avaient été gravement touchés mourraient littéralement étouffés, crachant du sang et de la bile jaune, tandis que leur peau devenait verdâtre, puis bleue. Comme l'un des survivants canadiens l'a fait observer : « Il est impossible de décrire véritablement la terreur et l'horreur que cette pestilence abominable et écœurante a semées parmi nous. »⁹

Malgré la panique répandue et l'appréhension que cette nouvelle arme terrifiante a occasionnée, la deuxième attaque au chlore ciblant directement la 1^{re} Division canadienne deux jours plus tard n'a pas eu le même effet. Certains soldats ont suffoqué ou ont été frappés d'incapacité, mais la plupart d'entre eux ont mouillé des chiffons

avec de l'eau et de l'urine pour couvrir leur nez et leur bouche afin de se protéger contre le gaz; un nombre suffisant d'entre eux ont survécu et ont été assez disciplinés pour ouvrir le feu sur les rangs serrés de l'infanterie allemande qui attaquait. Néanmoins, le chlore a encore causé des décès et des mutilations. Selon un rapport d'une compagnie du 15^e Bataillon d'infanterie canadien, il était impossible de respirer dans le nuage de gaz et les soldats se plaignaient de l'impression « d'avoir de l'ouate de coton dans leurs poumons... Les effets du gaz étaient tellement graves que certains en sont morts et que les survivants étaient à toute fin pratique inaptes. »¹⁰ Comme l'un des survivants l'a fait observer plusieurs années plus tard, les soldats agrippaient leur gorge et suffoquaient à cause de leurs brûlures aux poumons; « l'effet du gaz [sans masques] nous a perturbés bien plus que tous les obus ou les mitraillettes. »¹¹ Si les Canadiens avaient baissé les bras ou si les Allemands avaient lancé plus d'unités dans l'ouverture ainsi créée, ils

La majorité des historiens ne savent pas grand chose du gaz toxique et de son rôle durant la Grande Guerre.

auraient pu encercler 50 000 Britanniques et Canadiens au saillant d'Ypres. Cela aurait été un véritable désastre. Mais cela ne s'est pas produit puisque les Canadiens asphyxiés, malgré leurs vomissements et le fait qu'ils n'étaient appuyés que par de maigres troupes alliées, ont vaincu l'infanterie allemande qui, non munie de masques à gaz, avançait lentement tant bien que mal derrière ses propres nuages de gaz. Les lignes des deux adversaires se sont stabilisées peu de temps après, mais la possibilité d'avoir failli perdre le saillant d'Ypres en a incité plusieurs à suggérer qu'on avait finalement découvert une arme « décisive ». Ce ne devait toutefois pas être le cas, et après avoir effectué quatre autres attaques chimiques paralysantes,

mais non victorieuses, contre les troupes britanniques, les Allemands se sont déplacés sur le front de l'Est où les vents leurs étaient plus favorables.

Cela a permis aux troupes qui se trouvaient sur le front de l'Ouest de connaître un bref répit; cependant, des milliers de Russes mal équipés ont été malheureusement tués. Malgré le massacre causé par les gaz chimiques, ces derniers n'ont pas permis d'effectuer d'autres percées considérables. Les soldats sur les flancs survivaient toujours aux attaques de gaz; l'artillerie réussissait toujours à établir un barrage défensif et l'on pouvait toujours trouver des renforts. Comme résultat, l'utilisation des gaz a connu une période de latence entre la fin de 1915 et le début de 1916. Elle n'avait jamais été populaire auprès des soldats de première ligne et leurs doutes se sont accrus après que l'on a fait toute une publicité au sujet de cas où les nuages de gaz avaient été repoussés sur les troupes à Loos, le 25 septembre, lorsque les Britanniques ont utilisé le chlore pour la première fois. Par la suite, l'utilisation de contenants libérant des nuages de gaz a été détournée vers la périphérie et a été associée aux chimistes qui les avaient créés.

Les soldats détestaient intensément la guerre chimique, mais des gaz encore plus meurtriers ont été rapidement mis au point : le chlore a été remplacé par le phosgène et le diphosgène qui avaient des effets plus meurtriers et qui étaient plus difficiles à identifier au moyen de l'odorat. Puisque le phosgène ne causait pas immédiatement de brûlures aux poumons comme le chlore et que ses effets se manifestaient quelque temps après son émission, il était encore plus décourageant de voir un soldat apparemment en bonne santé s'effondrer plusieurs heures après une attaque et commencer à respirer bruyamment et à tousser. Le phosgène et d'autres gaz semblables empêchaient l'évacuation de l'eau par les poumons. En quelques heures, les poumons des victimes se remplissaient d'eau et elles pouvaient

cracher quatre pintes de liquide à l'heure. Elles s'affaiblissaient progressivement et, en fin de compte, étaient incapables d'expulser le liquide. C'était une mort horrible. Comme un observateur l'a écrit : « Là, assis sur le lit, luttant pour respirer, les lèvres pourpres, le teint blafard, il y avait un magnifique jeune Canadien asphyxié par le chlore, qu'on ne pouvait sauver... Je n'oublierai jamais son regard lorsqu'il s'est tourné vers moi et m'a dit en râlant : « Je ne peux pas mourir! Est il possible que l'on ne puisse rien faire pour moi? » »

Devant de telles situations, il n'est guère surprenant que le gaz ait été perçu comme une arme horrifiante. Mais puisque les Allemands, les Britanniques et les Français utilisaient, dès le début de 1916, des unités spécialisées pour effectuer des attaques au gaz, peu de gens ont continué à percevoir le gaz comme une arme immorale. Néanmoins, les victimes les plus courantes des gaz toxiques — la « pauvre infanterie sanguinolente » — ont continué de le craindre et de s'en méfier.

Et pourtant, les attaques d'envergure au gaz étaient peu fréquentes. En effet, les milliers de contenants nécessaires pour créer un nuage dense étaient difficiles à déployer sur les lignes de front et les fantassins détestaient être positionnés à proximité de ces derniers puisque des obus égarés

le port d'un masque — même dans des conditions idéales — était démoralisant

pouvaient percer les contenants de gaz, qui se répandraient dans leurs tranchées. Même lorsque le gaz était libéré, c'est l'infanterie qui était la cible de la riposte hargneuse de l'ennemi, et non les compagnies spécialisées dans l'émission des gaz, qui se retirèrent rapidement du front. La mise au point de l'obus au gaz a modifié l'utilisation tactique des armes chimiques. Lors du massacre de Verdun, qui a fait rage de février à novembre 1916 et qui a entraîné plus de 700 000 pertes, les Français ont d'abord utilisé des obus

au gaz, tandis que les Allemands les perfectionnaient. Contrairement aux nuages de gaz imprévisibles,



Raids d'appui : projecteurs de gaz utilisés sur la colline 70, août 1917. (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

l'obus au gaz pouvait maintenant être dirigé vers une cible précise, garantissant ainsi une relative sécurité aux troupes qui l'employaient, et les officiers d'état major ont commencé à comprendre les possibilités de l'utilisation d'obus chimiques pour appuyer et compléter leurs plans de tir. Bien qu'on ait distribué aux soldats des masques assez efficaces dès le début de 1916, comme les obus à gaz tombaient presque silencieusement durant les bombardements d'explosifs détonnants, de nombreux soldats étaient pris par surprise. Seulement quelques obus chimiques suffisaient à occasionner des pertes et à obliger un nombre considérable de soldats à mettre leur masque.

Mis à part le nombre régulier de pertes attribuables au gaz, le port d'un masque — même dans des conditions idéales — était démoralisant. Les soldats pouvaient à peine voir au delà de 10 verges lorsqu'ils portaient ce masque affreux et ils avaient toujours peur que l'ennemi les surprenne alors qu'ils étaient à demi aveuglés. Les masques isolaient les soldats et les obligeaient à affronter leurs peurs

seuls, sans le coup d'œil compréhensif d'un compagnon et avec pour seul bruit leur propre respiration. Le plus léger mouvement occasionnait un sentiment intense de suffocation; la salive et les vomissements remplissaient le masque et les soldats avaient constamment peur que le filtre du masque soit endommagé. Tous ces facteurs faisaient du gaz toxique une arme utile et efficace qui visait à causer des pertes et à diminuer gravement le moral. En outre, il était difficile de respirer au moyen de masques à gaz au charbon. Les soldats devenaient rapidement épuisés en raison de leur respiration laborieuse qui ne permettait pas à une quantité suffisante d'oxygène de pénétrer dans leurs poumons; par conséquent, les soldats ne pouvaient même pas effectuer de légers exercices physiques. C'était l'une des raisons pour lesquelles on a utilisé de plus en plus les gaz à mesure que la guerre se prolongeait; son usage a doublé chaque année jusqu'en 1917 et a quadruplé de 1917 à 1918. Les gaz toxiques sont devenus une arme essentielle durant une guerre qui était axée sur une politique d'attrition.

On a mis au point de nouveaux gaz pour rendre encore plus misérable la vie des soldats sur le front. Les obus à croix bleue que les Allemands ont commencé à utiliser au début de 1917 contenaient de la fine poussière et des gaz qui, lorsqu'ils étaient inhalés, occasionnaient une toux, des étourdissements et des vomissements intenses. Les soldats qui devaient enlever leur masque étaient victimes des obus à gaz meurtriers subséquents. L'utilisation simultanée d'obus à gaz et d'explosifs détonnants durant les bombardements rendait les soldats encore plus vulnérables. Tandis que les explosifs détonnants faisaient des victimes au hasard et que les soldats cherchaient frénétiquement à se mettre à l'abri, la priorité n'était pas toujours de mettre son masque. En plus, dans la cacophonie du bombardement, on n'entendait habituellement pas le léger éclatement des obus chimiques. Même si les soldats avaient reçu une formation suffisante pour déterminer la présence de gaz

durant un bombardement, on a souvent noté que les masques étaient arrachés de leur visage par la force de l'explosion des obus. Le jumelage des obus au gaz et des explosifs détonnants est donc devenu une méthode efficace d'infliger des pertes.

Lorsque les Allemands ont commencé à utiliser le gaz moutarde à l'été 1917, ils ont changé la nature de la guerre chimique pour toujours. Durant les trois premières semaines de son utilisation et pendant la préparation de l'offensive britannique dans les Flandres, ce gaz a causé plus de 14 000 pertes seulement dans le corps expéditionnaire britannique (CEB).¹³ Le gaz moutarde occasionnait non seulement des brûlures aux poumons comme les gaz conventionnels, mais aussi des brûlures cutanées. Même de faibles doses du gaz causaient des vésicules suppurantes et une cécité temporaire. C'était une arme terrifiante qui semblait nier tout ce que l'on avait dit aux soldats jusqu'ici durant la guerre — grâce à un masque à gaz, vous serez en sûreté. Non seulement le gaz moutarde occasionnait des brûlures et la cécité, mais il était également persistant. Contrairement au chlore et au phosgène qui se dissipaient en quelques minutes ou en quelques heures suivant les conditions météorologiques, le gaz moutarde demeurait actif, en latence dans la boue et l'eau sur le champ de bataille. Lorsqu'un soldat se déplaçait dans cette zone quelques jours ou quelques semaines plus tard, particulièrement après que le soleil avait réchauffé le sol et libéré les vapeurs, il pouvait être victime du gaz moutarde, devenir aveugle, subir des brûlures ou commencer à tousser de façon sèche et opiniâtre et souffrir par la suite d'infection des bronches.

Le gaz moutarde semblait frapper au hasard et on a relevé de nombreux cas de soldats infectés qui, sans le savoir, contaminaient leurs camarades à cause des effets résiduels. Un seul homme contaminé par des résidus de gaz moutarde sur ses vêtements et ses

bottes pouvait, particulièrement en hiver, infecter tous les habitants d'un abri pressés les uns contre les autres pour se réchauffer.¹⁴ De même, les médecins et les infirmiers subissaient constamment des brûlures et étaient souvent victimes de nausées lorsqu'ils opéraient des victimes du gaz. Oubliez l'esprit sportif et le fait que le gaz « n'était pas fair play »; c'était un fléau qui pouvait polluer le sol pendant des jours et des jours et les soldats pouvaient en être victimes aussi bien dans les latrines que pendant leur sommeil.

Les gaz toxiques étaient efficaces pour tuer les bêtes de somme et rendre le système logistique inutilisable pendant des périodes considérables.

Lors de la bataille de Passchendaele à la fin de l'été 1917, les Allemands ont compris les propriétés du gaz moutarde et les avantages d'en propulser dans les zones avant et les points éventuels de parachutage afin de les rendre inhabitables particulièrement, comme on l'indiquait dans un rapport diffusé par le CEB, « la veille d'une attaque anticipée. »¹⁵ Les gaz sont devenus partie intégrante de la doctrine défensive allemande; les artilleurs utilisaient des attaques préventives non seulement pour infliger des pertes, mais aussi pour obliger les attaquants éventuels à porter leurs masques pendant des heures afin de diminuer ainsi leur efficacité au combat. Le gaz moutarde n'était pas aussi meurtrier que les gaz qui s'attaquaient aux poumons, mais il entraînait un nombre beaucoup plus élevé de blessures mineures. Malgré son succès éprouvé sur le champ de bataille, ce n'est que durant les derniers mois de la guerre que les Alliés ont réussi à produire du gaz moutarde, et jusque là, ils ont continué à utiliser les autres gaz meurtriers qui s'attaquaient aux poumons. Toutefois, les effets psychologiques des gaz étaient toujours démoralisants et dans une lettre écrite par un fantassin allemand du 99th Reserve Infantry Regiment, ce dernier avouait

franchement que : « Nous sommes dans un état de préparation jour et nuit... Il n'y a rien de plus terrible que le gaz. »¹⁶

Durant les deux dernières années de la guerre, les obus à gaz étaient non seulement dirigés contre les soldats, mais aussi contre les animaux qui se trouvaient sur les lignes de communication. Sir Basil Liddell Hart a écrit que les chevaux « tombaient comme des mouches » à cause du gaz.¹⁷ Ceux qui survivaient étaient affaiblis et succombaient à toute une collection d'autres maladies résultant des agents chimiques. Comme les chevaux et les mulets étaient obligés de marcher péniblement sur des routes contaminées par le gaz moutarde, les conséquences étaient particulièrement horribles; les animaux étaient continuellement victimes de brûlures et d'infections aux pattes et aux sabots.¹⁸ L'environnement gazeux a joué un triste rôle dans la courte espérance de vie d'un cheval qui, comme le faisait remarquer un officier du corps vétérinaire de l'armée canadienne, était d'environ six jours.¹⁹ Les gaz toxiques étaient efficaces pour tuer les bêtes de somme et rendre le système logistique inutilisable pendant des périodes considérables.

En plus de perturber les lignes de communication, le gaz était particulièrement efficace contre les artilleurs ennemis. Bien que les fantassins aient parfois été amers parce qu'ils avaient l'impression qu'une règle tacite interdisait aux artilleurs de se bombarder les uns les autres et qu'ils centraient leur attention sur ceux qui se trouvaient sur les lignes de front, l'évolution progressive d'une doctrine efficace de contre batterie a obligé les artilleurs à se viser mutuellement. Pour arrêter un assaut ou aider sa propre infanterie à franchir le no man's land, il fallait perturber la cadence de tir de l'ennemi. Des tirs de contre batterie chimiques constituaient un moyen efficace de harceler l'ennemi. Peu importe la formation reçue par les membres d'une équipe de pièces d'artillerie, le port de masques à gaz gênait

grandement le déclenchement des fusées pour projectiles et la cadence du tir. On imagine sans peine les artilleurs, dénudés jusqu'à la taille, remplissant continuellement leurs pièces d'obus. Comme le gaz moutarde contaminait les parties du corps qui étaient dénudées ou humides, telles que les aisselles, le dos, les jambes et les organes génitaux, il n'est guère surprenant que les artilleurs aient craint un déluge d'obus chimiques. Tandis que les obus ordinaires ne pouvaient pas toujours atteindre les batteries ennemies camouflées, le fait de recouvrir des zones entières d'un nuage de gaz chimique constituait une méthode efficace pour perturber la cadence du tir. Selon un historien des régiments d'artillerie, « Le gaz était l'arme la plus efficace des Allemands contre l'artillerie ». ²⁰ Les Alliés ont donc utilisé eux aussi le gaz pour écraser les équipes de pièce allemandes et on a diffusé à toutes les batteries du CEB des instructions expliquant que le gaz toxique était souvent plus utile que les explosifs détonnants pour réprimer le tir provenant de positions défensives fortifiées ou de l'artillerie ennemie dissimulée. ²¹ Tout au long de la guerre, l'utilisation de techniques de contre batterie a progressé et ces dernières sont devenues la branche la plus scientifique de l'artillerie. Pour les membres de l'artillerie scientifique de pointe, le gaz toxique est devenu un outil essentiel afin de cibler et de perturber les artilleurs ennemis. ²²

Après avoir perfectionné leurs tactiques d'artillerie offensives contre les Russes durant les campagnes menées en 1917 sur le front de l'Est, les Allemands les ont mises en œuvre sur le front de l'Ouest. Tout au long de l'ambitieuse offensive allemande qui s'est déroulée en mars 1918, des troupes d'assaut spécialisées utilisant des tactiques d'infiltration se sont fiées beaucoup au gaz pour semer la confusion dans les rangs des Britanniques et des Français. Ils ont employé les obus au gaz pour isoler les défenseurs et établir des barrages chimiques afin de contourner des zones de résistance. Les obus chimiques ont également joué un rôle important dans la diminution de l'efficacité au combat et dans la

lassitude ressentie par certains des défenseurs. Durant une conférence des conseillers chimiques qui a eu lieu lors des derniers stades de l'offensive, le Lieutenant colonel Harold Hartley des British Gas Services a fait observer qu'un tiers des pertes du CEB étaient attribuables au gaz. ²³ Cependant, la guerre des gaz n'était pas unilatérale. Tandis que les Allemands utilisaient des armes chimiques durant leurs attaques de choc, les Britanniques et les Français lançaient ensuite des doses de gaz considérables sur les troupes d'appui allemandes. Comme les approvisionnements, les munitions, les renforts, les animaux et les pièces d'artillerie étaient entourés d'un nuage de gaz, les soldats allemands de première ligne déjà sur déployés devenaient encore plus vulnérables. Dans le cadre de la doctrine défensive interarmes alliée, le gaz a joué un rôle important dans la perturbation des voies de communication allemandes et fut l'une des principales raisons de l'échec de l'offensive du mois de mars.

Ayant perdu des centaines de milliers de soldats blessés ou tués durant l'offensive de mars sans avoir gagné, ou si peu, de territoire stratégique important, les armées allemandes ont dû se replier sur la défensive à l'Ouest. Elles ne connaîtraient aucun répit. À compter de l'offensive d'Amiens qui a commencé le 8 août, les armées alliées ont pilonné toutes les lignes allemandes. Désespérés, les défenseurs, surpassés en nombre et en obus, ont largement utilisé le gaz toxique pour saturer des zones considérables du front, dans l'espoir d'amoindrir l'efficacité au combat des soldats alliés, de les épuiser et de ralentir leur progression régulière. Les batailles des « 100 derniers jours » se sont continuellement déroulées dans cet environnement totalement envahi par les gaz. Le stress considérable occasionné par la progression sous le tir ennemi était accru exponentiellement par l'aveuglement et l'isolement occasionnés par le masque à gaz et la respiration difficile; la terreur ressentie durant la défense des tranchées sous une pluie d'obus et d'agents chimiques est inimaginable.

Bien que les obus chimiques aient été utilisés sur une grande échelle durant les « 100 derniers jours », le gaz était quand même une arme aléatoire puisque certains soldats étaient inmanquablement visés et d'autres, qui se trouvaient sur des fronts plus tranquilles, n'avaient guère besoin de leur masque. Ailleurs, les conditions météorologiques ou les faibles concentrations d'obus chimiques réduisaient l'efficacité du gaz. Néanmoins, le gaz toxique était devenu partie intégrante de toutes les tactiques offensives, et en 1918, le nombre d'obus chimiques représentait environ 25 à 40 p. 100 de tous les projectiles d'artillerie. ²⁴ Dans un rapport américain rédigé après la guerre, on faisait observer en toute franchise : « Durant les deux derniers mois, la guerre des gaz a commencé à ressembler à l'utilisation des tirs d'explosifs détonnants ?— le lancement continu d'obus chimiques, ponctué par des bombardements... C'est alors que le gaz a prouvé sa supériorité extraordinaire sur les explosifs détonnants grâce à ses effets autant sur les plans mental que physique. »

LES GAZ ET LE SOLDAT DES TRANCHÉES

Si les sources historiques secondaires au sujet de la guerre sont étrangement muettes sur l'utilisation et l'effet des gaz, on n'a qu'à étudier les archives de première main des armées de toutes les nations belligérantes pour constater la progression de l'acceptation du gaz toxique, jusqu'à son intégration complète dans les doctrines offensives. Durant les deux dernières années de la guerre, le gaz n'était pas simplement utilisé au cours des grandes batailles ou sous forme d'explosions massives de contenants, mais représentait une arme constante et omniprésente. Cependant, le gaz avait principalement pour effet de blesser les soldats et de réduire leur efficacité au combat, plutôt que de les tuer. Les soldats mal entraînés, mal formés et malchanceux étaient les plus susceptibles de devenir les victimes des gaz qui s'attaquaient aux poumons, comme le phosgène. Même si le gaz était lancé au moyen

d'obus, de contenant et de projecteurs semblables aux mortiers, les soldats qui avaient reçu une bonne formation et des masques à gaz efficaces pouvaient se protéger contre les gaz qui s'attaquaient aux poumons. Toutefois, le gaz moutarde était entièrement différent puisqu'il pouvait aveugler et causer des vésicules. Il pouvait frapper n'importe qui, et dans la dernière année de la guerre, le gaz moutarde faisait un nombre régulier de victimes même dans les armées les mieux entraînées des Alliés. Cela ne signifiait pas cependant que les armées allemandes n'étaient pas touchées par le gaz; du 1^{er} janvier au 30 septembre 1918, les Allemands ont enregistré 58 000 cas d'empoisonnement par le gaz — un indice sinistre de l'importance accordée au gaz par les Alliés ainsi que du manque de matériel, chez les Allemands, pour continuer à mettre au point des masques à gaz efficaces.²⁶

Le gaz n'était pas simplement un agent de harcèlement disséminé sur le front. On l'utilisait pour perturber les lignes de communication, les points de démarrage de l'ennemi et pour planifier les tir de contre batterie. Les attaques chimiques étaient courantes et elles pouvaient être adaptées de manière à obtenir un succès tactique. Peu importe l'importance de l'utilisation du gaz et de son succès comme complément des bombardements plus traditionnels de shrapnel et d'explosifs détonnants, c'est en étudiant ses effets sur les soldats que l'on peut le mieux mesurer son efficacité. En effet, le résultat le plus efficace et le plus insidieux du gaz était la tension psychologique à laquelle il soumettait les soldats, ainsi que la diminution conséquente de leur efficacité au combat et de leur moral. Si l'on se contente simplement d'étudier le nombre de pertes attribuables au gaz toxique, on ne comprend pas son rôle principal, celui d'un agent d'attrition.

Toutes les armées ont compris que le gaz atteignait le moral. Par conséquent, il fallait aider les soldats à survivre dans un environnement où le gaz était omniprésent. Après la



Le principal moyen de transport exigeait lui aussi de la protection. En 1918, un membre du Corps des vétérinaires de l'Armée canadienne fait une démonstration de l'équipement de protection contre les gaz, devant les cavaliers et les montures. (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

première attaque au gaz à Ypres, les Britanniques et les Français ont réagi rapidement en distribuant des masques aux soldats qui se trouvaient sur le front. Au début, ces masques ont été presque inutiles, et on peut affirmer que leur rôle premier était d'ordre psychologique. Ils donnaient une impression de protection aux soldats même si l'on n'espérait guère qu'ils puissent soutenir la tension occasionnée par d'autres attaques au gaz.²⁷

On s'est rapidement aperçu que pour combattre la menace du gaz toxique, il ne fallait pas se limiter à distribuer des masques à gaz aux soldats et à leur souhaiter bonne chance. Il était essentiel de former les soldats pour qu'ils comprennent cette arme déconcertante. Afin de se protéger contre le gaz, il fallait qu'ils reçoivent de l'instruction et effectuent constamment des drills, jusqu'à ce que les procédures deviennent automatiques. Malheureusement, on ne considère habituellement pas cela comme l'un des aspects les plus intéressants de la guerre. On a habituellement évalué la Grande Guerre sur le front de l'Ouest selon les batailles clés qui s'y sont déroulées : la première, la deuxième et la troisième batailles à Ypres, la bataille de la Somme, de Verdun, l'offensive de mars et les 100 derniers jours. Et pourtant, c'est durant les intervalles entre ces batailles que l'instruction et les drills constants ainsi que l'évolution

tactique ont permis d'endurcir les soldats afin qu'ils puissent poursuivre les « grandes avances ». L'accent de plus en plus grand mis sur l'instruction relative au gaz tout au long de la guerre témoigne de la nécessité d'apprendre aux soldats comment survivre dans un environnement chimique; on ne pouvait pas simplement supposer qu'ils y parviendraient parce qu'on leur avait distribué des masques à gaz ou des capes antigaz.²⁸ Cette instruction continue, de plus en plus complexe, indique également que le gaz était perçu à l'époque — sinon par les historiens depuis — comme une arme dangereuse qui nécessitait des contre mesures judicieuses.

Toutes les armées ont mis sur pied des services antigaz pour enseigner des mesures défensives efficaces contre le gaz. Les méthodes pédagogiques étaient diversifiées, mais l'éducation était essentielle. On apprenait aux soldats comment identifier les gaz, les effets de ces

Les services antigaz... tentaient d'anticiper les mesures prises par l'ennemi.

derniers et comment se protéger contre les pires conséquences des agents chimiques. Ce n'était pas toujours efficace puisque l'arsenal ahurissant d'agents chimiques pouvait semer la confusion même chez les soldats les plus expérimentés. Le deuxième élément important était les drills, au cours desquels on apprenait aux soldats que la vitesse avec laquelle ils enfilaient leur masque à gaz était essentielle. Ensuite, on obligeait les soldats à marcher, à s'entraîner et même à jouer en portant leur masque à gaz. Des photographies de soldats portant des masques à gaz et jouant au soccer démontrent certainement que la Grande Guerre était différente des guerres précédentes. Cependant, tant les gradés et hommes de troupe que les officiers devaient augmenter leur endurance en portant leur masque à gaz pendant plusieurs heures

la perception des soldats se trouvant dans la ligne de tir a également changé durant la guerre

d'affilée. Personne n'était à l'aise sous ces masques suffoquants, mais au moins, la plupart d'entre eux pouvaient continuer à combattre. Afin d'aider les soldats sur le front, on utilisait des cloches, des sirènes et des klaxons pour sonner l'alerte générale. Un grand nombre de soldats détestaient la guerre chimique et maudissaient les sentinelles anxieuses qui réveillaient la moitié d'une division à la vue du brouillard nocturne. Enfin, la menace et la peur n'épargnaient ni les recrues, ni les vétérans. Lorsqu'il y avait un nombre élevé de pertes attribuables au gaz, les officiers régimentaires en étaient tenus responsables car cela était perçu comme un manque de discipline; au bas de l'échelle hiérarchique, on menaçait souvent les soldats d'un sort affreux s'ils ne se conformaient pas aux mesures antigaz rigoureuses. Souvent, on amenait les recrues dans les hôpitaux afin qu'ils puissent constater de leurs propres yeux les effets du gaz sur les soldats – comme un instructeur l'a fait remarquer, « cela les motivait grandement à suivre l'instruction générale relative au gaz. »²⁹

Les services antigaz, qui étaient solidement établis dans toutes les armées, dès le début de 1916, tentaient d'anticiper les mesures prises par l'ennemi. Ils n'y réussissaient pas toujours, mais au moins, on avait mis en place une structure pour donner une instruction efficace afin de prévenir la panique générale et les catastrophes, si de nouveaux gaz devaient être utilisés sur le champ de bataille. Même dans les unités efficaces, on comptait un nombre régulier de victimes des gaz, outre les problèmes innombrables occasionnés par les frictions et la diminution de l'efficacité au combat des soldats. Mais dans les unités mal entraînées, comme les troupes américaines inexpérimentées, les résultats étaient

désastreux. Au moment de l'Armistice, plus d'un quart de l'ensemble des pertes américaines étaient attribuables au gaz.³⁰ Quoi qu'il en soit, tous les soldats subissaient la tension occasionnée par les gaz toxiques, dans les unités bien entraînées comme dans les unités inexpérimentées.

Le fait que le gaz pollue l'air respiré par les soldats comportait des connotations sinistres. Avant la guerre, la plupart des gens avaient été touchés d'une façon ou d'une autre par la « mort blanche » – c'est à dire la tuberculose (ou consommation), la maladie qui a fait le plus de victimes au XIX^e siècle.³¹ Puisque le gaz ravageait également les poumons, il était souvent associé à cette maladie contagieuse et aux mêmes images d'impureté. Comme les soldats victimes des gaz étaient soignés après la guerre dans des sanatoriums similaires où ils étaient secoués par une toux sèche opiniâtre et respiraient difficilement jusqu'à la fin de leur vie, habituellement assez brève, la crainte du gaz toxique s'est ancrée profondément dans l'esprit



« La crotte de nez masquée. »
L'équipement de protection contre les gaz a considérablement évolué pendant la guerre. Le casque protecteur « P-Helmet » ne faisait qu'ajouter au cauchemar de la guerre des gaz. De plus, il n'était pas très efficace. (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

de tous les survivants.

À la guerre, la crainte n'est pas toujours rationnelle, et tout comme les terribles bombardements d'artillerie, le gaz ne donnait pas aux soldats une chance de s'en tirer.³² Le médecin canadien R.J. Manion a décrit les effets psychologiques terribles du gaz :

À la suite de cette attaque au gaz, un grand nombre de nos soldats ont dû être transportés à l'hôpital et les rescapés ont été déprimés pendant plusieurs jours. Le gaz affaiblit le moral des troupes. Les hommes n'ont pas peur d'affronter un ennemi qu'ils peuvent vaincre, mais ils détestent mourir comme dans un piège à rats, tués par un gaz contre lequel ils ne peuvent lutter...³³

Toutefois, il ne faut pas exagérer le rôle du gaz. Ce sont les obus d'explosifs détonnants qui ont fait le plus de victimes durant la guerre et les hommes qui se trouvaient dans le rayon des explosions étaient enfouis vivants ou perdaient leurs membres un à un. Au dire de tous, un feu roulant de bombardements intenses occasionnait une peur paralysante, mais tandis qu'on a accordé toute l'attention voulue aux explosifs détonnants dans la majeure partie de la documentation sur le moral, les soldats et la psychologie, il n'en a pas été de même pour le gaz. Plusieurs années après la guerre, un des survivants a écrit : « Quelle sensation détestable et terrible que d'étouffer, de suffoquer et d'être incapable de respirer : un blessé par balle peut décéder des suites de ses blessures, mais il n'a pas l'impression que la vie est lentement expulsée de son corps. »³⁴ Négliger de considérer les effets du gaz toxique, ou supposer qu'il n'a fait que causer des millions de pertes durant la guerre, consiste à sous évaluer gravement l'utilisation diversifiée du gaz toxique sur les champs de bataille.

Le gaz fut une arme importante dans les arsenaux de toutes les nations et un agent essentiel de l'affaiblissement du moral et de la diminution de l'efficacité au combat des soldats. Ce fléau chimique occasionnait une tension psychologique et un malaise permanent chez les soldats. Chaque

flaque d'eau pouvant constituer un piège, chaque parcelle de terrain pouvant receler une substance causant des brûlures et la cécité, les soldats épuisés ne connaissaient aucun répit, tant sur le plan physique que mental. Comme l'a écrit un auteur contemporain : « Le gaz condamnait les soldats à une impuissance intolérable ».³⁵ On exagère à peine en affirmant que les fantassins qui se trouvaient dans les zones gazées, les yeux creusés par le manque de sommeil, affligés par des maux de tête continus et des épisodes de vomissements, la voix rendue grinçante par les faibles émissions de gaz, commençaient à ressembler à des morts vivants. Les effets sur le moral se manifesteraient plus tard, à mesure que la tension se poursuivait jour et nuit. Mais, au début, les traumatismes psychologiques attribuables au gaz ont été éclipsés par le nombre effroyable de pertes physiques. Après la guerre, le British Shellshock Committee a entendu en 1922 le témoignage de plusieurs médecins militaires selon lesquels le gaz toxique avait joué un rôle dans l'aggravation des troubles psychologiques. Comme un médecin britannique l'a fait remarquer : « Un bataillon au complet était presque affolé par le gaz et il continuait de vivre dans un tel état de tension que j'affirme que la peur joue un rôle important dans les émotions... Dans la majeure partie des cas, le gaz était une cause importante de la névrose d'angoisse. »³⁶

Bon nombre de soldats estimaient que les substances chimiques qui brûlaient les poumons, causaient la cécité et occasionnaient des lésions aux organes génitaux dépassaient les limites de la guerre légitime. De plus, comme les soldats avaient trop de temps pour réfléchir durant la guerre des tranchées, ennuyeuse à mourir, il n'est guère surprenant de constater que des rumeurs circulaient constamment. Des récits au sujet de nouveaux gaz plus meurtriers et asphyxiants, qui pouvaient déjouer les masques à gaz, circulaient le long des lignes. On entendait toujours dire que quelqu'un avait aperçu un pauvre

soldat du régiment voisin empoisonné malgré son masque à gaz, replié dans la position fœtale ou assis droit sur une chaise. Il n'était pas impossible que les maudits scientifiques aient mis au point un nouveau gaz! D'autres récits au sujet d'obus à gaz qui dégageaient des rayons mortels ou des ondes électroniques causant des lésions au cerveau préoccupaient les officiers supérieurs. Les services des gaz français ont effectué le suivi de toutes ces rumeurs de 1917 à 1918 et ont fait aux Britanniques des comptes rendus les prévenant des effets sur le moral des rumeurs relatives au gaz.³⁷ Les Français attribuaient les rumeurs aux saboteurs allemands; en fait, elles provenaient de soldats ordinaires qui avaient peur du gaz et de nouvelles découvertes.

Les masques à gaz n'étaient pas, contrairement à ce que certains historiens ont prétendu, la solution à la guerre des gaz. Comme un soldat l'a fait observer :

*Nous nous regardons comme des grenouilles imbéciles aux yeux exorbitants. Lorsqu'on porte un masque, on ne se sent plus un homme à part entière. On ne peut réfléchir. L'air que l'on respire a été filtré, à part quelques substances chimiques. Un homme ne peut vivre grâce à ce qui traverse le filtre - il se contente d'exister. Son état mental devient celui d'un légume.*³⁸

Les attaques au gaz auraient exténué n'importe qui, mais pour les soldats du front, déjà épuisés par les combats, c'était un facteur écrasant pour leur moral.³⁹ Dans un compte rendu d'après guerre de deux divisions américaines qui ont combattu en juillet et en septembre 1918, on reconnaît le rôle débilitant du gaz : « Les bombardements intenses au moyen d'obus au gaz entraînaient rapidement l'épuisement au combat. »⁴⁰ Après des mois de combats continuels, la fatigue s'installait et le gaz minait la santé et le moral des soldats jusqu'à ce qu'ils ne soient plus que l'ombre d'eux mêmes. Dans un journal allemand que l'on a retrouvé, on pouvait lire : « Nous avons encore causé de nombreuses pertes grâce au

gaz toxique. Il n'y a rien de pire; il faut toujours apporter son masque avec soi et bientôt, il nous sera plus nécessaire qu'un fusil. La situation est vraiment épouvantable. »⁴¹ Pour certains, cette sensation de terreur n'a jamais disparu. Robert Graves, un survivant des effets des gaz a écrit : « Depuis 1916, la peur du gaz m'obsède : n'importe quelle odeur inhabituelle, même un parfum prononcé de fleurs dans un jardin, suffit à susciter chez moi des tremblements. »⁴² Le gaz est devenu le symbole ultime de la guerre des tranchées durant laquelle il a été conçu — c'était une arme d'attrition tactique qui servait à épuiser l'ennemi physiquement et mentalement, et son usage s'est constamment accru tout au long de la guerre.

Alors pourquoi au cours des générations suivantes les historiens ont ils omis de décrire adéquatement les effets du gaz durant la guerre? Les soldats eux mêmes ont pourtant fourni certains indices à ce sujet. En lisant leurs lettres, leurs journaux ou leurs mémoires d'après guerre, on relève de nombreuses indications des effets des gaz sur eux et leurs compagnons. On ne peut non plus nier l'effet d'une peinture comme celle de John Singer Sargent qui a su illustrer dans *Gassed* les terribles effets du gaz moutarde. Ce tableau dépeint des soldats qui marchent péniblement vers l'arrière, aveugles, les yeux recouverts d'un bandeau, une main sur l'épaule du soldat les précédant; cette illustration n'était pourtant que partiellement évocatrice pour les soldats parce que cette vision était devenue chose courante en 1918. Il ne faut pas oublier non plus le commentaire de Wilfrid Owen, l'un des poètes les plus poignants de sa génération, sur les effets du gaz toxique dans son poème intitulé « Dulce et decorum est » :

*...Gaz! GAZ! Vite, les gars! -
Maladroïtement
on enfle les casques peu
pratiques juste à temps,
mais quelqu'un se met à crier
et à trébucher
en se débattant comme un
homme pris dans les flammes ou
englué dans la boue...
Dans tous mes rêves, sous mes*

yeux impuissants,
 le gaz s'attaque à moi,
 m'étouffant et me noyant.
 Si vous pouviez vous aussi,
 dans un rêve suffocant,
 marcher derrière le wagon où
 nous l'avons couché
 et observer ses yeux blancs
 tordus de douleur,
 son visage heurtant
 violemment le plancher comme le
 masque du diable dégoûté de
 l'immoralité;
 si vous pouviez entendre, à
 chaque secousse, le gargouillis du
 sang
 remontant de ses poumons
 remplis d'écume,
 aussi obscène que le
 cancer...⁴³[Traduction]

Vu l'abondance des preuves des effets dévastateurs de la guerre des gaz, tant dans les documents privés que les archives publiques et les publications contemporaines, il est encore plus bizarre que les historiens aient ignoré le rôle du gaz. Peut être s'agit-il d'une question de moralité. Au début, le gaz avait été décrit dans la propagande comme une arme d'extinction immorale : ceux qui en étaient victimes étaient asphyxiés comme des insectes et n'avaient pas le privilège de mourir comme des hommes. Pourtant, en moins d'un an, les commandants des deux parties belligérantes avaient fait taire leurs objections premières au sujet de l'immoralité de la guerre des gaz dans leur tentative désespérée de trouver un moyen de briser l'impasse des tranchées et de défendre leurs propres positions en attaquant l'ennemi au moyen de gaz. La perception des soldats se trouvant dans la ligne de tir a également

changé durant la guerre, et en 1917, très peu d'entre eux les considéraient encore comme une arme immorale. Cependant, après la guerre, on a encore qualifié le gaz d'arme insidieuse, et les pacifistes se sont unis pour tenter de le faire bannir.⁴⁴ Le stigmatte rattaché au gaz était puissant. Comme l'a fait observer Harold Hartley, un ancien officier des gaz et scientifique britannique : « Le gaz comptait très peu d'amis et les gens tentent désespérément de l'oublier. »⁴⁵ Plusieurs commentateurs de l'après guerre ont laissé entendre que la description du gaz comme une arme de destruction massive était bizarre puisqu'il n'a tué qu'environ 3 p. 100 de ses victimes, comparativement à 25 à 30 p. 100 dans le cas des armes conventionnelles.⁴⁶ Néanmoins, le gaz est demeuré dans l'imagerie populaire un agent frappant au hasard, suffoquant tous ceux qui se trouvaient sur son chemin et rendant le terrain inutilisable.

Afin de bien comprendre la Grande Guerre, il faut absolument lire les lettres, les journaux ou les mémoires d'après guerre des soldats. Conjointement avec les archives officielles disponibles, ils laissent entendre qu'il est fondamentalement faux d'affirmer que le gaz toxique est devenu inefficace après la distribution des masques à gaz. Il n'était guère réconfortant de savoir que seule une mince couche de tissu imprégné et de charbon constituait l'unique protection contre les gaz qui ravageaient les poumons, ou pire encore, contre les agents vésicants. Les masques à gaz ont sans doute sauvé des vies, mais ils n'ont pas su calmer la peur. Cependant, ils ont

diminué l'efficacité au combat et accru les frictions sur le champ de bataille. De plus, ils semblent être à l'origine de l'incompréhension, par un grand nombre d'historiens, de la nature de la guerre des gaz et du défi que représentait l'environnement chimique pour les soldats qui devaient y combattre.

* * *

Revenons au soldat aux yeux exorbitants, quasiment surnaturel, du film intitulé *Ah! Que la guerre est jolie!* En 1918, on ne pouvait éviter les gaz et les combattants ne pouvaient se payer le luxe de s'enfuir, comme le recommandaient gaïement les quatre soldats qui chantaient en 1915, revêtus d'une cape en tissu. La guerre des gaz était devenue un fléau constant sur les champs de bataille, et même les unités bien entraînées ont subi de lourdes pertes tandis qu'elles étaient obligées de combattre à travers les nuages chimiques. Mal interpréter le rôle du gaz toxique sur les champs de bataille de la Grande Guerre signifie que l'on n'a pas compris les systèmes d'armes complexes et interreliés qui étayaient toutes les doctrines offensives en 1918. Plus grave encore, cependant, minimiser l'importance des effets du gaz toxique ou l'estomper revient à nier le courage des soldats qui ont connu d'incroyables souffrances physiques et traumatismes psychiques lorsqu'ils ont dû combattre dans les conditions cauchemardesques du seul champ de bataille continuellement envahi par des agents chimiques de l'histoire de l'humanité.



AU SUJET DE L'AUTEUR

M. Tim Cook a publié de nombreux écrits dans les revues spécialisées canadiennes et internationales et est l'auteur de *No Place To Run: The Canadian Corps and Gas Warfare in the First World War* (University of British Columbia Press, 1999), qui lui a valu le prix C.P. Stacey en l'an 2000 pour le meilleur livre de l'histoire canadienne. Il est l'historien de la Première Guerre mondiale du Musée canadien de la guerre et il est en train de préparer les expositions permanentes du nouveau musée qui ouvrira ses portes en mai 2005.

1. Ce document a été présenté le 1^{er} août 2001 lors de la Clio in Ascendance conférence qui a eu lieu à Northampton en Angleterre. L'auteur désire remercier Sarah Klotz et Terry Cook qui ont soigneusement révisé le texte.

2. On trouve un certain nombre d'essais dans l'ouvrage de Brian Bond, éd., intitulé *The First World War and British Military History* (Oxford: Clarendon Press, 1991), qui témoigne des mythes relatifs à la guerre. Voir également l'ouvrage de Jay Winter, *Sites of Memory, Sites of Mourning* (Cambridge: University Press, 1995); de Jonathan Vance, *Death So Noble: Memory, Meaning, and the First World War* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1997); de Hugh Cecil, « British War Novelists » paru chez Hugh Cecil et Peter Liddle, éd., dans *Facing Armageddon: The First World War Experienced* (Leo Cooper, 1996).

3. Au sujet de la minimisation de l'importance des gaz toxiques dans les récits généraux sur la Grande Guerre, voir les récents ouvrages de Keegan ou de Ferguson; dans leurs textes importants au sujet de l'évolution des combats sur le front de l'Ouest, Travers et Griffiths ne comprennent pas, eux non plus, le rôle diversifié du gaz toxique. John Keegan, *The First World War* (Key Porter Books, 1998); Niall Ferguson, *The Pity of War* (Basic Books, 1999); T.H.E. Travers, *How the War Was Won* (London: Routledge, 1992); Paddy Griffiths, *Battle Tactics of the*

Western Front: The British Army and the Art of Attack (New Haven: Yale University Press, 1994).

4. J.E. Edmonds et R. Maxwell-Hyslop, *Military Operations, France and Belgium, 1918* vol. 5, *History of the Great War in Public Documents series* (London: Macmillan, 1935-1947), p. 606, cité dans l'ouvrage de Edward Spiers, *Chemical Warfare* (Chicago: University of Illinois Press, 1986), p. 33.
5. Ludwig Fritz Haber, *The Poisonous Cloud*, (Oxford: Clarendon Press, 1986); Donald Richter, *Chemical Soldiers: British Gas Warfare in World War I* (Kansas: University Press of Kansas, 1992).
6. Shelford Bidwell et Dominick Graham, *Fire-Power: British Army Weapons and Theories of War, 1904-1945* (London, 1982); Bill Rawling, *Surviving Trench Warfare: Technology and the Canadian Corps* (University of Toronto Press, 1992); Paddy Griffith, *Battle Tactics of the Western Front* (Yale University Press, 1994); Albert Palazzo, *Seeking Victory on the Western Front: The British Army and Chemical Warfare in World War I* (Lincoln: University of Nebraska Press, 2000).
7. Augustin M. Prentiss, *Chemicals in War* (New York: McGraw-Hill Book Company, 1937) 637; Ulrich Trumpener, « The Road to Ypres: The Beginnings of Gas Warfare in World War I », *Journal of Modern History* 47 (septembre 1975).
8. Frederick Brown, *Chemical Warfare: A Study in Restraints* (Princeton: Princeton University Press, 1968), chapitre 1; Holger Holwig, *The First World War: Germany and Austria-Hungary, 1914-1918* (London: Arnold, 1997), p. 168-72.
9. H.H. Mathews, « An Account of the Second Battle of Ypres, April 1915 », *Revue canadienne de défense* 1, 3 (1924) 38.
10. Archives nationales du Canada (ANC), MG 30 E46, documents de Richard Turner, vol. 1, dossier 4, Rapport de la Cie no 3, 15e Bon, 48th Highlanders 20 24 avril 1915 – deuxième bataille d'Ypres.
11. ANC, archives du ministère de la Défense nationale, RG 24, vol. 1738, DHS 3 17 (vol. 2), H.E. Lloyd Owen à Duguid, le 14 août 1925.
12. John Ellis, *Eye-Deep in Hell* (London: Croom Helm, 1976), p. 66.
13. Pour plus d'information sur les pertes attribuables aux gaz et sur le choc initial causé par le gaz moutarde au sein de l'armée britannique, voir *The Problem of Chemical and Biological Warfare: Volume I de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. The Rise of CB Weapons* (Stockholm: Almqvist & Wiksell, 1971), p. 146; Sir W. G. Macpherson, et. al., *Official History of the War: Medical Services Diseases of the War, Volume II* (London: 1923), p. 282-294.
14. ANC, archives du ministère de la Milice et de la Défense (RG 9), III, v. 945, dossier 5 3, « Mustard Gas », une brochure publiée par la première armée en mai 1918.
15. ANC, RG 9, v. 4032, chemise 1, dossier 14, G.941/23-11; ANC, RG 9, vol. 3976, chemise 5, dossier 12, Notes on Enemy Gas In Ypres Area.
16. King's College, London, Sir Basil Liddell Hart Collection, documents de C.H. Foulkes, 6/10, « Morale effect. »
17. Basil Liddell Hart, *A History of the First World War, 1914-1918* (London: Little, Brown and Company, 1972), p. 319.
18. Lorraine Jordens, « Veterinarians in World War One », *Alberta History* 41, 2 (printemps 1993), p. 23; D.S. Tamblyn, *The Horse In War* (Jackson Press, 1930), p. 33.
19. ANC, MG 30, E14, documents français, vol. 1, dossier 4, Revised Copy of History of CAVC (Corps des vétérinaires de l'armée canadienne), 20.
20. D.C. MacArthur, *The History of the Fifty-Fifth Battery, C.F.A.* (Hamilton: H.S. Longhurst, 1919), p. 18.
21. King's College, documents de Foulkes, 6 28, Instructions on the use of lethal and lachrymatory shells, mars 1918.
22. Voir l'ouvrage de David T. Zabecki, *Steel Wind: Colonel Georg Bruchmuller and the Birth of Modern Artillery* (Westport: Praeger, 1994); de A.G.L. McNaughton, « Counter-Battery Work », *Revue canadienne de défense*, vol. III, n° 4, (juillet 1926); de Albert P. Palazzo, « The British Army's Counter-Battery Staff Office and the Control of the Enemy in World War I », *Journal of Military History* 63 (janvier 1999), p. 55 74.
23. ANC, RG 9, vol. 3081, dossier G-13 36 partie 3, Anti-Gas Conference for Command Chemical Advisors, 22 avril 1918, 3.
24. Selon Hartley, en juillet 1918, les entrepôts de munitions allemands contenaient 50 p. 100 d'obus à gaz. Les entrepôts saisis plus tard dans l'année par les Alliés contenaient entre 30 et 40 p. 100 de ces obus. Harold Hartley, « A General Comparison of British and German Methods of Gas Warfare », *Journal of the Royal Artillery* (février 1920), p. 498; Victor Lefebure, *The Riddle of the Rhine* (London: W. Collins Sons & Co. Ltd, 1921), p. 77-80. Au moment de l'Armistice, les obus chimiques composaient 35 p. 100 des approvisionnements de combat français, 25 p. 100 de ceux des Britanniques et 20 p. 100 de ceux des Américains (on prévoyait un ratio de 25 p. 100 pour 1918). Spiers, *Chemical Warfare* 26; Alden Waitt, *Gas Warfare* (New York: Duell, Sloan and Pearce, 1942) p. 100; les statistiques américaines proviennent de l'ouvrage de Charles E. Heller, *Chemical Warfare in World War I: The American Experience, 1917 1918 Leavenworth Papers no 10*, (Kansas: Combat Studies Institute, 1984) p. 59; et les statistiques britanniques de celui d'Albert Palazzo, « Tradition, Innovation, and the Pursuit of the Decisive Battle: Poison Gas and the British Army on the Western Front, 1915-1918 » (PhD diss., Ohio State University, 1996), p. 430-5.
25. ANC, RG 24, vol. 20543, dossier 990.013 (D11), U.S. Army Chemical Corps report on 26th Division, 69.
26. Rudolph Hanslian, « Gas Warfare: A German Apologia », *Revue canadienne de défense* VI.1 (octobre 1928), p. 100.
27. Pour des informations sur la mise au point de masques à gaz britanniques durant la guerre, voir l'ouvrage de Tim Cook, « Through Clouded Eyes: Gas Masks in the First World War », *Bulletin of Material History* 47 (printemps 1998).
28. Afin d'étudier ces questions, voir l'ouvrage de Tim Cook, « Creating Faith: The Canadian Gas Services in the First World War », *Journal of Military History*, 62 (octobre 1998), p. 755 86.
29. Heller, *Chemical Warfare*, p. 58.
30. Pour des informations sur les pertes américaines attribuables au gaz, voir l'ouvrage de Heller, « The Peril of Unpreparedness. » ainsi que les études menées par le U.S. Army Chemical Corps Historical Office, The 26th Division East of the Meuse, September 1918 et The 79th Division at Montfaucon, October 1918; on y cite en exemple deux divisions qui ont été décimées par les gaz toxiques des Allemands. Les rapports sont contenus dans les dossiers 990.013 (D11) et 990.013 (D14), ANC, RG 24, volume 20543.
31. C. Stuart Houston, R.G. Ferguson: *Crusader Against Tuberculosis* (Toronto: Hannah Institute and Dundurn Press, 1991) p. 54; A.F. Miller, « The New Knowledge of Tuberculosis », *Canadian Medical Association Journal* 50 (mars 1944); Darlene J. Zdunich, « Tuberculosis and the Canadian Veterans of World War One » (thèse de maîtrise, Université de Calgary, 1984), p. 69-70.
32. Dans son ouvrage fascinant sur l'expérience des soldats au combat, Holmes allègue que l'incapacité de riposter durant un bombardement ennemi — d'explosifs détonnants ou de gaz — est l'une des caractéristiques qui altéraient tellement le moral. Richard Holmes, *Firing Line* (London: Pimlico, 1985) p. 29.
33. R.J. Manion, *A Surgeon in Arms* (New York: Doran, 1918) p. 79.
34. Extrait de l'ouvrage de Haber, *The Poisonous Cloud* p. 292.
35. Geoff Dyer, *The Missing of the Somme* (London: Penguin Books, 1994) p. 47-8.
36. Armée britannique, Report of the War Office Committee of Enquiry into « Shell-Shock » (London, 1922) p. 67.
37. ANC, RG 9, vol. 3982, chemise 3, dossier 7, « Report on the Periodical Outbursts of Reports Announcing Extraordinary Discoveries Made by the Enemy. » 2; voir l'ouvrage de Lefebure, *The Riddle of the Rhine*, p. 117 119, pour plus de détails sur les rumeurs.
38. ANC, archives de la Commission canadienne de radiodiffusion, RG 41, 78th Battalion, F.G. Thompson, 1/8; Winter, *Death's Men*, p. 124.
39. Voir à ce sujet l'ouvrage de Anthony Kellett, *Combat Motivation* (Boston: Kluwer-Nijhoff, 1982) p. 126 129 et de Sir W.G. Macpherson, et al., *Official History of the War: Medical Services Diseases of the War, Volume II*, (London: 1923) p. 258.
40. Brown, *Chemical Warfare*, p. 36-7.
41. Heller, *Chemical Warfare*, p. 22-23.
42. Robert Graves, *Goodbye to All That* (London: Penguin Books, 1929), p. 220.
43. Extrait de l'ouvrage de Martin Gilbert, *The First World War* (New York: Henry Holt and Company, 1994), p. 352 3.
44. Au sujet du débat d'après guerre sur la moralité des armes chimiques, voir l'ouvrage de Tim Cook, « Against God-Inspired Conscience: Perceptions of Gas Warfare as a Weapon of Mass Destruction, 1915-1939 », *War & Society*, 18, 1 (mai 2000), p. 47 69 et de Hugh R. Slotten, 'Humane Chemistry or Scientific Barbarism? American Responses to World War I Poison Gas, 1915-1930', *The Journal of American History* (septembre 1990), p. 476 98.
45. Harold Hartley, « A General Comparison of British and German Methods of Gas Warfare », *Journal of the Royal Artillery*, (février 1920), p. 492.
46. Au sujet de ce débat d'après guerre, voir l'ouvrage de Robin Higham, *The Military Intellectuals in Britain: 1918 1939* (New Jersey: Rutgers University Press, 1966), p. 46, 69 70, 186; de J.F.C. Fuller, *War and Western Civilization, 1832 1932* (New York: Books for Libraries Press, 1969), p. 234 5 et de Basil Liddell Hart, *Thoughts On War* (London: Faber and Faber Ltd, 1943), p. 174 5.

Purple Haze :

Planification conjointe dans les Forces canadiennes, de la Force mobile à l'état-major J, 1975-1991 (Partie 1)

Par Sean M. Maloney, Ph.D.

Les problèmes qu'ont éprouvés les planificateurs alliés ont été accentués par l'arrivée de monarques sur le terrain, généralement entourés d'une imposante brochette de conseillers privés. Même s'ils évitaient le plus souvent d'exercer leur autorité sur le commandement nominal, ils devaient être informés des plans, et leurs objections devaient être contrées. Même leurs conseillers devaient être écoutés...[à Austerlitz cela] a même amené l'habile Swartzenberg à se plaindre à l'effet « qu'il est tout à fait inhumain que je doive endurer ce que j'endure, entouré comme je suis de personnes faibles d'esprit, de projecteurs excentriques, d'intrigants, de gaffeurs, de bavards et de critiques insignifiants. »¹

— Gunter E. Rothenberg, *The Art of War in the Age of Napoleon*

INTRODUCTION

Purple Haze constitue le premier volet d'une série de deux qui se penche sur les origines et le passé de l'état-major J, le principal organe de planification et de coordination stratégiques des Forces canadiennes. Entre 1964 et 1968, le ministre de la Défense nationale, Paul Hellyer, a procédé à l'unification des forces armées en place (la Marine royale du Canada, l'Armée de terre et l'Aviation royale du Canada), et a créé les Forces armées canadiennes. Les quartiers généraux des trois services ont été dissous et remplacés par le Quartier général des Forces canadiennes. Le QGFC et le ministère civil de la Défense nationale ont ultérieurement été regroupés au sein du Quartier général de la Défense nationale. L'unification faisait loi, et les dirigeants des Forces armées canadiennes ont tout fait pour s'y adapter.

En 1990, après dix ans d'insuccès au chapitre des exercices et des opérations et face à la crise autochtone et à l'imminence d'une guerre dans le golfe Persique, le chef d'état-major de la Défense, John DeChastelain, a autorisé son sous-chef d'état-major, le Lieutenant-général David Huddleston, à former un état-major conjoint (connu sous le nom d'état-major J) au sein du Quartier général unifié de la Défense nationale. On voulait ainsi que les Forces canadiennes puissent réagir adéquatement aux situations de crise et fournir au gouvernement canadien des réponses qui lui permettraient de réaliser les objectifs globaux du Canada, ce que le Quartier général de la Défense nationale ne pouvait faire. En 1992, l'état-major J était, et demeure aujourd'hui encore, un élément permanent de la défense canadienne.

On peut d'une certaine façon considérer cette étude comme la suite de la série en deux volets sur la Force mobile qui a été publiée dans les numéros de l'été et de l'automne 2000 du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*.

L'objectif reste le même, à savoir faire mieux connaître un aspect parfois caché du rôle de l'Armée de terre canadienne au regard du processus de planification interarmées

L'objectif reste le même, à savoir faire mieux connaître un aspect parfois caché du rôle de l'Armée de terre canadienne au regard du processus de planification

interarmées et démontrer, une fois de plus, que les actions d'aujourd'hui et de demain sont solidement enracinées dans le passé.

POURQUOI S'INTÉRESSER AUX OPÉRATIONS ET À LA PLANIFICATION INTERARMÉES?

Avant 1945, on trouvait en général deux types d'opérations militaires : les guerres ouvertes à grande échelle opposant des puissances établies, ou les petites guerres non déclarées qui mettaient habituellement aux prises des puissances coloniales ou des populations indigènes. On a cependant réalisé de plus en plus qu'une nouvelle terminologie devait être établie pour les opérations militaires menées à l'appui de la politique nationale en dehors des guerres ouvertes à grande échelle.

Sous l'impulsion de la guerre froide (1946-1990), il fallait élargir la définition. En termes généraux, la « guerre froide » était un état dans lequel les nations, en temps de paix, se préparaient régulièrement en vue d'une guerre ouverte et où les niveaux d'activité dépassaient largement ceux qui existaient avant la Seconde guerre mondiale. Cet état comportait aussi la conduite d'opérations militaires en vue d'une guerre ouverte, par exemple l'utilisation poussée des forces militaires pour les activités de recherche du renseignement ou l'alerte en vol des bombardiers dotés d'ogives nucléaires. Avec l'évolution de la guerre froide, l'impasse qui existait entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie a incité l'Union soviétique à procéder à des opérations et à des préparatifs, déclarés et secrets, dans le nouveau Tiers Monde. Comme cette décision coïncidait avec les efforts de décolonisation de certaines puissances occidentales, les

opérations militaires des pays de l'Ouest étaient de niveau moindre qu'une guerre ouverte. Somme toute, il n'y avait pas de paix véritable mais il n'y avait cependant aucun conflit ouvert entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

La période d'après-guerre froide, celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui, ne nous a pas ramené un état de paix, en présumant qu'un tel état ait déjà existé. La dissolution du Pacte de Varsovie s'apparentait au retrait des Britanniques de l'empire au cours du vingtième siècle. Elle a rouvert de vieilles blessures et en a créé de nouvelles. Des ennemis nouveaux et en puissance sont apparus, et les opérations militaires de niveau moindre qu'une guerre ouverte se poursuivront.

Qu'est-ce que cela signifie dans le contexte canadien? Avant la guerre froide, les organisations canadiennes responsables du commandement et du contrôle s'occupaient d'administration en temps de paix. Une fois la guerre déclarée, elles avaient pour tâche de mobiliser une armée, une marine et une force aérienne autour d'une force cadre embryonnaire, de déployer les forces et de combattre un ennemi monolithique, ici l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon impérial. Les structures de commandement et de contrôle mises en place pendant la guerre étaient dans l'ensemble temporaires, et les forces canadiennes ont été incorporées aux systèmes de commandement de la coalition. Le système canadien devait en théorie reprendre ses fonctions administratives une fois la guerre gagnée. Mais la nécessité de compter sur un état de préparation accru et de participer aux opérations de l'Alliance sous tous leurs aspects au cours de la guerre froide a entraîné la mise en place d'une structure de commandement qui devait s'occuper des opérations interarmées.

Alors que les hommes politiques canadiens comprenaient fort peu la

nature de plus en plus complexe de l'utilisation d'une force militaire à l'appui des objectifs du Canada en « temps de paix », à savoir la diplomatie, le maintien de la paix, l'évacuation des non-combattants au cours de révolutions, les garde-pêche et autres, le système de commandement tentait ardemment de s'y adapter afin que le travail de planification et les opérations interarmées puissent être réalisés tous les jours en l'absence d'une guerre ouverte, une déclaration diplomatique presque désuète aujourd'hui dans un monde d'opérations secrètes, de guerre de l'information et de protection des ressources.

L'éventail des options militaires dont disposent de nos jours les



À l'appui des Jeux Olympiques d'été de 1976, une garde mobile pour le yacht royal lors de l'opération Gamescan 76. Les opérations domestiques peuvent faire l'objet de déploiements de troupes importants et exiger une planification interarmées détaillée. (Document obtenu de l'UPFC)

décideurs civils est en effet tellement vaste qu'il faudrait tenir compte des niveaux d'intensité des opérations militaires en fonction des forces requises et des efforts consentis pour les appuyer, par opposition au « temps de paix », un état de guerre non ouverte, de forces militaires embryonnaires et « non actives » et au « temps de guerre », un état de guerre ouverte, de mobilisation et de forces « actives ». Nul doute que la complexité de la technologie utilisée pour les opérations militaires modernes milite contre une mobilisation massive rapide afin de satisfaire aux exigences politiques

sur l'utilisation de la force qui, dans le système d'aujourd'hui basé sur les médias, est avant tout la vitesse. C'est ainsi que les organisations responsables de la planification militaire interarmées doivent en tout temps fonctionner aux côtés des organisations chargées de l'administration militaire. Les QGFOI doivent exister au quotidien afin de répondre aux besoins des Canadiens à très court préavis.

On réalise bien vite que la fin de la guerre froide n'a pas créé l'utopie mondiale qu'avaient prédit ceux pour qui la plupart des problèmes mondiaux étaient imputables à la rivalité qui opposait les superpuissances. Il a cependant fallu du temps, depuis 1990, pour que les cercles politiques canadiens à l'extérieur du MDN en arrivent à reconnaître ce fait, en dépit de la guerre du Golfe de 1990-1991. On tolérait sans doute une telle ignorance parce qu'on croyait qu'une réduction du budget de la défense pourrait rapporter certains avantages politiques, et peut-être aussi parce qu'on ne reconnaissait pas la capacité des forces armées canadiennes de constituer un outil politique en dehors du contexte de l'OTAN.

Même s'il était clair qu'une nouvelle politique de défense devait être établie pour guider les forces armées dans la période d'après-guerre froide, le processus a été long, le Livre blanc de la Défense de 1994 constituant le principal moyen d'expression de la nouvelle politique. En 1991 cependant, le chef d'état-major de la Défense a diffusé une ligne directrice à l'effet « qu'il fallait que les FC se préparent à participer à des opérations de contingence dans le monde. »² Il semble que cette ligne directrice constituait le premier mouvement d'abandon des plans de défense centrés sur l'OTAN, plans qui ont dominé la planification canadienne pendant quarante ans.³

La vision de l'emploi de la force axée sur l'OTAN portait presque exclusivement sur le continent européen, le gros de l'activité militaire allant aux opérations d'intensité élevée combinées aux efforts de l'Alliance au cours d'une situation de guerre donnée. Après 1991 toutefois, en raison des « opérations de contingence dans le monde », les forces canadiennes devaient être prêtes à intervenir en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient ou en Amérique latine. Elles devaient être en mesure de mener des opérations dans une vaste gamme de conflits. La plupart des secteurs d'opération n'étaient pas dotés de l'infrastructure que possédaient les pays occidentaux et se trouvaient plus près de l'Europe que de l'Amérique du Nord, ce qui obligeait les forces à posséder un degré d'autonomie assez élevé. Il fallait donc procéder à une planification interarmées pour déployer les forces dans le théâtre des opérations, les appuyer dans des secteurs possédant une infrastructure primitive et les y exfiltrer, au besoin, en cas de menace. En vertu de la nouvelle directive, il était même possible que le Canada mène lui-même des opérations.

Le Livre blanc de la Défense de 1994, tant attendu, n'a toutefois pas fourni les précisions sur la nouvelle politique de sécurité nationale du Canada que recherchaient les responsables de la mise en application de la politique au QGDN. Il s'agissait d'un document imprécis à bien des égards que les planificateurs ont eu bien du mal à comprendre au départ. Le Livre blanc faisait ressortir plusieurs problèmes, notamment les états sans avenir, les réfugiés, l'instabilité régionale, la protection de la souveraineté, la prolifération des armes, mais n'osait se prononcer sur l'environnement pour lequel le QGDN devait se préparer. Il a néanmoins encouragé ce dernier à maintenir « des forces aptes au combat », capables d'intervenir dans tous les types d'opérations militaires à l'appui des politiques que le gouvernement jugerait nécessaire d'adopter dans l'avenir. Les

planificateurs au QGDN devaient eux-mêmes déterminer le moyen d'y parvenir.⁴

L'environnement dans lequel l'état-major J a été constitué, et où il a par la suite évolué, reflète l'expérience que les Américains ont vécu au début des années 1980, à l'époque où leur système de sécurité national a fait l'objet d'un remaniement. Les problèmes qu'avait alors identifiés le général David C. Jones, président des chefs d'état-major interarmées, étaient du même ordre que ceux auxquels faisaient face les planificateurs canadiens. Jones avait noté la présence d'un « modèle insolite » dans l'histoire militaire américaine et

la plupart des opérations de contingence menées entre 1950 et 1960 avaient été planifiées à la hâte.

avait ajouté, « Nous avons peut-être été faibles au début des guerres passées, mais nous sommes quand même revenus parce que le temps jouait en notre faveur. »⁵ Jones a identifié certaines lacunes, aussi présentes chez les Forces canadiennes, surtout dans les années 1980 :

- La stratégie est tellement générale qu'elle englobe tout pour tous.
- Les chefs sont inévitablement captifs de la planification urgente, et la planification à long terme est trop souvent négligée.
- L'autorité et la responsabilité sont mal étalées.
- Aucun examen rigoureux des besoins et des solutions de rechange n'est réalisé.
- La discipline est absente du processus budgétaire.
- On évite de prendre des décisions difficiles.
- La responsabilisation au regard des décisions ou du rendement est des plus inadéquates.
- Les chefs, souvent sans expérience, sont contraints de passer trop de temps à faire les arbitres dans des chicanes

internes touchant les ressources.

- L'efficacité au combat de la force de combat, le produit final, est négligée.⁶

Pourquoi ces lacunes sont-elles importantes? Elles devaient (et dans certains cas doivent encore) être éliminées pour éviter que les militaires, les marins et les aviateurs canadiens ne courent des risques inutiles dans un environnement global de plus en plus meurtrier. Il est essentiel que le Canada puisse compter sur des organisations compétentes en matière de planification et de commandement si nous voulons réduire les risques d'échec. Nous devons, pour ce faire, être mieux préparés à assurer la gestion de crises. Le Canada ne peut se permettre de vivre un autre Dieppe ou un autre Hong Kong à un bout du spectre, ou encore un autre Rwanda ou une autre Somalie à l'autre bout, avec tout ce que cela comporte de réactions défavorables aux niveaux politique et humain.

En résumé, le Canada n'est pas prêt de se dérober à ses responsabilités internationales ou à ses intérêts nationaux globaux indépendants. Il ne peut se le permettre. Il sera vain de tenter de soustraire le Canada à un engagement en évoquant le fait que ses forces militaires sont mal équipées, mal préparées ou mal dirigées lorsqu'éclatera la prochaine crise et que le gouvernement ou la population canadienne exigera une intervention militaire. Les Forces armées doivent être dotées d'un système de commandement et de contrôle efficace qui leur permet de participer à des opérations interarmées dans le monde, dans tout le spectre des conflits.

UN PROBLÈME IDENTIFIÉ : LE BESOIN ACCRU DE PLANIFICATION INTERARMÉES DANS LES ANNÉES 1980

Tout au long des années 1970, l'état-major de planification s'occupait essentiellement des opérations quotidiennes et de la maintenance des forces déployées à l'appui des Nations unies et de l'OTAN, et dans le cas de l'opération GAMESCAN 76, des opérations

domestiques. La planification en temps de guerre venait au second plan et portait sur les engagements en Europe, dans la Région du Centre, les renforts au regard de ces engagements et le déploiement de forces basées au Canada dans le cadre d'autres engagements européens en mer et en Norvège. Il n'existait pratiquement aucun moyen de planifier et d'exécuter des opérations de contingence, interarmées ou non. Il semblait qu'à l'époque, aucun des engagements n'exigeait une approche axée sur la planification interarmées et le commandement.

Comme nous l'avons vu,⁷ la plupart des opérations de contingence menées entre 1950 et 1960 avaient été planifiées à la hâte. À cette époque, les commandants et les planificateurs possédaient une expérience en temps de guerre et étaient appelés à improviser sans s'embarasser de montagnes de papier et d'états-majors imposants. Le plus souvent, ils se connaissaient entre eux ou avaient au moins participé à la Seconde Guerre mondiale. La structure de la force favorisait l'improvisation compte tenu des nombreuses capacités qu'on y retrouvait. La stratégie de guerre nucléaire acceptée dans les années 1950 et 1960 n'a pas favorisé une planification complexe de la mobilisation et, quoi qu'il en soit, les ressources affectées à la mobilisation ont fait l'objet de coupures drastiques avant 1958.

La planification de contingence était cependant en voie d'atteindre un point où l'improvisation n'aurait plus sa place à court préavis et ne pourrait plus être efficace et mener au succès. En adoptant en 1967 une stratégie axée sur une souplesse de réaction, l'OTAN faisait ressortir l'importance nouvelle accordée aux forces traditionnelles et, par conséquent, à la planification de la mobilisation. En raison des coupures effectuées

au début des années 1970, les ressources opérationnelles se faisaient plus rares, ce qui n'a pas aidé à la planification de la mobilisation au Canada. Les membres de la nouvelle garde au QGDN n'avaient aucune expérience en temps de guerre et étaient peut-être davantage préoccupés par leur carrière. La culture administrative au QGDN était en désaccord avec une culture opérationnelle efficace. Ce différend tenait notamment à l'instabilité du système de planification et de commandement au cours des dix dernières années. L'augmentation de l'influence civile, donc de personnes inexpérimentées mais puissantes qui estimaient devoir participer à tous les aspects de l'activité des FC pour conserver leur pouvoir personnel au sein de la fonction publique, a aussi eu un rôle à jouer. À un autre niveau, les chefs politiques croyaient qu'ils devraient mettre l'accent sur la microgestion des opérations en raison des conséquences politiques, perçues ou réelles, découlant de la couverture médiatique quasi instantanée. Tout bien pesé, la méfiance qui s'était installée entre les fonctionnaires civils élus, les bureaucrates civils non élus, les bureaucrates militaires ainsi que les commandants et les opérateurs militaires atteignait une masse critique.

Deux événements ont contribué à faire ressortir l'état lamentable dans lequel se trouvaient les organes de planification au QGDN. Le

premier a été l'exercice de poste de commandement WINTEX mené en 1979 à la grandeur de l'OTAN. Cette série d'exercices biannuels a eu lieu tout au long des années 1970. L'exercice WINTEX visait en gros à appliquer et à évaluer les techniques de commandement du gouvernement et du commandement militaire national dans un scénario de crise menant à une mobilisation et à une guerre nucléaire limitée. Le Canada, qui participait à l'exercice, n'a pu répondre à ses exigences établies de longue date par l'OTAN. C'est au cours des phases d'alerte menant au déclenchement et au début de la guerre qu'il y a eu cassure.⁸ L'exercice WINTEX 79 a servi avant tout à démontrer que les planificateurs et les opérateurs canadiens étaient incapables de mener des opérations de l'OTAN bien établies et planifiées en temps de guerre, la raison d'être des FC, et à plus forte raison des opérations de contingence rapides au niveau national, à l'extérieur de la zone de l'OTAN.

Le Groupe de travail chargé d'étudier l'unification des forces a été le premier à se pencher de façon officielle sur le problème. Le gouvernement Progressiste conservateur de Joe Clark, élu en 1979, avait fait de l'examen sur l'unification sa plate-forme électorale. Le Groupe de travail, qui relevait directement du ministre de la Défense nationale, Allan B. MacKinnon, a entrepris ses travaux en mars 1980. L'élection inattendue des Libéraux en mars 1980 a cependant perturbé le travail du Groupe et, par conséquent, la production du rapport final. Le chef d'état-major de la Défense, l'amiral Robert Falls, sensibilisé par le changement de gouvernement, a ultérieurement recommandé que le rapport du Groupe de travail soit revu par un Comité d'étude. Cette décision a notamment été prise parce qu'on



Les résultats d'une planification interarmées déficiente. Nous ne pouvons laisser ceci se reproduire. (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

croyait que le rapport « donnerait une image négative du gouvernement libéral. »⁹

Le rapport s'intéressait avant tout à l'instruction, au recrutement et au système du personnel. La discussion la plus importante portait cependant sur le commandement et le contrôle, et a donné lieu à des conclusions accablantes. On estimait que les cadres supérieurs n'avaient pas reçu suffisamment d'expertise sur les éléments maritime, terrestre et aérien. Les commandants « agissaient comme conseillers seulement lorsqu'on le leur demandait, et cela habituellement après qu'une décision importante ait déjà été prise. » Pire encore, « on estimait que la chaîne de commandement était confuse » : « les communications avec le [QGDN] ne passaient pas par le Quartier général du commandement et, parfois, le commandement n'était là qu'à titre de centre d'échange d'information. » De plus, le QGDN n'était pas « réceptif aux exigences opérationnelles, » ne montrant pas « suffisamment d'attention face à la formulation de la doctrine tactique. » On a proposé une « organisation de chefs d'état-major interarmées » comme solution.¹⁰

La fusion du QGFC et du QGDN est venue envenimer la situation. Au niveau du sous-ministre adjoint, « les civils prenaient des décisions ou participaient au processus décisionnel sur des questions d'ordre militaire, et ce contrôle exercé par l'autorité civile ne devait pas signifier un contrôle par la fonction publique ... l'influence civile ainsi ressentie a fait en sorte qu'on a délaissé le plus important...les civils et l'ancienneté professionnelle ont nuit à l'influence exercée par les militaires en service actif. »¹¹

Le Comité d'étude du CEMD a revu l'ensemble des recommandations et des preuves produites par le Groupe de travail. Il a ensuite élaboré ces questions et présenté ses propres recommandations, plus complètes que celles du Groupe de travail. Au chapitre du commandement et du contrôle, le Comité d'étude a établi qu'il fallait « accorder une grande

importance aux questions opérationnelles de même qu'à la nécessité de reconnaître les différences entre les éléments », et a accepté les conclusions du rapport du Groupe de travail à l'effet qu'il y avait au QGDN « trop de dirigeants » et une « absence de directive touchant les éléments ». ¹² Quant à la question de la trop grande influence civile, le Comité d'étude a accepté les conclusions du rapport et a ajouté que « les normes et les valeurs civiles supplantent...des normes et des valeurs militaires établies et, de ce fait, érodent la fibre fondamentale de la société militaire canadienne...les Forces traversent une crise qui touche l'éthos militaire. »¹³ Cette trop grande influence civile a fait en sorte qu'au QGDN, on a délaissé les questions opérationnelles au profit de l'administration au jour le jour (et à la mise en œuvre de projets).

Le chef d'état-major de la Défense de l'époque (1980-1983), le Général Ramsay M. Withers, a ordonné qu'une révision du système de commandement et de contrôle national soit effectuée en 1981. La Directive d'orientation provisoire produite par son état-major proposait une mesure visant à corriger la situation actuelle :

*À mesure que des systèmes d'échange et de gestion de l'information plus perfectionnés apparaîtront, on notera une tendance marquée à centraliser le contrôle des FC. La nature même et l'importance de la menace militaire pour la sécurité nationale du Canada exigent en même temps que le commandement et le contrôle soient exercés de façon souple, robuste et fiable. Le commandement et le contrôle constituent un processus dynamique et parfois imprécis qui lie les commandants aux ressources qu'ils contrôlent et à l'autorité dont ils relèvent. Il facilite la planification, la mise en œuvre, la coordination et le contrôle de toute opération ou activité ainsi que les changements pouvant y être apportés. Pour être efficace, il doit permettre aux directives, aux conseils et à l'information de circuler de façon sûre et fiable dans les deux sens.*¹⁴

La Directive d'orientation provisoire donnait donc à penser que

le système de commandement et de contrôle du Canada au début des années 1980 était décentralisé, rigide, faible, incertain et amorphe.

Alors que le système du QGDN se penchait sur la Directive d'orientation du CEMD, le QGDN tenait l'Exercice RENDEZVOUS 81 (RV 81) au cours duquel les unités de la Force mobile de tout le Canada participaient à un entraînement au niveau divisionnaire. L'exercice avait été remis deux ans de suite, notamment parce que le QGDN n'était plus en mesure de procéder à un mouvement stratégique des ressources au Canada, à plus forte raison à un déploiement à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Une cellule spéciale des mouvements a donc été mise sur pied à la dernière minute pour que les unités de la Force mobile venant de partout au Canada puissent procéder à un déploiement stratégique à la BFC Gagetown, le secteur d'entraînement.¹⁵

Il a fallu une autre année, soit presque deux ans et demi après la mise en œuvre de la première directive, pour mettre au point une directive portant sur le commandement et le contrôle des FC. On ne sait pas très bien ce qui explique ces délais, mais il semble que l'état-major du juge-avocat général ait découvert des anomalies quant à l'autorité juridique du chef d'état-major de la Défense de commander. On a même cru, à un certain moment, que son rôle se limitait à donner des conseils sur des questions touchant le commandement des FC. On a de plus demandé l'opinion de tous les commandants opérationnels et bureaucrates civils, un travail fastidieux.¹⁶ Il ne faut pas non plus négliger la possibilité que les frictions personnelles qui existaient entre le personnel militaire et civil ait pu perturber le processus.

La version finale de la politique sur le commandement et le contrôle des FC a été promulguée en avril 1983. Elle prévoyait la capacité de « déployer et de redéployer des forces au Canada ou à l'étranger et d'assurer leur maintien en puissance en temps de paix, lors de crises ou en temps de guerre. » On y précisait aussi « qu'un commandant doit

pouvoir assigner des missions et des tâches à des subalternes et les adapter à la situation. »¹⁷ On apportait d'importantes précisions sur le rôle du chef d'état-major de la Défense et sur ses liens avec le ministre de la Défense nationale (ministre de la DN). C'est ainsi que le chef d'état-major de la Défense devait agir à titre de conseiller militaire supérieur auprès du ministre de la DN et relever de ce dernier pour « la bonne conduite des opérations militaires et l'état de préparation des FC pour répondre aux engagements que le gouverneur en conseil lui attribuait. » La politique stipulait de plus que « le CEMD...commande les Forces canadiennes » et qu'il est autorisé à déléguer ce pouvoir.¹⁸

Malgré leur très grande proximité à l'intérieur du même édifice, le ministère de la Défense nationale et les FC constituaient « deux organisations complémentaires séparées et distinctes. » Le vice-chef d'état-major de la Défense (VCEMD) était le chef d'état-major des FC, alors que le sous-chef d'état-major de la Défense (SCEMD) était responsable des opérations des FC. La Direction de la planification et des opérations militaires était le principal responsable à cet égard. Elle relevait du SCEMD et devait « mener des activités prévues et urgentes. » L'état-major opérationnel du QGDN devait regrouper l'état-major de combat du SCEMD, l'état-major et le personnel d'augmentation du Centre des opérations de la Défense nationale (CODN), l'état-major de la planification opérationnelle du SCEMD et le Centre de renseignement de la Défense nationale. Le Centre de coordination du personnel ainsi que le Centre de coordination logistique étaient chargés de fournir le personnel de soutien.¹⁹

Le Général Thériault a succédé au Général Withers en 1983, et le gouvernement Trudeau a subi la défaite aux mains des Progressistes conservateurs sous la gouverne de Brian Mulroney. Le nouveau ministre de la Défense, Bob Coates, était résolu à éliminer les derniers vestiges de l'unification. Bien que Coates ait été remplacé par Erik

Neilson à la suite de l'incident gênant survenu à Lahr, le gouvernement était bien décidé à revoir la politique de défense à tous les niveaux.²⁰

Le Livre blanc de 1987, *Défis et engagements*, a constitué la principale preuve tangible de ce processus. Les efforts de rationalisation du système de planification au QGDN se sont faits pour leur part plus discrets. Dans le cadre de ce processus, on a commandé une autre étude sur l'unification. Une partie du rapport final, " Les conséquences de l'intégration, de l'unification et de la restructuration sur les fonctions et la structure du Quartier général de la Défense nationale, " connu sous le nom d'étude Loomis, a été publiée en 1985.

L'étude Loomis avait été commandée par le Général Thériault pour qui la planification de la défense était « paralysée parce qu'on supposait que les fonctionnaires civils avaient isolé le CEMD. » Selon lui, la fonction publique avait « envahi la structure de commandement, » et était guidée « avant tout par des moyens budgétaires et opérationnels, » qui ne favorisaient pas une planification opérationnelle, la « culture de la fonction publique étant fondamentalement opposée à la culture du commandement. » Le Général Thériault a même affirmé que le CEMD « était essentiellement neutralisé par la culture administrative qui prévalait au QGDN depuis 1972. »²¹ Ce problème avait cependant d'autres ramifications. Certains officiers au QGDN profitaient de leur poste militaire pour établir des contacts et passer à la fonction publique au MDN. L'incapacité du corps des officiers de constituer un ethos qui aurait permis de renforcer sa position et de parvenir à vaincre la bureaucratie plutôt que d'entrer dans ses rangs n'a pas aidé.

L'étude Loomis a révélé que l'élément du SCEMD responsable de

la planification des opérations était déficient. Le sous-ministre adjoint (Politique) (SMA(Pol)) et le groupe du SCEMD ne s'entendaient pas sur la question de la continuité de la politique. Le groupe du SCEMD manquait de personnel pour s'occuper des missions courantes et des opérations de contingence susceptibles d'être menées. L'organisation était divisée : d'une part les planificateurs qui cherchaient à planifier à long terme et, d'autre part, ceux qui tentaient de réaliser une planification qui répondrait aux engagements déjà pris. Les chefs des éléments au sein du groupe du SCEMD étaient de plus en conflit d'intérêt, eux qui étaient complices pour défendre le service. Finalement, le SCEMD ne pouvait compter sur un chef d'état-major solide pour agir à titre de médiateur dans ces différends ce qui, en plus du problème de dotation, détournait l'état-major de ses tâches principales.²² L'étude Loomis a conclu que « l'unification ne constituait pas la meilleure solution....pour bien comprendre les opérations combinées, il ne faut pas unifier mais renforcer le concept d'un état-major interarmées formé

L'Exercice RENDEZVOUS 81 (RV 81) . . . avait été remis deux ans de suite, notamment parce que le QGDN n'était plus en mesure de procéder à un mouvement stratégique des ressources au Canada

de spécialistes militaires mus par une allégeance plus profonde à une cause commune. »²³

EXERCICE BRAVE LION : LE GROUPE-BRIGADE CTAM EN NORVÈGE, 1986

L'exercice BRAVE LION constitue une preuve de plus que le QGDN éprouvait de graves difficultés à réaliser une planification opérationnelle dans le cas d'une opération d'importance.

Il serait bon de situer quelque peu l'engagement du groupe-brigade canadien transportable par air et par

mer (CTAM) avant d'entrer dans les subtilités de l'exercice BRAVE LION. Après les élections de 1968, le gouvernement Trudeau a cherché à mettre un terme à l'engagement de la force terrestre canadienne vis-à-vis l'OTAN en Europe. Cet engagement consistait en une division, dont un groupe-brigade était déployé en Allemagne de l'Ouest en temps de paix. Dans l'examen de la défense de 1968, on a discuté de la possibilité de remplacer les deux brigades par un groupe-brigade. Après consultation, on a décidé d'affecter cette « brigade transportable par air et par mer » (TAM) dans le nord de la Norvège en cas de crise.²⁴ Cette décision a été prise sans avoir adéquatement consulté les militaires, sans doute en raison de la confusion qui régnait alors dans la structure organisationnelle du QGFC. On ne s'est donc pas vraiment demandé comment une structure logistique des Forces canadiennes formée pour livrer une guerre nucléaire de 30 jours avec une mobilisation réduite, voire aucune mobilisation, parviendrait à transporter et à appuyer le groupe-brigade TAM en

L'exercice BRAVE LION constitue une preuve de plus que le QGDN éprouvait de graves difficultés à réaliser une planification opérationnelle dans le cas d'une opération d'importance.

Norvège tout en appuyant le 4^e Groupe-brigade mécanisé canadien (GBMC) en Allemagne centrale.²⁵ À la même période, le gouvernement canadien avait aussi assigné deux escadrons de CF-5 à des opérations en Norvège. En dépit de toute l'éloquence de l'unification, personne n'a semble-t-il à ce moment tenter d'associer le déploiement ou les opérations du tout nouveau groupe de combat CTAM à ceux des escadrons de réaction rapide. Le rapport qui existait entre ces engagements et l'engagement de la Force mobile (Terre) du

Commandement allié en Europe était pour le moins ambigu.

Entre 1968 et 1986, on s'est relancé au moins à trois reprises la responsabilité touchant le rôle CTAM au niveau du groupe-brigade. Il semble que le groupe CTAM n'ait participé qu'à un seul exercice dans les années 1970, et alors seulement au Canada.²⁶ Le groupe-brigade CTAM est devenu un engagement théorique et on en est venu, sans doute à dessein, à oublier avec le temps la difficulté que posaient le transport d'un groupe-brigade jusqu'en Norvège, à travers des eaux hostiles, ainsi que son déploiement et l'appui qui devait lui être fourni dans un théâtre actif.

Dans les années 1980, on s'est interrogé sur la crédibilité de l'engagement du groupe-brigade CTAM, notamment au cours de l'Ex BOLD STEP mais plus encore en 1984, après le retour au pouvoir du gouvernement Progressiste conservateur. On a donc décidé, en 1983 ou en 1984, de mener un exercice dans le but de vérifier le concept CTAM. L'exercice BRAVE LION « était un exercice combiné/interarmées qui servait à appliquer et à valider tous les plans et toutes les ententes touchant le déploiement et l'utilisation des renforts canadiens [en Norvège]. »²⁷ Le groupe-brigade CTAM et un escadron de réaction rapide (ERR) du Commandement aérien composé de dix CF-5 y participeraient.

Il a fallu deux ans pour planifier l'exercice BRAVE LION, une longue période si on tient compte du fait que l'engagement était en marche depuis 1968 et qu'il s'inscrivait dans le plan de contingence de gestion de crises du SACEUR, qui devait être exécuté avant le déclenchement de la guerre. Il a finalement eu lieu entre les mois d'août et d'octobre 1986, et les résultats étaient faciles à prévoir. Sur le terrain, la brigade CTAM (alors constituée du 5^e Groupe brigade du Canada, ou 5^e GBC), à l'instar de l'ERR qui avait été considérablement renforcé depuis l'exercice RV81,

fonctionnait bien dans des conditions d'exercice.²⁸ C'est au chapitre du travail d'état-major, du déploiement et particulièrement des rapports de commandement et de contrôle que l'exercice a connu des failles.

L'exercice BRAVE LION était dirigé par le CEMD qui avait délégué le commandement au SCEMD. Le Directeur général — Plans militaires et opérations formait le bureau de planification pour l'exercice alors que le reste du groupe du SCEMD fournissait le soutien. On a bien vite découvert que le plan de contingence qui prévalait, le PLANOP BOREAL, était incomplet et qu'il n'existait aucun plan pour appuyer le groupe-brigade CTAM (renforcements, évacuation sanitaire et logistique). Il n'y avait aucun rapport écrit entre l'ERR et le groupe-brigade CTAM. Réflexion faite, les planificateurs ont réalisé que « les planificateurs du QGDN...s'occupaient d'un exercice interarmées/combiné d'envergure pour la première fois... »²⁹

Vu l'absence de capacité logistique, un Groupe de soutien du Canada (Nord) (GS du CA(N)) spécial a été créé pour les besoins de l'exercice. Ce groupe a été constitué à partir d'unités de logistique en place affectées à d'autres tâches en temps de guerre. Au chapitre de la planification :

Au cours d'un exercice ou d'une opération d'importance, surtout en temps de paix, le commandement et le contrôle ainsi que la coordination des activités opérationnelles du QGDN sont [sic] réalisés par le biais d'une sorte de gestion matricielle et du regroupement d'éléments du Quartier général à l'intérieur de différents systèmes et organisations improvisés...une telle façon de faire n'est sans doute pas aussi efficace ni efficiente qu'elle pourrait l'être.³⁰

Il ne « semblait pas y avoir, au niveau des concepts, de document final que tous les intéressés pouvaient consulter et comprendre. » La Directive d'orientation P1/83 du

QGDN, apprend-on dans un rapport, était incomplète puisqu'elle ne « décrivait qu'en termes généraux la politique et les attributions des principaux membres de l'état-major du QGDN. »³¹ Une fois de plus, l'état-major du SCEMD était à court de personnel et éprouvait des difficultés à gérer un exercice, à plus forte raison une situation de crise véritable. La décision d'exclure le Quartier général des Forces canadiennes Europe (FCE) de l'exercice a été une « erreur grave » puisque les FCE constituaient le commandement responsable des renforts déployés dans le théâtre. Somme toute, le système de planification opérationnelle était en difficulté.

La confusion entourant le rôle des forces maritimes du Canada et de l'OTAN, tant aux niveaux théorique que pratique, a constitué un autre problème. Estimant que la présence du Commandement maritime (COMAR) à l'exercice était un « luxe hors de portée », les planificateurs ont décidé de laisser de côté les escortes de convois.³² C'était là une bonne décision si on voulait éviter d'alourdir la charge de travail de l'état-major de la planification du SCEMD qui en avait déjà plein les bras. Au niveau opérationnel, les planificateurs du COMAR avaient déjà affectés leurs sous-marins et leurs aéronefs au SACLANT dès le tout début du conflit. Rien dans les plans des forces maritimes du Canada et de celles de l'OTAN n'avait été prévu afin de trouver suffisamment de navires d'escorte canadiens pour couvrir le déploiement du groupe-brigade CTAM avant le début de la guerre, une autre faille majeure.³³

Les mesures touchant le commandement et le contrôle des unités aériennes engagées dans l'opération BRAVE LION ont aussi posé des difficultés. Les planificateurs ont décidé de mettre à l'essai ce qu'ils appelaient un « concept d'aviateur supérieur dans le théâtre, » qui, en présence d'une FOI adéquate, aurait été intégré à cette force avec l'ajout d'un quartier général. Les unités aériennes qui ont pris part à l'exercice BRAVE LION regroupaient l'ERR, trois

hélicoptères moyens Chinook, quatorze Iroquois et dix hélicoptères légers d'observation Kiowa. Il a fallu faire face à d'importants problèmes pour inscrire le poste d'aviateur supérieur dans la structure d'un commandement déployé, notamment à « la protection jalouse des zones traditionnelles d'autonomie et de responsabilité des éléments terrestre et aérien. » En théorie, le CEMD avait délégué l'autorité touchant les opérations aériennes au commandant national du Canada, même si le commandant du 5^e GBC n'assumait pas officiellement cette fonction au cours de l'exercice BRAVE LION. En vertu de la doctrine qui prévalait à l'époque, les unités d'hélicoptères appartenaient au quartier général de brigade. On a malgré tout mis sur pied l'Escadre d'aviation, qui relevait de l'aviateur supérieur, et le quartier général spécial était co implanté avec les hélicoptères. Il n'avait aucun lien avec l'ERR et n'était pas autorisé à agir à titre de « commandant d'une force aérienne » dans un théâtre auprès du GS du C(N), ou de commandant adjoint de la brigade CTAM.³⁴



Le 5e Groupe-brigade du Canada lors d'un exercice en Norvège, en 1986, dans le cadre de son engagement CTAM. Comme c'est encore le cas aujourd'hui, les déplacements stratégiques ont été difficiles. (Document obtenu de l'UPFC)

Malgré les données intéressantes qu'ils avaient recueillies sur les problèmes de planification et de commandement survenus au cours de l'exercice BRAVE LION, les responsables de l'analyse post-exercice ont cru qu'il serait « imprudent de faire rapport sur des problèmes touchant l'ensemble de

l'organisation, le commandement et le contrôle au QGDN de même que ses rapports avec les commandements. » « Les faiblesses inhérentes aux méthodes utilisées par le QGDN pour s'attaquer à la gestion de crises sont très importantes et peuvent être traitées avec discrétion. » Les analystes ont souligné « qu'au cours de l'exercice, on s'est interrogé sur la capacité du système de gestion matricielle actuellement en place (au lieu d'un état-major interarmées) et sur celle de l'organisation du DGPMO de faire face à une crise véritable. »³⁵ On se demande pourquoi les analystes ont fait preuve d'une telle inconstance, mais on pense que cela tient sans doute au fait que le CEMD souhaitait quitter la Région du Centre pour concentrer ses efforts sur le nord de la Norvège. Le Général Thériault était catégorique à l'effet que la politique de défense du Canada était trop « aléatoire » et que plusieurs engagements pourraient être regroupés, ce qui permettrait de réaliser des économies et d'en arriver à une rationalisation.³⁶

À la suite de l'exercice BRAVE LION, le nouveau CEMD, le Général Paul Manson, et le sous-ministre, D.B. Dewar, ont entrepris de revoir la capacité du QGDN de commander et de contrôler des forces déployées. La Directive d'orientation P2/86 du QGDN, « Le fonctionnement et l'organisation du Quartier général de la Défense nationale » a été réalisée en même temps que le processus du Livre blanc. Les deux hommes ont convenu que « l'intégration actuelle du personnel militaire et civil fonctionnait bien, » mais croyaient qu'en temps de guerre, le CEMD et le sous-ministre (SM) devaient avoir un meilleur lien avec le gouvernement. La Directive faisait état de problèmes au niveau de la coordination des politiques entre le groupe du SMA(Pol) et celui du SCEMD de même qu'entre ces deux organisations et d'autres ministères gouvernementaux, dont le Bureau du Conseil privé (BCP). La Directive P2/86 proposait deux changements : la création d'un groupe responsable de la coordination des politiques au niveau du SMA(Pol), et

l'établissement d'un système de compte rendu dans le groupe du SCEMD afin d'améliorer l'état de préparation opérationnelle.³⁷

La Directive P2/86 a finalement été abolie et ultérieurement détruite.³⁸ Les raisons qui expliquent cette décision restent nébuleuses. Peut-être a-t-on réalisé à la suite de l'exercice BRAVE LION que le système devait être soumis à une réorganisation en profondeur, la directive ayant été diffusée avant l'exercice et annulée après l'étude Hunter/Little de 1989.

OPÉRATION BANDIT : FOI EN HAÏTI, 1987-1988

L'opération BANDIT a vraiment constitué la cerise sur le gâteau. L'exercice BRAVE LION se déroulait dans un secteur d'opération connu et planifié, alors que l'opération BANDIT portait sur une urgence grave et imprévue qui survenait dans une région qui, croyait-on, ne touchait pas directement les intérêts du Canada. L'effondrement du régime de « Baby Doc » Duvalier en Haïti et les élections de 1987 qui ont suivi ont entraîné des actes de violence populaire qui ont constitué une menace pour les intérêts canadiens. Plus de 1 000 Canadiens, dont de nombreux travailleurs de l'Aide et missionnaires qui venaient en majeure du Québec, se sont retrouvés pris au cœur du conflit. La communauté haïtienne de Montréal pressait le gouvernement canadien d'intervenir. Le ministère des Affaires extérieures avait envisagé le pire des scénarios et avait prédit que la violence envers les étrangers irait en s'accroissant.³⁹

Le 1^{er} décembre 1987, le QGDN s'est discrètement lancé dans un processus de planification de contingence, l'opération SPEAR, afin d'extraire les Canadiens en faisant appel aux ressources aériennes des FC. Cette planification préventive était basée sur les comptes rendus des médias qui couvraient les événements en Haïti. L'ambassadeur du Canada, Claude Laverdure, a cependant été rappelé le 11 décembre. Après avoir été informé de la situation, le Premier ministre a demandé au ministère des Affaires extérieures et au MDN de formuler

un plan de contingence distinct visant à évacuer les Canadiens d'Haïti. La vérification d'état-major est devenue un plan de contingence officiel connu sous le nom d'Opération BANDIT.⁴⁰

Le MDN a alors demandé au Directeur — Coordination des opérations militaires (DCOM) de se rendre en Haïti afin d'y effectuer une reconnaissance qui a duré six jours. Au même moment, des appréciations du renseignement indiquaient que la situation resterait stable peut-être jusqu'au 6 janvier 1988 puisqu'il faudrait sans doute du temps avant que l'opposition ne réagisse. On pouvait s'attendre à une réaction violente compte tenu de la nature du massacre. Les analyses réalisées par les Français et les Américains corroboraient cette évaluation, et les deux pays avaient eux aussi établi leurs propres plans de contingence.⁴¹

L'Opération BANDIT était cependant bien plus qu'une opération d'évacuation hors guerre. Selon l'analyse effectuée par le ministère des Affaires extérieures, deux scénarios pouvaient influencer sur les intérêts canadiens :

- une détérioration générale de la sécurité interne qui pourrait aller jusqu'à menacer la sécurité des Canadiens au pays;
- la tenue des élections du 17 janvier dans un climat tel que la communauté haïtienne et les médias au Canada rejetteraient énergiquement les résultats obtenus et exigeraient une intervention de la part du gouvernement canadien.⁴²

Selon le pire des scénarios envisagé par le ministère des Affaires extérieures des troubles civils persistants opposeraient les forces militaires et les forces macoutes. Cette situation pourrait amener la disparition du contrôle politique et militaire déjà fragile, l'installation de l'anarchie, le règlement de vieux comptes, des déferlements xénophobes contre les étrangers et l'église....Un tel scénario et d'autres moins sinistres seraient amplifiés par une pénurie de consommateurs.⁴³

Les conclusions de l'analyse du renseignement ont révélé que la violence pourrait émaner de deux sources distinctes : la semaine de l'annonce des élections du 17 janvier (probablement accompagnée d'une grève générale et de violence chez les travailleurs), et la période allant du 17 janvier au 7 février, soit la période entre les élections et l'entrée en fonction du gouvernement.

Les médias et la communauté haïtienne de Montréal inquiétaient le gouvernement Mulroney. Une « campagne concertée au cours de laquelle on a demandé au gouvernement canadien de rompre les relations, » a été « principalement organisée par la communauté haïtienne, les sociétés Missionnaires avec l'aide des médias (surtout du journal Le Devoir en raison des liens qui l'unissaient au clergé), et les syndicats, compte tenu de leur soutien aux causes gauchistes. »⁴⁴ Le gouvernement avait prévu inoculer les médias qui, semble-t-il, voulaient amener les Canadiens à condamner le gouvernement haïtien, en insistant sur trois thèmes : éviter de mettre en danger les Haïtiens dans le besoin, veiller à la sécurité des Canadiens et accepter les « réalités de l'histoire haïtienne. »⁴⁵

Cette position de principe ne devrait pas être perçue comme un appui direct du gouvernement du Canada envers le gouvernement haïtien ou les objectifs qu'il préconise, même si les Américains donnaient leur appui au gouvernement haïtien et que l'aide canadienne lui parvenait. La crise constitutionnelle constante dans laquelle le Canada était plongé était liée à certaines réalités politiques domestiques. L'Accord du lac Meech avait été conclu en juin de l'année précédente et le temps passait. Les séparatistes du Québec s'opposaient maintenant à l'Accord, et le premier ministre Mulroney gagnait en impopularité et perdait du terrain dans la province.⁴⁶ L'importante communauté haïtienne installée à Montréal demanderait sans doute des sanctions, ou même une intervention du Canada en Haïti. On craignait de façon certaine qu'une explosion de violence en Haïti ne vienne ajouter aux ennuis

que connaissait déjà le gouvernement à ce moment-ci.

Le plan initial prévoyait une exfiltration aérienne. L'ambassadeur Laverdure avait identifié quatre aérodromes, dont deux seraient sans doute occupés par des forces ennemies, alors que les deux autres ne pourraient accueillir de C-130. Une opération aérienne seule ne suffisait donc pas, même si un C-130 était prêt à quitter la BFC Edmonton à deux heures d'avis. On avait besoin d'hélicoptères et de navires ainsi que de forces au sol pour occuper les zones d'embarquement. Le ministère des Affaires extérieures et le MDN ont convenu de trois options au regard du plan de contingence :

- les activités légitimes courantes menées en temps de paix, notamment l'évacuation volontaire;
- les activités militaires menées avec l'accord du gouvernement d'Haïti;
- les actions militaires exécutées sans l'accord du gouvernement d'Haïti.⁴⁷

Une planification de contingence minutieuse a été entreprise le 20 décembre 1987. On a établi que mille quatre cents Canadiens vivaient en Haïti mais, selon le ministère des Affaires extérieures, seulement de 600 à 800 d'entre eux souhaitaient partir (d'après un système de surveillance et une liste d'inscription en vue de l'évacuation établis par l'Ambassade).⁴⁸

L'évacuation terrestre des Canadiens en République dominicaine était jugée beaucoup trop dangereuse pour qu'on puisse y songer de façon sérieuse compte tenu de la nature du terrain et de l'opposition possible.⁴⁹ Finalement, une équipe spéciale interarmées formée de représentants du ministère des Affaires extérieures et du MDN a étudié la possibilité de faire appel aux forces militaires canadiennes. À la suite de cette étude, on a « déployé aux Caraïbes deux DDH et des hélicoptères qui

seraient appelés à participer à un entraînement et à se rendre dans les ports afin de recueillir les Canadiens qui souhaitaient quitter le pays ». On a aussi fait appel au CC-115 Buffalo pour parcourir les aérodromes et évacuer les Canadiens en région (il s'agissait de la première option



Le fanion du Commandant de la division lors de RV 87, exercice qui a eu lieu en avril et mai 1987. La série des exercices RV a permis d'acquérir beaucoup d'expérience en matière de déplacements stratégiques et de commandement et contrôle. (Document obtenu du Commandant du QG SDIFT)

d'évacuation dans un environnement permissif, c'est à dire sans intervention militaire de la part des forces haïtiennes). On pouvait aussi avoir recours à une force maritime et à des hélicoptères, avec l'infanterie à l'appui, pour porter secours aux Canadiens qui se trouvaient dans des villages éloignés et les évacuer à bord d'un C-130 Hercules à partir des têtes de pont aériennes qui devaient, en principe, être protégées par les Français et les Américains.⁵⁰

Le premier ordre d'avertissement a été diffusé le 30 décembre 1987. Une force opérationnelle interarmées (FOI) devait être constituée et placée sous les ordres du Commodore L.C.A. Westropp. Le COMAR devait être prêt à déployer un AOR et deux DDH à Puerto Rico. Quatre hélicoptères Sea King et trois hélicoptères Twin Huey de la Force mobile, ainsi qu'une équipe médicale élargie et un quartier général de bataillon d'infanterie seraient à bord. La Force mobile devait organiser un groupe-bataillon d'infanterie. En vertu du plan de déception établi pour l'Opération BANDIT, les préparatifs et les mouvements

maritimes devraient être associés à un exercice canado-américain interarmées, l'exercice FLEETEX 1/88.⁵¹

Selon le concept d'opération initial, le groupe opérationnel maritime, le GT 300.1, se rendrait à Puerto Rico ou à Guantanamo. Il y serait placé en attente et partirait pour la zone d'opération sur l'ordre du ministre de la Défense nationale, du Secrétaire d'état aux Affaires extérieures, ou encore du Premier ministre. Les deux DDH auraient Trois Sea King à leur bord alors que l'AOR transporterait deux Sea King et deux Twin Huey. Le 3R22eR se rendrait à la base d'étape à bord de six C-130 Hercules et de quatre Buffalo, puis une compagnie embarquerait à bord des navires, une autre resterait sur place et s'envolerait lorsque l'ordre lui en serait donné et la dernière serait gardée en réserve à Puerto Rico ou à Guantanamo. La compagnie en mer serait chargée d'assurer la sécurité des plages et des héliports.⁵²

Les navires choisis pour participer à l'Opération BANDIT étaient au départ l'AOR NCSM PRESERVER, le DDH NCSM ATHABASKAN de classe 280 et le DDH NCSM NIPIGON. À la dernière minute toutefois, le NIPIGON a cédé sa place au DDH NCSM SKEENA de classe St Laurent. Le GT 300.1 a quitté le port d'Halifax le 5 janvier 1988.⁵³ Les troupes du 3 R22eR, un peloton de la 5^e Ambulance de campagne, une troupe de la 119^e Batterie d'artillerie antiaérienne ainsi que deux escadrilles de Twin Huey du 403^e Escadron tactique d'hélicoptères étaient sur place. Une petite cellule de planification du 3^e R22eR a pris place à bord.

Un problème grave est cependant survenu. Malgré le plan de déception, les médias présents à Halifax avaient noté que le déploiement avait lieu pendant la période des Fêtes et que pour l'exercice FLEETEX 1/88, les Caraïbes servaient de zone d'opération.⁵⁴ Cette situation a produit des effets politiques

démesurés. Les fuites dans les médias ainsi que les insinuations de leur part ont « fait monter la tension en Haïti », ce qui a amené le ministère des Affaires extérieures « à demander à ce qu'aucune autre action susceptible d'indiquer que des préparatifs militaires se déroulaient en vue d'opérations en Haïti »⁵⁵ ne soit exécutée. Les communiqués de presse « ont provoqué la colère du général Namphy et n'ont pas amélioré la situation des Canadiens en Haïti. »⁵⁶

Le groupe opérationnel 300.1 se trouvait maintenant dans la zone d'opération, à Puerto Rico, alors que les troupes de la Force mobile et du Commandement aérien continuaient à avancer à la dérobée. L'ambassadeur Laverdure a alors annoncé que « les navires canadiens qui transitent par les Caraïbes le font dans le cadre de leur entraînement militaire et que leur présence n'a rien à voir avec la situation qui prévaut en Haïti. » Ce message visait essentiellement à « désamorcer les suppositions qui avaient été faites dans la presse. »⁵⁷

Avec les élections qui approchaient à grands pas, le Canada a modifié sa planification. L'opération BANDIT n'était plus qu'une option. Les informations qui transparaissent de la presse ont contribué à accroître la nervosité du ministère des Affaires extérieures face à une intervention armée. Le QGDN a heureusement pu faire savoir que les forces déployées dans le cadre de l'opération BANDIT ne possédaient qu'une « capacité offensive minimale..., ne représentaient par conséquent qu'une menace réduite pour le gouvernement haïtien et ne pourraient laisser croire que le Canada envahissait Haïti ou s'ingérerait dans les élections. »⁵⁸

Même si le ministère des Affaires extérieures qualifiait de calme la situation en Haïti, le CEMD, le Général De Chastelain, a donné l'ordre au GT 300.1 de se rendre à un emplacement situé à 50 mn d'Haïti. Ce mouvement a eu lieu le 16 janvier 1988, une journée avant les élections. Le Commodore Westropp devait faire preuve « de la plus

grande discrétion, réduire au minimum les émissions électroniques, éviter les activités maritimes et demeurer caché. »⁵⁹ Les élections se sont déroulées dans un climat relativement calme, avec un taux prévu de participation de 5 %, et les forces haïtiennes n'ont pas été appelées à repousser les hordes de Canadiens.⁶⁰ L'opération BANDIT était alors terminée.

L'analyse post-opération a permis d'identifier d'importants problèmes au niveau du processus de planification interarmées et des rapports de commandement. L'opération avait été planifiée par le groupe du SCEMD, mais les premières prévisions étaient beaucoup trop cloisonnées (avant tout pour des raisons de sécurité), excluant ainsi du processus des planificateurs d'état-major importants, le personnel des mouvements aériens par exemple. C'est pourquoi le SCEMD n'avait pu ordonné au personnel des mouvements aériens d'attribuer des ressources pour l'opération (le personnel des mouvements aériens transmettait en fait son évaluation jusqu'au groupe du SCEMD, comme s'il dirigeait le SCEMD). Il n'y a eu de plus aucune réunion de coordination au cours des 27 jours qui ont suivi la transmission de l'ordre d'avertissement par le CEMD. Une fois le système de planification bien rodé, une équipe de planification interarmées spéciale tenait des réunions de coordination tous les jours.⁶¹

Il existait, en théorie à ce qu'il paraît, un état-major de planification interarmées du SCEMD. Cet état-major avait été formé dans la foulée des changements proposés par le Général Withers en 1983 et se retrouvait dans les manuels sur les IPO du QGDN portant sur le passage du QGDN d'un état de paix à un état de guerre.⁶² L'opération BANDIT n'était cependant ni la guerre ni la paix, et la doctrine canadienne n'avait pas officiellement accepté ce que nous qualifions d'opérations autres que la guerre (doctrine américaine), ou de conflit (doctrine canadienne). Il aurait été démesuré d'activer le plan de guerre du QGDN qui avait été établi en vue

de la Troisième Guerre mondiale, mais sa non activation entravait les efforts de planification du Quartier général.

D'importants problèmes de communication sont survenus au cours de l'Opération BANDIT. Vu l'absence « d'une doctrine d'opérations interarmées et d'une mise en commun de l'équipement pour propulser le commandement et le contrôle des FC aux Caraïbes, la planification des communications interarmées partait de zéro. » Le QGDN a dû emprunter de l'équipement de télécommunications par satellite au ministère des Pêches et des Océans et un système de communications anti-écoute à la GRC. Un spécialiste des transmissions faisait remarquer : « Nous nous sommes empruntés de l'équipement en installant sur le toit du QGDN un terminal de satellites qui provenait d'un navire de la côte Ouest en radoub. » Les systèmes de communication qui reliaient le contingent terrestre et le contingent maritime étaient de plus incompatibles.⁶³

Une analyse post-opération très sévère réalisée par le Vice-amiral Chuck Thomas contenait des commentaires acerbes et précis sur la capacité des FC d'organiser des opérations de contingence :

L'opération BANDIT a révélé une faiblesse au niveau du commandement et du contrôle des forces opérationnelles. À mon avis, le QGDN n'a pas la capacité de planifier une opération multidimensionnelle. La planification d'une telle opération devrait être confiée à un commandement directeur qui communiquerait avec le QGDN et les autres commandements. Une fois le plan formulé, l'exécution de la mission pourrait être confiée au CODN ou au commandant opérationnel.⁶⁴

De plus :

Les questions touchant le commandement et le contrôle, les communications, les liaisons avec les médias et l'organisation logistique

doivent être confiées au QGDN....L'opération BANDIT a prouvé de façon concluante que les Forces canadiennes ne possèdent pas un tel système et que cette lacune viendrait entraver sérieusement, dans l'avenir, tous les efforts faits en vue de mener des opérations de même nature. Il faut aussi mettre en place un système qui permettrait de déclencher le réseau logistique afin de répondre à des exigences opérationnelles à court préavis.⁶⁵

Pour ajouter une touche positive, disons que dans son compte rendu d'opération, le SCEMD soulignait que l'organisation de la FOI dans le théâtre a bien fonctionné pour ce qui est du commandement de l'opération BANDIT. C'est au niveau de la liaison de la FOI avec le QGDN et de la capacité du QGDN de planifier et d'organiser l'opération interarmées que les problèmes ont surgi. C'est ainsi que le CODN et le Commandement des communications des Forces canadiennes ont sauté plusieurs niveaux de la chaîne de commandement pour se rendre jusqu'aux unités déployées, créant de la confusion autour de la responsabilité du commandement. La Force mobile et le Groupe transport aérien ont mené des négociations « bilatérales » afin d'assurer le transport de l'équipement et du personnel de Valcartier à Halifax.

OPÉRATION VAGABOND : LE GOMNUII DANS LE GOLFE PERSIQUE, 1988

En septembre 1980, l'Iran et l'Irak se sont lancés dans une guerre sanglante dans le bassin pétrolier du golfe Persique. Cette guerre, qui a duré huit ans, a finalement dégénéré en une guerre horrible et sans issue, semblable à la Première Guerre mondiale, où les Iraniens ont lancé des attaques massives en vague et où les Irakiens ont utilisé des armes chimiques. Le conflit s'est étendu au Golfe lui-même au cours de ce qu'on appelle la « guerre des pétroliers » où les deux camps ont attaqué impunément des bâtiments

afin de perturber le transport du pétrole, et donc l'économie de l'ennemi. Les efforts de médiation déployés pendant huit ans par les Nations unies afin d'en arriver à un cessez le feu ont finalement porté fruit : en février 1988, l'Iran a accepté une résolution des Nations unies demandant un cessez-le-feu. Le 2 août 1988, le secrétaire général des Nations unies a envoyé un détachement de reconnaissance. En moins de six jours, l'ONU avait produit un plan de mise en œuvre (Résolution 598), ultérieurement accepté par les belligérants, qui comportait la création du Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Iran et l'Irak (GOMNUII). Le GOMNUII avait pour tâche de contrôler le cessez-le-feu et le désengagement qui s'ensuivrait, de vérifier l'activité des belligérants dans la zone de cessez-le-feu et de faire rapport.⁶⁷

Le Canada n'a pas tardé à manifester son intention de contribuer au GOMNUII, soit le 8 août. Le 10 août, un détachement de reconnaissance canadien constitué de cinq hommes se rendait dans la zone d'opération. En vertu du plan des Nations unies, 350 observateurs, 174 employés du soutien administratif ainsi qu'un nombre indéterminé de membres du personnel des transmissions devaient être déployés. Le Canada a choisi de fournir l'unité des transmissions.⁶⁸

Un état-major de combat temporaire, composé du SCEMD et de plusieurs militaires du grade de major-général, a été constitué pour s'occuper du niveau de planification plus élevé qu'exigeait ce déploiement. L'état-major de combat venait se superposer au système du QGDN déjà établi et n'a pas tardé à piétiner sur place. Les conflits de personnalité se faisaient nombreux mais pour résumer la situation, disons qu'une discussion a éclaté au sujet du nombre d'aéronefs C5A Galaxy de la USAF qui pourraient prendre place sur l'aire de trafic de la BFC Trenton. À un certain moment, un militaire comptant parmi les plus haut gradés de l'état-major de combat a même dessiné sur le sol l'aire de trafic de Trenton et se préparait à y déposer

des représentations en papier du C5A pour prouver ses dires.⁶⁹ Les troupes se sont finalement déployées à bord de l'aéronef soviétique Aeroflot puisque l'Iran interdisait la présence de tout appareil américain à Téhéran. Si, bien sûr, le Canada avait eu sa propre flotte de C 141, un appareil de transport aérien stratégique, comme l'avait exigé la structure de la Force mobile dans les années 1960, le problème ne se serait pas posé.

La Force mobile a opté pour la Force d'opérations spéciales (FOS) comme formation pour le contingent canadien. La FOS participait généralement à des opérations de défense du Canada dans le cadre d'engagements CANUS. L'opération VAGABOND constituait le deuxième déploiement d'importance pour des unités de la FOS en 1988, le Royal Canadian Dragoons s'étant déployé à Chypre plus tôt au cours de l'année, dans le cadre d'une rotation régulière d'une mission de maintien de la paix.

Dans le premier ordre d'avertissement transmis au quartier général de la FOS, on demandait au commandant d'envisager la possibilité d'envoyer une unité de transmissions de 100 hommes, qui proviendrait probablement du quartier général et escadron de transmissions de la FOS, doté d'un effectif de 200 hommes. Le QGFOS n'avait reçu aucun objectif, aucune information sur la portée de l'opération ni aucune analyse de terrain qui l'aurait aidé dans son travail de planification. Lorsque le quartier général de la FOS a demandé au Dépôt des cartes à Ottawa de lui fournir les cartes dont il avait besoin, on lui a répondu qu'on n'en avait aucune. Le commandant de la FOS, le Brigadier-général Ian Douglas, et son état-major ont utilisé une carte du National Geographic qu'ils avaient reçue par la poste pour effectuer la planification initiale.⁷⁰

La chaîne de commandement entre le QGDN et la FOS est demeurée complexe tout au long des préparatifs en vue de l'opération VAGABOND. Les planificateurs du SCEMD étaient peu informés alors que ceux de la Force mobile ne

savaient pratiquement rien. Aucun renseignement ne parvenait au quartier général de la FOS. L'état-major du renseignement faisait l'impossible pour obtenir du renseignement de source ouverte au niveau local. Finalement, il ne fallait plus 100 hommes mais plutôt 500. On ne sait pas très bien comment cette décision a été prise ni à quel niveau. Il a donc fallu modifier les plans sur une base régulière. Ne disposant d'aucune directive précise, les planificateurs de la FOS ont dû consulter la Force mobile et différents services du QGDN, notamment ceux du sous-ministre adjoint (Personnel), ou SMA(PER), et du sous-ministre adjoint (Matériel), ou SMA(MAT). Les états-majors du QGDN ont même dit aux planificateurs de la FOS de ne pas parler aux gens de la Force mobile, puis la Force mobile a dit au quartier général de la FOS de faire de même avec ceux du QGDN!⁷¹

La FOS a finalement mis sur pied une organisation basée sur le quartier général et escadron de transmissions de la FOS et ses 200 hommes. Mais d'où proviendraient les 300 autres? Le SMA(Per) a essentiellement fait appel à des membres du personnel des transmissions du Commandement maritime et du Commandement aérien pouvant être basés jusqu'à Esquimalt, et leur a donné l'ordre de se rendre à Petawawa. À leur arrivée, bon nombre d'entre eux ne possédaient pas d'équipement ni même d'uniforme de combat et n'avaient aucune formation sur le terrain. Ils ne savaient pas pourquoi ils étaient là ou à quel endroit ils seraient déployés. Le commandant du contingent a donc dû constituer toute l'unité à partir de rien.⁷²

La FOS était donc ainsi dépossédée de ses éléments de commandement et de contrôle. L'escadron de transmissions complet de 200 hommes a été intégré à la 88e Unité canadienne des transmissions. La FOS aurait donc été dans l'impossibilité de répondre à l'engagement CANUS si la situation internationale s'était détériorée. Elle n'était même plus apte à répéter

l'exercice RAPID STRIKE qui s'était déroulé plus tôt au cours de l'année, et au cours duquel elle s'était déployée à différents endroits au Canada pour contrer les forces « ennemies » qui attaquaient des emplacements radars ainsi que des emplacements de commandement et de contrôle canadiens chargés d'appuyer les activités de NORAD qui, pour sa part, appuyait la protection de la dissuasion nucléaire.⁷³

Des études réalisées à la suite de l'opération VAGABOND ont révélé ce qui suit : « Une fois de plus, la double fonction a entravé considérablement la capacité de fournir du soutien pour l'opération... »⁷⁴ Soulignons notamment la désuétude de la doctrine canadienne pour organiser une opération de ce genre. Il y avait trop de phases et trop de personnes qui y travaillaient compte tenu des délais restreints. Il aurait fallu prévoir des solutions de rechange formelles pour les procédures en « temps de paix », surtout à Ottawa. Au cours de l'Opération

Il fallait à tout prix se doter d'un filtre qui permettrait d'informer les chefs subalternes . . . sans trop aller dans les détails.

VAGABOND, les courts-circuits informels attribuables aux délais serrés ont donné lieu à beaucoup trop de confusion.⁷⁵

Le Colonel L.W.F. Cuppens, DGPMO adjoint, a procédé à sa propre analyse et est arrivé à la conclusion « qu'il fallait établir un mécanisme qui permettrait de mobiliser des ressources du QGDN afin de planifier et de mener une opération éventuelle dont la portée et la durée seraient limitées, par opposition à la mobilisation complète prévue [dans les plans actuels], et bien connaître les principes fondamentaux de procédures d'état-major interarmées efficaces. »⁷⁶

Le plan d'exploitation du QGDN

dans son ensemble a été modifié afin d'inclure une section sur « l'augmentation pour les opérations d'un niveau moindre que la guerre. »⁷⁷ Ce changement prévoyait que le Centre des opérations de la Défense nationale aurait un directeur des opérations (colonel), un OSEM Opérations (lieutenant-colonel), trois conseillers de la Marine, de l'Armée de terre et de l'Aviation (majors), ainsi que des officiers de liaison aux finances, au transport, aux affaires extérieures, au génie, au personnel, aux affaires publiques, à la Force mobile, au Commandement aérien et au Commandement maritime. Cette organisation serait en place pour la durée de l'opération, puis serait dissoute.⁷⁸ En théorie, du moins, on venait s'assister à la conception de l'ancêtre de l'état-major J tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Le Major-général John Arch McInnis a établi que la spirale entourant l'opération VAGABOND était trop dangereuse et qu'il fallait à l'avenir l'éviter. Il a par conséquent accepté le plan Cuppens. Il fallait à tout prix se doter d'un filtre qui permettrait d'informer les chefs subalternes sur l'organisation et la coordination sans trop aller dans les détails. On avait besoin d'un état-major spécial, comptable envers le SCEMD, qui pourrait non seulement informer les dirigeants militaires mais aussi prendre des décisions militaires exécutives et les mettre en œuvre sans l'ingérence du SMA(Mat), du SMA(Per) et du SAM(Pol).⁷⁹ Le gouvernement Mulroney a alors décidé d'envoyer les Forces canadiennes en Afrique.

OPÉRATION MATADOR : GANUPT EN NAMIBIE, 1989

Les origines du Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) en Namibie remontent à 1974. Le conflit en Namibie et en Angola était l'équivalent d'une guerre froide par procuration, les Soviétiques et les Cubains appuyant le gouvernement marxiste établi en Angola (le MPLA) contre les rebelles qui recevaient l'appui de l'Afrique du Sud et des États-Unis, l'UNITA. Les Portugais avaient quitté de leur plein

gré le pouvoir en Angola en 1974, après une guerre cinglante. Le MPLA appuyait aussi une force de la guérilla en Namibie, connue sous le nom de SWAPO. Les Sud-Africains avaient assuré l'administration en Namibie au nom des Nations unies jusqu'en 1966, année où l'ONU a établi que l'occupation était maintenant illégale. En 1978, un groupe de contact constitué de cinq nations, dont le Canada, a tenté d'agir à titre de médiateur afin de mettre un terme au combat.⁸⁰

En 1979, le ministre de la Défense nationale de l'époque, Barney Danson, a autorisé que des travaux de planification soient entrepris afin que le Canada puisse contribuer à la force de maintien de la paix de l'ONU qui devait compter sept bataillons. Les combats se sont poursuivis, mais l'ONU restait prête à envoyer une force de maintien de la paix dans les années 1980. Lorsqu'un espoir de paix est apparu dans les années 1982-1983, le MDN a informé le gouvernement que le Canada était prêt à fournir quatre hélicoptères Chinook et 130 hommes. S'il fallait plus de forces pour des « raisons de visibilité politique », six hélicoptères UH-1 Huey et 120 hommes de plus pourraient être déployés. Tout est resté à ce point jusqu'en 1988, et les combats se sont poursuivis.⁸¹

En 1988, il semblait qu'une autre ronde de pourparlers de paix pourrait aboutir à des résultats positifs. Au milieu du mois de septembre 1989, les Nations unies ont demandé au Canada s'il pouvait fournir cinq Chinook, une compagnie de maintenance de 300 hommes, une compagnie d'approvisionnement de 150 hommes, 250 membres du génie construction et 150 signaleurs. Au fil du temps, les négociations canado-américaines ont amené les Nations unies à présenter, en octobre 1988, une demande officielle visant à obtenir deux groupes de maintenance de campagne (300



Un concept opérationnel de gestion de crise et une doctrine interarmées pour le mettre en œuvre, éléments importants étant donné la complexité des opérations. (Document obtenu de Caméra de combat)

hommes), du personnel du génie ainsi qu'un état-major de quartier général 35 personnes. Au niveau politique, le problème tenait au fait que l'Afrique du Sud refusait la présence du Canada au sein du GANUPT. Le 13 décembre 1988, le Protocole de Brazzaville a été signé entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud et le 22 décembre, d'autres ententes ont été signées à New York. Le gouvernement a alors approuvé qu'une force pouvant compter jusqu'à 600 Canadiens serve auprès du GANUPT pendant un an.⁸² Les planificateurs savaient très bien que le gouvernement du Canada souhaitait une opération rapide, quelque chose qui s'apparente à la philosophie moderne du « premier arrivé premier parti. »⁸³

Le 10 février, les Nations unies ont finalement établi clairement leurs besoins et demandé au Canada de fournir 215 spécialistes de la logistique afin d'établir une base de logistique pour le GANUPT. Le ministre de la Défense nationale, Perrin Beatty, a approuvé ce changement et la planification opérationnelle a été entreprise. Comme dans le cas de l'opération VAGABOND, on a rassemblé pour l'opération MATADOR une unité composite connue sous le nom de 89^e Unité logistique canadienne (89^e ULC). L'ULC était en majeure partie constituée de personnel du 2^e Bataillon des services de la Force d'opérations spéciales ainsi que de miliciens et de personnel d'appoint.⁸⁴ LA FOS était prête cette fois-ci et a mis en pratique les leçons tirées de l'opération VAGABOND.

À Ottawa, cependant, l'état-major spécial chargé de s'occuper de l'engagement du GANUPT canadien a connu des problèmes semblables à ceux qui ont marqué l'opération VAGABOND. Le principal problème venait toutefois de l'ONU, à New York. Le travail des planificateurs canadiens était sérieusement entravé du fait que l'ONU n'avait établi aucun concept d'opération et ce, « même si le GANUPT avait été » planifié « depuis dix ans. » Le Canada avait dû constituer une unité

logistique à l'intention d'une force d'une taille indéterminée qui fonctionnait sans plan d'opération.⁸⁵ Le fait que l'ONU ait demandé et obtenu deux C-130 canadiens pour des missions d'appui dans le théâtre est venu aggraver la situation puisqu'il fallait déployer un petit élément de contrôle aérien. Il n'y avait pas, semble-t-il, de quartier général interarmées du contingent canadien pour l'opération MATADOR. Personne n'avait pensé que différentes organisations canadiennes puissent être appelées à travailler ensemble.

D'autres lacunes ont aussi été identifiées, notamment l'absence d'un énoncé de mission définitif, d'une appréciation des problèmes susceptibles de se présenter ou de moyens d'y faire face et, comme nous l'avons dit auparavant, de cartes. L'état-major spécial étant coupé de ses moyens, le QGFOS a dû formuler pour le contingent des hypothèses en ce qui a trait à l'équipement, au transport et aux conditions de fonctionnement. Ces solutions improvisées ont fonctionné, mais non sans envenimer considérablement la situation.⁸⁶ Dans le plan initial établi pour l'opération MATADOR, on avait prévu que le personnel serait déployé par air alors que les véhicules et l'équipement seraient acheminés par mer, par l'entremise d'un transporteur commercial. Les combats ont éclaté au beau milieu du déploiement, entraînant des retards à certains chapitres. La 89^e ULC est finalement arrivée à destination et

était prête à intervenir à partir du 12 avril 1989.

Certains planificateurs canadiens réalisaient bien la nature particulière de cette opération de l'ONU. Contrairement aux missions de maintien de la paix traditionnelles, l'opération MATADOR représentait ce qui se passerait dans les années 1990 :

Le GANUPT constituait une transition vers l'indépendance, une mission de décolonisation qui regroupait un grand nombre de militaires, de forces policières et de civils. Aux tâches traditionnelles de maintien de la paix s'ajoutaient la supervision des élections et la participation à des missions de sécurité. Sans doute parce que le GANUPT n'était pas une mission de maintien de la paix classique, sa structure manquait de coordination et de leadership. Voilà pourquoi [l'organisation du GANUPT]...était illogique.⁸⁷

Cette opération nous a permis de réaliser non seulement que le Canada devait réorganiser ses

le Canada . . . entrait dans une ère nouvelle, une ère qui exigeait une approche plus recherchée

éléments de commandement et de contrôle à Ottawa, mais aussi qu'il entrait dans une ère nouvelle, une ère qui exigeait une approche plus recherchée face à l'intervention au Tiers Monde. Les opérations BANDIT et VAGABOND n'étaient pas des incidents isolés qu'on pouvait mener avec des moyens improvisés. L'opération MATADOR aurait dû servir d'avertissement, mais vu l'absence de forces de combat canadiennes, on a bien vite mis de côté les leçons retenues et les analyses réalisées, comme s'il s'agissait simplement d'une autre mission de soutien de l'ONU dans un pays désagréable et lointain.

DE L'ÉTUDE LITTLE/HUNTER À OKA : 1989-1990

Malgré les problèmes qu'elles ont connus, les opérations BANDIT, VAGABOND et MATADOR ont contribué à la formation de l'état-major J en 1990. Une étude réalisée par le QGDN « Les fonctions et l'organisation du Quartier général de la Défense nationale lors d'urgences et de guerres, » mieux connue sous le nom d'étude Little/Hunter, du nom de ses auteurs, y est aussi pour quelque chose. Cette étude, commandée par le CEMD, le Général Paul Manson en avril 1988, a été entreprise dans le cadre de la restructuration du Livre blanc de 1987. Le Général Manson y indiquait qu'il était possible que l'organisation du QGDN « ne soit peut-être pas ce qui convenait le mieux en cas d'urgence ou de guerre. »⁸⁸ Les principaux auteurs de l'étude ont été le Major-général W.E.R. Little et M. S.P. Hunter, le Lieutenant-général John De Chastelain en étant le directeur.⁸⁹

Après avoir mené d'intenses recherches, les auteurs en sont venus à la conclusion que « rien n'indiquait que les urgences et la guerre constituaient des facteurs importants dans le développement de l'organisation du QGDN depuis 1968. Les opérations BANDIT et VAGABOND ont permis de faire ressortir « d'importantes difficultés de transition » entre l'état de paix, les urgences et la guerre. On avait à tout prix besoin d'un « système de gestion de crises assez complet qui permettrait de procéder à une intervention plus mesurée lors de crises d'intensité variée », tout autant que de « mesures mieux définies au regard du commandement et du contrôle d'opérations combinées et interarmées. » Il n'y avait en fait aucune politique bien précise qui s'appliquait à ce que nous appelons aujourd'hui les opérations autres que la guerre, ou conflit de faible intensité (CFI). Le QGDN pouvait à peine passer d'un état de paix à une opération de guerre de moyenne à haute intensité en Europe.⁹⁰

Ces problèmes s'expliquaient par la piètre relation qui existait entre le

groupe du SCEMD, le SMA(Pol) et le SMA(Mat). Les responsabilités étaient mal définies, l'autorité était floue, et « les programmes touchant l'organisation et les ressources étaient eux-mêmes une source de conflit entre les groupes, » une façon polie de dire qu'au QGDN, ces groupes se livraient à une importante compétition bureaucratique et à des conflits internes.⁹¹

La principale question en jeu, comme l'indiquait l'étude Little/Hunter, était « le juste équilibre entre les états-majors centraux (interarmées) et les états-majors de chaque élément au sein d'un quartier général unifié ou intégré. » Les auteurs ont bien fait remarquer que « ce problème était ressorti dans chacune des études menées sur l'organisation du QGDN depuis l'unification en 1968. » En somme, « l'état-major central actuel [le SCEMD] n'est pas en mesure de donner des conseils bien coordonnés et unifiés...et les états-majors des éléments ont trop une courte vue, » ce qui les rend eux aussi de mauvais conseillers. Le SCEMD était en effet incapable de s'occuper de la planification interarmées pas plus qu'il n'était en mesure de donner des conseils au CEMD sur les éléments. Il y avait de plus double emploi entre le SCEMD, les états-majors des éléments et le SMA(Pol).⁹²

Hunter, Little et De Chastelain ont élaboré plusieurs options. Ils devaient cependant évoluer à l'intérieur du cadre de référence établi pour l'étude et selon lequel les FC devaient demeurer une force unifiée, le QGDN une organisation combinée et le CEMD et le sous-ministre des égaux.⁹³ Le groupe d'étude a travaillé ferme afin de trouver des solutions tout en respectant ces paramètres peu réalistes. Il a présenté quatre options. La première option consistait à garder le statu quo; la deuxième était de conserver une organisation similaire, mais d'ajouter aux tâches des commandants de la Force mobile, du Commandement maritime et du Commandement aérien celles de chef des opérations de l'Armée de terre, chef des opérations maritimes et de chef des

opérations aérospatiales afin qu'ils puissent conseiller directement le CEMD sur les éléments. Chacun d'eux seraient appelés à commander et à conseiller, ce qui contribuerait à préserver l'unification mais permettrait un accès direct pour traiter de questions touchant les opérations, la logistique et le personnel. Le groupe du SCEMD serait élargi afin que les commandants des éléments puissent mieux répondre aux exigences opérationnelles du SCEMD.⁹⁴ La troisième option, semblable à la deuxième, prévoyait que le SCEMD serait renforcé afin de faciliter la planification opérationnelle, mais que les trois postes de conseillers seraient éliminés. Dans l'option finale, on retrouvait tous les commandants des éléments ainsi que les autres commandements : le Commandement des communications des Forces canadiennes, le Quartier général de la région du Nord et les Forces canadiennes Europe, qui relevaient directement du CEMD. Les fonctions touchant la doctrine et les opérations établies dans le groupe du SCEMD seraient alors divisées et placées sous les trois commandements des éléments, ce qui contribuerait à réduire la charge de travail du SCEMD et à lui permettre de concentrer ses efforts sur la planification opérationnelle.⁹⁵

Pour analyser les options, le groupe d'étude s'est demandé quelle structure faciliterait le plus la transition d'un état de paix à un état de guerre? La quatrième option semblait la meilleure, puis la troisième. Le groupe a rejeté la deuxième option comme effectif en temps de paix, parce qu'elle « donnerait trop une impression de séparation. » Le groupe d'étude voulait avant tout éviter tout ce qui « pourrait laisser croire à une séparation. » C'est ce qu'il recherchait, mais il devait agir subtilement.⁹⁶

On a ensuite discuté de l'organisation du SCEMD. Qu'en était-il de la réorganisation proposée dans la Directive P2/86? Pourrait-on la modifier afin de résoudre les problèmes? La mise en œuvre de la Directive P2/86 n'avait malheureusement pas été

entièrement complétée. En 1988, des conflits avaient éclaté entre le groupe du SCEMD et le SMA(Pol) au sujet de la constitution des comités, ce qui avait retardé sa mise en œuvre.⁹⁷

Les opérations interarmées restaient un problème grave. Le groupe d'étude a précisé qu'il existait deux procédures de commandement et de contrôle si des opérations interarmées devaient être menées. En vertu de la première procédure, le CEMD pourrait charger le chef d'un commandement de mener une opération et ordonner à d'autres commandements de fournir le soutien (comme dans le cas de l'opération VAGABOND). Selon la deuxième procédure, le CEMD pourrait ordonner la création d'une force opérationnelle et désigner un commandant pour cette force. La force opérationnelle serait constituée par le CEMD qui chargerait les commandements de fournir les ressources nécessaires pour la conduite de l'opération (comme dans le cas de l'opération BANDIT).⁹⁸

Comme nous l'avons vu, aucune de ces deux méthodes n'étaient parfaites. L'étude Little/Hunter a indiqué qu'il était possible que l'état-major central au QGDN — le Ministre, le SM et le SMA (Pol) — estime que l'opération était « tellement fragile que les vulnérabilités politiques et médiatiques exigent...que l'on conserve le commandement et le contrôle aux niveaux les plus élevés. » Le groupe d'étude a cependant omis de souligner qu'en raison de la vitesse avec laquelle travaillent les médias, et donc de l'influence qu'ils exercent, cette situation se produirait chaque fois que des militaires seraient appelés à intervenir lors d'une crise, quelle que soit l'importance de l'engagement. De plus, les quartiers généraux des éléments n'étaient pas organisés pour assurer le commandement et le contrôle d'opérations interarmées (même s'ils l'ont été, on se rappelle, au cours de l'unification, notamment la Force mobile). Le groupe d'étude s'est finalement inquiété du fait « que l'état-major du QGDN pouvait avoir tendance à participer de façon mal à propos à l'exécution d'une opération, » une responsabilité qui devrait

toujours revenir au commandant du groupe affecté dans la zone d'opération.⁹⁹

Pour conclure, les auteurs de l'étude Little/Hunter ont indiqué que le groupe du SCEMD devrait faire l'objet d'une réorganisation et que le rôle des commandants des éléments devrait mieux défini. Le SMA(Mat) devrait pouvoir intervenir en cas d'urgences à court terme. Ils ont ajouté que ces changements ne sont d'aucune valeur sans l'adoption d'un concept opérationnel de gestion de crises par le MDN et le gouvernement et l'élaboration d'une doctrine interarmées visant la mise en œuvre de ce concept.¹⁰⁰ Le concept fondamental qui sous-tend le système de gestion de crises du QGDN est la formalisation, à l'intérieur de la structure actuelle du QGDN structuré, unifié et militaire/civil intégré, d'un système d'état-major interarmées qui réunit l'expérience du Ministère et celle des FC....¹⁰¹

Le système proposé devait somme toute comporter cinq niveaux d'intervention. Au moment où une crise mineure se transforme en crise majeure, le CODN et le Centre de renseignement de la Défense nationale (CRDN) actuels, qui fonctionnent déjà sur une base permanente, deviendraient respectivement le J3 (Opérations) et le J2 (Renseignement). Trois cellules d'intervention viendraient se joindre à eux : le J1 (Personnel), le J4 (Logistique) et le J5 (Relations civilo-militaires) et seraient en fonction 24 heures par jour, sept jours par semaine, pendant toute la durée de la crise. Si la crise s'amplifiait, une équipe de gestion de crises serait mise en service par le J3 afin d'éviter que l'état-major du CODN ne croule sous la tâche. On pourrait, au besoin, constituer plusieurs équipes de gestion de crises. Afin d'éviter toute surcharge de travail au niveau du VCEMD/SCEMD, un comité de gestion de crises pourrait être formé afin de s'occuper d'une ou de plusieurs équipes de gestion de crises. On pourrait finalement constituer un groupe de gestion de crises dont ferait partie le SM et le CEMD.¹⁰²

Les fondements théoriques de ce

qui allait devenir l'état-major J étaient intégrés dans l'étude Little/Hunter ainsi que dans les développements progressifs qui ont eu lieu juste avant, ainsi qu'après, l'opération VAGABOND en 1988. Cela ne signifiait toutefois pas que la création officielle de l'état-major J

était inévitable. Il faudra en effet la crise d'Oka de 1990 et les crises qui ont eu lieu au cours de la guerre du Golfe pour y parvenir.



Dans la Partie II, l'auteur parlera de la formalisation de l'état-major J en 1990 et des efforts faits en vue de préserver son potentiel spécial dans les années qui ont suivi.

L'AUTEUR ...

M. Sean Maloney est diplômé au niveau du baccalauréat et de la maîtrise de l'université de Nouveau-Brunswick et au niveau du doctorat de l'université Temple de Philadelphie. Il a été officier de troupe au sein du 8th Canadian Hussars (Princess Louise's) et est l'historien officiel du 4e Groupe-brigade mécanisé du Canada. Ses écrits et ses recherches portent principalement sur la politique de sécurité nationale du Canada. M. Maloney a écrit « Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951 - 1993 » (1997), « Canada and UN Peacekeeping : Cold War by Other Means, 1945 - 1970 » (2002), « Chances for Peace : Canadian Soldiers in the Balkans, 1992 - 1995 » (2002) et de nombreux articles, et il doit bientôt publier « Learning to Love the Bomb: Canada's Cold War Strategy and Nuclear Weapons, 1951 - 1968. » Il donne actuellement des cours de polémologie au Collège militaire royal du Canada et il est un chercheur universitaire à l'École des études politiques de l'Université Queen's. M. Maloney est aussi le conseiller universitaire du « Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre », pour lequel il écrit régulièrement des articles et des commentaires.

NOTES

1. Gunter E. Rothenberg, *The Art of War in the Age of Napoleon* (Bloomington: Indiana University Press, 1980), p. 210.
2. Accès à l'information (AAI), MDN, (11 janvier 1993) Note d'information : « Opérations de contingence de l'avenir : Planification et développement de la force pour les opérations de contingence. »
3. Il à noter que les efforts faits en vue d'éloigner la politique de défense canadienne de l'OTAN reviennent vraiment au gouvernement Trudeau en 1968. Ce faisant, on ne cherchait cependant pas à ce que les militaires canadiens se désintéressent de l'OTAN au profit des opérations dans le monde. On voulait plutôt réaliser des économies et se concentrer sur les opérations touchant la sécurité interne et la souveraineté après la crise du FLQ de 1970.
4. Défense nationale, *Livre blanc de 1994* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 1994). Voir 3-7, 12-15.
5. David C. Jones, « Past Organizational Problems, » *Joint Forces Quarterly* Automne 1996, p. 23-28.
6. Idem.
7. Voir Sean Maloney, « Une force mobile mondiale : La riposte graduée, le maintien de la paix et les origines du commandement de la Force mobile, 1958-1964, » *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* 3,3 (Automne 2000), p. 20-34, et « Une Force mobile mondiale II : L'évolution du commandement de la Force mobile, 1965-1972, » *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* 4,2 (Été 2001), p. 7-23.
8. Entrevue par courriel avec Peter Haydon, 28 août 1998.
9. Directeur - Histoire et patrimoine (DHP), 80/225, lettre du 31 mars 1980, CEMD au ministre de la DN, « Rapport final - Groupe de travail chargé d'étudier l'unification. »
10. DHP, 81/747, « Groupe de travail chargé d'étudier l'unification des Forces canadiennes » : Rapport final, 15 mars 1980.
11. Idem.
12. DHP, 91/91, « Comité d'étude sur le rapport produit par le Groupe de travail chargé d'étudier l'unification des Forces canadiennes » 31 août 1980.
13. Idem.
14. AAI, MDN, (6 juillet 1981) note C de C/CEMD au C de C/SCEMD, « Commandement et contrôle des FC - Directive d'orientation du QGDN »; Directive d'orientation provisoire du QGDN /81, « Commandement et contrôle des Forces canadiennes. »
15. Entrevue avec le Bgén (à la retraite) Ian Douglas, 11 septembre 1998.
16. AAI, MDN, (21 août 1981) note de service au D Sec QGDN, « Commandement et contrôle des FC - Directive d'orientation du QGDN »; (7 octobre 1981) SMA(Pol) au D Sec QGDN, « Commentaires du SMA(Pol) sur la Directive d'orientation provisoire du QGDN sur le Commandement et le contrôle dans les FC »; (7 mai 1982) note de service au D Sec QGDN, « Commandement et contrôle des FC - Directive d'orientation du QGDN »; (28 mai 1982) note de service aux destinataires de la liste de distribution, « Commandement et contrôle des FC - Directive d'orientation du QGDN. »
17. AAI, MND, (5 avril 1983) Directive d'orientation P1/83 du QGDN, « Commandement et contrôle des Forces canadiennes. »
18. Idem.
19. Idem.
20. Douglas Bland, *Chiefs of Defence: Government and the Unified Command of the Canadian Armed Forces* (Toronto: Canadian Institute for Strategic Studies, 1995), p. 245-252.
21. DHP, Général Thériault, transcription de l'entrevue du 17 décembre 1992.
22. Étude Loomis, p. 167-178.
23. Idem., p. 83.
24. AAI, Bureau du Conseil privé, (28 octobre 1968) note de service au gouvernement, « Contribution militaire du Canada à l'OTAN en Europe. »
25. Sean Maloney, *Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951 - 1993* (McGraw-Hill Ryerson, 1997), p. 277-278.
26. « Exercice RUNNING JUMP II, » *The Connecting File* édition 971, p. 89; Rock Michon, « For a While...Gagetown Meant Northern Europe, » *Sentinel* Janvier 1972, p. 13-18.
27. AAI, MDN, (30 mars 1987) note de service aux destinataires de la liste de distribution (ld), « Rapport post-exercice (RPX) sur l'exercice BRAVE LION. »
28. Entrevue avec le Bgén (à la retraite) Ian Douglas, 11 septembre 1998.
29. AAI, MDN, (13 février 1987) « Directeur général - Vérification de l'efficacité militaire (Essai) 1/86 Rapport sur l'exercice BRAVE LION : Partie II Analyse des questions pouvant faire l'objet d'un examen complet. »
30. Idem.
31. Idem.
32. AAI, MDN, (Février 1984) note de service au CEMD, « CTAM 86 : Demande d'approbation officielle. »
33. Entrevue par courriel avec Peter Haydon, 28 août 1998; AAI, (13 février 1987) « Directeur général - Vérification de l'efficacité militaire (Essai) 1/86 Rapport sur l'exercice BRAVE LION : Partie II Analyse des questions pouvant faire l'objet d'un examen complet. »
34. AAI, MDN, (13 février 1987) « Directeur général - Vérification de l'efficacité militaire (Essai) 1/86 Rapport sur l'exercice BRAVE LION : Partie II Analyse des questions pouvant faire l'objet d'un examen complet. »

35. AAI, MDN, (4 novembre 1986) note de service au Directeur général - Vérification de l'efficacité militaire (DGVEM), « Ex BRAVE LION - Rapport du DGVEM. »
36. Bland, *Chiefs of Defence*, p. 245-252.
37. AAI, MDN, (24 octobre 1986) Directive d'orientation P2/86 du QGDN, « Le fonctionnement et l'organisation du Quartier général de la Défense nationale. »
38. Lettre Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP) à Maloney, 25 février 1998.
39. Cette section provient en partie d'une autre étude, « Maple Leaf Over the Caribbean: Gunboat Diplomacy Canadian-Style, » un document de conférence remis par l'auteur à Halifax en juin 1998 et ultérieurement publié dans un recueil intitulé *Canadian Gunboat Diplomacy: The Canadian Navy and Foreign Policy*, edited by Ann Griffith, Richard Gimblett, and Peter Haydon (Halifax, N.-É. : Centre for Foreign Policy Studies, 2000).
40. AAI, MDN, (18 décembre 1987) « Évacuation possible de citoyens canadiens d'Haïti Nom de code Op BANDIT » AAI MDN, (15 juillet 1988) « Compte rendu après action sur l'opération BANDIT. »
41. AAI, MDN, (18 décembre 1987) « Évacuation possible de citoyens canadiens d'Haïti : Nom de code Op BANDIT. »
42. AAI, Ministère des Affaires extérieures (MAE), (4 janvier 1988) note de service de Michael Bell adressée au ministre des Affaires extérieures, « Haïti. »
43. Idem.
44. AAI, MAE, (sans date) Note de service au Premier ministre, « Haïti : Options pour la politique canadienne. »
45. AAI, MAE, (4 janvier 1988) note de service de Michael Bell au ministre des Affaires extérieures, « Haïti. »
46. Joe C.W. Armstrong, *Farewell the Peaceful Kingdom* (Toronto: Stoddart Books, 1995), chap. 13.
47. AAI, MDN, (4 janvier 1988) « Centre de coordination de la logistique de la Défense nationale SITREP Opération BANDIT à 0600 h 4 janvier 1988. »
48. AAI, MDN, (4 janvier 1988) Note d'information au ministre de la Défense nationale, « Le point sur l'opération BANDIT. »
49. AAI, MDN, (18 décembre 1987) Aide-mémoire à l'intention du ministre de la DN, « Op BANDIT. »
50. AAI, MDN, (21 décembre 1987) message du QGDN au QG COMAR, « SITREP sur l'Op BANDIT. »
51. AAI, MDN, (30 décembre 1987) message du QGDN à tous les commandements, « O avert pour l'Op BANDIT. »
52. AAI, MDN, (4 janvier 1988) Note d'information au ministre de la Défense nationale, « Le point sur l'opération BANDIT. »
53. AAI, MDN, (5 janvier 1988) Centre de coordination de la logistique de la Défense nationale SITREP Opération BANDIT à 0600 h 5 janvier 1988.
54. AAI, MDN, (10 février 1988) note de service au SCEMD, « Exercices à court/sans préavis : Réaction des médias face aux activités du MDN. »
55. AAI, MDN, Centre de coordination de la logistique de la Défense nationale SITREP Opération BANDIT à 0600 h 8 janvier 1988.
56. AAI, MDN, message du QGDN au QG COMAR, SITREP Op BANDIT 9 janvier 1988.
57. AAI, MDN, (11 janvier 1988) Centre de coordination de la logistique de la Défense nationale SITREP Opération BANDIT à 0600 h 11 janvier 1988.
58. AAI, MDN, (19 janvier 1988) message du QGDN aux destinataires de la liste de distribution, « Op BANDIT : La souplesse requise pour la planification de contingence. »
59. AAI, MDN, message du CEMD à la FOI 300.
60. AAI, MDN, Centre de coordination de la logistique de la Défense nationale SITREP Opération BANDIT à 0600 h 19 janvier 1988.
61. AAI, MDN, (18 mars 1988) note de service du Directeur — Ressources et plans (Transports) (DRPT) au Directeur — Coordination des opérations militaires (DCOM), « Compte rendu après action sur l'Op BANDIT »; (3 mars 1988) note de service au DCOM, « Leçons retenues de l'Op BANDIT. »
62. AAI, MDN, (15 juillet 1988) SCEMD aux destinataires de la Id, « Compte rendu après action sur l'Op BANDIT. »
63. AAI, MDN, (18 mars 1988) note de service au Directeur général — Plans militaires et opérations (DGPMO), « Compte rendu après action sur l'Op BANDIT Communications et électroniques »; (1 juin 1990) note de service au Directeur — Opérations maritimes (Plans et réserves) (DOMPR) 2, « Le point sur la demande de compte rendu après action sur l'Op BANDIT. »
64. AAI, MDN, (28 septembre 1988) note de service du VCEMD aux destinataires de la Id, « Compte rendu après action sur l'Op BANDIT. »
65. Idem.
66. AAI, MDN, (15 juillet 1988) SCEMD aux destinataires de la Id, « Compte rendu après action sur l'Op BANDIT. »
67. Brian Smith, «United Nations Iran-Iraq Military Observation Group,» in William Durch's, *The Evolution of UN Peacekeeping: Case Studies and Comparative Analysis* (New York: St. Martin's Press, 1993), p. 236-257.
68. «Persian Gulf Deployment,» *Sentinel*, 1988/6, p. 21.
69. Entrevue privée.
70. Entrevue avec le Bgén (à la retraite) Ian Douglas, 11 septembre 1998.
71. Idem.
72. Idem.
73. Idem.
74. AAI MDN, (24 novembre 1988) QG Force d'opérations spéciales (FOS), « Compte rendu après action sur l'Op VAGABOND. »
75. Idem.
76. AAI MDN, (28 novembre 1988) DGPMO au SCEMD « Leçons retenues de l'opération VAGABOND. »
77. Il est à noter que cette expression a été utilisée des années 1960 aux années 1980 et qu'elle s'apparente beaucoup à l'expression américaine des années 1990 « Opérations autres que la guerre ».
78. AAI MDN, PDQG 900, « Augmentation du CODN : Opérations d'un niveau moindre que la guerre ou crises nationales. »
79. Entrevues privées.
80. Virginia Page Fortna, «United Nations Transitional Assistance Group Namibia,» in William Durch's *The Evolution of UN Peacekeeping: Case Studies and Comparative Analysis* (New York: St. Martin's Press, 1993), p. 353-376.
81. AAI, MDN, (24 février 1989) note de service au ministre de la DN, « Participation des FC au Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) en Namibie, »; (4 juin 1990) « Évaluation du GANUPT : Participation du MDN. »
82. Idem.
83. AAI, MDN, (4 juin 1990) « Évaluation du GANUPT : Participation du MDN. »
84. AAI, MDN, (15 mars 1989) « Opérations de maintien de la paix en Namibie. »
85. AAI, MDN, (4 juin 1990) « Évaluation du GANUPT : Participation du MDN. »
86. Entrevue avec le Bgén Douglas; entrevues privées.
87. AAI, MDN, (4 juin 1990) « Évaluation du GANUPT : Participation du MDN. »
88. AAI, MDN, (Février 1989) Rapport final, « Directive d'étude S1/88 du QGDN : Les fonctions et l'organisation du Quartier général de la Défense nationale lors d'urgences et de guerres. » [ci-après appelée Étude Little/Hunter]
89. AAI, MDN, (18 avril 1988) note de service du secrétariat du QGDN aux destinataires de la Id, « Directive d'étude S1/88 du QGDN : Les fonctions et l'organisation du Quartier général de la Défense nationale lors d'urgences et de guerres. »
90. Étude Little/Hunter, p. ii, 4-4, 4-8.
91. Idem., p. 4-1, 5-1.
92. Idem., p. 5-1 à 5-3.
93. Idem., p. 1-2.
94. Idem., p. 5-13 à 5-16.
95. Idem., p. 5-17.
96. Idem., p. 5-26 à 5-27.
97. Idem., p. 6-1 à 6-3.
98. Idem., p. 6.8.
99. Idem.
100. Idem., p. 7-1.
101. Voir l'annexe U du rapport final de l'étude S1/88 du QGDN, « Décrire le concept s'appliquant à un système de gestion de crises au QGDN. »
102. Idem.

Renaissance du bataillon canadien de fusiliers à cheval

par le sergent Arthur Majoor, CD

INTRODUCTION

La doctrine est un guide dans l'accomplissement de nos objectifs. Une doctrine intelligente qu'on s'est bien exercé à mettre en pratique produit un effet multiplicateur étonnant pour les utilisateurs. Les unités qui sont structurées de manière à mettre à profit les concepts et principes proposés dans la doctrine deviennent des outils souples et efficaces entre les mains du commandant. L'Armée de terre canadienne a adopté le concept de la « guerre de manœuvre » comme outil cognitif pour l'élaboration de sa future doctrine. Nous comprenons bien la théorie, mais il faut maintenant convertir cette théorie en pratique en créant des structures et en équipant des unités afin de permettre à l'Armée de terre d'exécuter la guerre de manœuvre.¹

Historiquement, les enjeux de la défense et les dépenses militaires ont toujours reçu une faible priorité de la part du Gouvernement canadien. Il est fort peu probable que de nouvelles grandes unités des Forces canadiennes (FC) soient créées de toutes pièces ou qu'on puisse acheter de grandes quantités de la plus récente quincaillerie de haute technologie pour appuyer la guerre de manœuvre.² Même si les FC participent actuellement à une campagne mondiale contre le terrorisme, le Premier ministre a dit publiquement qu'il n'y aurait pas de nouvelles dépenses pour la défense.³ La question est donc celle-ci : comment la capacité de pratiquer la guerre de manœuvre pourra-t-elle s'accroître organiquement, c'est à dire, à partir des ressources existantes? Notre histoire militaire

nous offre peut être une réponse à cette question.

LE BATAILLON CANADIEN DE FUSILIERS À CHEVAL D'ORIGINE

Les nombreuses petites guerres coloniales que l'Empire britannique a livrées sous le règne de la reine Victoria ont fait comprendre à certains officiers la nécessité de disposer d'unités de choc se déplaçant rapidement pour affronter les combattants autochtones et les troupes non conventionnelles. Les colonnes de fantassins à pied étaient trop lentes pour rattraper les troupes de raids, tandis que la cavalerie, armée de sabres et de lances traditionnels, était d'une utilité limitée dans ce genre de guerre. L'évolution de la cavalerie américaine durant la Guerre de sécession a orienté le développement. Durant une bonne

la nécessité de disposer d'unités de choc hautement mobiles est aussi pressante aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque de la reine Victoria

partie de cette guerre, les cavaliers utilisaient leur monture pour gagner des positions de combat, mais combattaient souvent à pied. Même s'il y a eu des combats de cavalerie conventionnels durant cette guerre, les opérations pied à terre avaient généralement une plus grande incidence sur les combats.⁴

L'officier qui a mis ces leçons en pratique pour l'Armée britannique est le Major général Edward T.H. Hutton. Officier d'expérience ayant servi durant la Guerre des Boers et en Égypte, et commandant des forces coloniales en Nouvelle Galles du Sud, c'est lui qui fonda l'École

d'infanterie à cheval à Aldershot (Angleterre). Considérant la cavalerie traditionnelle comme dépassée, il créa une force combinant la mobilité des soldats à cheval et la puissance de feu des fantassins armés de fusils. Son succès fut tel que l'infanterie à cheval est devenue un service reconnu de l'Armée et l'est restée pendant de nombreuses années.⁵ Les fantassins à cheval parvenaient « à se rendre rapidement à n'importe quel endroit durant le combat, ou à appuyer et soutenir les actions de cavalerie indépendante, et se chargeaient des fonctions d'écran. »⁶

À titre d'Officier général commandant au Canada, il a participé à la création du premier contingent canadien qui a combattu durant la Guerre des Boers. Deux unités d'infanterie à cheval (nommées bataillons canadiens de fusiliers à cheval) ont été créées à partir de la milice permanente, de la milice non permanente et de la Royale gendarmerie à cheval du Nord Ouest, pour constituer le premier contingent. Les 1^{er} et 2^e Bataillons canadiens de fusiliers à cheval étaient composés de deux escadrons de six officiers, 154 hommes et 161 chevaux. Chaque escadron comprenait quatre troupes d'environ 40 hommes. En pratique, certains des hommes étaient détachés comme préposés aux chevaux (un homme sur quatre s'occupait des chevaux tandis que les trois autres livraient combat) ou pour l'exécution de diverses tâches associées au soin des chevaux. Chaque escadron disposait également de sections de mitrailleuses dotées de mitrailleuses Colt refroidies par air.⁷ Au plan

tactique, l'infanterie à cheval s'entraînait à contourner les flancs de l'ennemi. Lorsque les éléments de l'infanterie à cheval recevaient l'ordre d'attaquer, ils avançaient au galop puis les cavaliers mettaient pied à terre. Tandis que les préposés aux chevaux s'occupaient des animaux, les autres combattaient à pied avec leur fusil Lee Enfield et les mitrailleuses. L'infanterie à cheval était également précieuse pour protéger les colonnes en marche et assurer la sécurité sur les flancs et à l'arrière grâce à des patrouilles. La seule chose qui manquait à l'infanterie à cheval était un moyen d'exécuter l'attaque pendant qu'elle était en selle.⁸

Les fusiliers à cheval canadiens ont offert une performance admirable durant la Guerre des Boers, si bien que l'Armée de terre a créé 14 bataillons du même type durant la Première Guerre mondiale.⁹ Les conditions de la guerre des tranchées empêchaient l'utilisation de l'infanterie à cheval dans son rôle mobile et les progrès de la technologie militaire ont rendu désuets les chevaux comme véhicules de combat au front. Les bataillons canadiens de fusiliers à cheval ont été démantelés après la fin de la Première Guerre mondiale et l'infanterie à cheval a cessé d'être un service distinct de l'Armée de terre peu après.

CRÉATION D'UNITÉS DE GUERRE DE MANŒUVRE MODERNES

La nécessité de disposer d'unités de choc hautement mobiles est aussi pressante aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque de la reine Victoria. Les troupes canadiennes ont participé abondamment à des conflits de faible intensité et à des opérations autres que la guerre depuis le début des années 1990, et la situation semble avoir peu de chances de changer dans l'avenir prochain.¹⁰ Ces types d'opérations nécessitent la capacité de patrouiller de vastes zones et de concentrer rapidement les troupes dans les secteurs d'intérêt. Par ailleurs, la guerre de haute intensité

repose de plus en plus sur la capacité de se déplacer rapidement et de concentrer les forces contre l'ennemi à des endroits et à des moments inattendus (*l'essence de la guerre de manœuvre*), et sur celle de disperser la force pour se protéger contre les actions de l'ennemi. Les ressources limitées de transport aérien stratégique permettant d'amener les forces dans les zones de conflit se traduisent par la nécessité de disposer de forces légères. La mobilité des forces mécanisées traditionnelles dans le théâtre est limitée à cause de la médiocrité de l'infrastructure dans les pays du Tiers-Monde et dans les nations dévastées par le conflit¹¹ (sans parler de l'abondance des mines terrestres). Cette combinaison de facteurs suggère qu'une force aéromobile est le type de force le mieux adapté pour exécuter la guerre de manœuvre. Plutôt que d'essayer de détruire l'ennemi à distance grâce à la puissance aérienne, les commandants auront besoin de soldats débarqués pour repérer et détruire les troupes ennemies et le matériel de guerre, au sol.¹²

LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE VERSION DU BATAILLON CANADIEN DE FUSILIERS À CHEVAL, LE BATAILLON DE FUSILIERS AÉROMOBILE DU CANADA

Le concept traditionnel de cavalerie aérienne, fondé sur l'utilisation d'hélicoptères pour transporter et infiltrer des unités d'infanterie légère dans la zone d'intérêt, est limité par la faible mobilité de l'infanterie débarquée et par sa capacité d'exécuter

uniquement des opérations de courte durée une fois rendue au sol. Les forces aéromobiles ne peuvent pas débarquer dans des zones d'atterrissage contestées à moins que ces zones n'aient été préparées par le tir et ne bénéficient d'une forme de surveillance pour aider les troupes une fois débarquées.¹³ Les nations riches peuvent se permettre de renforcer leur cavalerie aérienne grâce à de puissants (et dispendieux) hélicoptères de combat et à des parcs d'hélicoptères de transport pour le maintien en puissance. Le Canada a besoin d'une approche différente, car il n'a pas les moyens financiers d'envisager cette option. La plus grande force des bataillons canadiens de fusiliers à cheval était leur capacité de fournir un volume écrasant de tir *débarqué*, et leur capacité de *prendre le terrain clé*.¹⁴ La renaissance de ces capacités exigera un programme en plusieurs étapes : d'abord il faudra augmenter la puissance de combat débarquée de l'infanterie légère grâce à de nouveaux modèles organisationnels et à de nouvelles armes, puis il faudra lui donner la mobilité supérieure que procurent des hélicoptères de soutien intégraux.

L'Armée de terre dispose des éléments fondamentaux nécessaires pour créer ce genre d'unité. L'ordre de bataille comprend déjà trois bataillons d'infanterie légère. L'organisation de base de chaque unité regroupe une compagnie de parachutistes, une compagnie aéromobile et une compagnie de BV 206.¹⁵ Ces éléments sont adaptés à des déplacements rapides et ont la capacité intégrale de se déplacer par aéronef et hélicoptère en plus d'être intégrés dans une organisation plus lourde capable d'appuyer les éléments aéromobiles une fois débarqués. L'équipement actuel de l'infanterie légère lui permet d'engager l'ennemi à tous les niveaux de conflit, alors que l'intégration de nouvelles technologies et techniques comme celles du système tactique de commandement, de contrôle et de communication (STCCC) et du système de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectif et de reconnaissance (ISTAR) vient



Le 2e bataillon du Canadian Mounted Rifles, dans le veld du Transvaal, en mars 1902. Le dilemme doctrinal qui a inspiré sa mise sur pied est-il applicable de nos jours? (Document obtenu des Archives nationales du Canada)

augmenter la capacité et l'efficacité de l'unité de base en lui offrant des communications et un système de renseignement améliorés.

Une organisation et des communications avancées (on parle parfois de « guerre centrée sur le réseau ») donnent aux soldats débarqués un accès direct aux ressources, à partir de la puissance de feu du bataillon jusqu'à l'artillerie et à l'aviation du groupement tactique. Si les conditions le permettent, les fusiliers aéromobiles du Canada, une fois rendus à terre, seraient en mesure de manœuvrer pour diriger et appuyer une puissance de feu meurtrière à distance de sécurité contre l'ennemi. Dans d'autres circonstances, le bataillon de fusiliers aéromobile du Canada utiliserait le tir et mouvement pour exécuter sa mission. Les forces spéciales américaines ont utilisé ce genre de tactiques en Afghanistan contre les Talibans et les forces d'Al Qaeda en attaquant d'abord les centres de résistance par des bombardements de B 52 ou en dirigeant des frappes aériennes à l'appui des forces terrestres de l'Alliance du Nord. La mise au point de l'ISTAR permet de regrouper des informations provenant de nombreuses sources dans un poste de commandement servant de centre d'échange qui permet d'accéder et d'utiliser efficacement les ressources de la brigade.¹⁶ Une unité disposant de la vitesse et du rayon d'action du bataillon de fusiliers aéromobile du Canada apporterait non seulement de grandes contributions au système ISTAR de la brigade, mais bénéficierait également d'un centre d'échange d'informations simplifié (cellule de coordination) au niveau de l'unité.¹⁷

Le fait d'augmenter la puissance de feu intégrale du bataillon de fusiliers aéromobile du Canada (ci après le bataillon aéromobile) lui confère plus d'options lorsque les ressources extérieures ne sont pas disponibles. Les pelotons munis de Carl Gustav et d'Eryx sont limités dans leur capacité d'engager les blindés ennemis et ne disposent d'aucune protection contre les hélicoptères. Les armes portatives se

sont améliorées depuis une dizaine d'années et il est maintenant possible de donner aux troupes débarquées les outils nécessaires pour engager un plus grand éventail d'objectifs dans toutes les conditions. Une équipe de deux personnes peut transporter un Javelin américain¹⁸ ou d'autres armes autonomes du même genre. Les missiles de ce type peuvent être utilisés avec un certain succès contre les aéronefs et pour engager les chars jusqu'à 2 000 m de distance, et disposent de viseurs à imagerie thermique pour les engagements de jour, de nuit et par toutes conditions climatiques.¹⁹ Le fait de remplacer le Carl Gustav et l'Eryx par des armes plus puissantes fera des soldats débarqués une force encore plus formidable.

En se fondant sur la compagnie de BV 206, la compagnie motorisée procure au bataillon aéromobile la capacité unique de mener des opérations de longue durée, une capacité qui fait habituellement défaut à une unité entièrement aéromobile. La compagnie motorisée jouit d'une plus grande mobilité au sol, est peu limitée par les conditions climatiques et peut transporter de plus grandes quantités d'approvisionnements pour des opérations prolongées que les compagnies d'infanterie débarquées. Comme fonction secondaire, la compagnie motorisée peut appuyer les opérations aéromobiles en livrant des approvisionnements aux éléments d'infanterie débarqués, ce qui libère la compagnie de transport aérien pour d'autres tâches et prolonge la période pendant laquelle la compagnie aéromobile peut rester en campagne. Au plan opérationnel, la compagnie motorisée peut partager les avantages de la mobilité aérienne, car les hélicoptères de transport moyens peuvent lever et transporter les BV 206 ou des véhicules semblables. La seule limite est celle associée au nombre d'appareils disponibles pour le transport aérien, ce qui signifie que les déplacements de la compagnie motorisée par la voie des airs seront plus lents et plus complexes que les mouvements d'une compagnie d'infanterie aéromobile conventionnelle. Alors que les compagnies aéromobiles peuvent se

déplacer rapidement dans une plus vaste zone d'opération, la compagnie motorisée est mieux adaptée aux fonctions de tenue du terrain, de protection de zones ou de débusquage des éléments ennemis qui ont été repérés et immobilisés par les compagnies aéromobiles.²⁰ Dans les terrains complexes qui masquent l'ennemi aux capteurs et le soustrait aux attaques à distance de sécurité, cette capacité deviendra une ressource clé pour le succès des opérations. Cette compagnie motorisée devra cependant jouir d'une capacité de mouvement tout terrain. Le BV 206 pourrait subir une mise à niveau qui comporterait le grossissement du moteur et l'amélioration des systèmes de suspension pour améliorer la mobilité, ou l'Armée de terre pourrait faire l'acquisition d'un véhicule de remplacement.

Pour améliorer la connaissance du champ de bataille et l'efficacité générale, les bataillons aéromobiles ont besoin de renforts spécialisés. Dans la cavalerie aérienne américaine, l'escadron d'aviation régimentaire (Regimental Aviation Squadron — RAS) appuie la troupe d'hélicoptères d'assaut (Assault Helicopter Troop — AHT) avec des troupes d'hélicoptères de guerre électronique (GE), d'éclaireurs et d'attaque (au sein d'un RAS blindé).²¹ Cela est certes une solution dispendieuse au plan des acquisitions (un hélicoptère Apache AH 64 coûte environ 17 millions de dollars américains) et au plan du soutien permanent de trois parcs d'aéronefs différents. La Force aérienne se prépare à mettre en service l'ensemble optoélectronique de reconnaissance, surveillance et acquisition de cibles (ORSAC/ERSTA) au début de 2005 et ajoutera peut-être certains armements au Griffon dans un projet subséquent, mais à titre de ressources de la brigade, ces aéronefs ne seront certainement pas toujours à la disposition du bataillon aéromobile.

Il existe un moyen d'acquérir ces importantes capacités à l'interne sans faire sauter la banque, à savoir : utiliser des véhicules aériens téléguidés (VATG) robustes pour exécuter ces fonctions. Des

expériences sont en cours au Canada pour simuler l'utilisation de VATG à l'aide d'aéronefs légers loués et l'expérience acquise en ce domaine est transférable au bataillon aéromobile.²² Un peloton de VATG, utilisé pour la reconnaissance, permet à l'unité de connaître la situation. Les VATG peuvent combler d'autres besoins au sein du bataillon aéromobile, par exemple servir de plates formes de communication pour allonger la portée des systèmes de commandement, contrôle, communication et renseignement (C3I). À la place d'un peloton antiblindés, un peloton d'attaque VATG peut fournir une puissance de feu directe lourde au bataillon aéromobile. Les lecteurs qui voudraient souligner l'absence d'un canon pour l'appui rapproché sur le VATG ou le petit nombre de missiles qu'il pourrait transporter, devraient se rappeler qu'un Griffon armé souffrirait des mêmes limites.²³ Les VATG de reconnaissance Predator américains ont été munis de missiles antiblindés Hellfire pour la campagne d'Afghanistan de 2001-2002,²⁴ ce qui a permis de démontrer qu'une plate forme VATG robuste peut être configurée pour remplir de nombreux rôles. En adoptant un parc de VATG réservés et en acceptant et gérant les limites dont souffrent les plates formes téléguidées²⁵ pour exécuter ces tâches pour le compte du bataillon aéromobile, on se trouve, accessoirement, à libérer des hélicoptères tactiques canadiens pour d'autres tâches.

Pour jouer d'une mobilité opérationnelle, le bataillon aéromobile a besoin de ressources d'aviation *intégrées*, comme dans l'escadron d'aviation régimentaire américain. Chaque bataillon canadien d'infanterie légère est associé à un escadron d'hélicoptères, mais il s'agit là d'une ressource de la brigade qui n'est pas toujours à la disposition du bataillon. Un Griffon peut transporter une charge de 3 900 lb (1 772 kg) et, compte tenu de la modernisation de demi vie prévue en 2010, cette charge pourrait peut-être passer à 6 900 lb (3 136 kg).²⁶ Il est actuellement difficile de transporter une compagnie lorsque chaque soldat

transporte 45 kg d'équipement et de biens consommables; si on ajoute à cette charge l'équipement supplémentaire pour les opérations en hiver, il devient à peu près impossible de transporter la compagnie d'un seul coup à l'aide d'un escadron de 18 Griffons.²⁷ Une fois que les Griffons seront équipés de l'ensemble de mission ORSAC et d'armes, il sera plus difficile de les assigner en nombre suffisant pour le transport de troupes, compte tenu de la forte demande dont ces nouvelles capacités feront l'objet au niveau de la brigade.²⁸ Il faut donc des hélicoptères de transport moyens réservés. Il ne sera pas facile d'obtenir ce genre d'hélicoptères en nombre suffisant pour fournir aux bataillons aéromobiles une capacité de transport intégrale (une compagnie de transport composée de 16 hélicoptères moyens)²⁹, mais il existe des stocks disponibles d'hélicoptères usagés comme les anciens modèles de Blackhawks ou les Hips russes. L'achat et la remise à neuf d'anciens hélicoptères est peut-être le seul moyen économique d'acquérir cette capacité et, en même temps, de libérer les escadrons d'hélicoptères tactiques pour d'autres tâches.

ORGANISATION DU BATAILLON DE FUSILIERS AÉROMOBILE DU CANADA

Le nouveau bataillon aura besoin d'une organisation moderne pour tirer profit de ses capacités. Voici un ordre de bataille théorique pour le bataillon aéromobile :

PC de compagnie :

- Peloton de commandement (cellule de coordination et cellule d'aviation)

- Peloton d'orienteurs-marqueurs

- Peloton de transmissions/C3I

- Peloton d'administration

Cie d'infanterie aéromobile (X 2)

- Cie motorisée (BV 206 ou son successeur)

Cie de transport :

- Hélicoptère PC.

- Trois pelotons (5 hélicoptères de

transport moyens chacun) pour transporter une compagnie d'infanterie légère et tout son équipement. (Le nombre d'hélicoptères au sein du peloton dépend de la capacité de transport du modèle d'hélicoptère retenu.)

Cie de VATG :

- Peloton de reconnaissance VATG

- Peloton d'appui C3I VATG

- Peloton d'attaque VATG

- Peloton d'appui au sol

Cie de soutien + peloton de maintenance d'aviation

Le commandement et le contrôle d'un bataillon aéromobile sera très complexe. La mobilité aérienne intégrale donne à l'unité la capacité de couvrir un très vaste secteur d'opération en plus du fait qu'une unité composée de sept sous unités de la taille d'une compagnie constitue une très grosse organisation à commander. Une cellule de coordination servirait de centre d'échange d'informations au sein du quartier général de l'unité pour lui permettre de commander et de contrôler efficacement cette grande organisation très dispersée. Il faudrait peut-être aussi un commandant de l'aviation et une cellule d'aviation au niveau du quartier général pour gérer les fonctions d'aviation comme le transport et les compagnies de VATG.

Pour voir maintenant comment tout cela fonctionnerait, prenons le scénario qui suit. Durant une opération, un objectif rentable est repéré au cours d'un déplacement dans le secteur du bataillon aéromobile. Des VATG d'attaque sont dépêchés pour piqueter l'objectif pendant qu'une compagnie aéromobile est déployée d'urgence. Alors que la compagnie d'infanterie s'approche de la position, la compagnie de transport prend le contrôle du peloton de VATG d'attaque pour escorter les hélicoptères jusqu'aux zones d'atterrissage (Z Atterr). Les commandants de la compagnie aéromobile et de la compagnie de

Un processus soutenu d'expérimentation et de transformation sera nécessaire pour intégrer les nombreuses techniques et technologies en un ensemble efficace

transport visionnent tous les deux des informations sur la zone de l'objectif transmises par les VATG de reconnaissance, les éclaireurs marqueurs et d'autres sources, sur leur écran de connaissance de la situation, et utilisent cette information pour planifier et demander rapidement des tirs d'appui et un appui aérien. Le commandant de la compagnie de transport se concentre sur la suppression de la défense antiaérienne ennemie (SDAE) dans la dernière partie du trajet des aéronefs jusqu'à la Z Atterr, tandis que le commandant de la compagnie aéromobile met au point le plan de feu pour sa mission au sol. Alors que la compagnie de transport se pose dans les zones d'atterrissage, la compagnie aéromobile prend le contrôle de l'artillerie, des ressources aériennes externes et de tous les VATG d'attaque qui sont encore disponibles. La cellule d'aviation de l'unité coordonne le transport aérien et la remise des ressources VATG, tandis que la cellule de coordination exécute le processus de planification opérationnelle (PPO), gère les ressources humaines et la logistique, et transmet les demandes d'appui aérien et d'appui de l'artillerie au PC du groupement tactique.

Le service de soutien d'une unité qui se déplace rapidement et sur de grandes distances constitue également un autre grand défi. Les informations fournies par les cellules d'aviation et de coordination de l'unité permettront à la compagnie de soutien d'anticiper et de satisfaire les

besoins logistiques de l'unité. Pour le travail quotidien, les compagnies aéromobiles s'en tiendraient à ce que l'infanterie légère fait habituellement : consommer ce qu'elle est en mesure de transporter et se rendre à des points de livraison (PL) ou à des zones de largage (ZL) pour le réapprovisionnement. La deuxième tâche d'une

troupe d'hélicoptères d'assaut au sein de l'escadron d'aviation régimentaire est de transporter des approvisionnements pour le reste du RAS.³⁰ La compagnie motorisée peut également amener des approvisionnements aux compagnies aéromobiles débarquées, à titre de tâche secondaire. Il n'y a pas de compagnie d'appui au combat, car la compagnie de VATG prend charge des fonctions de reconnaissance et du peloton antiblindés, tandis que les réductions de la force ont entraîné l'élimination des pelotons de mortiers et de pionniers de la structure du bataillon.

DÉPLOIEMENT

La résurrection du bataillon canadien de fusiliers à cheval et sa métamorphose en un bataillon de fusiliers aéromobile du Canada ne seront pas choses faciles. Un processus soutenu d'expérimentation et de transformation sera nécessaire pour intégrer les nombreuses techniques et technologies en un ensemble efficace de façon à créer une unité de manœuvre disposant



Au cours des années 1960, le Canada était un chef de file de la conceptualisation et du développement en matière d'aéromobilité. Des troupes font la démonstration de la capacité de transport du CL-84 Dynavert, en 1969. Depuis lors, nous sommes toujours restés en-deçà des limites de cette capacité. (Document obtenu de l'UPFC)

d'une capacité de tir *débarquée* efficace et de la *capacité de prendre le terrain clé*. Les idées qui font du bataillon aéromobile une unité efficace sont applicables dans l'ensemble de l'Armée de terre et améliorent l'efficacité de chaque élément au sol. Un plan d'action étalé sur la prochaine décennie permettra de créer une unité de choc efficace qui pourra concrétiser la doctrine de la guerre de manœuvre. Même si de *nouvelles* sources de financement ne sont pas disponibles, un examen des budgets actuels pourrait révéler des ressources mal utilisées. Comme on l'a souligné dans un autre contexte, « on manque rarement d'argent pour de nouveaux bureaux, de nouveaux ordinateurs et pour l'aménagement paysager des bases ». ³¹ Il est certain que les ressources existent pour créer des unités de guerre de manœuvre, si nous en avons vraiment le désir et la volonté.

Les changements organisationnels sont l'aspect le plus facile à modéliser et à mettre en pratique grâce à des expériences peu coûteuses et rapides à exécuter. Des systèmes de communication portatifs robustes et la capacité de transférer des données graphiques (tracés de cartes, photographies et vidéos en temps réel des objectifs) dans l'ensemble de l'unité constituent des capacités essentielles.³² Le STCCC et ses systèmes subséquents peuvent servir d'éléments constitutifs pour ces capacités, dès maintenant. Le passage à un genre de guerre centrée sur le réseau avec une forte augmentation du matériel STCCC et des équipements connexes à partir de la demi section jusqu'au niveau de la compagnie, d'une part, et la présence d'une cellule de coordination au niveau du bataillon, d'autre part, procurent aux troupes débarquées un accès rapide aux ressources lorsqu'elles en ont besoin. Le reste de l'Armée de terre, tant Régulière que Réserve, peut également adopter le modèle efficace de centrage sur le réseau pour multiplier son efficacité au combat. Le plus dur sera de

vaincre la résistance au changement : en effet, un modèle efficace de centrage sur le réseau sera bien différent des concepts actuels de chaîne de commandement et de structure hiérarchique.

Pour augmenter la puissance de feu au sol de l'infanterie débarquée, il faudra de lourds investissements dans de nouvelles armes, dans l'instruction et dans l'équipement de soutien. Les soldats débarqués ont besoin d'armes plus efficaces pour affronter les objectifs renforcés, les véhicules blindés et les hélicoptères, peu importe le type d'unité dans laquelle ils évoluent. Les viseurs de jour et de nuit et les viseurs à imagerie thermique élargissent également la connaissance de la situation des unités qui disposent d'armes munies de ce genre de viseurs. Comme un programme de réarmement profite à un plus vaste groupe d'utilisateurs, il devrait y avoir une vaste base d'appui à ce projet au sein de l'Armée de terre.

Un autre investissement important sera nécessaire au niveau de la composante terrestre du bataillon aéromobile, la compagnie motorisée. La modernisation de demi vie du BV 206 permettra de maintenir une capacité qu'aucun autre véhicule de l'Armée de terre n'offre. Tout modèle de remplacement proposé devrait posséder une mobilité égale ou supérieure à celle du BV 206 et être aérotransportable. Comme nous disposons d'un nombre limité de BV 206, il pourrait être difficile de justifier les dépenses qu'e3

entraînerait sa modernisation ou son remplacement. Toutefois, les avantages qu'apporte la compagnie motorisée au bataillon aéromobile proposé confèrent une grande importance à cette option. Les deux compagnies aéromobiles du bataillon aéromobile sont soumises aux aléas du climat et des ressources de transport, tandis que la compagnie motorisée donne à l'unité une capacité élargie indépendante de la mobilité aérienne.

Des aéronefs d'appui spécialisés fourniront la connaissance de la situation au bataillon aéromobile, un

appui élargi en matière de C3I dans les opérations sur de grandes zones et un appui feu direct si nécessaire. Il était tout simplement hors de question de demander des parcs de Kiowa Warriors, d'hélicoptères de guerre électronique EH 60 Quick Fix et d'hélicoptères d'attaque pour exécuter ces tâches, compte tenu des coûts d'achat et des coûts de soutien permanents. Les expériences en cours avec des aéronefs légers loués donnent à l'Armée de terre une certaine expérience dans l'utilisation des VATG pour la reconnaissance. L'arrivée prévue d'hélicoptères munis de l'ensemble de mission ORSAC en 2005 augmentera les occasions pour les soldats débarqués de s'exercer avec des capteurs aéroportés. Les VATG ont prouvé leur capacité d'exécuter ces tâches pour une fraction du coût des aéronefs conventionnels et ils représentent donc l'option logique à privilégier en présence d'un budget limité. Il y aura plus d'appuis à la mise en œuvre d'un programme de VATG si ce programme peut être élargi pour bénéficier à un plus vaste groupe d'utilisateurs à l'extérieur du bataillon aéromobile, par exemple l'artillerie et les transmissions (VATG de reconnaissance pour le repérage et VATG C3I pour les communications).

La mobilité aérienne est peut-être l'élément le plus difficile du problème. Le Griffon n'est pas vraiment un transport de troupes adapté. Lorsque les escadrons de Griffons auront intégré l'ORSAC et de nouvelles armes, ils seront très en demande pour accomplir d'autres tâches. Trois sous unités d'hélicoptères de transport moyens de la taille d'un escadron, avec personnel de vol et soutien connexes, constituent le minimum nécessaire pour transformer les bataillons d'infanterie légère en bataillons de fusiliers aéromobiles. La mobilité aérienne intégrée confère au bataillon aéromobile une incroyable souplesse et élargit la gamme des options offertes aux commandants de l'unité et de la formation. De nombreux facteurs influenceront sur la pertinence et le moment de créer des unités aéromobiles disposant de

ressources aériennes intégrées, par exemple l'achat proposé d'hélicoptères semblables pour la Marine canadienne ou d'autres organismes du gouvernement, les budgets disponibles et des facteurs politiques. L'idéal serait de puiser dans un programme existant pour exploiter les économies d'échelle.

nous devons alors commencer à travailler à créer des structures et à équiper des unités qui pourront évoluer dans le contexte de la guerre de manœuvre

Bien que la démarche générale de création du bataillon de fusiliers aéromobile du Canada soit présentée en ordre séquentiel, l'adoption d'un processus parallèle de changement et d'intégration permettra de créer le nouveau bataillon dans un délai raisonnable. Chaque étape de cette démarche permet, en elle même, d'améliorer l'utilité du bataillon d'infanterie légère et d'autres unités et formations de l'Armée de terre, tandis que toutes ces étapes, lorsque leurs fruits sont intégrés dans la nouvelle unité, produisent une somme plus grande que le total de ses parties.

CONCLUSION

Si la doctrine de la guerre de manœuvre est bien le fondement de l'Armée de l'avenir, nous devons alors commencer à travailler à créer des structures et à équiper des unités qui pourront évoluer dans le contexte de la guerre de manœuvre. L'Armée de terre canadienne doit trouver des manières de croître organiquement, c'est à dire à partir des ressources existantes. Toute autre approche est vouée à l'échec et à la frustration. Notre ordre de bataille compte trois bataillons d'infanterie légère dont l'organisation inhérente est souple et les soldats très compétents. En utilisant la doctrine de la guerre de manœuvre comme outil cognitif, nous pouvons intégrer notre histoire militaire, la théorie moderne de l'organisation, la

technologie et les forces de notre structure d'infanterie légère pour créer des unités de guerre de manœuvre capables de relever les défis de l'avenir. Le moment est venu de ressusciter et de moderniser les bataillons de fusiliers à cheval.



L'auteur remercie le LCol Ian Hunt pour son appui et ses encouragements durant les recherches préparatoires et la rédaction de cet article. Remerciements également au LCol Scott McLeish et au LCol D.J. Banks pour leurs commentaires et les informations utiles fournis durant la révision.

AU SUJET DE L'AUTEUR...

Le Sergent Arthur Majoor détient un diplôme en finances du Collège Fanshawe et suit actuellement le cours d'ingénieur systèmes certifié de Microsoft. Il s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1981 et a servi dans la Force régulière jusqu'en 1986 avant de passer à la Réserve. Ses états de service opérationnel incluent une période de service à Chypre et la participation aux opérations d'aide durant la tempête de verglas de 1998. Le Sergent Majoor occupe actuellement le poste de G6 Administrateur TI au sein du quartier général du 31e Groupe-brigade du Canada à London (Ontario) et contribue régulièrement à cette revue.

1. LCol Ian Hope *Incompréhension de Mars et de Minerve* Bulletin de doctrine et de l'instruction Vol. 4 No 4 http://armyapp.dnd.ca/ael/adtb/vol_4/No_4/vol4_no_4_E.pdf (hiver 2001-2002, pg. 16-35).
2. Major Peter J Williams, *Où se trouve la plage? Le dossier de l'amphibiosité*, Bulletin de doctrine et de l'instruction, vol. 3, no 3 http://armyapp.dnd.ca/ael/adtb/vol_3/No_3/vol3_no_3_E.pdf, automne 2000, p. 48-52.
3. Robert Fife, chef du bureau d'Ottawa, *National Post* 19 mars 2002.
4. Edwin B Coddington, *The Gettysburg Campaign, a study in Command*, Scribner's 1968. Dans cette plus fameuse des batailles de la Guerre de sécession, les opérations pied à terre de la cavalerie américaine ont eu une beaucoup plus grande incidence sur l'issue que les opérations à cheval qui se sont également déroulées durant la même campagne. On note deux exemples : premièrement, lorsque les 2 100 cavaliers de la 1^{re} Division du Général Buford ont mis pied à terre tandis que sa brigade de réserve de 1 800 hommes restait à cheval « pour être utilisée comme la partie mobile d'un fléau pour battre l'ennemi » durant la Bataille de Brandy Station (p. 65); deuxièmement, l'ouverture des combats à Gettysburg avec des soldats descendus de leur monture sur la crête McPherson (p. 264). Par contre, de nombreux combats de cavalerie traditionnels au cours de la même campagne semblent avoir eu peu d'incidence sur l'issue de la campagne.
5. Brian A Reid, *Our Little Army in the Field*, Vanwell Publishing 1996, paraphrase des notes de fin de chapitre p. 177 et 178.
6. BGen. E.C. Bethune, *The Uses of Cavalry and Mounted Infantry in Modern Warfare*, RUSI, vol. 50 n° 339 (mai 1906), cité dans *Forging a Nation* (LCol. Bernd Horn, éditeur, Vanwell, 2002) p. 91.
7. Reid, p. 34.
8. Reid, p. 18.
9. <http://www.canadiansoldiers.com/cmrcaps.htm>, visionné en février 2002, montre l'insigne de coiffure des 1^{er} au 13^e bataillons canadiens de fusiliers à cheval ainsi que le Mounted Rifle Draft. Le 14^e bataillon canadien de fusiliers à cheval n'est pas représenté sur cette page. Le lecteur pourra ainsi se faire une idée de la taille et de l'envergure des bataillons canadiens de fusiliers à cheval durant la Première Guerre mondiale.
10. Robert Kaplan, *The Coming Anarchy*, The Atlantic Monthly; février 1994; volume 273, n° 2; pages 44-76. Magazine également disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.theatlantic.com/politics/foreign/anarchy.htm>. Les facteurs qui donnent naissance aux conflits, comme la maladie, la rareté et les migrations de population, semblent voués à une augmentation dans les

décennies qui viennent. Samuel Huntington avance une théorie semblable dans *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Touchstone, 1997. Fred Pearce, *Blood, diamonds and oil*, New Scientist, 29 juin 2002, p. 36-40. Dans de nombreux pays, les conflits deviennent autosuffisants parce que les seigneurs de la guerre locaux financent leur cause grâce à la vente de ressources naturelles locales très disponibles. Le Sierra Leone est peut-être l'un des plus connus de ces havres de guerre et on y voit diverses factions se livrer combat pour la mainmise sur des dépôts de diamants; cependant, des guerres s'étirent un peu partout dans le monde pour le contrôle de ressources aussi diversifiées que les récoltes de plantes narcotiques, le bois, les dépôts de minéraux et les champs pétrolifères.

11. Francis Tusa, *Is the West ready for the wars of the 90's*, Armed Forces Journal International, juillet 1993, p. 39-40. Une des observations qui ont été faites est que les véhicules blindés de l'infanterie Warrior de 30 tonnes se déplacent difficilement sur les mauvaises routes de Bosnie.
12. Tusa, p. 39. Un aéronef peut repérer un véhicule suspect sur un itinéraire de ravitaillement mais être empêché d'attaquer à cause de la présence de femmes et d'enfants sur la plate forme de chargement. Une unité aéromobile comme les fusiliers aéromobiles du Canada peut débarquer une équipe qui interceptera le véhicule et le fouillera, ce qui procure ainsi au commandant une gamme plus vaste de possibilités de réponses à l'incident.
13. Les films *La chute du faucon noir* (Columbia Pictures/Sony 2002) et *Nous étions soldats* (Paramount 2002) illustrent clairement ce point. La chute du faucon noir (Atlantic Monthly Press, 1999) par Mark Bowden décrit la Bataille de Mogadishu en 1993. *Nous étions soldats* est basé sur *We were soldiers once, and young* (Random House, 1992) par le Lieutenant général Hal Moore, un récit de la bataille de la Drang par le 1/7 Air Cavalry américain en 1965. Dans chacun de ces cas, les forces terrestres américaines se sont fiées à la disponibilité d'un grand nombre d'hélicoptères de combat, ou de l'appui feu aérien ou de l'artillerie pour survivre et gagner le combat. Pour savoir ce qui arrive lorsque la préparation est insuffisante ou que la surveillance est inadéquate, pensez au sort des Anglais à Arnhem ou des Français à Diên Biên Phủ.
14. LCol Bernd Horn, *Forging a Nation*, Vanwell 2002, p. 91.
15. Tiré de http://www.dnd.ca/dcds/bosnia/default_e.htm, visionné en février 2002.
16. Capt Dave Travers, *Opérations ISTAR de la brigade*, Bulletin de doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 3, no 4/ vol. 4, no 1, p. 43-49 http://armyapp.dnd.ca/ael/adtb/vol_3/No_4/vol3_no_4_E.pdf.
17. Plutôt que d'un pupitre ISTAR, la cellule de coordination du bataillon de fusiliers aéromobile aurait besoin d'une unité mobile d'affichage et d'interconnexion réseau qui pourrait être refermée et transportée par hélicoptère.
18. Jane's Infantry Weapons 1999-2000, http://janes.mil.ca/data/yb/jiw/jiw2000/jiw_0808.htm, visionné sur le RID juillet 2002.
19. Par exemple, le système Gill/Spike d'Israël, http://janes.mil.ca/data/yb/jiw/jiw2003/jiw_0758.htm, visionné sur le RID en juillet 2002.
20. *Norway's Jeger units: light, fast and tough*, Jane's Defense Weekly, 4 mars 1998 p. 28-30. L'organisation des unités de chasseurs fait du commandant de compagnie le propriétaire d'une zone désignée et lui confère une liberté d'action presque sans limite. Il divise normalement le secteur de la compagnie en secteurs de peloton et délègue les opérations qui sont ensuite exécutées au niveau de l'escouade.
21. Tiré du manuel FM 1-114, chapitre 1. Voir également <http://www.adtdl.army.mil/cgi-bin/atdl.dll/fm/1-114/toc.htm>, visionné en juillet 2002.

22. Col Glenn Nordick, *Exploiter les occasions qui se présentent : Réflexions sur l'ISTAR*, Bulletin de doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 3, no 4/ vol. 4, no 1, p. 1 http://armyapp.dnd.ca/acl/adtb/vol_3/No_4/vol3_no_4_E.pdf. L'utilisation d'aéronefs légers de cette manière pour l'aide en cas de catastrophe et les opérations domestiques (où il y a peu ou pas de menace antiaérienne) comblera un manque jusqu'à ce que les Griffons munis de l'ensemble ORSAC et un vrai potentiel de VATG deviennent réalités.

23. « Les propositions en vue d'armer le Griffon doivent être envisagées avec plus de soin, car la plate forme de base est un aéronef utilitaire léger » Major Danny Houde. *Le CH 146 : Un hélicoptère armé pour l'Armée de terre canadienne*, Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, vol. 3 n° 4, hiver 2000/printemps 2001, p. 37-41 http://armyapp.dnd.ca/acl/adtb/vol_3/No_4/vol3_no_4_E.pdf.

24. Contrôlés et exploités par la CIA et non par l'Armée américaine ou la Force aérienne. Observation personnelle transmise par le Lcol Scott McLeish.

25. Les modèles actuels de VATG ont besoin d'un pilote au sol et souvent d'un observateur pour surveiller les capteurs. L'autre facteur limitatif tient à la vision tubulaire présentée au pilote (on dit parfois que c'est comme regarder par une paille) découlant du champ de vision limité des capteurs. Même malgré ces limites, le bataillon de fusiliers aéromobile sera plus puissant avec l'appui des VATG. La prochaine génération de VATG, par exemple le « Global Hawk », n'a pas de pilote désigné et dispose de capteurs avec un champ de vision large; elle constitue donc une nette amélioration pour la plupart des tâches de VATG.

26. Information fournie par le Lcol Scott McLeish.

27. Observation personnelle du Lcol Ian Hunt.

28. L'ensemble ORSAC peut être démonté en 30 minutes et des escadrilles des escadrons d'hélicoptères tactiques canadiens peuvent être configurées en vue de nombreux types de missions différentes. Je pense que le commandant de brigade ou de groupement tactique aura de nombreuses tâches de plus haute priorité à confier à l'escadron d'hélicoptères tactique que de transporter des troupes et des approvisionnements pour le bataillon aéromobile sur le champ de bataille.

29. Une troupe d'hélicoptères d'assaut américains au sein de l'escadron d'aviation régimentaire se compose de trois pelotons de cinq hélicoptères Blackhawk chacun. Pour les fins du présent article, un hélicoptère supplémentaire pour le transport du PC de compagnie est inclus. Tiré du manuel FM 1-114, chapitre 1. Voir également <http://www.adtdl.army.mil/cgi-bin/atdl.dll/fm/1-114/toc.htm> visionné en juillet 2002.

30. Tiré du chapitre 1 du manuel FM 1-114. Voir également <http://www.adtdl.army.mil/cgi-bin/atdl.dll/fm/1-114/toc.htm>, visionné en juillet 2002.

31. Major Lee Hammond, *Le char : le mot tabou de l'Armée de terre canadienne*; Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, vol. 4 no 4, hiver 2001-2002, p. 78 http://armyapp.dnd.ca/acl/adtb/vol_4/No_4/vol4_no_4_E.pdf. Il ne s'agit pas là d'un « petit changement ». À titre d'exemple de l'ampleur des ressources dépensées de cette manière, mentionnons le passage au sein du SCFT au logiciel Office 2000 de Windows à l'occasion duquel le remplacement de matériel informatique a, à lui seul, coûté 3,6 millions de dollars et ce, sans compter les coûts supplémentaires pour les licences d'exploitation du logiciel et l'armée de techniciens de TI pour assurer la maintenance et le bon fonctionnement du système. Il existe des systèmes d'exploitation et des logiciels d'application de rechange puissants, stables et peu coûteux, capables d'exécuter les mêmes tâches sur le matériel informatique déjà disponible, ce qui aurait épargné des millions de dollars pour ce seul programme.

32. Bing West, *Rediscovering the Infantry in time of transformation*; Defense Horizons, mars 2002.

CRITIQUES DE LIVRES

Sean M. Maloney, "Canada and UN Peacekeeping—Cold War by Other Means, 1945-1970"

(St. Catharines: Vanwell Publishing Limited, 2002)

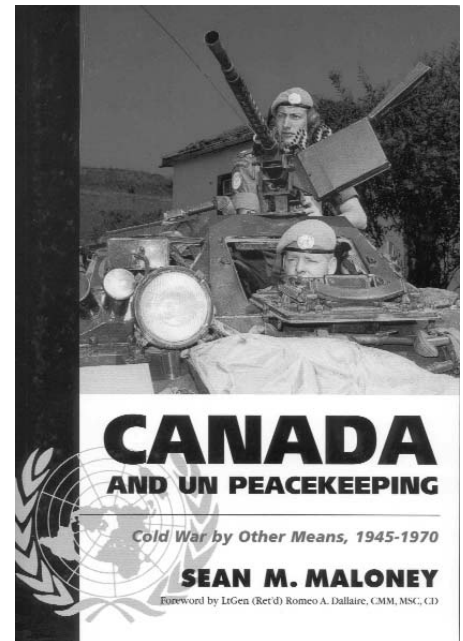
Revu par Mark Gaillard

Dans son plus récent ouvrage, *Canada and UN Peacekeeping — Cold War by Other Means, 1945-1970*, Sean Maloney aborde l'histoire militaire des opérations de maintien de la paix de l'ONU et le dossier du Canada à ce chapitre dans les contextes stratégique, diplomatique et militaire de la guerre froide qui opposait les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie, dirigés par la Russie. Il cherche aussi à briser le mythe qui entoure la politique nationale de maintien de la paix du Canada. Il semble que ce mythe, que l'auteur juge préjudiciable aujourd'hui encore aux intérêts de la sécurité nationale du Canada, soit perpétué par mon propre ministère, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) qui, toujours selon l'auteur, « fait sans cesse valoir que le Canada est le principal gardien de la paix dans le monde. » Maloney prétend que les « cercles de la politique canadienne » (qui incluent sans doute ceux du MAECI) n'en avaient que pour le « nouveau » maintien de la paix, la sécurité humaine et le « pouvoir discret » dans la période d'après-guerre froide des années 1990, et qu'ils ont renforcé le mythe et « masqué les origines politiques et les objectifs diplomatiques véritables qui sous-tendent la participation du Canada aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. »

La question qui consiste à savoir si « les origines politiques et les objectifs diplomatiques véritables » ont été masqués a provoqué une tempête dans un verre d'eau au MAECI l'été dernier. Chaque matin, quand je traverse le hall de l'Édifice Lester B. Pearson pour me rendre à

mon bureau, je jette un rapide coup d'œil à une petite vitrine d'exposition. Au-dessous d'une statuette de bronze à l'effigie de Lester B. Pearson prenant place sur une chaise, on peut voir le listel et l'authentique médaille du Prix Nobel de la paix que le ministre des Affaires extérieures de l'époque, M. Pearson, a reçu en 1957. À l'instar de milliers d'agents du service extérieur qui m'ont précédé, je suis passé devant ces objets appartenant à l'histoire du ministère des Affaires extérieures (le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international depuis 1993) sans me poser de questions sur le mythe très répandu selon lequel Pearson et le Canada ont reçu cette récompense pour avoir inventé le maintien de la paix des Nations unies.

À la suite de la publication du livre de Sean Maloney et de la réaction manifestée dans les médias l'été dernier, j'ai regardé cette vitrine de plus près. Dans son édition du 11 juillet 2002, le *National Post* publiait un article de Chris Wattie intitulé « General, not Pearson, Created Peacekeeping, New Book Says. » L'auteur mentionnait qu'un « nouveau livre rédigé par un historien militaire canadien révélait que Lester B. Pearson n'a pas inventé le maintien de la paix lors de la crise de Suez, en 1956, mais qu'il a reçu le Prix Nobel de la paix pour avoir contribué à désamorcer la crise . . . Sean Maloney fait valoir que le Lieutenant-général E. L. M. Burns, un officier de l'Armée de terre canadienne détaché auprès de l'ONU, a en fait réalisé le gros du travail en créant la Force d'urgence des Nations unies (FUNU) en 1956. »



Dans un article paru dans l'édition du 16 août 2002 du *Toronto Sun* et intitulé « Off Target », Peter Worthington soulignait que l'ouvrage de Maloney *Cold War by Other Means* « signifiait pour certains que Pearson...n'était pas le grand responsable de l'invention du maintien de la paix » parce que « cet honneur » revient à Burns. Worthington ajoute : « Je n'ai pas lu le livre, mais je doute fort que le Dr. Maloney ait fait une déclaration aussi radicale. »

J'ai donc décidé de lire le livre afin d'en savoir plus sur ce soi-disant litige, ce qui m'a permis de découvrir une histoire militaire fort bien rédigée sur la participation du Canada dans l'âge d'or du maintien de la paix des Nations unies. Le sous-titre, qui fait référence à la fameuse maxime de Clausewitz exposée dans son chef-d'œuvre de 1832, *Vom Kriege*, à l'effet que « la guerre n'est qu'un autre moyen de prolonger la politique, »¹ expose succinctement le thème central : la participation du Canada aux opérations de maintien

de la paix de l'ONU dans les années 1950 et 1960 ne peut être comprise que si elle s'inscrit dans le contexte de la politique du Canada relative à l'OTAN au cours de la même période. L'argument de Maloney précise essentiellement que « les opérations canadiennes de maintien de la paix étaient une façon de projeter la puissance canadienne touchant les intérêts en matière de sécurité nationale, intérêts englobant des éléments économiques, militaires et diplomatiques, et que cette projection de puissance était le plus souvent directement liée à la politique du Canada relative à l'OTAN, voire même dépendante. » D'accord. C'est ici, selon moi, que se situe le véritable litige. Le livre ne devrait pas constituer une sorte d'effort révisionniste visant à retirer à Pearson, le politicien et le diplomate, le mérite d'avoir « inventé » le maintien de la paix pour l'attribuer à un officier plus méritant mais moins en vue.

La question Pearson-Burns ne se pose que dans le contexte de la description qu'a fait Maloney des événements liés à la Crise de Suez et à la création de la Force d'urgence des Nations unies (FONU) en novembre 1956. En 1954, le général Burns, un officier de l'Armée de terre canadienne ayant à son actif un impressionnant dossier de combat au cours de deux guerres mondiales, a été nommé chef d'état-major de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), créé à la suite de la guerre israélo-arabe en 1948. En 1955, les Britanniques montraient de plus en plus d'inquiétude face à la menace qui pesait sur la sécurité de la zone du Canal de Suez à la suite de l'amélioration des rapports entre l'URSS et le régime de Nasser en Égypte. Lors de la rencontre qu'il a eue à Londres avec le secrétaire au Foreign Office, Anthony Nutting, le 4 novembre 1955, Burns a discuté de « la possibilité d'insérer des troupes des Nations unies entre les forces armées » des pays engagés dans le conflit israélo-arabe. Il semble toutefois que la suggestion de Burns n'ait eu aucune influence sur l'action militaire britannique en Égypte, comme les événements n'ont pas tardé à le prouver. Ce qui a ressorti

de cette réunion, de l'avis même de Burns, est que seules les propositions du secrétaire général des Nations unies pouvaient alors être mises de l'avant.

Il semble que la rencontre du 4 novembre 1955 entre Burns et Nutting soit la seule raison qui ait permis à Maloney d'alléguer que Burns est à l'origine du « concept des opérations interpositionnelles de paix des Nations unies au Moyen-Orient auxquelles participent des forces militaires...comme solution aux troubles dans la région. » L'allégation de Maloney à l'effet que dès le début de la crise du Canal de Suez, l'idée d'insérer une « force internationale » en Égypte avait été formulée par Pearson se pose ici en contradiction. Il convient de citer en entier le paragraphe le plus important, tiré des dossiers du Cabinet :

Tôt le 1^{er} novembre [1956], le premier ministre Louis St-Laurent a fait parvenir un message à son homologue britannique, Anthony Eden, dans lequel il soulignait que l'action anglo-française était injustifiée et que les risques qu'une guerre, régionale ou mondiale, éclate étaient très élevés si l'action se poursuivait. Cette action, expliquait le premier ministre St-Laurent, diviserait le Commonwealth et, plus important encore, l'OTAN. Les Soviétiques en tireraient aussi profit et détruiraient toutes les réalisations de l'Ouest depuis 1948. St-Laurent a demandé avec insistance à Eden de trouver une façon de mettre un terme à l'opération. Sa communication est restée sans réponse. St-Laurent s'est alors entretenu avec le secrétaire d'état canadien aux Affaires extérieures, Lester Pearson. Ce dernier a laissé entendre qu'une certaine forme de force internationale légitime pourrait remplacer la force anglo-française qui attendait au large, permettant ainsi aux Britanniques et aux Français de quitter leur position reconnue par tous, celle de « force de paix ». M. Pearson a insisté sur l'urgence de la situation. L'Ouest ne pouvait se permettre de laisser l'Assemblée générale des Nations unies condamner le Royaume-Uni et la France. Les Soviétiques tireraient aussi profit de cet état de choses pour soutenir leur prestige et leur influence dans le Tiers Monde.

Le lendemain à New York, M. Pearson a proposé au secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, de remplacer la force d'intervention anglo-française

par une force internationale. Pearson « voulait créer une force temporaire formée de troupes canadiennes et américaines, comptant un nombre symbolique de troupes françaises et britanniques, afin de stabiliser la situation...[et] cette force serait suivie par une force internationale plus diversifiée. » Hammarskjöld a alors jugé cela impossible. Le même jour, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, A. D. P. Heeney, a transmis la proposition de M. Pearson au secrétaire d'état américain John Foster Dulles, à Washington. Dulles cherchait aussi des moyens de circonscrire la crise. Dans son entretien avec l'ambassadeur Heeney, Dulles a accepté l'idée que la création d'une force internationale pouvait constituer un moyen de faire avancer les choses, mais a souligné qu'il ne savait pas très bien comment former une telle « force policière ». C'est Heeney, manifestement avec les directives de Pearson, qui a proposé la possibilité d'élargir d'une certaine façon l'ONUST qui serait dirigée par le Général Burns. Chose primordiale, Dulles était d'accord avec cette idée. Cette rencontre déterminante a donné lieu à un résultat direct le jour même. Au cours de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, la délégation américaine a demandé officiellement à la délégation canadienne de « formuler et de présenter une proposition concrète visant la formation d'une force d'intervention internationale. » La FONU était à ce moment en voie d'être créée. Le Général Burns a par la suite procédé à la mise en œuvre de la proposition et assuré le commandement de la force elle-même.

Il ne fait aucun doute que l'idée de créer la FONU a surgie de la rencontre du 2 novembre 1956 entre Pearson-Hammarskjöld et Heeney-Dulles. C'est Pearson qui, le premier, en novembre 1956, a songé à créer une force internationale dans le but de désamorcer la crise au Moyen-Orient. Il a ensuite fait part de son idée au premier ministre, pour finalement la concrétiser. Rien n'indique que Burns ait présenté sa « suggestion » (était-ce vraiment une suggestion?) du 4 novembre 1955 à

Nutting, à Pearson ou à qui que ce soit au gouvernement canadien.

Il est donc difficile d'accepter l'allégation de Maloney selon laquelle « il est certain qu'il y a eu une certaine méprise au moment d'attribuer le mérite pour la création de la FUNU. » Maloney laisse entendre que Pearson a été reconnu pour l'idée de Burns, ce qui est injuste et faux. Maloney souligne que « Burns a mis de l'avant une vague idée venant de New York et produit une force viable sur le terrain, même si sa proposition en ce sens avait été repoussée un an plus tôt. » Repoussée par qui? Certainement pas par Pearson, la proposition ayant été faite au secrétaire au Foreign Office. L'idée qui provenait de New York, bien que vague, était celle de Pearson, et de lui seul. C'est lui qui a permis la création de la FUNU, et non Burns. Le mérite lui revient bel et bien. Il n'y a pas lieu, comme le prétend Maloney, de « réévaluer attentivement l'importance relative de Lester B. Pearson dans le développement de la politique de

maintien de la paix du Canada. » Sans l'imagination, les convictions et les talents de diplomate de Pearson, la FUNU n'aurait jamais existé.

Mis à part ce litige de peu d'importance, Sean Maloney a produit un ouvrage fort à propos qui s'interroge sur l'opinion dominante voulant que le Canada soit depuis toujours une nation altruiste dans le domaine du maintien de la paix. Maloney prétend énergiquement et à juste titre qu'à la lumière du dossier historique, la participation du Canada aux opérations de maintien de la paix de l'ONU était purement liée à sa politique visant à maintenir la capacité militaire et politique de l'OTAN d'affronter et de contenir la menace que représentait l'URSS pour la paix et la sécurité dans le monde. Les opérations de maintien de la paix des Nations unies représentaient un moyen de combattre et, en bout de ligne, de gagner la guerre froide. À la suite de l'effondrement de l'URSS, l'objectif a toutefois changé. Dans les années 1990, cependant, le mythe du

maintien de la paix est devenu à ce point ancré dans l'esprit national canadien qu'on ne parlait plus de « soldat » mais de « casque bleu ». Les conséquences pour le Canada et la vie militaire canadienne sont désastreuses.



Mark Gaillard est agent du service extérieur au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à Ottawa. Il est actuellement directeur adjoint de l'Agence du désarmement nucléaire et chimique. Il a obtenu en 2000 une maîtrise ès arts en études sur la conduite de la guerre du Collège militaire royal.

NOTE

1. Carl von Clausewitz, *On War*, publié et traduit par Michael Howard et Peter Paret, (Princeton: Princeton University Press, 1976), p. 99.

C. P. Stacey, "Quebec, 1759: The Siege and the Battle", éd. Donald E. Graves with new material

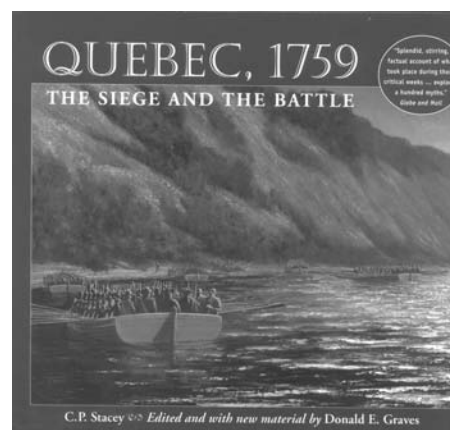
(Toronto: Robin Brass Studio, 2002), 270 pages, incluant 8 cartes, plus de 125 illustrations en noir et blanc et 10 annexes. Prix : 27,95 \$ (Cdn) ou 21,95 \$ (É.-U.).

Compte rendu de J. A. Houlding

« La guerre qui a conduit à la capitulation du Canada en 1760... constitue l'événement le plus important de l'histoire du Canada » écrit Guy Frégault¹, ce qui pourrait difficilement être remis en question. L'élément clé de cette lutte était, certes, le siège de Québec et la bataille des Plaines d'Abraham. Les étudiants qui s'intéressent à la campagne de 1759, à la guerre de Sept Ans et, bien sûr, à l'histoire du Canada en général ont donc de la chance que Donald E. Graves et la

maison Robin Brass Studio aient produit une nouvelle édition de l'œuvre classique de C.P. Stacey, parue en 1959. Le texte original n'a pas été modifié dans cette nouvelle édition, mais la présentation du classique de Stacey a été rafraîchie et l'appareil critique grandement élargi, ce qui rend l'œuvre beaucoup plus intéressante à consulter.

Le livre *Quebec, 1759: The Siege and the Battle* de C. P. Stacey est resté pendant plus de quarante ans le



compte rendu de base de la campagne de Québec, reconnu de tous et à partir duquel tous les compte rendus subséquents ont été comparés. L'œuvre a été reconnue dès sa parution, et mérite encore de l'être même si elle ne comprend que 200 pages, car elle est remarquablement complète et dénote l'habituelle pertinence du jugement de l'auteur, une touche qui inspire la confiance du lecteur. En bon historien, Stacey s'est familiarisé avec presque toutes les sources principales publiées et les documents d'archives qui existaient à l'époque où le livre est paru, et il a su éviter de faire preuve d'un nationalisme étroit ou de transformer son œuvre en un culte du héros ou en histoire sentimentale, comme beaucoup d'auteurs l'avaient fait avant lui et comme d'autres continuent encore de le faire. Graves, lui-même un chercheur laborieux de la regrettée Direction du Service historique, nous rappelle en outre qu'aucun historien n'aurait pu être mieux qualifié que Stacey pour aborder les aspects stratégiques de la campagne ou mieux placé pour observer directement les problèmes liés au commandement, car il avait été responsable d'une équipe d'historiens attachés au Quartier général de l'Armée canadienne, à Londres, durant une grande partie de la dernière guerre et il avait poursuivi sa carrière d'historien officiel jusqu'en 1959.

Graves a ajouté un certain nombre d'éléments intéressants dans la nouvelle édition du *Quebec, 1759* de Stacey. L'introduction comprend les grandes lignes de la carrière de l'auteur, un résumé de la genèse du livre, écrit dans le cadre du bicentenaire de la campagne, en 1959, et une évaluation globale de l'œuvre, qui permet de situer celle-ci par rapport à l'historiographie. L'éditeur a à peine touché le texte de Stacey : Graves s'est contenté de mettre à jour la liste des ouvrages de référence, devenue désuète depuis l'édition originale et maintenant « révisée et rendue conforme aux pratiques modernes » (p. 12). Comme Stacey n'avait fourni qu'une brève et inadéquate liste de ses principales sources, Graves a été suffisamment méticuleux pour ajouter une excellente bibliographie de 12 pages,

des plus utiles pour les étudiants et les chercheurs, dans laquelle il a regroupé dans les six premières pages les sources citées par Stacey et dans les six pages suivantes les sources parues subséquemment. On a ajouté deux cartes aux excellentes cartes de la première édition — l'une de ces nouvelles cartes constitue un ajout inspiré très éclairant, car elle indique très clairement les différents plans d'attaque envisagés (et dans certains cas, tentés) entre les mois de mai et de septembre, de la rivière Cap-Rouge à la rivière Montmorency. Graves a ajouté huit annexes aux deux annexes de l'œuvre originale de Stacey, dans lesquelles étaient reproduites les lettres essentielles de Wolfe, datées de la fin août et envoyées à ses trois brigadiers, et sa dépêche du 2 septembre, envoyée à Pitt. Il est beaucoup plus intéressant de consulter la nouvelle édition, car les nouvelles annexes comprennent, entre autres, les ordres de bataille des deux forces terrestres en présence et des informations détaillées sur la dimension des 49 navires de la flotte de Saunders, ainsi que sur leur armement, leur équipage et leurs capitaines; on y trouve aussi le nom des 117 fournisseurs et transporteurs engagés pour participer à l'expédition et en assurer le soutien.

Étonnamment, sauf pour ce qui est d'un ajout de moindre importance, Stacey n'a jamais profité des impressions subséquentes de l'ouvrage pour y apporter des corrections, même s'il a lui-même publié par la suite, accompagnés de commentaires, des extraits de documents qu'il n'avait trouvés qu'après 1959 et qui auraient dû lui permettre de modifier des passages de son livre, et même de répondre aux questions qu'il avait lui-même posées dans son texte original. Graves a inclus sous forme d'annexes les réflexions de Stacey sur ces nouveaux extraits (réflexions d'abord parues ailleurs) et ajouté au texte principal des notes de bas de page renvoyant le lecteur à ces annexes, pour faciliter la compréhension ou pour modifier le récit de Stacey.

Une autre longue annexe constitue, en soi, un essai admirable et concis sur les opérations interarmes du milieu du XVIII^e

siècle, et plus particulièrement sur les services rendus par la Marine royale au cours de l'expédition; en effet, la Marine royale s'est chargée du transport des hommes et de la marchandise par le Saint-Laurent et a assuré

l'approvisionnement, accordant ainsi aux membres de l'expédition l'avantage déterminant de la mobilité. Car l'éditeur ne s'est pas abstenu de faire ressortir les points faibles de Stacey, notamment sa tendance à appuyer les critiques des militaires à l'égard de la Marine. Même s'il faut convenir que Stacey a vanté les mérites de l'apport général de la Marine, il reste que selon lui l'Armée — « qui agit efficacement et sans heurts et qui frappe durement » — a été « le véritable héros de la campagne de Québec » (p. 26); la principale critique de Graves — qui n'enlève rien à la réputation des Habits rouges — se résume à dire que Stacey n'a pas réussi à apprécier à sa juste valeur la dépendance de l'Armée de terre envers les marins, tout au long de l'expédition.

La pertinence de cette critique est particulièrement évidente à la lecture du trop court récit qu'a fait Stacey de la descente du fleuve durant la nuit du 12 au 13 septembre. En effet, Stacey ne s'est pas suffisamment attardé au professionnalisme dont la Marine a fait preuve devant les énormes difficultés que l'expédition présentait. Les lecteurs qui consultent le document dans lequel Grinnel-Milne reconstitue ce qu'il appelle le « plan du fleuve »² réalisent tout de suite que Stacey ne s'est pas suffisamment intéressé aux détails concernant les opérations menées tant sur terre que sur la voie maritime (et, bien sûr, aux aspects extraordinairement dramatiques de la descente, faut-il dire). Bref, l'équipage a dû faire preuve de précision et agir en silence lorsqu'il a transporté la première vague des expéditeurs de Wolfe sur presque neuf milles terrestres du terrible fleuve, porté par une puissante marée descendante, contournant les contre-courants, dans le noir, suivant une rive pleine d'ennemis et exécutant des manœuvres de débarquement dans un passage étroit situé au pied d'une falaise et où il était difficile de se

positionner avec exactitude. Il convient d'ajouter qu'un nouveau et fascinant article technique fait état de calculs parfaits, effectués après la parution de la dernière édition du livre de Stacey, à partir des calculs de la distance, du courant, de la vitesse du navire et de l'éclairage de la lune tels qu'ils étaient compris par les marins de l'époque. Dans cet article³, la reconstitution de Grinnell-Milne (et de tous les autres auteurs) est modifiée.

Graves écrit dans son introduction qu'il espère que son travail « n'a pas nui à ce qu'il convient d'appeler un classique mineur », car il a simplement cherché « à transvaser un bon vieux vin dans une nouvelle et

jolie bouteille » (p. 12). Il y est admirablement parvenu, comme on pourrait s'y attendre de la part d'un historien jouissant d'une réputation égale à celle de l'éditeur. Toutefois, si je peux me permettre de conclure par un reproche, j'ajouterais qu'il est malheureux que cette édition parfaitement décantée n'ait pas (encore) été, comme elle le mérite, présentée dans un grand format, celui des livres qu'on dépose sur la table du salon, tellement plus adapté à un ouvrage contenant plus de 125 illustrations, des cartes détaillées et une belle photographie panoramique du théâtre des opérations — une œuvre très accomplie de Dianne Graves. Il est à espérer que la maison d'édition Robin Brass Studio

examinera cette possibilité pour les éditions qui suivront. En effet, on pourrait s'attendre à ce que le livre soit réédité plusieurs fois, car il constitue un apport remarquable relativement à l'histoire militaire du Canada.



J.A. Houlding, Ph.D est l'auteur de « *Fit For Service: The Training of the British Army, 1715-1795* » et « *French Arms Drill of the 18th Century.* » Il vit en Allemagne.

NOTES

1. Guy Frégault, *Canada: The War of the Conquest*, transcr. Margaret Cameron (Toronto, 1969), p. ix.
2. Duncan Grinnell-Milne, *Mad, is He? The Character and Achievement*

of James Wolfe (Londres, 1963), p. 77-93, p. 207-224.

3. Donald W. Olson, et al, « Perfect Tide, Ideal Moon: An Unappreciated Aspect of Wolfe's Generalship at Québec, 1759 », *William & Mary Quarterly*, 3e numéro, 59 (Oct. 2002), p. 957-974.

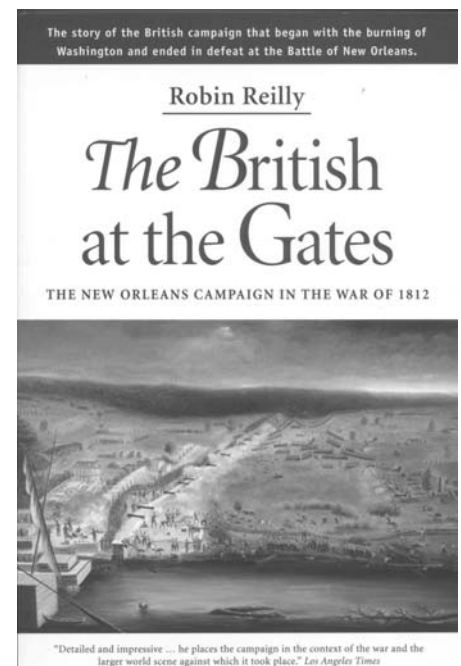
Robin Reilly, "The British at the Gates: The New Orleans Campaign in the War of 1812"

(Toronto: Robin Brass Studio 2002), 399 pages illustrées de neuf cartes. 18,95 \$ (É. U.), 25,95 \$ (CAN).

Critique de Major John R. Grodzinski, CD

On accuse souvent les Britanniques d'ignorer la guerre de 1812, aussi est-il surprenant de constater qu'un historien britannique a non seulement choisi d'écrire un livre sur une guerre « secondaire », mais aussi sur une campagne qui « comporte tous les ingrédients de la victoire ou même d'une défaite triomphante ». Heureusement, l'étude de Robin Reilly est un compte rendu détaillé, impartial et magistralement écrit de la Bataille de la Nouvelle Orléans qui ne contient aucune des fables ou des demi-vérités que l'on continue de trouver dans de soi-disant travaux d'érudition plus récents. Ce livre a été publié pour la première fois en 1974 et la publication de cette nouvelle édition est certainement la bienvenue. Le but de l'auteur est double : décrire la campagne dans la perspective de la guerre de 1812 et en donner un compte rendu « solidement ancré sur des preuves, sans aucun des traits d'un roman ».

Pendant plus de la moitié du livre, l'auteur décrit l'expédition de la Nouvelle Orléans dans le contexte global de la guerre de 1812, de l'expansion territoriale américaine, de la guerre contre Napoléon, de la diplomatie européenne et des pourparlers de paix. En effet, la campagne de la Nouvelle Orléans était reliée à ces événements et aux pourparlers de paix de Gand. La guerre n'était guère populaire auprès des Américains, et si elle se prolongeait, elle aurait pu nuire aux relations de la Grande Bretagne avec ses alliés européens, particulièrement la Russie et la monarchie qui avait été rétablie en France. Les Britanniques espéraient que l'acquisition d'un territoire négociable mettrait fin aux hostilités. Compte tenu des dépêches lugubres que l'on recevait de Paris et des échecs subis à Plattsburgh et à Baltimore, cela devint plus important et toute l'attention s'est tournée vers la Nouvelle Orléans.



Les Britanniques avaient commencé à s'intéresser à la Nouvelle Orléans lorsqu'elle appartenait encore aux Français, et une fois la guerre déclenchée avec les États Unis, ils ont de nouveau entrepris de

l'attaquer. En novembre 1812, il fut proposé d'effectuer un assaut pour diminuer la pression exercée à la frontière canadienne, mais il ne s'est jamais produit. Durant la planification, on supposait qu'une partie considérable de la population locale se dresserait contre les États Unis, facilitant ainsi la capture de la ville et réduisant le nombre de troupes nécessaires. Le capitaine Hugh Pigot, RN, estimait que c'était là « pure folie ». À la suite de l'attaque victorieuse de Washington, on a émis d'autres ordres (et promis d'autres troupes) en août et en septembre 1814 à l'Amiral Sir Alexander Cochrane et au Major général Robert Ross; ils devaient s'emparer du commandement de l'embouchure du Mississippi dans le but « d'occuper un territoire important et précieux... dont on pourrait ensuite exiger la cession ». Bien que le sort ultime de la Nouvelle Orléans ait dépendu des pourparlers de paix, la capture de la ville serait évidemment avantageuse pour les Britanniques durant les négociations. Cette condition de négociation *uti possidetis*, c'est à dire la conservation du territoire occupé à la fin des hostilités, était choquante pour les négociateurs américains qui l'ont interprétée comme une intention de conserver les territoires conquis. Les Britanniques ont refusé de modifier leur position jusqu'en novembre 1814 lorsque le principe *uti possidetis* a été remplacé par celui le *status quo ante bellum*, qui garantissait le retour du territoire conquis. Les Britanniques ont accepté ce changement parce qu'ils désiraient ardemment faire la paix et que les autres questions en suspens n'étaient pas assez importantes pour justifier le prolongement de la guerre. Selon l'auteur, ils reconnaissent également que « la Grande Bretagne n'était pas suffisamment puissante pour obliger les Américains à se soumettre ». Le traité a été signé la veille de Noël 1814, peu de temps avant l'arrivée du Major général Sir Edward Pakenham qui devait prendre le commandement de l'armée aux portes de la Nouvelle Orléans.

On a longtemps pensé que le butin était l'objectif principal de la campagne; l'auteur démystifie également cette opinion. Il l'attribue

à Latour et à Alexander Walker ainsi qu'aux historiens subséquents, dont Fortescue, qui n'ont pas analysé la question correctement. Les objectifs gouvernementaux de la campagne étaient de nature territoriale et diplomatique. En outre, Pakenham a reçu des instructions précises au sujet du butin de guerre; il devait s'assurer dans la mesure du possible de réduire le pillage et les vols au minimum. On avait également prévu des règles pour la répartition des récompenses légitimes. À cette époque, les prises de guerre étaient distribuées selon le grade aux membres de la marine et de l'armée. Rien ne revenait au Trésor public et le coût de la campagne était défrayé par le gouvernement britannique. Il est certain que le comportement de Cochrane fut loin d'être exemplaire, mais la suggestion selon laquelle la cupidité était à l'origine de la campagne n'est pas fondée.

La campagne constituait un défi considérable pour les deux parties. Le Major général Andrew Jackson devait couvrir de nombreuses voies d'approche et son armée principale n'a été concentrée que le 20 décembre 1814. L'ennemi a pu s'approcher jusqu'à huit milles de la Nouvelle Orléans sans être observé parce que Jackson n'avait pas affecté de piquets sur l'une des voies d'approche. Cela est très surprenant parce que les intentions des Britanniques étaient alors généralement bien connues. Le Major général John Keane, commandant par intérim jusqu'à l'arrivée de Pakenham, a engagé les Américains, puis a décidé à juste titre de ne pas poursuivre sa route jusqu'à la Nouvelle Orléans. Suite au décès du Major général Robert Ross (que certains historiens ont désigné sous le prénom de « Alexander ») à Baltimore, le Major général Sir Edward Pakenham a été désigné commandant vers la fin de l'expédition et n'est arrivé sur place que le jour de Noël. Ses options étaient limitées. Il ne possédait pas suffisamment d'effectifs pour attaquer les défenses de Jackson et il ne pouvait tenter une attaque immédiate ni attendre des renforts. Il a donc choisi de patienter, ce qui a permis aux Américains d'améliorer leur position tandis que le mauvais

temps érodait le moral des Britanniques; finalement, cela s'est terminé par une bataille d'artillerie que Pakenham ne pouvait gagner. Malgré les efforts herculéens déployés par les marins de Cochrane pour déplacer des pièces (y compris des pièces de 18 livres) et des munitions à 90 milles de distance — sur un territoire que les Américains considéraient comme infranchissable — les Américains possédaient quand même une puissance de feu supérieure. Comme il était impossible d'enfourer les pièces, on les a protégées de peine et de misère avec les matériaux trouvés sur place. On manquait de munitions; dans le cas des pièces lourdes, on n'en possédait que pour une seule journée. L'armée britannique occupait un camp situé dans un emplacement précaire, le long d'une rivière contrôlée par les Américains, à l'extrémité d'une ligne de communication qui s'étendait sur 90 milles.

Le plan de Pakenham était complexe et il a eu tort de négliger la supervision des préparatifs de l'artillerie ou du mouvement de la brigade de Thornton dans la soirée du 7 janvier. La position britannique était complexe et nécessitait « un commandant possédant des capacités exceptionnelles ». Selon l'auteur, les Britanniques n'ont pas su produire des commandants possédant « la volonté de fer et le caractère impitoyable essentiels à la victoire ». Wellington pouvait compter sur un grand nombre de bons généraux dans la Péninsule, mais aucun d'entre eux ne possédait l'imagination, la souplesse et le dévouement nécessaires pour exercer un commandement indépendant — un facteur qui fut tout aussi important pour les Américains que pour les Britanniques.

La description de la dernière bataille est fascinante. Les Britanniques ont réussi à enfoncer une partie des défenses de Jackson. Un autre assaut a échoué puisque le régiment qui transportait les fascines et les échelles brillait par son absence. À la fin, deux brigades britanniques ont été quasiment détruites, un résultat imprévu qui a surpris les deux parties. Les hauts

dirigeants britanniques ont subi de lourdes pertes : trois des quatre généraux ont été tués, de même que huit colonels. Entre temps, les pertes chez les officiers subalternes et les sergents étaient écrasantes : un régiment a perdu 24 officiers et 12 sergents. Reilly se demande si Jackson aurait pu être obligé de se désengager si les pièces américaines qui avaient été capturées sur la berge occidentale de la rivière avaient été dirigées contre sa ligne de défense. Il n'est pas certain que les forces britanniques surdéployées, dont la ligne de communication était trop étendue et dont seulement deux régiments étaient en état de combattre, auraient pu arracher la victoire. L'auteur est d'avis que l'état major aurait dû réveiller Pakenham la veille de la bataille pour lui signaler que la brigade de Thornton n'aurait pas franchi le Mississippi avant le lever du jour, car c'était un élément critique du plan du commandant britannique. L'auteur insiste également sur le fait que c'est l'artillerie, et non les « fusils américains », qui a permis de remporter la bataille. Selon tous les comptes rendus, un groupe de fusiliers expérimentés et trois quarts de la 44e Infanterie américaine n'ont pas utilisé leurs armes tandis que la plupart des unités britanniques attaquantes n'étaient à portée de fusil que pendant quelques minutes seulement, un intervalle bien trop court pour effectuer les ravages qui se sont produits.

Reilly critique à la fois les dirigeants américains et britanniques. Il fait observer que Ross désapprouvait les raids de maraudage effectués par Cochrane parce qu'ils ne permettraient pas de réaliser un but militaire, parce qu'ils renforceraient la résistance des Américains et pourraient peut être entraîner d'autres représailles — mais qu'il était d'accord avec l'incendie des édifices publics de Washington. Jackson était un bon commandant d'unité qui a dominé malgré ses ressources limitées et une situation politique complexe. Refusant d'obéir au souci électoral, il a subi les conséquences d'actes de violence commis par des bouffons de la milice et des politiciens de l'État. Jackson s'est révélé d'une trempe supérieure

et s'est élevé bien au dessus de ces actes mesquins.

La bibliographie révèle un excellent usage des archives américaines, britanniques et canadiennes ainsi qu'un excellent renvoi aux sources secondaires. Reilly utilise soigneusement les mémoires de la campagne, soulignant que le manque d'esprit critique dans l'utilisation des comptes rendus de Latour, de Walker et de Gleig a donné naissance à un mythe au sujet de la campagne « qui est romantique dans le véritable sens du terme ». Il estime que le journal du Lieutenant colonel Alexander Dickson, le commandant de l'artillerie britannique, est le meilleur principalement parce que ses notes, qui n'étaient pas destinées à être publiées, contiennent peu de jugements et encore moins de critiques. Au contraire, les mémoires de Ansène Lacarrière Latour sont partiels, ce qui amoindrit leur valeur historique.

The British at the Gates est un ouvrage important parce qu'il décrit en détail le contexte et le déroulement de la campagne de la Nouvelle Orléans. Reilly n'est ni indulgent, ni dédaigneux, ni biaisé. Grâce à son examen et à son utilisation minutieuses des sources, il a rédigé un excellent compte rendu d'une campagne qui a été très mal comprise. Ce livre, qui contient plusieurs nouvelles cartes et illustrations, est le meilleur compte rendu britannique sur le contexte de la guerre et la campagne de la Nouvelle Orléans. Tous les stagiaires qui étudient l'établissement d'un plan de campagne ou la guerre de 1812 devraient le lire.



Le Major John R. Grodzinski est le G3 du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre; il a beaucoup étudié la guerre de 1812.

Tribune libre

Commentaires, opinions et contestations

Commentaire sur l'article La doctrine de la guerre de manœuvre pour les opérations en zone urbaine, par le Major A.R. Jayne, publié dans le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Vol. 5, No 1, Printemps 2002

Par le Major Chris Young, du Centre des leçons retenues de l'Armée

Dans l'article *The Human Terrain of Urban Operations* (Parameters, printemps 2000), le Lieutenant-colonel Ralph Peters, de l'armée américaine, assimile la dimension humaine des villes au centre de gravité des opérations en zone urbaine. Il y décrit de manière un peu simpliste (mais pratique) trois types de villes : hiérarchisées, multiculturelles et tribales. Force est d'admettre que tous trois présentent des défis différents, plus particulièrement en matière de culture et de gouvernance. En effet, si nous convenons de l'importance capitale que revêt la dimension humaine dans les opérations en espace de combat urbain, alors le renseignement humain (HUMINT) pèse beaucoup plus lourd que la technologie dans la résolution du combat en zone urbaine. De fait, la capacité à déterminer l'intention de l'ennemi pourrait être supplantée par la capacité à déterminer l'intention et l'allégeance politique des civils occupant l'espace de combat en question, ce qui influe à son tour sur l'orientation éventuelle du combat (d'où la pertinence des idées qui sous-tendent la notion de « guerre tridimensionnelle en milieu urbain restreint » (« *Three-Block War* »), telle qu'elle a été articulée par le Général Krulak).

Il existe un certain danger à parler d'approches « traditionnelles » au combat en milieu urbain. En effet, l'approche « occidentale » habituelle qui consiste à « avancer, prendre pied et percer » a été tenue en échec lors de la campagne initiale à Grozny, où les rebelles tchétchènes avaient adopté une défense fluide basée, non

pas sur le terrain, mais sur des cercles de défense concentriques mobiles et souples. Pendant la guerre du Vietnam, plus précisément pendant l'offensive du printemps de 1975, les Nord-vietnamiens ont appliqué la stratégie dite « du lotus en éclosion », laquelle consistait à infiltrer les dispositifs de défense de la ville en ayant soin d'éviter ses éléments de protection périphérique (habituellement les points forts de la défense d'une ville) et en dirigeant des unités à déplacement rapide au cœur de la ville en vue de prendre ou de détruire les nœuds stratégiques. Une fois ces nœuds détruits, le lotus se déployait et anéantissait les unités du périmètre, désormais désorganisées. La réussite de cette stratégie, dite de l'intérieur vers l'extérieur, repose sur deux éléments : le renseignement (une place prépondérante revenant à l'HUMINT) et la capacité d'empêcher le renforcement de la ville au moyen de cordons de troupes, mesure que les Nord-vietnamiens n'ont pas pu accomplir. Il s'agit là d'un simple exemple de solution basée sur la manœuvre dans le contexte du combat en zone urbaine. Pour leur part, les Russes qui ont attaqué Grozny en janvier 2000 ont procédé de manière semblable : des centaines de tireurs d'élite ont infiltré la ville pour tuer ses grands dirigeants et pour cueillir des données de renseignement sur l'emplacement et les mouvements de l'ennemi.

Une autre piste intéressante qui présente un point de vue différent et relevé sur la question du combat en zone urbaine et de la voie à suivre est abordée dans le compte rendu d'une conférence sur les études en matière

de sécurité tenue par le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) en 1998. Il y est proposé de répartir les opérations en zone urbaine en trois catégories : opérations de maintien de l'ordre, raids et opérations prolongées. Les opérations prolongées seraient à éviter, les participants à la conférence préférant plutôt établir un cordon souple et interrompre les services publics pour inciter les occupants de la ville à se soulever et à tenir tête à l'ennemi, action qui correspondrait à monter un siège. La différence dans ce cas consisterait à ce que les organismes non gouvernementaux (ONG) comme la Croix-Rouge assument alors un rôle crucial pour éviter l'anarchie totale à l'intérieur de la ville. De plus, la guerre de siège supposerait une sensibilité à l'égard des règles d'engagement et des incontournables médias.

Le principal argument défendu lors de la conférence se résumait à ce que, peu importe la facilité avec laquelle on peut dresser des scénarios prévoyant que la prise rapide de la ville soit bien accueillie, il reste difficile de justifier un scénario selon lequel une telle stratégie serait souhaitable à la lumière des coûts et des dommages collatéraux connexes. Il est intéressant de signaler que l'analyse du combat urbain se fait presque toujours exclusivement dans le contexte militaire. Personne ne s'attarde vraiment à découper le combat urbain en fonction des entités visées et à confier aux forces armées, aux forces policières ou paramilitaires et aux ONG et autres les tâches relevant de leur spécialité, ce qui nous ramène au bout du compte à la philosophie de la guerre tridimensionnelle du Général Krulak, philosophie empreinte de sagesse et représentant effectivement, somme toute, une nouvelle doctrine de manœuvre pour

Le postmodernisme et la subjectivité en tant que vertus...

Pour faire suite à « Starship Troopers — Une polémique », Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, n° 2, été 2002, page 81 et à « À la défense du soldat cultivé (et de Starship Troopers) », Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, n° 3, automne 2002, pages 91 et 92.

les opérations en zone urbaine.

Le postmodernisme et la Le Le

Le Major Ray Farrell, 2e Régiment, Royal Canadian Horse Artillery écrit ce qui suit...

J'ai lu avec intérêt la réponse du Capitaine Godefroy aux commentaires que j'avais faits au sujet de la Liste des ouvrages recommandés (LOR). Malheureusement, et évidemment parce que je ne suis pas un auteur de grand talent, le Capt Godefroy semble avoir mal saisi l'essentiel de mon argument (et s'est même permis de m'attaquer). Je tiens donc à lui répondre.

Ma première erreur, si je peux m'expliquer ainsi, a trait à la description que donne le Capitaine Godefroy de la LOR, qu'il assimile, à juste titre, à une bibliographie établie par des collègues officiers. Voilà. En suggérant que les bibliographies et les recommandations d'amis devraient être un bon guide pour choisir des ouvrages, j'aurais dû ajouter deux commentaires qui me semblaient, à tort, évidents. Je conseille à mes collègues officiers de consulter les bibliographies de livres ou d'articles *qu'ils ont eux mêmes trouvés intéressants* pour compléter leur lecture sur un sujet donné. De même, lorsque je choisis de nouveaux auteurs, je me fie souvent aux conseils d'amis *dont les opinions ont été pour moi de bons guides dans le passé*. Pour des questions aussi subjectives que la qualité d'un livre (d'un film ou d'une pièce musicale), l'opinion de quelqu'un que je ne connais pas, du moins de réputation, n'a aucun intérêt. Il m'importe de savoir qu'un critique en particulier (ou un auteur dans le cas d'une bibliographie) a des goûts qui sont conformes ou non aux miens, de manière que je puisse situer sa critique dans un certain cadre de référence. Et oui, le parti pris a ses mérites. Si la LOR était établie par une seule personne ou par un petit groupe de personnes

aux compétences et aux goûts reconnus, je m'en servais. Mais ce n'est pas le cas, celle-ci ayant été compilée par des personnes dont les préférences me sont inconnues. Qu'*Anabasis* figure sur la liste, je n'ai rien contre. Que *Starship Troopers* y soit aussi, je ne suis pas d'accord. Un tirage au sort serait un tout aussi bon guide.

J'admets qu'une critique, soit-elle littéraire ou de toute autre nature, ait une certaine valeur. Ce que je refuse d'admettre, pour les raisons que j'ai déjà indiquées, c'est que la LOR soit une critique utile. L'analogie du Capitaine Godefroy avec l'évaluation des voitures est ridicule. Comparativement à tous les tous les livres, sur tous les sujets, qui figurent sur la LOR, l'évaluation des voitures est d'une simplicité enfantine. N'importe qui pourrait même faire l'essai de tous les modèles de voitures au monde s'il le voulait, surtout que ceux-ci sont dotés de caractéristiques qui peuvent être mesurées objectivement. Une meilleure analogie, à mon avis, serait de demander à quelqu'un de désigner le meilleur cuisinier au Canada, disons. Seul un idiot oserait répondre à une telle question. Des millions de cuisiniers exerçant leur métier au Canada, je ne pourrais nommer qu'un très petit nombre que je préfère, pour peu que cela ait de l'importance. Pour chaque cuisinier que je connais, il y en a probablement un millier d'autres, meilleurs encore, dont je ne saurais apprécier l'excellence. Qu'est-ce que ça change au fond, j'aime le cari et vous le steak.

Le Capitaine Godefroy prétend que la LOR n'est qu'un point de départ qui, si je reprends l'analogie du cuisinier, se comparerait à l'établissement d'une liste de cinquante cuisiniers canadiens qui sont tout juste compétents. C'est facile et ça ne rime à rien. N'importe quel officier professionnel cultivé,

quel qu'il soit, n'a pas besoin d'un point de départ, et tout jeune officier dont la carrière commence à peine se débrouillera beaucoup mieux avec des bouquins qu'il a lui-même choisis. Sans remords aucun, je le confesse, j'entre dans la catégorie des personnes que méprise le Capitaine Godefroy, celles qui sont capables de choisir leurs propres livres. Pourquoi faut-il qu'on nous associe à ceux qui ne lisent pas du tout? Je l'ignore, mais c'est un fait. Le Capitaine Godefroy saurait peut-être vous expliquer.

Enfin, je me dois de répliquer aux remarques implicites qu'a faites le Capitaine Godefroy sur mon caractère et mon professionnalisme. De par le titre qu'il a choisi, sans parler du texte lui-même, ce dernier laisse entendre que parce que je m'oppose à la liste des ouvrages recommandés, je m'oppose aussi à la lecture. C'est faux. En fait, j'aime bien lire de temps à autre. Loin de représenter « l'analphabétisme intellectuel » ou la culture « voulant qu'on doive fuir toute lecture », je suis, d'après les gens qui me connaissent bien, quelqu'un d'assez cultivé. Je suis également assez professionnel pour pouvoir être en désaccord avec mes pairs sans les attaquer personnellement. Le Capitaine Godefroy serait sans doute surpris d'apprendre que je partage son enthousiasme pour le développement professionnel et horrifié de découvrir que j'occupe le poste de coordonnateur d'unité de mon Régiment. Aussi incroyable, sans doute, j'ai lu un nombre appréciable des ouvrages mentionnés dans la LOR, y compris (eh oui!) *Starship Troopers*. (À vrai dire, je dois avouer que la moitié des livres que j'ai lus ne m'ont pas semblé très bons.) Je ne peux prétendre avoir lu la majorité ou même une minorité importante des volumes s'y trouvant, cependant je suis prêt à parier qu'aucune des personnes qui ont dressé la liste en question n'a lu plusieurs des livres qui se trouvent dans ma bibliothèque. Si, dans mon commentaire initial, je n'ai pas suggéré d'ouvrages de rechange pour ceux de la LOR, ce n'est pas parce que j'en étais incapable, mais parce que si je l'avais fait, j'aurais commis la même erreur que les responsables de

ladite liste. Cela, en passant, serait un bien meilleur exemple d'hypocrisie, une expression que le Capitaine Godefroy ferait bien d'employer avec prudence lorsqu'il parle de personnes qu'il ne connaît même pas et une accusation que je réfute énergiquement. Je dis ce que je pense et je m'en tiens à ce que j'ai dit. On appelle cela de la sincérité, ce qui est habituellement considéré comme le contraire de l'hypocrisie.

Je serais prêt, hors ligne, à échanger de l'information au sujet de livres favorisés ou à discuter de la littérature affectée de Robert

Heinlein avec le Capitaine Godefroy ou n'importe qui d'autre. On peut me rejoindre par le biais du RID.



Les lecteurs du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre sont invités à nous faire part de leurs opinions sur ce sujet. Nous les encourageons d'abord à revoir la Liste des ouvrages

recommandés de l'Armée de terre (disponible en ligne, sur le site de la Bibliothèque électronique de l'Armée de terre, à l'adresse suivante : www.army.dnd.ca/ael/) et à prendre connaissance des commentaires présentés dans l'introduction. En tant que simple guide de lecture, la Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre n'a jamais eu pour objet de remplacer d'autres listes ou d'autres livres. En fait, il y est même indiqué : « les germes qui figurent ici devraient insuffler un désir de lire encore plus d'ouvrages. » Nous attendons leurs commentaires avec impatience. (Le rédacteur en chef)

Tribune libre, commentaires sur « Formation en leadership dans le cours élémentaire d'officier (Armée de terre) », par l'élève-officier Reashore, BDIAT, vol 5, no 2 (printemps 2002).

Par le Major Bill Beaudoin, du 3e Groupe de soutien de secteur

J'ai pris plaisir à lire l'article en rubrique car il m'a poussé à remettre en question un certain nombre de convictions que j'entretenais depuis longtemps relativement au cours élémentaire d'officier. L'auteur y défend éloquemment et de manière plus que convaincante sa thèse selon laquelle la Phase commune — Armée de terre (PCAT) « développe...simplement (les) compétences de gestionnaires (chez les stagiaires) » et « met...l'accent sur l'entraînement ou l'application des connaissances, l'instruction...étant remise à plus tard ». Je ne trouve rien à redire sur la construction ou la présentation des ses arguments. Je crains cependant que l'objectif fondamental du cours élémentaire d'officier ait échappé à l'auteur et que celle-ci accorde aux « cours sur l'art du commandement » une importance disproportionnée. Tel que l'illustre l'auteur à maintes reprises, ce ne sont pas les sources qui manquent pour définir la gestion et le leadership.

Si j'ai bien compris, l'auteur est restée sur sa faim après la PCAT car le cours ne l'a pas suffisamment stimulée du point de vue éducatif pour enrichir ses connaissances en leadership. Apparemment, le cours aurait contenu trop de techniques de gestion portant « sur la navigation, les attaques de section et les patrouilles de reconnaissance ».

Surtout, l'auteur semble croire que notre structure institutionnelle pourrait lui permettre d'acquérir de la formation en leadership par de meilleurs moyens que ceux actuellement prévus à la PCAT. Il semble qu'il faille trouver une approche plus directe et plus conviviale permettant de satisfaire aux exigences précises et aux aspirations de l'auteur. Je ne maîtrise pas aussi bien qu'elle les notions d'« effet de rétroaction simple ou double », mais j'ose croire qu'avec le temps, je pourrais en venir à comprendre leurs applications philosophiques. Par contre, je peux aisément aborder ses recommandations visant l'amélioration du cours « en mettant davantage l'accent sur la connaissance de soi dans l'exercice du leadership...et...en faisant appel à des instructeurs ayant une formation en assistance professionnelle et en mentorat ».

L'Armée de terre a toujours utilisé la section comme outil fondamental de perfectionnement individuel en *leadership* au niveau tactique. Pourquoi en est-il ainsi? La section reflète sans aucun doute la fonction de leadership la plus difficile qui existe au sein de l'Armée de terre. Comment se fait-il que la formation de base ou de débutant en leadership (sous-officiers et officiers subalternes) soit dispensée au niveau de la section

et fondée sur les tactiques du niveau de la section? C'est que, tout simplement, le sous-officier ou l'officier subalterne commandant de section assume personnellement la responsabilité d'amener dix personnes (le commandant y compris) à se serrer les coudes en vue d'exécuter des tâches physiquement et mentalement exigeantes, souvent mortelles, par toutes sortes de conditions météorologiques et de terrain, et malgré la fatigue. Une « formation » officielle et philosophique sur les qualités de commandement de première ligne exigées à ce niveau serait des plus difficile à assurer. L'auteur semble s'accommoder du choix de l'outil; ce serait plutôt l'utilisation qui en est faite aux fins de formation au leadership qui pose problème à ses yeux.

La ligne de pensée de l'auteur reflète les préoccupations qui dominent notre époque. Quels sont mes besoins personnels? Comment seront-ils comblés? Pourquoi ne m'accorde-t-on pas d'attention individuelle? N'incombe-t-il pas uniquement à l'institution de me signaler clairement mes besoins en perfectionnement? Dans son article, l'auteur n'a pas une seule fois défini ou assumé les responsabilités qui lui reviennent relativement à sa formation. Surtout, elle ne voit pas que de toute évidence, tous ses besoins en leadership sont déjà comblés au niveau prescrit pour la PCAT. Pendant que l'auteur attend qu'on lui serve une « portion simple

ou double d'évaluation de la connaissance de soi », peut-être pourrait-elle s'attarder à jeter un coup d'oeil autour d'elle. Je comprends qu'une bonne partie des stagiaires n'a pas nécessairement eu la chance d'observer les styles de leadership directif et participatif à l'oeuvre, n'a pas étudié la « hiérarchie des besoins » et ne s'est pas familiarisée avec les techniques de motivation (dont un certain nombre sont désormais désuètes), mais tout de même, qui veut la fin prend les moyens. Quels stagiaires semblent n'éprouver aucune difficulté à motiver les autres? Pourquoi certaines patrouilles se soldent-elles pas une réussite et d'autres par un échec? Comment se fait-il que, quand Untel prend la parole, les autres tendent l'oreille? Qui fait preuve de force physique mais de faiblesse mentale? Qui intimide les autres? Qui se démène pour rendre service, malgré la fatigue? Ai-je accordé à mes pairs le soutien que j'attend d'eux? Qui est bon chef quand tout va bien mais s'effondre devant les obstacles? Qui se montre aussi rigoureux à l'égard de sa section qu'à celui de ses effets personnels? Qui sait rester fidèle à la mission, à son rôle de soldat et à lui-même? Je crois que les grands principes sont intemporels, et que la réflexion a toujours du bon. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas sans raison que nous opérons comme nous le faisons depuis des décennies. N'est-ce pas?

Maintenant que nous avons établi que l'auteur a peut-être laissé les arbres lui cacher la forêt en ce qui a trait à la PCAT et aux méthodes archaïques qui y sont liées, poussons l'audace d'un autre cran. Pourquoi avons-nous retenu l'approche en vigueur en matière de leadership de base? Il fut un temps où le cours élémentaire d'officier ou les cours de qualification dans le GPM

fournissaient l'occasion d'évaluer les capacités mentales, physiques et psychologiques des stagiaires pour déterminer si l'État devait continuer d'investir temps, argent et effort dans leur instruction et leur perfectionnement. Il n'était jamais question « d'éduquer » qui que ce soit, pas plus qu'on ne tenait pour acquis que tout le monde peut être chef. Une telle façon de procéder n'entraînait pas autant d'abus que les gens aimeraient le croire de nos jours. De fait, le concept sous-jacent demeure tout aussi valable aujourd'hui qu'à l'époque. Tout simplement, il ne faisait pas l'objet de tant d'analyses. Si vous n'arriviez pas à vous prendre en main ni à commander une section, comment pouviez-vous espérer être nommé commandant de peloton ou de compagnie, bref, devenir un chef? Si je me souviens bien, les adjudants et sous-officiers supérieurs chargés d'inculquer ces premiers principes militaires (peut-on parler d'instruction?) n'avaient aucunement besoin de vastes expériences en assistance professionnelle ou en mentorat. Ils faisaient simplement ce qu'ils avaient à faire, ni plus ni moins. De plus, le personnel ne présumait de rien quant aux autres cours militaires que les stagiaires auraient déjà suivis; la question n'était tout simplement pas pertinente.

Je me dois de reconnaître ici que les militaires continuent effectivement d'analyser leurs méthodes d'instruction. J'imagine que l'accent récemment placé sur les comptes rendus après action n'en constitue qu'un exemple parmi d'autres. Je ne m'attarderai cependant pas à la question des délais d'instruction comprimés ni des contraintes entourant la formation d'un nombre toujours croissant de stagiaires selon des normes rehaussées au moyen de ressources de

plus en plus rares. Je laisse à d'autres le soin de s'y attaquer. Je pense qu'il y a là de quoi envisager un article ou une analyse en bonne et due forme. Je suis néanmoins persuadé que la génération actuelle d'adjudants et de sous-officiers supérieurs est compétente et parfaitement capable de comprendre et d'appliquer toutes les méthodes de leadership voulues. Compte tenu des contraintes auxquelles j'ai déjà fait allusion et, surtout, de la raison d'être de la PCAT, je ne vois aucun besoin d'aller plus loin.

À un moment donné, il faut trancher et passer à l'action. Analyses à ne plus finir, évaluation par les pairs, rétroaction sur la connaissance de soi, accolades collectives : rien de tout cela ne saurait remplacer la dure réalité de notre profession. L'auteur de l'article en rubrique reconnaît à juste titre que bien peu de temps est consacré à la lecture de Jomini, Sun Tsu, Guderian et al. pendant la PCAT. J'avancerais que c'est probablement pour une bonne raison. Pour compléter son apprentissage de l'art du commandement, déjà considérable étant donné sa formation en psychologie militaire, l'auteur peut toujours lire *À l'ouest, rien de nouveau* de Remarque, *The Regiment* de Mowat, *The Battle for the Falklands* de Max Hastings et Simon Jenkins, *The Profession of Arms* de Hackett, etc. Car là réside la clé de « l'éducation » : des lectures, des lectures et encore des lectures. Tout de même, n'oubliez pas non plus d'observer votre environnement, sinon vous pourriez rater de nombreuses occasions de vous « éduquer ». Et n'allez pas vous en prendre à la PCAT.



Commentaire sur l'article du Lieutenant-colonel Stephen Saulnier « La guerre en tant que science : Jomini et la doctrine américaine », Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, n° 3, automne 2002.

Le Major Ray Farrel, 2e Régiment, Royal Canadian Horse Artillery écrit ce qui suit ...

Je tiens à féliciter le Lieutenant-colonel Saulnier pour les commentaires pertinents qu'il a faits au

sujet de *La guerre en tant que science*. Son analyse du processus décisionnel militaire américain employé comme un prolongement logique d'une doctrine basée sur des facteurs quantifiables est

tout à fait juste. Je m'inquiète parfois que notre propre façon de penser est allée trop loin dans le même sens, du moins dans la pratique, sinon dans la doctrine. Le Lieutenant-colonel Saulnier mentionne incidemment ce qui, à mon avis, est l'une des erreurs les plus flagrantes et les plus faciles à corriger

de notre instruction tactique actuelle, c'est-à-dire l'absence totale du moral ou des autres facteurs psychologiques dans notre principal système de simulation tactique, le Janus.

Avec le Janus, comme l'auteur l'expose dans son commentaire, les échanges sanglants sont courants; cela n'a rien d'étonnant puisque les participants des deux côtés sont bien armés et que les facteurs qui, dans la vraie vie, ont tendance à réduire l'efficacité des armes ne sont pas pris en compte au cours de la simulation. Avec le Janus, personne ne sait que vous avez peur.

Au cours d'une simulation avec le Janus, contrairement à ce qui se passe en temps de guerre, chaque soldat se bat jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ceux qui attaquent n'hésitent jamais à courir aux abris ou à en sortir. Ceux qui se défendent ne se rendent ou se replient jamais. Rien n'empêche d'intégrer ces très réels

aspects du combat dans une simulation, sous prétexte qu'ils ne sont pas matériels. De nombreux jeux de guerre modélisent le moral. Il suffit de quelques algorithmes. D'autres éléments du genre, par exemple la confusion, la fatigue, la distraction, etc., peuvent aussi avoir des effets importants sur les engagements tactiques. Ces derniers peuvent également être modélisés de façon simple ou élaborée. Une méthode assez commune, même pour les jeux de guerre les plus rudimentaires, consiste à faire intervenir pour une unité ou une force donnée les facteurs liés au moral, à la fatigue ainsi qu'à l'état de l'instruction. Les unités qui subissent une raclée peuvent s'effondrer parce qu'elles sont démoralisées ou affectées par d'autres éléments comme le fait d'être coupées de tout contact avec leur quartier général ou d'avoir l'ennemi à leurs trousses. Les unités, où qu'elles soient, peuvent ne

pas être en mesure d'exécuter les ordres comme il se doit parce qu'elles éprouvent des difficultés se rattachant à la tâche, à la fatigue ou à l'instruction. Des modèles simples ou complexes peuvent être élaborés.

À l'heure actuelle, notre simulateur ne récompense pas vraiment le commandant dont le plan met l'accent sur la déception, l'effet de surprise, le maintien de son propre moral ou une attaque visant le moral de l'ennemi. Si nous voulons à tout prix que notre doctrine soit basée sur des éléments immatériels comme attaquer la volonté de combattre de l'ennemi, nous devons absolument modéliser cette volonté dans notre instruction.



Commentaire en réponse à l'article « Pas le temps de réfléchir : les officiers et le milieu académique » paru dans Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, volume 5, n° 3, automne 2002.

Un article du Major Tom Bradley, officier du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians).

Je réponds ici à la critique faite à l'endroit des officiers supérieurs en particulier et, par extension, de tout le corps des officiers, en ce qui a trait à la rareté des articles proposés par ses membres. J'admets que les commentaires publiés à l'automne 2002 m'ont fait « sauter les plombs » et me forcent à réagir.

Depuis quelque temps, il est à la mode, dans les périodiques des FC, de commenter le manque de contribution du corps des officiers à la production d'articles de fonds et d'essais sérieux susceptibles de provoquer la réflexion. Bien que je reconnaisse que l'absence d'écrits adéquats peut être frustrante pour le personnel de la rédaction d'une publication de grande qualité, j'aimerais en contrepartie soulever que laisser entendre que le lectorat fait preuve de paresse intellectuelle constitue une grave injustice. Tout officier qui se rend à un mess, le vendredi soir, est en mesure de témoigner du fait que tous les

militaires ont des idées, des visions et qu'ils font des propositions. De plus, l'instruction professionnelle dispensée au cours des périodes de perfectionnement 1, 2, 3 et 4 (Programme d'études militaires professionnelles pour les officiers [PEMPO], Cours sur les opérations de l'Armée de terre [COAT], Cours de commandement et d'état-major de transition [CCET], Collège d'état-major et de commandement des Forces canadiennes [CEFC], Cours supérieur des études militaires [CSEM] et Capacité nationale de soutien militaire [CNSM], pour ne mentionner que ceux-là), a vite fait de démontrer toute la vigueur et la qualité du discours, de la présentation et des études professionnelles de tous les membres du corps des officiers. Qu'est-ce qui explique donc le manque d'articles portant sur des sujets de niveau stratégique? Comme le soulignait si éloquemment un commentaire paru à l'automne 2002 dans le Bulletin, sous la plume d'un distingué major de l'infanterie, nous en sommes peut-être au point où nous sommes

submergés de travail dans l'Armée de terre du Canada, ce qui ne laisse comme réconfort que d'en faire porter le blâme sur les membres des états-majors concernés. Lorsque je fais un retour sur ma propre carrière, sur mes affectations à l'unité ou à des postes d'instructeur et de membre de l'état-major interarmées, je ne me souviens d'aucun soldat ou officier, de quelque grade que ce soit, qui n'était pas employé de façon profitable. Les rumeurs peuvent toujours courir, mais pour la majorité d'entre nous, le travail quotidien du soldat, les tâches secondaires et la charge de satisfaire aux exigences du perfectionnement professionnel suffisent à nous tenir occupés. Ajoutez maintenant à ces obligations la tâche d'appuyer le perfectionnement professionnel de mes subordonnés (COAT)-dont une bonne partie de l'enseignement a été déléguée à mon unité-et nous avons probablement cerné la raison pour laquelle mes pairs et moi n'avons pas le temps de préparer des articles sérieux en nombre suffisant, comme il serait probablement approprié que nous le fassions. Mais les cyniques ne pourraient-ils pas alors s'exclamer qu'il ne faut pas s'en faire, que depuis quelque temps de nombreuses décisions n'ont-elles pas été prises

après considération de facteurs économiques à court terme plutôt que d'impératifs opérationnels?

En fin de compte, je crois que le lectorat est bien mal servi si on laisse entendre que nous n'avons pas accordé assez de temps au discours académique de notre profession. Les médias dans lesquels nous faisons

état de ces sujets sont lus par de nombreux civils. Ces personnes se forment en conséquence une mauvaise opinion des qualités des leaders des FC. De fait, nous utilisons le temps disponible une fois que nous avons satisfait aux exigences de l'Armée d'aujourd'hui et de l'Armée de demain. S'il nous

incombe de rédiger un plus grand nombre d'articles de réflexion de plus grande qualité, il faut réduire la charge des forces en campagne. Faites votre choix.



Commentaire sur « L'avenir des opérations de parachutage », Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, vol. 5, n° 3, automne 2002.

Par le Major Roy Thomas, à la retraite

S'IL Y A UN AVENIR POUR LES OPS DE PARACHUTAGE, IL FAUDRAIT DONNER UN RÔLE AUX RÉSERVES!

Dans son article, le Capitaine David Beatty présente des arguments convaincants en faveur du recours aux opérations de parachutage dans l'Armée de terre de l'avenir. D'ailleurs, d'après mes informations, il n'y a pas si longtemps, on a largué des parachutistes dans la jungle afin de lutter contre une insurrection en Malaisie, où il y a très peu de zones d'atterrissage pour les hélicoptères. Pendant une descente en rappel, l'hélicoptère est resté trop longtemps en vol stationnaire, faisant beaucoup de bruit, et les troupes se sont fait repérer et ont essuyé des tirs terrestres.

Si on décidait, au sein des Forces canadiennes, d'augmenter la capacité de parachutage dans l'Armée de terre, il faudrait, à mon avis, confier une bonne partie de ce rôle aux réserves. D'ailleurs, sans en avoir reçu le mandat officiel, certaines unités d'infanterie de la Réserve ont déjà assumé la tâche de maintenir une capacité de parachutage. Prenons par exemple l'unité d'infanterie de la Réserve de Kingston du Princess of Wales' Own Regiment (PWOR), qui s'entraîne au manège militaire de Montreal Street. Dans cette unité, il y a un plus grand nombre de soldats détenant une qualification de parachutiste qu'une qualification de chauffeur de TTB ou encore moins de VBL III! Pourtant, cette unité a un rôle d'infanterie mécanisée. On peut facilement expliquer cette situation :

l'unité est située à proximité de Trenton et ses nouvelles recrues appartiennent à un groupe d'âge où il est normal de s'intéresser au parachutisme. Dans d'autres unités de la Réserve situées également à proximité d'un centre d'instruction au parachutisme, il y a sans doute des cas semblables où une grande partie de l'effectif est qualifiée en parachutisme.

Par un calcul simple, on se rend compte, en comparant les temps d'instruction nécessaires, qu'une capacité de parachutage conviendrait mieux à l'unité d'infanterie de la Réserve qu'une capacité d'infanterie mécanisée. D'après mes informations, pour être un membre d'équipage qualifié de VBL, un militaire de la Force régulière doit suivre jusqu'à six mois de cours. Cela fait contraste avec les trois semaines d'instruction que j'ai suivies pour devenir parachutiste. Il faut calculer plusieurs semaines, seulement pour l'instruction continue sur le canon du VBL. J'ai dû passer plusieurs semaines à suivre des sessions d'entraînement sur le canon Centurion, tandis que pour garder mes compétences de parachutisme à jour, je n'ai eu qu'à sauter une fois tous les trois mois. Et je n'ai pas encore calculé le temps consacré à l'instruction tactique. On tient pour acquis que les compétences élémentaires d'infanterie sont un préalable, que ce soit pour l'infanterie mécanisée ou en vue d'ops de parachutage! Si on décidait d'avoir recours aux opérations de parachutage dans l'Armée de terre de l'avenir, à la lumière de ce qui précède, il serait logique de conférer une capacité officielle de parachutage

aux unités possédant déjà une capacité informelle dans ce rôle, et de leur enlever leur rôle d'infanterie mécanisée.

En outre, si on se fie à l'expérience britannique des unités de parachutage et des Special Air Services, le fait de doter certaines unités canadiennes de la Réserve d'une capacité de parachutage pourrait attirer des nouveaux candidats et améliorer le maintien en poste des militaires actuels.

Si notre armée souscrit aux arguments du Capitaine Beatty sur l'avenir des ops de parachutage et que l'on décide d'augmenter les capacités de parachutage au sein des FC, on devrait songer à confier une grande partie de ce rôle aux unités de la Réserve qui sont à proximité de Trenton.



Problème tactique

Constituer une puissance de combat au moyen de l'articulation

Mes vieux yeux ont trop souvent vu des commandants inexpérimentés qui ne comprenaient pas comment se constitue une puissance de combat. L'aptitude d'une équipe tactique interarmes à détruire son adversaire repose sur un ensemble de facteurs : la capacité tactique, l'éventail d'armes, la chance, le terrain et ainsi de suite. Le commandant peut exercer une influence sur certains de ces facteurs, mais d'autres échappent à son contrôle. L'articulation tactique est un facteur que tous les commandants peuvent et doivent contrôler.

Il existe une multitude d'erreurs toute simples que l'on commet régulièrement et qui affaiblissent sans raison la puissance de combat

d'une force, quelle qu'elle soit. L'attribution de ressources d'artillerie à des unités en réserve constitue un bon exemple. Les rapports de commandement fautifs entre les membres d'une équipe en sont un autre, tout comme le fractionnement non fondé des ressources.

Vous voyez ci-dessous un problème simple. Disposez les forces sur le terrain et à l'intérieur d'une matrice d'articulation et de tâches et précisez bien les rapports de commandement. Vous pouvez soumettre vos solutions au Bulletin et, si Tacite estime que certaines sont créatives, elles pourraient paraître dans un numéro ultérieur.

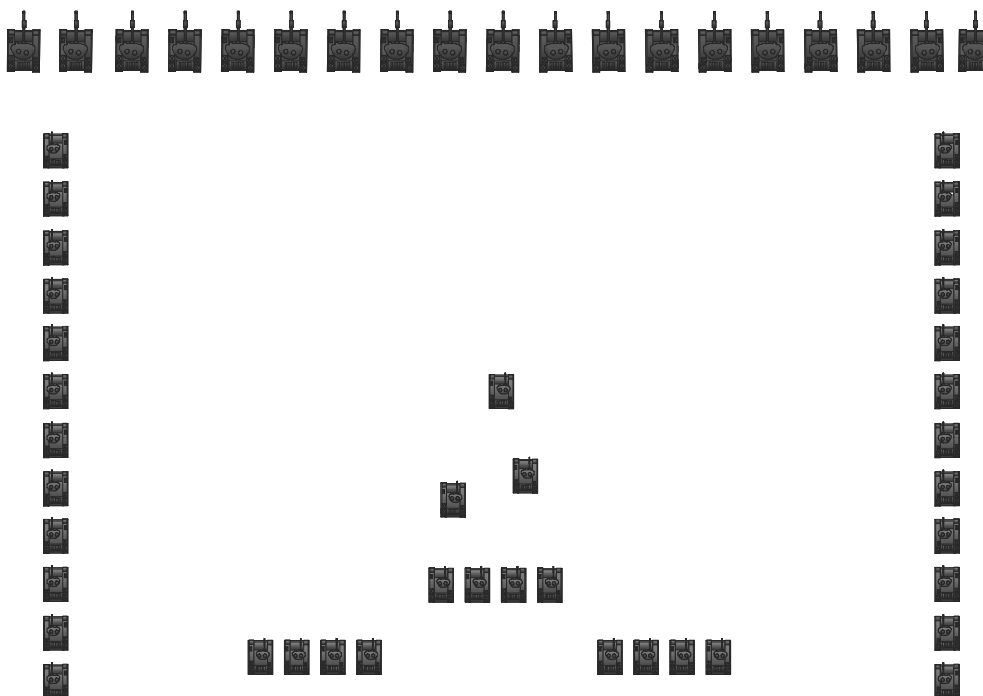
Points à retenir :

- ne détruisez pas les rapports de commandement — bâtissez-les;
- l'équilibre constitue normalement un objectif souhaitable, mais non
- pas si c'est au prix de la puissance de combat;
- souplesse et mobilité ne sont pas des notions mutuellement exclusives;
- laissez les spécialistes faire leur travail.



Sur le plan tactique, vous disposez d'un bataillon d'infanterie mécanisé et d'un escadron de chars.

Les voici alignés pour la prise de photo :



PREMIÈRE ARMÉE CANADIENNE DANS LA LIBÉRATION DE LA HOLLANDE

1944-45

